PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

OCT 15 1937

REVUE DE PARIS

1er OCTOBRE 1937

PRINCE DE METTERNICH	*Mémoires inédits.* — I.	481
R. DE ROUSSY DE SALES	*Le Mouvement ouvrier en Amérique*	514
GEORGES DUHAMEL	*Les Maîtres.* — III	534
XAVIER DE LIGNAC	*Enquête sur la Jeunesse.* . . .	563
RAYMONDE VINCENT	*La Grand'Mère*	598
ALFRED MÉTRAUX	*Une Féodalité cannibale*	637
ANDRÉ ROUSSEAUX	*Propos sur la Critique.*	662
ROBERT DREYFUS	*Elie Halévy*	678
HENRI MARROU	*Les Fouilles d'Herculanum* . .	686
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire.*	699
★★★	*Avant les Élections cantonales.*	711

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE NUMÉRO 19

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

La REVUE DE PARIS *d'octobre 1837 contient des études de Philarète Chasles, de Paul de Musset, de Léon Gozlan et un ravissant article de Ch. Nodier sur les fautes d'impression.*

D'un récit de voyage de Rosseeuw-Saint-Hilaire, évoquant Tanger et Gibraltar, nous détachons le passage suivant :

« A vrai dire, le mont de Gibraltar tout entier n'est, de la base au sommet, surtout du côté qui fait face à l'Espagne, qu'une gigantesque citadelle. En le regardant de ce côté, on voit serpenter sur le flanc de la montagne les longues lignes des chemins creusés péniblement taillés dans le roc ; on voit s'ouvrir les gueules béantes de ces cavernes que la mine a creusées, et dont chacune renferme une bouche à feu prête à vomir la mitraille sur l'étroite langue de terre qui unit seule Gibraltar à l'Europe. Deux grandes galeries couvertes, l'une de quinze cents, l'autre de douze cents pieds de long, découpent dans toute sa hauteur ce mur presque perpendiculaire ; et cet immense travail, postérieur au siège, a été achevé en six ans.

» A côté de ces batteries voûtées, destinées surtout à battre la mer devant Gibraltar et l'isthme étroit qui en ouvre l'entrée, s'élèvent, sur des plateformes, de vastes batteries découvertes, dont les longues pièces portent au loin dans la campagne jusqu'aux anciennes lignes espagnoles, dont on nous montra les limites. D'énormes mortiers de douze pouces, échelonnés en batteries jusque sur la plateforme qui domine le mont, complètent ce système de défense, le plus formidable que l'art ait jamais inventé. La côte ouest, la seule habitée, n'est qu'une batterie continue qui s'étend sur une longueur de trois ou quatre milles, hérissée partout de canons et de parcs d'artillerie, qui se mêlent d'une façon étrange et pittoresque aux arbres et aux sentiers de la promenade, jetés, à force de travail et de dépense, sur ce sol ingrat. Le port, à lui seul, est dominé par quatre étages de batteries superposées l'une à l'autre. Le chiffre total de toutes ces bouches à feu s'élève, dit-on, à près de huit cents ; et l'Angleterre, qui se repose, pour défendre Gibraltar, sur sa vieille réputation d'imprenable, le laisse se garder tout seul, et n'y entretient pas, nous dit le sergent anglais qui nous conduisait, quatre cents artilleurs, c'est-à-dire un homme par deux canons.

» Maintenant, en cas de siège régulier et sérieux, ce dispendieux système de défense atteindrait-il le but qu'on s'est proposé ? Il est permis d'en douter, au moins quant aux galeries couvertes creusées dans une roche qui s'enlève par écailles, et à laquelle manque le solide ciment qui lie la maçonnerie arabe. Les détonations répétées de l'artillerie sous ces voûtes profondes les ébranleraient bientôt, et entraîneraient des éboulements plus dangereux cent fois que tous les boulets de l'ennemi. »

LA FIN D'UNE AMBASSADE

METTERNICH A PARIS EN 1808-1809

MÉMOIRES INÉDITS

L'épopée napoléonienne n'a jamais cessé d'exercer sur les esprits un attrait extraordinaire. Le public accueille avec une avidité jamais assouvie tout ce qui se rapporte à la vie et à l'œuvre de l'Empereur : dissertations de savants austères, études biographiques, mémoires de contemporains, romans-feuilletons, tout, jusqu'aux lettres desséchées de quelque vieux grognard oubliées au fond d'un tiroir familial. Il y trouve toujours un aliment à sa curiosité ; il sait que chaque nouvel ouvrage, comme chaque nouvelle découverte, fait revivre quelque chose d'une époque glorieuse entre toutes.

Parmi les témoins oculaires des fastes de l'Empire, M. de Metternich occupe une place de premier plan. Accrédité à la Cour des Tuileries par une grande puissance, il a pu observer de près la trame des événements qui échappaient au commun des mortels. Amant de la princesse Caroline, confident de Talleyrand et de Fouché, il a souvent eu l'occasion de jeter un regard derrière les coulisses.

Rhénan de naissance, mais cosmopolite par ses goûts et par son éducation, il n'a pas échappé à l'attrait de Paris et de la civilisation française. Défenseur de l'équilibre européen, fermement opposé à l'hégémonie napoléonienne sur l'Europe, il n'a jamais mésestimé son adversaire et jamais méconnu sa grandeur.

La *Revue de Paris* a déjà fait connaître à ses lecteurs, dans son numéro du 1er août 1936, des documents inédits se rapportant aux débuts diplomatiques de M. de Metternich à Paris — série de dépêches qui venaient compléter celles parues précédemment dans le deuxième volume des *Mémoires et Documents* du chancelier. M. E. Dard a publié, au cours de la même année, dans son remarquable ouvrage, *Napoléon et Talleyrand*, quelques nouvelles lettres écrites par Metternich au cours de son ambassade et éclairant ses rapports avec l'homme d'État français dont il avait acheté le concours absolu pour la somme modique de cent mille francs. Mais tout n'était pas encore dit : les archives secrètes de la Cour et de l'État de Vienne contiennent des trésors inépuisables. Avec l'aimable concours de la direction de ces archives, il nous a été permis d'en extraire encore un certain nombre de documents qui concernent cette fois les deux dernières années de cette grande ambassade.

La première partie de ces dépêches inédites se rapporte presque entièrement

aux événements d'Espagne (exception faite de celles du 18 janvier 1808, qui projettent une vive lumière sur les circonstances difficiles dans lesquelles se déroulait l'activité du diplomate autrichien).

M. de Metternich s'est toujours vivement intéressé à la péninsule ibérique, et les jugements qu'il a portés, par la suite, comme chancelier d'Autriche, sur le peuple espagnol et sur l'importance politique de l'Espagne pour l'Europe entière, n'ont rien perdu de leur attrait d'actualité. Certains passages de ses lettres — vieilles d'un siècle — auraient pu être écrits en 1937. « L'Espagne est bouleversée de fond en comble », mandait-il à M. de Lebzeltern, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, dans une lettre datée de Vienne, le 25 avril 1820. « Il ne lui reste aucune de ses anciennes institutions et aucune de celles qui la régissent ne lui va. Ce serait se tromper fortement que de lui croire une constitution ; son régime est l'anarchie, et l'anarchie ne gouverne jamais impunément ; le nombre de ses victimes est constamment placé hors de toute chance de calcul ; l'ordre finit par lui succéder. Quel sera cet ordre en Espagne? Par combien de crises et de dévastations ce malheureux pays, digne d'un meilleur sort, sera-t-il appelé à passer? Le sort en décidera. L'exemple donné par un faible corps militaire, le succès désastreux qui l'a couronné, sont d'immenses malheurs pour le monde civilisé. Le bouleversement total de cette antique monarchie, l'impression que ce fait produit sur tant de peuples remués par des factieux, et le parti que ces derniers s'efforcent d'en tirer, multiplient à l'infini les embarras des gouvernements. La France, l'Allemagne et l'Italie nous fournissent des preuves journalières de cette triste vérité. La physionomie des factieux n'y est plus la même. »

Et dans une autre lettre au même Lebzeltern, du 24 mai 1820 : « J'ai pris depuis si longtemps l'habitude de ne plus me permettre de calculer rien de ce qui se fait en Espagne, faute de rien comprendre, ni à ce que veulent et disent ces gens, ni à ce qui y arrive, tout comme à ce qui n'y arrive pas, que je borne tous mes raisonnements sur l'avenir, sur des expériences faites en d'autres temps et en d'autres lieux. La marche des individus peut souvent être incompréhensible, mais celle des événements ne l'est jamais pour tout observateur froid et impartial. Une révolution à l'eau de rose ne peut exister ; l'ordre ne naît du désordre qu'à travers des désastres ; une constitution comme celle dont l'Espagne est affligée aujourd'hui ne peut pas marcher... Je n'ai jamais encore rencontré un Espagnol qui n'ait été ou fou ou en dessous du médiocre[1]. »

A ces deux témoignages, nous pouvons en joindre un troisième, non moins curieux, extrait d'une lettre de Metternich au prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, en date du 20 mars 1823, et analysant plus particulièrement le point de vue de la Grande-Bretagne : « L'Angleterre pourrait rester longtemps en jouissance d'un état de paix et de prospérité intérieure, déclare le chancelier, lorsque déjà les puissances continentales se trouveraient livrées aux dangers les plus réels... L'Angleterre peut ne voir dans la révolution espagnole qu'une révolution ordinaire ; l'instrument qui a opéré cette révolution ne saurait beaucoup alarmer un gouvernement qui, comme celui de la Grande-Bretagne, est, par son essence, plus civil que militaire. Les puissances continentales, au contraire, voient et doivent voir avant tout dans la révolution espagnole le moyen qui lui a servi de levier. Comme elles ne peuvent se passer d'armée, à moins de renoncer aux premières conditions de leur existence, le désordre qui a bouleversé l'Espagne est du genre de ceux qui empoisonnent

1. Grand-duc Nicolas Mikhailowitch : *Les rapports diplomatiques de Lebzeltern, ministre d'Autriche à la Cour de Russie, 1816-1826.*

les sources et attaquent le principe de la vie. » Tout en tenant compte de cette particularité de la situation britannique, Metternich concluait néanmoins que l'Angleterre ne saurait rester indifférente aux événements qui se déroulaient dans la péninsule. « Le mal qui dévore l'Espagne est d'un caractère assez contagieux pour créer par lui-même, et sans aucune action positive, les funestes effets qu'il a incontestablement produits dans plus d'un pays de l'Europe[1]. »

A la lumière de ces réflexions, datant d'une période ultérieure, les rapports de Metternich remontant à 1808 acquièrent une valeur toute particulière. Ils nous dépeignent les origines d'une grande crise politique, dont les réactions lointaines se manifestent jusqu'à nos jours. Ils nous retracent l'histoire de cette première intervention française en Espagne, qui fut peut-être l'erreur la plus funeste du régime impérial, et nous font comprendre l'émotion intense que cette intervention malchanceuse devait provoquer dans l'Europe entière.

En lisant les dépêches expédiées par Metternich de Paris, au cours de l'année 1808, on voit les événements d'Espagne se dérouler comme dans un film : le soulèvement d'Aranjuez et de Madrid, dirigé contre Godoy, Prince de la Paix, l'abdication du roi, l'entrée en lice des troupes françaises, le départ de l'Empereur pour Bayonne, la dépossession de la dynastie régnante, l'internement des souverains espagnols en France, et enfin le soulèvement populaire, les premiers déboires de Napoléon et la capitulation de l'armée de Junot en Portugal.

A partir du jour où Napoléon destitue le roi d'Espagne et installe son propre frère à Madrid, Metternich cesse de croire à la possibilité d'une paix durable avec la France. « Les Bourbons, avait déclaré Napoléon à l'ambassadeur d'Autriche, sont mes ennemis personnels — eux et moi ne peuvent occuper les trônes en Europe[2]. » Puissance conservatrice avant tout, l'Autriche se voit placée devant un nouveau et cruel dilemme : s'attirer les foudres de l'Empereur ou reconnaître les nouveaux rois d'Espagne et de Naples, ce qui équivaut, selon Metternich, à une « véritable catastrophe ».

Dans ses dépêches du 27 avril et du 23 juin 1808, publiées dans *Mémoires et Documents* (vol. II), Metternich précise son point de vue : « Il n'existe pas de paix avec un système révolutionnaire », proclame l'ambassadeur d'Autriche. « Que Robespierre déclare la guerre éternelle aux châteaux ou que Napoléon la fasse aux puissances, la tyrannie est la même, le danger n'en est que plus universel. Napoléon médite notre destruction. Il la médite parce que notre existence est incompatible, quant aux principes et quant à l'étendue de notre territoire, avec une suprématie universelle. » Metternich revient sur cette question dans son remarquable rapport du 1er juillet, que le lecteur trouvera dans les pages suivantes : « Le principe constant qui guide Napoléon, y écrit-il, c'est la suprématie la plus étendue sur le continent... Toute idée de repos est éloignée de ce Prince ; le jour où il finit une besogne doit en voir entamer une nouvelle. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour trouver les points sur lesquels les prochains coups doivent se porter. » Comment s'entendre d'une façon durable avec « un régime qui revient aux phrases et au style de 1793, qui renverse tout : principes, convenances, autorité de l'histoire?... »

Une nouvelle conflagration entre la France et l'Autriche étant ainsi reconnue inéluctable, une seule chose importe à Metternich : retarder le moment où la guerre doit éclater et mettre son propre pays en bonne posture. C'est à ce problème que se rapporte la deuxième partie des dépêches inédites.

1. Metternich : *Mémoires et Documents*, vol. IV.
2. *Mémoires et Documents*, vol. II, p. 216.

Les historiens autrichiens, et même ceux qui sont le mieux disposés pour Metternich, tel Srbik, lui ont fait un grief des « erreurs fatales » commises au cours d'une ambassade, dont la guerre de 1809 fut la conclusion. Mais peut-on vraiment affirmer que Metternich ait poussé à la guerre? Ne la considérait-il pas plutôt comme un fléau inévitable, la conséquence forcée d'une situation qui défiait toutes les notions « de la civilisation et de l'humanité »? Il s'est trompé en évaluant les chances de la lutte ; pourtant, ce n'était pas à lui, mais au gouvernement de Vienne, tout imprégné de velléités belliqueuses, d'apprécier à leur juste mérite les forces respectives des deux armées. D'une façon ou de l'autre, le jeune ambassadeur d'Autriche s'est efforcé longtemps de retarder la conflagration. « Provoquer directement la guerre serait de la démence, écrivait-il le 2 août 1808. Il faut reculer le plus possible l'explosion dont Napoléon ne cessera jamais de nous menacer... Ajourner la guerre, c'est atteindre un grand, un immense but[1]. »

Dans sa grande dépêche du 30 mars 1808, publiée ci-dessous, Metternich affirme, avec une vue prophétique, que les nouveaux projets belliqueux de Napoléon seront mis à exécution en 1809. Mais, au cours des mois suivants, il ne manque pas de relever consciencieusement tous les symptômes qui indiquent encore les possibilités d'une issue pacifique.

Le 14 août, Napoléon rentre à l'improviste de Bayonne à Saint-Cloud et donne le 15, jour de sa fête, une grande réception au corps diplomatique. La scène qui s'y déroule a souvent été décrite. S'arrêtant brusquement devant Metternich, César l'interpelle à haute voix : « Eh! bien, monsieur l'Ambassadeur, que veut l'Empereur, votre Maître? Songe-t-il à me faire revenir à Vienne? » Et cinq quarts d'heure durant, à la consternation du corps diplomatique, Napoléon poursuit son monologue, reprochant surtout à l'Autriche ses armements précipités. Le lendemain, Metternich interprète l'incident dans un sens optimiste. Il écrit à son gouvernement — en contradiction avec ce qu'il prétendra par la suite — que toute la conversation se déroula « avec une extrême franchise et avec le plus grand calme », sans que l'Empereur ait élevé à un seul moment la voix et sans qu'il ait abandonné « la plus étonnante mesure », même lorsque le présomptueux diplomate lui dit : « Croyez, Sire, que si vous comptez nos soldats, nous comptons également les vôtres[2]. »

La dépêche inédite du 3 septembre 1808, qui se rapporte à cet incident, présente un intérêt historique tout particulier. Entre temps, Metternich a été reçu par Napoléon en audience privée et a eu quelques longues conversations avec Talleyrand. Les impressions qu'il y a recueillies lui permettent de mander à Vienne que « les différends avec la France sont entièrement terminés ». « La dernière audience particulière que m'accorda l'Empereur renferme la fin des discussions anciennes et des vues sur de futures relations. » Metternich voit ainsi confirmée l'opinion qu'il avait exprimée dans une dépêche précédente (le 25 juillet 1808, voir ci-dessous) : « Je connais le langage qu'il faut parler à Napoléon : c'est la franchise et le peu de gêne que je mets dans mes explications qui nous valent nos succès. »

L'entrevue d'Erfurt éveille, en septembre 1808, de nouvelles craintes, mais aussi de nouveaux espoirs : Metternich relate, dans ses dépêches, de longues

1. *Mémoires et Documents*, vol. II.

2. *Ibid.* Le souvenir de cette journée historique n'a jamais cessé de hanter l'esprit de Metternich. « Des années se sont écoulées, écrivait-il le 15 août 1823, mais la date de 15 août est encore tellement vivante dans ma mémoire que tous les ans, à pareil jour, je retrouve dans toute leur vivacité ces impressions d'autrefois. » *Mémoires et Documents*, vol. IV, p. 13.

conversations avec Talleyrand, où la possibilité d'une apparition spontanée de l'Empereur François à la conférence des monarques est envisagée. Mais, à Vienne, on n'admet pas que François s'y rende sans être expressément invité. Et lorsque Metternich sollicite pour lui-même l'autorisation de suivre Napoléon en Allemagne, le Gouvernement français lui oppose une fin de non-recevoir. C'est alors seulement que l'ambassadeur est obligé de reconnaître (dépêche du 24 septembre) « le peu de probabilité que les conférences d'Erfurt puissent mener à la paix générale ». « Napoléon n'y pense pas, ajoute-t-il, et ne pourra jamais y être forcé que par des circonstances tout à fait impérieuses. »

A partir de cette époque, les rapports entre la France et l'Autriche s'enveniment définitivement. Rentré d'Erfurt, Napoléon manifeste à l'égard de Metternich une froideur marquée : il feint de ne pas le voir pendant les réceptions du corps diplomatique. Lorsqu'il lui adresse la parole, c'est pour poser toujours la même question : « Comment va madame de Metternich ? » Et l'ambassadeur de répondre avec son flegme imperturbable, « qu'elle se porte toujours de même ».

Les représentants des autres puissances entendent à cette époque, de la bouche même de l'Empereur, des menaces non déguisées à l'égard de l'Autriche. Vers la fin de l'année, Metternich se rend à Vienne, et engage son gouvernement à être prêt à toute éventualité. C'est à ce moment, pour employer son expression favorite, que « les dés sont jetés ».

Au printemps de 1809, l'Autriche met ses armées sur pied de guerre : trois cent mille hommes de troupes actives, de réserve, de landwehr s'écoulent vers la frontière. Les régiments traversent la capitale au bruit de chansons et de fifres : l'Impératrice Marie-Ludovica leur distribue solennellement, dans la cathédrale de Saint-Étienne, des drapeaux dont elle a elle-même brodé les cravates. Et l'Empereur François ne cesse de répéter, en parlant de Napoléon : « Cet homme me donne bien des tracas : il veut absolument détruire ma monarchie[1]. »

A-t-il tellement tort ? Napoléon écrit à ce même moment à Jérôme : « L'Empereur d'Autriche aura cessé de régner dans deux mois... »

Dans cette société française, que Metternich croyait si peu portée à soutenir les ambitions napoléoniennes, un esprit guerrier souffle à nouveau. Les maréchaux, promus ducs, veulent maintenant, au dire de Fouché, « devenir archiducs » ; des ambitieux, des agioteurs se remuent, les petites puissances allemandes fomentent la propagande anti-autrichienne dans l'espoir de ramasser quelques lambeaux de la curée ; et tous ces efforts agissent comme la goutte d'eau sur l'esprit de l'Empereur, toujours porté à de nouvelles entreprises de conquête.

Les dépêches expédiées par Metternich, au cours de ces premiers mois de 1809, ont un caractère extrêmement dramatique. Il sait que la catastrophe est imminente : chaque semaine, chaque jour l'en rapproche. Il se cramponne pourtant à un dernier espoir : l'intervention de la Russie pourrait peut-être sauver la paix. Mais, bientôt, il doit déchanter : l'ère des pourparlers est close et Metternich est même privé de la possibilité d'expédier régulièrement son courrier. Il continue néanmoins à envoyer à sa Cour des messages de plus en plus enfiévrés, en utilisant les services du courrier russe. Et la série des documents inédits s'achève par cette lettre extraordinaire, écrite de la propre main de Metternich, où celui-ci fait part au prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche en Russie, des dangers qui le menacent ; emprisonnement à

1. A. Sorel : *L'Europe et la Révolution Française*, vol. VII.

Vincennes, exécution au poteau. Jouait-il la comédie? Voulait-il impressionner le cabinet de Saint-Pétersbourg, ou avait-il effectivement perdu la tête?

Metternich échappera au sort du duc d'Enghien, Napoléon n'ayant jamais eu l'intention de lui faire jouer le rôle d'un martyr. Avant de se quitter, les deux adversaires s'affrontent avec une courtoisie parfaite.

Le jour fatidique arrive. La Cour, les ministres, les ambassadeurs sont réunis dans la grande salle des Tuileries pour entendre les décisions du Maître. Tous les yeux sont fixés sur Metternich au moment où l'Empereur s'approche de lui pour déclarer qu'il marchera sur Vienne par Ratisbonne et Munich. Humboldt se rappellera, des dizaines d'années plus tard, « la noblesse et la dignité impressionnantes, le calme vraiment admirable » que manifeste, à ce moment historique, son collègue d'Autriche[1]. Quelques instants plus tard, l'Empereur descend dans la cour du palais, monte sur un cheval blanc et harangue les troupes. Il charge Champagny de faire dire à Metternich qu'il n'a aucun ressentiment contre lui : la scène qui venait d'avoir lieu n'était destinée qu'à la galerie. « Monsieur, réplique l'ambassadeur, dites à l'Empereur, votre Maître, que je ne l'ai jamais pris au sérieux[2]... »

C'était le mot de la fin, auquel Napoléon ne répondra que sur les champs de bataille d'Eckmühl et de Wagram, par la voix de ses canons.

CONSTANTIN DE GRUNWALD

Metternich à Stadion

Paris, le 18 janvier 1808.

Monsieur le Comte,

V. E. doit avoir reçu par le sieur Pluthon une dépêche chiffrée, par laquelle j'eus l'honneur de La prévenir qu'à dater du nouvel an, Elle recevrait mes dépêches dans un nouveau genre de portefeuille, qui me semblait réunir le plus de moyens de contrôle possible pour la sûreté de la correspondance. Vous êtes maintenant à même de juger, monsieur le Comte, si l'enveloppe des présentes dépêches réunit effectivement les conditions que je me suis proposées ; quelques détails me paraissent toutefois nécessaires à ajouter, pour préciser l'étendue de moyens de sûreté. Le seul but qu'il soit possible d'atteindre est celui de savoir, de manière à n'en point douter, si les dépêches que vous expédiez n'ont point été lues en route. Les cachets que nous apposons aux valises de nos courriers n'offrent aucune garantie. Ils n'ajoutent rien à la difficulté d'intercepter des dépêches si le courrier est gagné, et de faux cachets rendent, dans ce cas, toute inspec-

1. Lettre inédite citée par H. von Srbik, *Metternich*, vol. I, p. 118.
2. Mémoires du comte Fitzthum-Eckstaedt *(Une conversation avec Metternich, à Dresde, en octobre 1828)*.

tion inutile et illusoire. Vous n'avez, d'ailleurs, qu'à rompre un seul chaînon des faibles chaînes qui ferment les valises. La plus simple des mécaniques qu'y ajouterait le courrier, tout double fond dans la valise même, suffirait pour rendre vaine la précaution de réunir les deux bouts de la chaîne par un petit bout de ficelle non moins misérable. Nous nous fions donc à nos courriers, mais cinquante, cent, deux cent mille francs, auxquels ne regarde pas ce Gouvernement-ci, quand il s'agit d'atteindre un but intéressant, sont de puissants moyens de tenter un homme qui, pour ajouter à deux cents florins d'appointement, grapille trois ou quatre mille florins par an, aux risques de sa santé, et assurément aux dépens de son repos. J'ai donc visé à apposer un moyen mécanique puissant, contre lequel échoueraient toutes les tentatives secrètes ; moyen que j'ai calculé du seul point de vue du contrôle. Le sac qui renferme les dépêches est en cuir sans nulle couture. On pourrait le couper, et, en rapprochant soigneusement les lèvres de la fente, au moyen de colles fortes et fines, faire disparaître les traces du viol. J'ai obvié à cet inconvénient ; les sacs sont doublés d'une étoffe de soie ouvragée, dont la contre-épreuve est ci-incluse. Or si on la coupe, il est impossible d'en faire disparaître les preuves ; si on voulait regarnir de nouveau l'intérieur, on ne trouverait pas l'étoffe correspondante à la contre-épreuve, car jamais deux pièces de taffetas ouvragées ne se rapportent entièrement ; il est même rare qu'une fabrique s'occupe de faire deux pièces pareilles, et, si le cas échoit, la mode fait varier tellement les dessins, qu'elle n'y reviendrait pas d'une année à l'autre, à moins de commande expresse. Le portefeuille est clos par une serrure à mille combinaisons. Il ne faudrait pas moins de quelques jours, en supposant une minute par combinaison, pour trouver celle qui ouvre la serrure, et il y a, d'ailleurs, cent mille à parier contre un qu'on ne la rencontrera qu'en les parcourant toutes. Nul courrier ne peut être arrêté dans sa course ce laps de temps.

Enfin, luttons d'adresse dans une occasion où nul ne pourrait rien opposer à la force, et si, en augmentant les moyens de contrôle, nous diminuons les chances de surprise, nous aurons beaucoup gagné dans le temps où nous vivons. Le Cabinet

russe est tellement circonspect dans le choix des courriers qu'il envoie à Paris, qu'il ne charge plus que des officiers de grades supérieurs, connus pour leur attachement et leur sûreté, de la remise des dépêches. Je m'empresse de répéter ce que renferma ma dépêche chiffrée du 14 décembre, que nul doute ou suspicion contre un individu quelconque ne m'a porté à proposer à V. E. la nouvelle enveloppe qui couvre les présents rapports. J'en mets deux autres à Sa disposition dont Elle ordonnera qu'on se serve dans le cas qu'elle ne trouve pas mon invention entièrement inutile.

Metternich à Stadion.

Paris, le 18 janvier 1808.

Monsieur le Comte,

Le Prince Guillaume de Prusse est ici depuis une quinzaine de jours. Il loge dans un hôtel garni, et cette circonstance seule prouverait la différence du traitement qu'on lui fait éprouver d'avec celui de tous les autres Princes de Maisons Royales, qui, de suite, se sont trouvés à Paris. Ce n'est que le cinquième ou le sixième jour après son arrivée qu'il fut admis à l'audience de l'Empereur, et la position extraordinaire dans laquelle l'a mis sa propre Cour a fourni des prétextes au peu d'empressement qu'on lui témoigne. Muni de pleins pouvoirs très étendus pour le règlement définitif des différends qui existent encore entre les deux États, on lui a donné le titre d'Ambassadeur extraordinaire dans la lettre dont le Roi, son frère, l'a chargé pour Napoléon.

Le Grand-Maître des Cérémonies, auquel il s'était adressé en premier lieu, le renvoya à M. de Champagny. Le Prince fut dans le cas de lui faire la première visite ; plusieurs jours se passèrent en pourparlers, et il finit par être admis chez l'Empereur comme Prince de Prusse. La position louche dans laquelle cette cumulation de qualités devait indubitablement le placer semble ne pas avoir été prévue par le Cabinet de Memel ; elle a sans doute été provoquée par le refus obstiné de cette Cour-ci d'admettre M. de Brockhausen dans sa qualité de Ministre plénipotentiaire avant l'arrangement définitif

de tous les points en litige, que l'on renvoie de Paris à M. Daru, intendant général à Berlin, et que ce dernier renvoie à Paris. Le but de fouler la Prusse jusqu'à extinction totale ne peut être atteint ni plus commodément, ni plus sûrement que par cette manœuvre connue du Gouvernement français..

Metternich à Stadion.

Paris, le 30 mars 1808.

Monsieur le Comte,

La catastrophe, qui depuis longtemps menaçait le trône d'Espagne, vient d'éclater. Les événements qui, à dater du 15 de ce mois, se sont succédé à Aranjuez et à Madrid ne sont encore connus du public que sommairement : nous touchons les résultats, sans pouvoir suivre la marche de l'intrigue et des événements qui les a amenés. Peu de semaines suffiront sans doute pour dévoiler, aux yeux de l'observateur, l'état actuel des choses; nous voyons déjà qu'on ne perd pas un moment pour le mettre à profit, et la dernière branche des Bourbons va incessamment se trouver déchue du dernier trône qu'elle occupait. Le *Moniteur* d'hier (*Moniteur* du 29 mars), que j'ai l'honneur de joindre au présent rapport, renferme le précis sommaire des événements depuis le 16 jusqu'au 20 mars. Un courrier, arrivé ici hier, a porté au Prince Masserano des lettres de créance du nouveau Roi Ferdinand VII. Le quartier général du Prince Murat doit être établi depuis plusieurs jours à Madrid.

Le Prince de la Paix est reclus dans l'hôtel des Gardes du Corps, à Aranjuez. Les détails suivants, qui ne se trouvent dans aucune feuille et que je tiens des premières sources, serviront, quoique faiblement, à éclaircir la marche progressive des événements. Il paraît que depuis longtemps la conquête du Portugal faisait un des principaux objets de négociation entre les Cours de France et de l'Espagne. Le Roi Charles IV répugnait à renverser le trône de son beau-fils; la France tint à l'expédition, parce que de nouvelles chances d'agrandissement s'offrirent à elle; les catastrophes du moment présent peuvent n'avoir pas moins été prévues et préparées;

un spécieux prétexte pour faire passer à une forte armée les Pyrénées, l'établir en Espagne et la faire vivre à ses dépens, offrait des moyens trop faciles de bouleversements avantageux à Napoléon pour qu'il ne les ait saisis avec cette active convoitise qui caractérise sa marche politique. C'est le Conseiller d'État Ysquierdo, agent reconnu et avoué du Prince de la Paix, avec lequel on traita ici de cette importante question. Il signa, en novembre dernier, un acte dérobé à la connaissance du public, qui paraît avoir fixé les bases de l'expédition contre le Portugal. Des articles de cette pièce portèrent-ils explicitement la réunion du Portugal à la couronne d'Espagne et la cession des Provinces en deçà de l'Ebre à la France?

Le négociateur espagnol serait-il tombé dans l'erreur trop funeste, et généralement trop souvent répétée, de croire qu'en n'articulant pas dans les plus minutieux détails les cessions et les acquisitions, il établirait quelques chances en faveur de son Maître? Je l'ignore — tant y a que lors de son départ pour Madrid, il y a eu six semaines, il assura sous le sceau du secret ne pas avoir entendu signer ce qu'on prétendait devoir être exécuté comme résultat de la convention du mois de novembre dernier. Son dernier voyage paraît avoir eu pour but de porter sa Cour à consentir à la cession de la Biscaye, de la Navarre, de l'Aragon et de la Catalogne; l'Espagne, en échange, entrait en possession du Portugal, à l'exception de Lisbonne, qui demeurerait à perpétuité à la France. Une armée de quatre-vingt mille hommes, destinée à occuper les ports de l'Espagne, devait être entretenue aux frais du Royaume. Il fit la course en vingt-deux jours, et rapporta ici la ratification de cet acte. Il quitta Madrid le 13 mars; le quartier général français était à Valladolid ou auprès; l'armée du Prince Murat avançait à petits pas, elle couvrait journellement un terrain plus étendu — on disait qu'elle s'avançait vers les côtes du sud-ouest. Le public, en Espagne, était dans une sourde agitation, on s'attendait à des grands événements, on voyait des moyens d'attaque partout, nulle part des moyens de défense; entourés, livrés à des amis armés, les Espagnols regardèrent autour d'eux pour découvrir les ennemis : les yeux se fixèrent sur la Cour

et ses alentours. Le Roi rassembla autour de lui quelques faibles moyens de défense. L'insurrection contre le Prince de la Paix éclata le 16 ; on se porta chez lui ; ses gardes se battirent en désespérés, il coula beaucoup de sang. Le Prince resta caché sur un des greniers de sa maison pendant quarante-cinq heures ; pressé par la soif, il descendit dans la rue, déguisé le mieux qu'il put, et demanda à boire à un passant. Celui-ci, l'ayant reconnu, appela au secours ; un attroupement s'étant formé sur le champ, le Prince eût infailliblement été assassiné si quelques militaires ne l'avaient pas pris sous leur garde. Il reçut dans la mêlée un coup de canne sur l'œil droit, qui a manqué de le lui crever. Les proclamations, la nouvelle de l'abdication du Roi se trouvent dans le *Moniteur*, tristes monuments de la faiblesse d'un Monarque, qui va grossir la foule des Princes qui n'ont su ni défendre leur trône contre le torrent dévastateur des derniers temps, ni s'ensevelir sous les ruines. Plusieurs circonstances dans la marche des événements, que je viens d'avoir l'honneur de tracer à V. E., paraissent inexplicables, si on ne part du point de vue que ni la Cour d'Espagne, ni les insurgés, ni le peuple espagnol n'avaient le moindre plan, que tous les fils aboutissaient uniquement aux Tuileries, que le désordre était protégé par Napoléon, parce que ses effets ne pouvaient que diminuer en raison inverse de son intensité. Les mêmes personnages qui ont figuré dans la dernière conspiration du Prince des Asturies se trouvent actuellement à la tête de l'administration nouvelle. Comment supposer que ces individus dispersés, en inquisition, arrêtés, abandonnés par un Prince, lui-même avili aux yeux de la nation, aient pu continuer à préparer en secret une catastrophe, qui demandait de l'accord et des moyens de tout espèce. On veut faire croire ici que c'est cette même trame qui a réussi dans ce moment ; on jette du louche sur le Prince des Asturies ; on veut le faire paraître criminel pour pouvoir sévir contre lui ; on a l'air de prendre le parti du Roi qui ne l'est plus, pour détrôner celui qui lui succède ; on dit maintenant que l'armée française n'avance en Espagne que pour y rétablir l'ordre, le désordre n'existe dans ce malheureux pays que depuis la présence de cette armée. Tous les partis devaient se réunir contre l'homme

en butte à tous, lequel, après s'être élevé avec une rapidité sans exemple dans l'histoire, au-dessus de tout ce à quoi le particulier le plus ambitieux peut viser, n'a à attendre probablement que l'échafaud. Il paraît sûr que le Prince de la Paix, ne se faisant nulle illusion sur le sort prochain et inévitable de son Maître, lui avait proposé de quitter l'Europe et de se retirer en Mexique. Ce fait sert maintenant de prétexte à ses persécuteurs. Il devait être un grief aux yeux de Napoléon ; on n'en a pas moins offert, peu de jours avant la catastrophe du 16 mars, un asile au Prince de la Paix dans le quartier général français. Le Prince répondit à l'offre que lui en fit Murat, que rien ne le séparerait jamais de la personne de son Roi ; qu'il était espagnol, qu'il n'avait en vue que le bien-être de l'Espagne, et que jamais, arriverait ce qui pourrait, il n'irait chercher un asile chez l'étranger. Que V. E. parte de ces différentes données, et qu'Elle base sur elles son calcul, je ne doute nullement qu'Elle n'en tire le même résultat que moi. On voulait du désordre pour légitimer (si ce mot est applicable à une entreprise française) les malheurs qui vont accabler le faible Charles IV et le court règne de son fils. M. de Laforest est parti d'ici pour Madrid, il y a trois jours. On lui a laissé trois heures pour faire ses préparatifs et donné pour toute instruction l'ordre de suivre celles qu'il recevra au quartier général du Prince Murat. Il a dû quitter Paris, sous prétexte de se rendre sur ses terres. Il est, sans nul doute, chargé d'imprimer le sceau diplomatique au résultat des opérations du Général en chef français. Les différents articles que j'ai eu soin de marquer dans les feuilles d'hier (29 mars), que V. E. reçoit ci-joint, prouvent la tendance de Napoléon vers la chute du trône d'Espagne. Le public, habitué à ce genre de catastrophes, désigne le Prince Murat comme futur Roi. Il serait très difficile de préciser quelles peuvent être les vues de l'Empereur sur l'organisation prochaine de la presqu'île. Je serais assez tenté de croire que nous y verrons, outre quelques acquisitions importantes pour la France, un morcellement qui, en laissant à Napoléon le moyen de placer plusieurs de ses créatures, diminuerait l'intensité des forces qui, le jour où il retournera ses regards vers l'Orient, se trouveraient dans son dos. Si l'Espagne et

le Portugal doivent être réunis, je trouve le lot trop grand pour le Grand-Duc de Berg[1] et je serais plutôt tenté de croire qu'on y placerait un des frères, dans le sort desquels il serait difficile qu'il n'y ait pas quelque changement.

Il me suffira de citer l'état actuel de la Hollande pour justifier cette opinion. Il est prouvé que ce Royaume ne peut exister vingt ans. La pénurie de tous les moyens financiers, les atteintes de la mer, à laquelle il devient tous les jours plus difficile de disputer le terrain, doivent, de l'aveu même des personnes impartiales et instruites, faire agglomérer à la France les provinces que, sous peu, les ondes ne couvriront pas. Les personnes qui désignent le Grand-Duc de Berg comme Roi d'Espagne prétendent que son pays actuel sera réuni au Royaume de Westphalie.

La subversion de l'Espagne est un de ces événements affreux, une de ces grandes et malheureusement trop inutiles leçons dans les fastes de l'histoire, qui devraient prouver à tous les souverains que capituler avec un ennemi irréconciliable ne le désarme pas ; la querelle renaît, et malheur à la puissance qui, dans les moments trompeurs d'un repos apparent, a sacrifié ses moyens de défense à des considérations secondaires ; malheur au souverain qui se fie à des démonstrations bienveillantes de la part du vainqueur. Il est des circonstances incompatibles entre elles ; celle du pouvoir actuel de la France l'est avec la conservation de nul autre trône de l'Europe, car, qui oserait flatter de ce titre cette foule de Préfets couronnés qui, depuis peu, doivent leur existence à cette même France, et qui payent cette frêle existence par le sang et l'or de leurs sujets. Que de considérations doit faire naître en Russie la catastrophe qui fait le motif du présent rapport ! Par quels sacrifices le Cabinet de Saint-Pétersbourg espère-t-il atteindre à la somme des sacrifices que, depuis des années, le malheureux Charles IV a portés à la France ? Quelles assurances plus positives d'amitié l'Empereur Alexandre peut-il attendre que n'en a reçu le Gouvernement espagnol ? C'est à l'époque même que Napoléon a eu soin d'éloigner du trône de leur maître l'élite des troupes espagnoles, et qu'il les a exilées dans les glaces du Nord, que

1. Murat.

la Russie donne dans le même panneau. Les mêmes résultats suivent toujours les mêmes causes, et si l'Empereur Alexandre ne voit pas, dans son impolitique querelle avec la Suède, dans les mesures de défense et d'attaque qui se poussent avec vigueur dans le Duché de Varsovie pour l'occupation et la mort de la Russie, dans l'isolement enfin de ses projets contre la Porte, autant de facilités en faveur de la France et de dangers pour son Empire, qu'il se persuade au moins, d'après le triste exemple de l'Espagne, que la personne même du Souverain n'est pas plus respectée par Napoléon que le reste des principes qui seuls devraient servir de base à la politique des grands comme des petits et de la violation desquels le règne du Conquérant offre une série étudiée et non interrompue.

Il est impossible que, quand les changements qu'il se propose dans la presqu'île seront consommés, époque prochaine et facile à calculer, il ne refoule avec toutes ses forces vers l'Orient. L'année est trop avancée pour qu'il me paraisse probable que nous puissions y prévoir des complications; mais c'est l'automne et l'hiver prochains que se prépareront les grandes questions. C'est en 1809 qu'elles seront mises en exécution, et malheur aux seules puissances qui méritent encore ce nom en Europe, si elles ne s'entendent pas d'ici à cette époque sur des moyens de coopération ou de défense.

Je sais combien la chose est difficile ; mais toute considération doit céder à l'impérieux besoin de sa propre conservation. Si Napoléon était tout puissant, il ne nous laisserait pas le temps de renforcer nos moyens; il nous dévoile un reste de faiblesse par la conduite calculée qu'il tient vis-à-vis de la Russie et de nous, dans un moment où un autre coin de l'Europe absorbe une grande partie de ses forces; il compte sans doute sur l'excès de notre affaissement moral, car personne mieux que lui ne connaît et sait apprécier nos forces physiques. Je forme des vœux que la catastrophe en Espagne serve à donner une meilleure direction aux esprits en Russie, et ces horribles événements auront, comme beaucoup de crimes, offert eux-mêmes quelques chances de salut à ceux qui savent en profiter.

Il n'est pas trop possible de prévoir ce à quoi la présence de l'Empereur en Espagne pourrait servir dans ce moment.

Il paraît néanmoins probable qu'il va aux premiers jours se rendre de ce côté. Il serait possible qu'il se fixât à Bayonne ou à Bordeaux pour être près du théâtre où il déploie momentanément son activité, que rien malheureusement ne parvient à lui faire user. On dit qu'une incommodité cutanée le retient ici depuis plusieurs semaines, il est toutefois si difficile d'approfondir ce qui le concerne que je ne me permets pas d'assurer qu'une gale mal guérie le tourmente, ainsi que le croit tout le public.

Metternich à Stadion.

Paris, le 6 avril 1808.

Monsieur le Comte,

L'Empereur avance à petites journées vers les frontières de l'Espagne. Il a couché la première nuit à Orléans, la seconde à Tours, et ne comptait être que le quatrième jour à Bordeaux. L'Impératrice le suit ; Elle quittera ce soir la Malmaison où Elle s'était établie au moment du départ de l'Empereur de Saint-Cloud. Nous n'avons pas de nouvelles d'Espagne plus récentes que celles que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. E. par le dernier courrier. On est tellement convaincu, dans le public d'ici, de la destruction de ce royaume qu'on s'attend à voir finir la chose par un simple décret impérial. Une foule de bruits, desquels il est difficile de connaître les sources, circulaient hier ; on prétendit que le jeune Roi a quitté Madrid avec une centaine de personnes dévouées, pour se rendre en Amérique ; on dit que le Prince de la Paix se trouve au quartier général ; on parle d'établir le Roi Charles IV au château de Laeken. Je ne garantis aucun de ces bruits et ne les cite à V. E. que pour ne pas lui laisser ignorer quelle est la façon de juger les intérêts d'un allié, et qu'on se permet d'annoncer dans les cafés et dans les foyers même des théâtres. Beaucoup de personnes doutent que l'Empereur ira en Espagne, d'autres prétendent savoir qu'il a donné rendez-vous à plusieurs personnes dans son quartier général de Burgos. Il paraît, dans tous les cas, que l'absence de S. M. ne sera guère que de six semaines à trois mois. Un fait

insignifiant par lui-même, si tous ceux qui éclairent la marche politique de Napoléon n'offraient quelque intérêt, est le suivant: un nommé Cailhé, ancien émigré français, ayant servi pendant son exil en Portugal, en qualité de colonel, rentra en France lors de l'amnistie générale. Rayé de la fatale liste, il fit des démarches près de l'Empereur pour obtenir la permission de continuer à servir le Portugal. Cette prière, quelque épaulée qu'elle fût par des personnes très influentes avec lesquelles M. Cailhé est lié, resta depuis des années sans réponse. Deux jours avant son départ, l'Empereur adressa un décret au pétitionnaire, par lequel il l'autorisa à continuer de servir le Roi du Brésil, à la condition expresse pourtant de ne pas porter les armes contre la France. Cette mesure est en concordance parfaite avec les publications qui ont eu lieu sur les relations qui devraient former la base de la politique du Gouvernement du Brésil.

P. S. — Parmi les bruits qui circulent dans la ville sur les projets futurs de Napoléon, il en est un qui porte qu'avant de se rendre en Espagne, il s'arrêtera d'abord à Bayonne, et qu'il y convoquera une espèce de Junta, composée d'une députation des notables d'Espagne; cette assemblée rappelle la fameuse consulte de Lyon, qui, en 1802, investit Napoléon de la présidence à vie de la République italienne.

Metternich à Stadion.

Paris, le 19 avril 1808.

Monsieur le Comte,

Le nuage le plus épais couvre les opérations et les vues de Napoléon sur l'Espagne. Toutes les communications avec ce Royaume continuent à être interceptées; les lettres particulières sont arrêtées sur la frontière et le Gouvernement ne publie, de temps en temps, que des fragments incohérents, et conçus dans un sens tellement contradictoire, qu'il serait très difficile d'appuyer sur eux un calcul quelconque. V. E. est à même de se convaincre de ce fait par la lecture des dernières feuilles publiques, et surtout en rapprochant les articles datés de Madrid dans le *Moniteur* et dans le *Journal de l'Empire*.

Il paraît incontestable que l'Empereur éprouve beaucoup plus d'opposition qu'il ne s'y était attendu, et que le jeune Roi est très bien conseillé. La composition du nouveau Ministère est telle que tous les partis s'y lient ; le peuple se prononce très fortement ; on dit, entre autre, qu'une députation de Catalans est venu offrir au Roi deux cent mille hommes prêts à se lever au premier signal.

Je sais positivement que l'Empereur a emporté d'ici une foule de proclamations imprimées, par lesquelles il déclare l'existence d'une branche des Bourbons en Europe incompatible avec l'ordre des choses actuel. Il paraît certain que le plan était celui de laisser non seulement une porte ouverte, mais même de faciliter à la famille royale son départ pour l'Amérique, et de stipuler, en compensation de cette faveur, des cessions à la France dans le nouveau continent, pour l'époque de la paix générale.

Il est impossible de déterminer quel sera maintenant le résultat du voyage de l'Empereur ; exécutera-t-il ce plan? L'ajournera-t-il à une autre époque? Trouve-t-il que les obstacles, qu'il ne manquera pas de rencontrer, sont trop majeurs pour essayer de les vaincre de vive force? M. de Talleyrand, auquel j'ai soumis ces questions, et qui, depuis le départ de l'Empereur, me paraît autant dans le vague que nous tous, incline vers l'ajournement. Il paraît, qu'en tous cas, l'absence de Sa Majesté ne se prolongera pas au delà de quatre à six semaines.

La grande énigme se résolvant pour le moment par la cession de quelques provinces, il est hors de doute qu'une armée plus ou moins forte continuera de vivre aux dépens de l'Espagne entière.

Metternich à Stadion.

Paris, le 19 avril 1808.

... Une dépêche de M. de Romansof est intéressante en ce qu'elle porte l'invitation à M. de Tolstoï de faire mention, dans ses prochains rapports, des circonstances qui peuvent avoir fait tomber dans l'oubli les propos publics du divorce de l'Empereur, généralement accrédités il y a quelque temps,

événement auquel, du reste, la Russie ne lie pas le moindre intérêt ; il le charge en même temps de rechercher les motifs et les sources d'où sont partis les bruits d'une alliance avec une Grande-Duchesse...

Metternich à Stadion.

Paris, le 27 avril 1808.

Monsieur le Comte,

V. E. trouve dans les feuilles ci-jointes les seuls renseignements que je puis avoir l'honneur de Lui soumettre sur les affaires qui, dans ce moment, se traitent à Bayonne. Il n'est plus douteux que l'Empereur, en appelant devant lui les deux Rois d'Espagne, ne juge, dans le sens le plus conforme à ses propres intérêts, ce qu'il lui plaît d'appeler leurs différends. On fait ici beaucoup de conjectures. On parle de l'énergie avec laquelle se prononce la nation espagnole en faveur du jeune Roi, on prétend que l'Empereur, arrêté par les efforts que coûterait la conquête du Royaume, laissera subsister un mannequin de souverain et se contentera, pour le moment, de la cession de quatre provinces. D'autres assurent que le procès de Ferdinand y est jugé, et que son père reprendra les rênes du Gouvernement. On va jusqu'à dire que le malheureux fils sera déclaré inhabile à succéder. Peu de jours suffiront sans doute pour fixer toutes les opinions, et pour dévoiler aux yeux de l'Europe entière un mystère d'iniquités et de fourberies, tel que l'histoire des Nations n'en offre que peu de pareils.

Le même vague règne sur le retour de l'Empereur à Paris. Le bruit de son prochain départ de Bayonne pour les côtes de Brest et de son arrivée ici est accrédité assez généralement. Je sais de sources certaines que les premières autorités ne sont instruites de rien. Il paraît toutefois peu probable que l'Empereur poussera son voyage au delà des Pyrénées.

Dans la conversation que j'eus avec Fouché sur l'arrestation du Général Carneville (dont le résultat se trouve consigné dans ma dépêche F. de ce jour), j'eus de singuliers et plaisants aveux de sa part sur la marche de cette Cour-ci dans les affaires politiques, et sur les affaires d'Espagne en

particulier. Je demandai à Fouché s'il avait des nouvelles de l'Empereur et de l'époque de son retour. « Je ne crois pas, me dit-il, qu'il aille en Espagne, il n'a rien à y faire depuis que toute la famille royale est allée le trouver. C'est de braves gens que les Espagnols, et l'intérêt que prend l'Empereur à eux et l'espèce de contact qui s'établit entre lui et la nation la retrempera bien vite. Il arrangera les différends dans la famille royale très facilement. Toute l'opinion est pour le Prince des Asturies, qui a su s'entourer de tout ce qu'il y a de mieux dans le pays, et son parti est maintenant celui de la nation. » J'observai que les feuilles françaises n'abondaient donc guère dans le sens de cette même nation. « L'Empereur arrangera tout cela, reprit le Ministre de la Police. Le Prince de la Paix est également un très brave homme, mais sans force de caractère. Il est très attaché à son Roi et à la France, et les a toujours très bien servis tous deux. Tout ce qu'on dit de son immense fortune sont des ragots. » « Il me paraît effectivement, lui dis-je, que cinq cents millions forment un joli capital, et qu'on ne parvient pas trop à cacher. » « Qui mieux que moi, me dit en riant Fouché, sait, par exemple, ce qu'il a en France? C'est des misères, quelques capitaux qu'il avait envoyés ici en dernier lieu pour servir à l'acquisition de deux hôtels pour ses enfants. Si on peut lui donner quarante ou cinquante millions, c'est assurément le bout du monde. J'ai voulu savoir, il y a quelque temps, s'il avait des intelligences avec l'Angleterre. Vous connaissez le nommé Michel, chargé ici de ses affaires pécuniaires. Eh bien! je l'ai fait arrêter, j'ai enlevé ses papiers, et je n'ai rien trouvé qui ne respirât le patriotisme pour l'Espagne et l'amitié pour la France. Il en a fourni une nouvelle preuve lors de l'entrée de nos troupes en Espagne. Le trésor étant épuisé, et voulant que notre armée ne manquât de rien, il autorisa ce même Michel à tirer sur sa fortune particulière jusqu'à la concurrence de quatorze millions, ce qui fut fait, et Michel est maintenant en avance de cette somme. » Je m'apitoyai sur le sort du pauvre Michel, je louai les vertus du Prince de la Paix, la perfection du nouveau Ministère, l'amour pour la France du Roi Charles, celui de l'Espagne du Roi Ferdinand et nous nous quittâmes infiniment satisfaits l'un de l'autre.

J'ajoute cette petite anecdote à mes dépêches comme un peintre qui, par un dernier trait, espère donner de la physionomie au portrait qu'il achève. Il est assez plaisant que le Prince de la Paix, loin de recevoir de l'argent de la France (du moins dans les derniers temps), ait été obligé de fournir quatorze millions sur ses biens, et ce fait prouve ou l'intelligence avec laquelle Napoléon a su lui soutirer cette somme, ou l'astuce avec laquelle le Prince a su sacrifier une partie pour sauver le tout, dans un temps où il voyait ce dernier menacé.

Metternich à Stadion.

Copie d'une dépêche de M. le Baron de Stroganoff au Comte de Romansof, en date de Madrid, le 2 mai 1808.

Le départ de S. M. la Reine d'Étrurie, qui a eu lieu ce matin à dix heures, et les préparatifs nécessaires à celui de l'Infant Don François, qui devait se mettre en route quelques heures après, ont fait croire à la populace assemblée devant le Palais que l'Infant Don Antoine, Régent du Royaume, devait également partir pour Bayonne. Cet éloignement successif de tous les Princes de la Maison Royale ayant alarmé les habitants, ils se sont portés en masse aux portes du Palais pour s'opposer au départ du Prince, qu'ils espéraient conserver. Un des aides de camp de S. A. S. le Grand-Duc de Berg ayant été insulté par les révoltés au moment où il sortait du Palais, eût été massacré si un détachement de cavalerie de la Garde Impériale ne l'eût délivré le sabre à la main. Dès cet instant, la populace effrénée se répandit dans toutes les rues et sur toutes les places de la ville, égorgeant tout ce qu'elle trouvait de Français. Les prisons furent ouvertes, l'arsenal forcé et la multitude armée nécessita les mesures de vigueur qui furent sur-le-champ déterminées du quartier général français. Le Grand-Duc de Berg fit prendre les armes à toutes ses troupes, une partie de l'armée, campée aux environs de la ville, reçut ordre de se porter en trois colonnes sur Madrid, et, dans l'espace de quatre heures, après avoir balayé les rues à coups de canons à mitraille et par un feu de mousqueterie

soutenu, la jonction des trois détachements se fit au centre de la ville, et l'on parvint à désarmer le peuple; la perte de celui-ci est de sept à huit cents hommes. On évalue celle des Français à deux cent cinquante. Toutes les maisons desquelles on tirait par les fenêtres furent militairement exécutées (*sic*) et les habitants passés au fil de l'épée; la plus marquante des dix qui ont subi ce sort est celle du Duc de Hejar, qui n'était occupée que par la valetaille, le Duc étant à Bayonne avec le Roi, et sa famille s'étant retirée à Saragosse depuis quelques jours. Dans l'impossibilité de recueillir des informations bien précises le jour même d'une bagarre aussi meurtrière, je remettrai au courrier prochain l'exposé des détails qui me parviendront.

J'ai l'honneur de transmettre à V. E. des imprimés qui ont circulé hier dans toute la ville, et qui nous sont arrivés par un courrier de Bayonne. C'est une lettre de l'Empereur Napoléon au Prince des Asturies, un extrait d'une gazette de Bayonne, qui rend compte du rapport que le Général de Monthion a fait à S. A. S. le Grand-Duc de Berg lorsqu'il fut envoyé à Aranjuez, le 29 mars; une lettre du Roi Charles IV à Napoléon, la protestation de Charles IV en date du 21 mars contre son abdication du 19 et la réitération de la même protestation faite par S. M. le 17 avril 1808. Les interprétations qui ont été données à toutes ces pièces n'ont pas faiblement contribué à l'exaltation qui a produit l'affreux massacre de cette matinée. Il y en a d'autres que je ne puis vous expédier aujourd'hui, n'ayant pas eu le temps de les traduire encore.

Metternich à Stadion.

Le 17 mai 1808.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur d'envoyer à V. E. les pièces par lesquelles Elle verra la fin de la Dynastie régnante en Espagne et le commencement d'une nouvelle ère pour ce malheureux pays.

Elle reçoit ci-joint le *Moniteur* d'hier, 16 mai. J'ai souligné dans le journal de l'Empire d'aujourd'hui les passages dans les pièces officielles qui m'ont paru les plus marquants tant

sous le rapport historique de la révolution qui vient de s'opérer, que sous celui des principes qui lui servent de prétexte et d'excuse.

Il n'échappera pas à V. E. que la chute d'un des premiers trônes de l'Europe ne coûte plus à Napoléon qu'un simple article de gazette ; il est au-dessus des manifestes et des communications diplomatiques ; la circonstance qu'il ne vaut plus la peine de se brouiller avec les Princes que l'on fait déchoir de l'héritage de leurs pères n'est pas moins essentielle pour caractériser la marche gigantesque du modérateur des destinées du monde ; un décret de sa part est reçu avec soumission et respect de la part du chef d'une nation qui compte près de cinquante millions d'individus dans les deux hémisphères. C'est par ce moyen terme que sans doute les *différends existant* entre les membres de la famille royale pouvaient se décider péremptoirement. La phrase que je viens de souligner, et qui se trouve dans l'introït de l'article daté de Bayonne, ne peut porter sur les relations entre l'Espagne et la France ; il n'existait point de différends entre eux, et le titre d'ami et d'allié que conserve le Roi, dans la toute dernière publication, prouve que cette même phrase n'est que complètement dérisoire. Celle qui prohibe, suivant la Constitution, la publication du Traité avant la communication du Sénat ne l'est pas moins. Il n'est point question ici d'un traité de paix, nous ignorons du moins l'état de guerre, il est de fait que ses résultats n'auraient pu être plus funestes pour la maison royale.

Il serait difficile de ne pas s'arrêter à l'objet superbe offert en compensation à ces Princes, pour la cession de l'Espagne et des Indes, probablement comprises dans la désignation souvent réitérée des Espagnes. La Terre de Navarre et sa forêt est une succession de la maison de Bouillon, et un des objets de réclamation du Prince de Rohan-Montbazon. Elle est située près d'Évreux, en Normandie, sa forêt est connue sous le nom de forêt d'Évreux. Les pièces adressées à la Junta et à l'Inquisition par Charles IV ne renferment que des mesures propres à éviter des troubles intérieurs et ne méritent guère d'attention ; le passage relatif aux manœuvres de l'Angleterre n'est remarquable qu'en ce qu'il prouve et la fabri-

cation française de toutes ces proclamations (toutes traduites en assez mauvais espagnol) et la faiblesse d'un souverain qui n'est pas honteux de mettre son nom au bas de pareilles pièces.

Mais la déclaration du Roi, en date du 8 mai, est d'une nature différente. C'est un Roi modeste celui qui, pour donner une preuve d'amour à ses sujets, s'exile, lui et toute sa famille, et cède à un étranger des droits regardés jusqu'à présent comme inaliénables, des droits qu'un père vient de défendre, avec l'apparence de l'acharnement, contre son héritier légitime présomptif, dont il ne se fait revêtir enfin que pour les déposer sur une tête étrangère.

Il est certaines signatures auxquelles la main d'un Roi comme celle d'un particulier devrait se refuser, refus qui n'est pas trop chèrement payé avec la vie...

... On désigne le Roi de Naples comme successeur au trône d'Espagne. Le Roi de Hollande à celui de Naples et le Grand-Duc de Berg à celui de Hollande. Il serait difficile de fixer d'avance l'époque de tous ces revirements (dans lesquels il me paraîtrait tout aussi probable que le Grand-Duc de Berg fût envoyé dans le bas de l'Italie), mais des données particulières me font supposer qu'elle n'est pas éloignée !

Si ces événements, si leur forme, leur influence nécessaire sur l'esprit des nations, l'abaissement qu'ils entraînent de tous les principes que les Gouvernants devraient ne jamais laisser déchoir dans l'âme des peuples ne produit pas un effet salutaire dans le Cabinet de Saint-Pétersbourg, il faut renoncer à le voir sortir, autrement que par des atteintes directes, de la profonde léthargie morale dans laquelle le retient le funeste ascendant de Napoléon. Le rapport F. de ma dernière expédition, sous n° 14, renfermait quelques vues sur des explications aussi franches que simples, et peu compromettantes si elles sont faites avec discernement et prudence, que peut-être il serait impossible de provoquer à Pétersbourg même ; quels puissants arguments les derniers événements de Bayonne et d'Aranjuez ne fournissent-ils pas au négociateur habile pour exciter dans le cœur d'Alexandre Ier des sentiments qui lui sont propres, et que des conseillers, plus ineptes que perfides, ont trouvé moyen d'étouffer !

J'ai, outre le but de porter le plus tôt possible à la connaissance de S. M. I. les événements importants du moment, encore celui, par l'envoi assez fréquent de courriers, de prouver au Gouvernement d'ici que j'attache une grande valeur à ce qui se passe. Je me suis constamment expliqué dans ce sens vis-à-vis de M. de Talleyrand, et ne lui ai pas caché la pénible sensation qu'ont fait chez nous les premiers événements d'Aranjuez et de Bayonne. Si Napoléon se met au-dessus de tous les principes, il ne méprise pas moins tous ceux qui ont la bassesse de souscrire à ses entreprises criminelles ; l'attitude digne et calme que, de tout temps, a tenue la Cour de Vienne, lui assure encore toujours la première place dans la considération personnelle qu'il ne nous refuse pas.

Metternich à Stadion.

Paris, le 17 mai 1808.

Monsieur le Comte,

L'armée française en Espagne est forte d'environ cent dix à cent vingt mille hommes, et on y fait encore continuellement passer des renforts. Cette armée, pour la formation de laquelle on n'a point empiété sur les corps qui ont composé la grande armée dans la dernière guerre dans le Nord, a été créée par tous les dépôts des régiments réunis dans des cadres provisoires. De nouveaux dépôts ont été créés par la dernière conscription. C'est de cette manière qu'une masse nombreuse a pu se réunir au pied des Pyrénées et les franchir sans que, sur aucune grand'route, on ait vu filer de nombreux corps de troupes. L'attention de la Cour d'Aranjuez n'a donc guère été éveillée, et tous les événements du moment prouvent que ni Charles IV, ni la reine, son épouse, n'ont rêvé, au mois de février, ce qui se passerait au mois de mars, ni surtout que les premiers jours de mai mettraient fin à la dynastie régnante.

Il est impossible de se figurer d'avance quelles peuvent être les mesures prévues dans le Traité de cession pour la conservation des immenses possessions américaines. Il est digne de remarque qu'un fils de Don Antonio, frère du Roi Charles,

se trouve au Brésil avec le Prince Régent, et que, si l'Angleterre trouve de son intérêt de voir régner le dernier rejeton de la famille royale qui ne soit pas prisonnier en France, il ne dépendra assurément que d'elle de le placer sur un trône dont les forces surpasseraient bientôt celles de toutes les puissances européennes.

Le Prince des Asturies arrive aujourd'hui à Valençay. M. de Talleyrand nous a quitté avant-hier pour aller l'y recevoir. On ignore encore le moment précis du retour de l'Empereur. Il n'est guère probable qu'il ait lieu avant le mois de juin. Le public de Paris est dans une espèce de stupeur de ce qui se passe. On arrête tous les jours du monde à cause de propos tenus. Il est très naturel que, dans le moment où tant d'idées neuves se trouvent réveillées, on rapproche celles qui semblent avoir quelques liaisons. Les bruits du divorce de l'Empereur et de son mariage avec une Grande-Duchesse sont de cette nature. On est persuadé, dans le public, que cette union et la nomination des nouveaux Rois, ou plutôt leur déplacement, aura lieu le 15 août, fête de Saint-Napoléon. Je crois que nous verrons plus tôt les nominations, et M. de Tolstoï persiste à assurer positivement qu'il n'est nullement question du mariage. Dans une de ses dernières dépêches qu'il a expédiée par courrier à sa Cour, il fait très judicieusement usage de ce bruit, pour prouver à l'Empereur l'abus qu'on fait, même des apparences de son abandon total, au système français, pour accoler continuellement le Cabinet de Pétersbourg aux entreprises les plus odieuses que se permet Napoléon.

Metternich à Stadion.

Paris, le 3 juin 1808.

Monsieur le Comte,

V. E. a trouvé, dans la liste des personnes destinées à composer la maison de la Reine d'Espagne, le nom de madame de Chevreuse, Dame du Palais de l'Impératrice. Cette jeune personne qui, de tous temps, s'est fait remarquer par une extrême opposition au Gouvernement actuel, et qui, en acceptant la place de Dame du Palais, ne fit que céder aux instances

de sa famille, que de très grands intérêts de fortune attachent au sol, vient, non seulement de refuser les fonctions qu'on lui destinait près de la Reine, mais elle a donné, en même temps, sa démission de la place qu'elle occupait à la Cour. Se permettant de tout temps des propos aussi imprudents que déplacés, elle paraît s'être de nouveau livrée dans ce moment ; on cite, entre autres, celui qu'étant lasse d'être esclave, elle n'avait nulle envie de devenir geôlière. L'Empereur vient de l'exiler sur une de ses terres, près de Tours. Cette mesure n'a rien qui puisse étonner dans un moment où la police n'est occupée que d'arrestations et de renvois pour propos de ce genre et jugements portés dans toutes les classes de la société sur les derniers événements en Espagne.

Metternich à Stadion.

Paris, le 10 juin 1808.

... Le retour de S. M. est toujours également incertain. Le Roi Joseph s'est rendu près de l'Empereur depuis plusieurs jours. La Junte extraordinaire espagnole ouvrira ses séances le 15 juin ; elle aura, à ce qu'on assure, fini ses travaux le 20, et il y a apparence que le nouveau Roi se rendra incessamment dans ses domaines. Le même mystère couvre encore les revirements qu'entraînera dans la famille impériale le déplacement du Roi Joseph de Naples. On assure, depuis quelques jours, qu'il est question de la réunion de la Hollande à la France, et que le Roi passera sur le trône d'Italie, que le Grand-Duc de Berg est destiné à occuper celui de Naples, et le Prince Eugène celui du Portugal. Le Grand-Duché serait réuni au Royaume de Westphalie. Telles sont des versions sur lesquelles nous ne serons positivement éclaircis que par une communication impériale. Je suppose qu'aucune des parties intéressées n'est elle-même encore au fait de ce qui l'attend. Les Hollandais s'attendent à la réunion ; le Roi a concilié beaucoup de suffrages dans son pays, et y laissera des regrets, mais l'état de ce malheureux pays est tel, qu'ainsi que dans un de mes rapports antérieurs j'ai eu l'honneur de le mander à V. E., les hommes sensés, en Hollande même, ne prévoient pas la

possibilité qu'elle pourrait tenir, par ses propres forces, au delà d'un ou de deux ans.

LL. MM. Catholiques, qui devaient, d'après une décision de l'Empereur, quitter Fontainebleau aujourd'hui, et venir passer, en attendant que le château de Compiègne fût en état de les recevoir, quelques jours chez madame la Princesse Caroline, à Neuilly (à une lieue de Paris), vont prolonger leur séjour à Fontainebleau jusqu'au 16, et se rendront de là directement à Compiègne. La route les conduisant par Paris, on leur fera faire le tour de la capitale. LL. MM. jouissent d'une très bonne santé. Le Roi ne semble occupé que des plaisirs de la bonne chère française, et la Reine continue à exprimer ses vœux de pouvoir jouir bientôt de l'aspect de la capitale. Le service français cesse le 1er juillet, où la Cour espagnole entrera en fonctions. S. M. n'a, dans ce moment, dans sa suite que le Prince de la Paix, qui veut s'établir à Paris, et un jeune garde du corps, qui est chargé de plusieurs anciennes fonctions du Prince. Don Diego Godoy est arrivé à Fontainebleau, il y a quelques jours.

La durée du séjour des Infants à Valençay ne paraît pas déterminée. On dit que plusieurs considérations locales s'opposent à leur translation au château de Navarre.

Metternich à Stadion.

Paris, le 22 juin 1808.

... Les provinces d'Aragon, de Catalogne et de Valence étant en pleine insurrection, et cette insurrection étant organisée et conduite par des chefs, il ne saurait y avoir de doute que les provinces de l'intérieur, et celles surtout du fond de la presqu'île, ne soient également levées en masse. On ne reçoit effectivement de nouvelles que de la ligne militaire occupée par une armée, à peu près de quatre-vingt mille hommes, qui, depuis les Pyrénées jusqu'à Madrid, tiennent la grand'route par Victoria et Burgos. Les dernières nouvelles qui nous sont parvenues de Cadix ne laissent point de doute que la plus extrême fermentation ne règne dans le midi. La réponse du Gouverneur de Cadix à l'Amiral anglais prouve que ces derniers étaient en présence. Rien ne saurait s'opposer à leur

libre communication avec l'intérieur, et ils sont à même de la fournir d'armes, d'argent et de munitions, de troupes même si on pouvait s'attendre à un effort bien calculé de leur part. L'armée française en Portugal est entièrement coupée et le quatrième courrier manquait hier du Commandant en chef à Lisbonne. Les Français, forcés de statuer (*sic*) des exemples, usent de la plus extrême sévérité dans tous les lieux sur la ligne militaire où la révolte se manifeste ; on sait que quatre villes, parmi lesquelles on nomme Ségovie, ont été saccagées de fond en comble, et la plupart des habitants, sans exception de sexe et d'âge, passés au fil de l'épée ; ces mesures, en assurant l'existence momentanée de la troupe, lui aliènent l'esprit des indigènes. Les personnes, que la connaissance des lieux a mise à même de bien juger les Espagnols, croient que les différentes proclamations de la Junte et celle du nouveau Roi produiraient quelque effet dans les provinces révoltées si elles pouvaient y parvenir, mais les prêtres et les magistrats, étant à la tête des insurgés et étant seuls en possession des moyens de communication, et le peuple ne sachant pas lire, il n'est guère à supposer que ces pièces acquièrent, dans l'intérieur, une véritable publicité.

Toutes les nouvelles se réunissent sur la force de l'opposition que rencontre le nouvel ordre des choses ; il serait, par ce fait même, permis de croire à l'étendue de la révolte, elle est plus directement prouvée encore par les sources qu'on ramasse de tous côtés ; les réserves de toutes les provinces du midi, les chevaux de tous ces départements ont été mis en réquisition, on a même fait une invitation aux jeunes gens réunis en garde d'honneur à Bordeaux et en d'autres villes où l'Empereur a été et où il doit passer, d'aller joindre l'armée en Espagne comme une occasion de prouver leur courage et leur dévouement.

Metternich à Stadion.

Paris, le 23 juin 1808.

Monsieur le Comte,

Les Princes de la Maison d'Espagne sont toujours à Valençay. Charles IV a passé à Compiègne. Le traité du 4 mai, qui a fixé son sort, lui accorde, ainsi que j'ai eu l'honneur de le mander

antérieurement à V. E., sept millions cinq cent mille francs de revenus, la jouissance de Compiègne et la propriété de Chambord. Il est remarquable que, dans ce premier château, on lui assigne les petits appartements, les grands ayant été réservés pour l'Empereur et l'Impératrice. Une foule de données ne semblent point laisser de doute que l'Infant Don Carlos s'était enfui de Valençay, et a été rattrapé à quarante, et d'autres disent à quatre-vingts lieues de ce château. On dit que les personnes chargées de la surveillance du Prince protestent contre l'habitation de Navarre qui lui est assignée par le susdit traité. Outre la difficulté de rétablir de sitôt le château de Navarre, qui est dans un état de délabrement total, il est, prétendent-ils, trop entouré de forêts et trop près des côtes. C'est le Chambellan d'Arberg (?) auquel est confiée la garde directe des Infants. Il commande les troupes et la gendarmerie qui sont à Valençay, et sans l'escorte desquels nul ne peut sortir du château. La Reine d'Étrurie[1] comptait aller voir ces jours derniers une maison de campagne, pour laquelle elle est en marché, aux portes de Paris. Le Commandant de Fontainebleau lui ayant déclaré qu'il ne pouvait lui permettre de quitter ce séjour sans un ordre formel et explicite de l'Empereur, la Reine a écrit à S. M. pour se plaindre de ce procédé, qui rappelle un fait, plus prononcé, arrivé au Prince des Asturies, peu après son arrivée à Bayonne. Ayant voulu sortir de la maison qui lui était assignée, le garde à sa porte s'y opposa. Le Prince, n'ayant point regard à son refus, fut couché en joue par le gendarme. Il remonta furieux à son appartement et se plaignit par écrit de cet acte de violence à l'Empereur, qui lui répondit, sur-le-champ, pour le prier de dicter lui-même la punition du coupable. L'affaire en resta là.

Toutes les données s'accordent à assurer que le Prince des Asturies et, en général, les Infants, à Valençay, observent une très grande mesure, et que le premier, surtout, porte tout à fait l'empreinte du caractère et de l'esprit. Tous les Princes ont été tenus si écartés du monde, leur existence a été tellement isolée, la sphère de leurs idées tellement rétrécie, que toutes les plus simples notions sont nouvelles pour eux.

1. Infante d'Espagne.

C'est à Valençay qu'ils ont vu pour la première fois des gazettes. Ils croyaient qu'il n'en existait point d'autres que celle de Madrid, qu'également ils n'avaient jamais lue. Leur éducation paraît avoir été bornée à leur apprendre le catéchisme, à lire et à écrire tant bien que mal, et un peu de musique. De tels adversaires ne sont assurément pas dangereux pour Napoléon, et il y a peu de gloire à les vaincre.

Le fait suivant prouve jusqu'où va l'animosité et l'inconsidération de la Reine. Ayant rencontré un jour, à Bayonne, dans les appartements de l'Empereur, son fils, elle dit à l'Empereur : « Eh bien ! le voilà le garçon qui se croit de l'esprit, interrogez-le, faites-le parler, vous verrez qu'il n'est qu'un sot ; dès qu'il n'est pas entouré de ses mentors, il n'est plus qu'un imbécile ». Le Prince se tut.

Metternich à Stadion.

Paris, le 1er juillet 1808.

Monsieur le Comte,

N'ayant point reçu de nouvelles ultérieures des mouvements de l'armée française en Silésie, je suppose que les inquiétudes momentanées qu'avaient conçues nos Commandants militaires en Bohême se sont dissipées. V. E. a pu se convaincre, par ma dernière expédition de courrier, que, sans partager ces inquiétudes, je suis loin de vouloir rassurer la Cour sur des projets qui, dans la suite, peuvent acquérir un trop funeste développement. Il est trop essentiel de ne jamais confondre, dans les calculs sur la marche politique de Napoléon, le principe constant qui le guide et le moment de l'exécution de ses plans ; tous tendent vers un seul et unique but : la suprématie la plus étendue sur le continent. L'établissement des membres de sa famille sur d'anciens trônes et sur ceux qu'il a créés, le morcellement de parties qui, réunies jusqu'à ce jour, constituèrent de grands États ne sont qu'autant de moyens et de nuances dans ce même plan. En ajoutant à ce calcul la conviction que toute idée de repos est éloignée de ce Prince, que le jour où il finit une besogne doit lui en voir entamer une nouvelle, il suffit de jeter les yeux sur la carte pour trouver les

points sur lesquels les plus prochains coups doivent se porter.

La destruction de l'Espagne a été conçue et préparée par lui depuis longtemps, mais les moyens de l'exécuter ne se sont réunis qu'au moment et peu après la paix de Tilsit. Le rassemblement, ou plutôt la formation d'une armée, au pied des Pyrénées, devait indiquer à la Cour de Madrid que son heure était venue. Malheur à la puissance qui doute que sa chute n'est conçue en principe, et il serait difficile de supposer que les faibles conseils de Charles IV aient eux-mêmes pu nourrir des doutes sur la nature des relations amicales qui subsistèrent entre les deux Cours ; mais rien n'indique que le Gouvernement espagnol ait pris nulle mesure pour opposer la moindre résistance à l'orage qui allait fondre sur lui. Les événements actuels en Espagne prouvent, qu'avec de l'énergie, il disposait d'une force imposante. Tout Gouvernement trouvera toujours, dans les moments de crise, de grandes ressources dans la nation ; c'est à lui à les exciter et surtout à les employer ; un seul exemple de vigueur bien dirigé par un souverain, et soutenu par son peuple, eût peut-être arrêté la marche dévastatrice de Napoléon.

Ce que les souverains d'Espagne n'ont point fait, est entrepris maintenant par la nation : peut-être invincible sous la conduite d'un seul chef, protégée par son climat, par ses montagnes, par la difficulté de pénétrer dans les parties les plus éloignées de son sol, entourée de mers qui mettraient des nouveaux alliés à même de lui fournir tout ce que la presqu'île ne produit pas, et qui pouvait lui manquer d'attirail de guerre, replacée en rapport immédiat avec les immenses ressources de ses colonies en Amérique, cette nation, qui se bat pour des maîtres qui n'ont pas même su refuser une signature, succombera malgré ses généreux efforts. Mais l'avantage que le reste de l'Europe eût retiré du refoulement des forces françaises vers l'Espagne, qu'aurait nécessité une posture digne et conforme à leurs intérêts de la part de ses souverains, nous le ressentons, en partie (par des efforts étrangers à eux) par l'ajournement momentané des projets destructeurs de Napoléon contre la partie orientale du continent...

(La suite de ce rapport a été publiée dans *Mémoires et Documents.*)

Metternich à Stadion.

Paris, le 13 juillet 1808.

Monsieur le Comte,

Le bruit d'une disgrâce de M. de Talleyrand est depuis longtemps répandu dans le public. Je crois trop connaître l'Empereur et son ancien ministre pour supposer la possibilité d'une disgrâce véritable. L'Empereur peut concevoir de l'humeur contre lui ; beaucoup de gens qui l'approchent peuvent et doivent l'exciter et la nourrir, mais des rapprochements existeront toujours, seront toujours facilement ménagés par M. de Talleyrand, et ceux qui calculent sur son éloignement complet se tromperont aussi bien que ceux qui lui attribuèrent naguère un pouvoir illimité sur l'esprit de son maître.

M. de Talleyrand est, depuis la campagne contre la Prusse, en opposition avec le système envahisseur de l'Empereur. Il s'était expliqué fortement contre le bouleversement de l'Espagne. D'indiscrets amis ont colporté l'opinion de l'ancien ministre, de zélés ennemis paraissent avoir saisi ce prétexte pour le desservir. On dit que l'envoi des Infants à Valençay est une espèce de tour que Napoléon a voulu lui jouer en le chargeant du rôle le plus pénible pour la considération publique d'un homme qui avait assez ouvertement prêché dans le sens de l'opposition. Je crois à cette version, d'autant plus que le séjour de M. de Talleyrand se prolonge sans nulle raison à Valençay. Le Prince des Asturies y est dans sa propre maison, et ce sont maintenant les étrangers qui font les honneurs aux maîtres du lieu. MM. d'Arberg et de Tournon sont le plus directement chargés de la surveillance des Infants... On ne saurait se dissimuler que Napoléon a effectivement été induit en erreur, ou s'est trompé lui-même, sur le compte des peuples de la presqu'île. Il prit l'apathie du Gouvernement pour celle de la nation ; le court règne de Ferdinand VII a suffi pour la retremper et pour réveiller d'antiques vertus que jamais on ne dispute aux Espagnols. La chute du Prince de la Paix et le choix, que fit Ferdinand, des hommes les plus distingués de la nation lui concilièrent tous les cœurs et toutes

les volontés. Le Roi Joseph, en s'entourant des mêmes individus, prouve qu'il ne saurait mieux faire que son jeune prédécesseur. L'opinion publique faiblira sur le compte de ces serviteurs ; elle ne fléchira point sur celui d'un souverain qui, sans l'exposer à d'affreuses secousses, à la perte de ses colonies, promit à la Nation tous les avantages qui nécessairement doivent résulter d'une administration forte et éclairée. Voilà en peu de mots l'aperçu des motifs qui animent un peuple qui, comme tous, hait une domination et même l'influence étrangère, et qui ne s'est jamais démenti dans son attachement à ses souverains légitimes ; motifs contre lesquels aura à lutter longtemps le Roi Joseph, malgré la réputation de douceur et de bonté qui le précède...

PRINCE DE METTERNICH

(A suivre.)

LE MOUVEMENT OUVRIER EN AMÉRIQUE

ET LA RÉSISTANCE DES CLASSES MOYENNES

Un des signes les plus clairs de la reprise des affaires aux États-Unis et du rétablissement de la confiance parmi les classes dirigeantes et dans les couches moyennes de la nation est l'aggravation de l'animosité contre le président Roosevelt.

Cette animosité a tendance à faire tache d'huile et si rien ne vient en enrayer le progrès, il n'est pas absurde d'imaginer que l'extraordinaire popularité du Président pourrait se transformer en une impopularité généralisée qui ne serait pas moins remarquable.

Les causes de ce discrédit sont complexes. Quand le malade est guéri, ou se croit guéri, la vue même du médecin lui devient odieuse, surtout lorsque ce médecin persiste à traiter son client et à lui faire payer des honoraires.

Mais en dehors de cette réaction purement psychologique, l'Amérique traverse en ce moment une période de réajustement à un rythme de vie nouveau, dont les répercussions sont à la fois politiques et morales.

Du point de vue politique, nous assistons à un phénomène probablement normal dans un régime dit démocratique : le pouvoir effectif, que détenaient les minorités organisées, est passé aux mains de la majorité pendant la crise économique ; il a tendance maintenant à revenir à ces minorités.

Le mot démocratie a l'avantage ou l'inconvénient de se prêter partout à toutes sortes d'interprétations contradictoires, mais nulle part plus qu'en Amérique, où l'on n'admet

point d'autre forme politique que celle que l'on croit avoir été inventée et déterminée pour l'éternité par les pères de la Révolution. Tout le monde en Amérique peut donc se réclamer de la démocratie et affirmer de bonne foi qu'il la défend, ce qui n'empêche point qu'il en existe au moins deux formes distinctes.

Celle que connaissait l'Amérique avant la crise de 1929 et surtout avant l'avènement de Roosevelt, bien que reposant sur le principe du suffrage universel, c'est-à-dire sur la loi du nombre, était en fait un gouvernement oligarchique. Des minorités solidement organisées (trusts, corporations, groupes financiers et commerciaux) exerçaient le pouvoir soit directement, en veillant à ce que le Gouvernement leur fut favorable, soit indirectement par la pression morale des classes moyennes, satisfaites d'un état de choses qui matériellement et spirituellement correspondait à l'idéal qu'elles se faisaient de l'américanisme.

Ces classes moyennes sont moins aisées à définir socialement et économiquement que celles qui forment la petite bourgeoisie française. Elles sont moins stables et les individus y entrent et en sortent plus rapidement qu'en Europe. Cette mobilité même leur permet de nier qu'elles existent en tant que classes, mais cela n'empêche point qu'elles tendent depuis longtemps vers un état de fixation que le retour de la prospérité va accélérer considérablement. Ces classes moyennes, cette petite bourgeoisie américaine, est représentée par un *standard of living*, qui se situe entre $ 2 500 et $ 6 000 par an. Au-dessous, ce sont les classes ouvrières ; au-dessus, les classes aisées et riches.

Avant la *dépression*, cette petite bourgeoisie était aussi confiante en elle-même et aussi militante que la bourgeoisie française vers 1830. Bien qu'elle ne représentât pas la classe la plus nombreuse, elle dominait le pays du point de vue idéologique et moral. En fait, c'est elle qui constituait ce qui différencie le plus nettement la civilisation américaine de toutes les autres. Elle fixait les habitudes d'esprit et les mœurs. Elle maintenait le dogme de l'américanisme, la religion du progrès, le code rigoureux de l'individualisme, la foi profonde dans un avenir indéfiniment meilleur. Elle avait

fait de l'enrichissement le but suprême de la vie et sanctifié ceux qui devenaient très riches, parce qu'elle voyait dans la fortune et dans la puissance qu'elle donne la récompense légitime des vertus qu'il faut pour l'acquérir et qui sont celles que la bourgeoisie américaine prise le plus : l'énergie, le goût du risque, la persévérance, la confiance en soi, l'habileté commerciale.

La démocratie, pour ces classes moyennes, c'était un système qui permettait à chaque individu une ascension sans limite vers la puissance. C'était aussi une machine à trier les valeurs humaines : l'argent étant la récompense du travail et de la vertu, on en concluait aisément que ceux qui étaient riches avaient bien travaillé et qu'ils étaient vertueux. C'étaient par conséquent de bons citoyens, des Américains authentiques. Les autres prouvaient, par le fait même qu'ils ne réussissaient pas, leur déficience congénitale ou leur mauvaise volonté. Le devoir de tout bon Américain consistait donc à empêcher que le pouvoir ne tombât entre les mains des paresseux, des incapables et de ceux qui n'avaient pas réussi à profiter d'un système qui reconnaissait le mérite individuel d'une façon aussi positive et aussi pratique.

Du point de vue numérique, les classes comprises entre $ 2 500 et au-dessus n'ont jamais constitué la majorité électorale en Amérique, mais le système politique des deux partis, avec leurs programmes à peu près interchangeables, leur offrait la plus parfaite sécurité. Que les élections se fissent au profit des républicains ou des démocrates, peu importait en somme. Cette alternative unique ne menaçait ni leurs habitudes ni leurs idées, puisque la pression des groupes minoritaires s'exerçait toujours dans le même sens. S'il arrivait parfois qu'un président penchât un peu trop vers des idées de réformes sociales, comme Wilson, par exemple, on ne tardait point à trouver un prétexte pour l'abattre et pour lui trouver un successeur plus normal. Cette absence de tout conflit d'idéologie *politique* (dans le sens où nous entendons ce mot en Europe) a maintenu intact la domination effective des oligarchies financières, soutenues et respectées par les classes bourgeoises, seules qualifiées pour donner au mot démocratie une interprétation authentiquement américaine.

*
* *

La catastrophe économique de 1929 et l'intervention du président Roosevelt ont fait apparaître la possibilité de rendre au mot *démocratie* son sens étymologique. La faillite morale, et souvent financière, de ceux qui avaient jusque là conduit avec tant de succès les destinées de l'Amérique, plongea les classes moyennes dans le plus profond désarroi. Hoover, qui avait vainement essayé d'enrayer le désastre en soutenant les grosses industries et les banques, selon le principe orthodoxe que sauver les gros c'était du même coup sauver les petits, s'en alla accablé d'injures, laissant la place à un homme qui allait partir d'un principe diamétralement opposé.

On sait ce que fit Roosevelt. Par une série de mesures énergiques et sans coordination apparente, il donna aux masses l'impression que, pour la première fois depuis le début de cette crise, le Gouvernement se rendait compte que c'était elles qu'il fallait secourir d'abord. Ces secours furent à la fois matériels et psychologiques. On distribua beaucoup d'argent sous une forme ou sous une autre, mais on distribua aussi de la puissance politique, en ce sens que le *New Deal*, comme le Front populaire, tendit nettement et très vite à devenir un gouvernement des masses, en opposition aux gouvernements des élites ou des minorités que l'on avait connu jusqu'alors. La différence essentielle entre le Gouvernement du Front populaire et le *New Deal*, c'est que le premier s'inspira d'une doctrine préparée à l'avance, le socialisme, tandis que le second fabriqua sa doctrine en cours de route ; mais les tendances sont les mêmes et elles s'appuient sur le principe fondamental que la démocratie signifie l'accroissement du pouvoir effectif de la majorité au détriment des minorités et par l'intermédiaire d'un gouvernement fortement centralisé, tirant son autorité moins des institutions que de la puissance numérique des masses qui le soutiennent.

Considéré de ce point de vue, on peut dire que depuis l'avènement de Roosevelt, les États-Unis ont fonctionné sous le régime de la démocratie à l'état pur ; mais toute la question est de savoir si les Américains désirent que cet état devienne

permanent, comme le voudrait Roosevelt, ou s'ils préfèrent revenir au régime de la démocratie dirigée, telle qu'elle a toujours existé dans ce pays en temps normal.

Cette question est à l'ordre du jour actuellement. L'animosité contre Roosevelt, dégagée de toutes les causes incidentelles qui la motivent, n'a pas d'autre sens. Dans les classes moyennes, en particulier, on est positivement terrifié lorsqu'on constate la persistance des tendances socialisantes et étatistes du *New Deal*. On a complètement oublié que Roosevelt fut accueilli comme un sauveur et par tout le monde pour ne retenir qu'un fait : c'est que le Président a profité d'un moment de détresse nationale pour fausser les rouages de la machine, saper les bases de la civilisation américaine et remplacer le « rêve américain » par l'idéologie désespérante de la lutte des classes.

Il résulte de ce sentiment que le mouvement de réaction contre la philosophie du *New Deal* se traduit en ce moment par un raffermissement de la confiance que ces classes moyennes ont en elles-mêmes et dans l'idéologie qu'elles représentent. Certes, elles ne prétendent point défaire toute l'œuvre de réforme sociale qui a été accomplie pendant les années de dépression, mais elles sont bien résolues à tout mettre en œuvre pour entraver efficacement les projets que Roosevelt désire encore réaliser. La défaite subie par le Président dans la querelle autour de la réforme de la Cour Suprême a démontré que Roosevelt n'était pas invincible. On peut donc s'attendre à une longue et dure bataille pour la reprise du pouvoir par les éléments modérés et conservateurs et pour la restauration du prestige moral et effectif des idées traditionnelles d'inspiration bourgeoise.

Fait intéressant : cette révolte contre le rooseveltisme n'est provoquée par aucune opposition organisée. Les républicains en sont exactement au même point qu'au lendemain des élections de novembre. Ils n'ont ni programme, ni hommes et l'erreur qu'ils ont commise en s'alliant trop ouvertement avec les « puissances d'argent » continue à peser lourdement sur eux. La question de savoir s'ils pourront, d'ici 1940, recapturer à leur profit le mouvement de réaction qui se développe en ce moment reste ouverte, mais jusqu'à présent

la force même de ce mouvement réside dans le fait qu'il est épars, spontané et difficilement saisissable.

Il dépasse les cadres habituels des deux partis. On trouve aujourd'hui autant de démocrates que de républicains anti-rooseveltiens et il n'est pas certain que la discipline partisane, pourtant si forte en ce pays, réussirait à effacer la ligne de scission profonde qui tend à séparer de plus en plus les deux groupes idéologiques.

Nous avons déjà signalé ici même l'évolution intéressante d'une fraction importante de ceux que l'on appelle les « libéraux » et qui comprennent la presque totalité des intellectuels. De même que la plupart d'entre eux avaient abandonné le parti républicain pour Roosevelt, beaucoup aujourd'hui désertent Roosevelt et cherchent, sans grand succès d'ailleurs, une position qui leur permette de concilier à la fois leur répugnance pour les idées réactionnaires et leur crainte de voir Roosevelt faire dévier d'une façon permanente les conceptions fondamentales de l'américanisme. Ils ne savent encore où se fixer, mais le fait même que Roosevelt a perdu l'appui d'une partie importante de l'élite intellectuelle redonne énormément de force à ceux qui croient que le « vieux bon sens » finit toujours par avoir raison. Babbitt n'est plus si ridicule, parce que ceux qui se moquaient de lui commencent à lui rendre hommage.

Rien mieux que cette « trahison des clercs » ne montre la puissance des idées traditionnelles dans lesquelles les classes moyennes ont taillé leur idéal, leur vertu et leur armure.

*
* *

Un autre facteur de réaction extrêmement important a été l'évolution de l'opinion publique envers le vaste mouvement ouvrier déclenché par John L. Lewis, au lendemain même des élections de novembre. Mais avant de décrire les péripéties de ce conflit éternel entre le capital et le travail, il n'est pas inutile de fixer quelques-uns des aspects psychologiques de l'atmosphère dans laquelle il se déroule.

« Les travailleurs salariés ne forment pas parmi nous une classe permanente, a dit Abraham Lincoln. J'étais

moi-même, il y a vingt-cinq ans, un travailleur salarié. Le salarié d'hier travaille aujourd'hui pour son compte. Demain, il embauchera des salariés qui travailleront pour lui. »

Cette déclaration d'un des saints de la légende dorée de l'américanisme définit de façon parfaite le dogme auquel les classes dirigeantes, les classes moyennes et une bonne partie de la classe ouvrière restent encore fidèlement attachées.

Ce dogme est la clef de voûte de la religion du « progrès », tel qu'on l'a toujours conçu en Amérique, c'est-à-dire par analogie avec l'idée de croissance, comme un agrandissement quantitatif et indéfini aussi bien des choses que des gens. Le « progrès » étant mesurable dans le domaine matériel et tendant vers le superlatif *(the biggest, the longest, the highest in the world)*, il n'y a pas de raison pour qu'il ne soit pas également mesurable dans le domaine de la vie. D'où la notion que la valeur humaine peut être estimée en capacité de gain, c'est-à-dire en argent.

La formule de Lincoln pose, en outre, le principe que le système américain est une sorte d'échelle, dont chacun peut gravir les échelons pourvu qu'il se montre énergique, laborieux et adroit. Il n'y a point plusieurs échelles pour plusieurs classes. Le manœuvre peut devenir millionnaire. Chacun peut partir de rien et atteindre l'infini. L'idée qu'il puisse y avoir toute une série d'échelles sans raccordements entre elles est une idée anti-américaine et qui détruit d'un seul coup les bases mêmes de la culture nationale, car si l'on admet plusieurs échelles, c'est-à-dire plusieurs classes, on admet d'un coup que, pour toute une catégorie d'Américains, le progrès individuel n'est pas illimité. Si tout le monde ne peut pas, en pratique, devenir millionnaire, il faut cependant que tout le monde puisse espérer le devenir.

Ce mythe d'une société sans classes est un des plus profondément ancrés au cœur de tout Américain — phénomène d'autant plus singulier qu'on peut difficilement concevoir une société sans classes en dehors du communisme, système abhorré en Amérique plus que partout ailleurs.

On aurait tort, d'ailleurs, de croire que ce mythe soit systématiquement répandu par les classes dirigeantes et les classes moyennes. Les ouvriers sont, eux aussi, tiraillés entre

la réalité, qui leur montre qu'un plafond de plus en plus impénétrable leur barre la route du « progrès » individuel sans limite, et le rêve national qui nie, en dépit de toute évidence, cette fâcheuse réalité.

C'est pourquoi nous voyons, dans toutes les manifestations de la lutte sociale en Amérique, deux attitudes contradictoires et ambivalentes : d'une part, l'assurance continuellement répétée que les intérêts des patrons et des ouvriers sont identiques, puisqu'il n'y a pas de classes ; d'autre part, lorsque les ouvriers tentent de s'organiser, la répression énergique et le hérissement d'une opinion qui voit, dans la manifestation de l'esprit de classe, non seulement un péril, mais une hérésie.

C'est pourquoi aussi nous voyons la bourgeoisie américaine, qui, comme toutes les bourgeoisies du monde, tend à devenir de plus en plus nationaliste, se persuader que les mouvements ouvriers sont inspirés de l'étranger, car on ne peut admettre que de vrais Américains puissent refuser de grimper à l'échelle un à un, comme le recommande Lincoln, et se liguer pour monter à l'assaut en masse. C'est à ce moment que les journaux commencent à appuyer sur le thème familier de l'argent et des agents de Moscou ou d'ailleurs, et que l'on se met à dénoncer les pouvoirs publics corrompus par les idées « radicales » d'importation européenne.

Il est, du reste, intéressant de noter que le préjugé courant en Amérique, qui tend à considérer les ouvriers manuels comme n'étant pas de vrais Américains, peut se justifier si l'on tient compte du fait que c'est dans cette classe que se trouve le plus fort pourcentage d'individus trop récemment naturalisés pour s'être complètement assimilés les habitudes d'esprit, les mythes, les tabous et les dogmes qui sont la loi morale de leur nouvelle patrie. Occupant le dernier échelon de l'échelle du progrès, et ne s'y étant cramponnés pendant plusieurs années que grâce aux secours de l'État, ils ont peine à croire que leur épreuve ne fut que temporaire et qu'il leur suffit d'un peu de patience et de beaucoup de travail pour franchir les échelons suivants. Il leur paraît plus probable qu'ils sont fixés pour toujours dans certaines limites économiques et que leur destinée se bornera à lutter pour obtenir le maximum d'avantages dans le cadre de ces limites.

Ce sentiment de fixation de l'individu dans sa classe n'est du reste pas l'apanage des seuls ouvriers appartenant à des minorités ethniques. La grande majorité des travailleurs purement américains pensent la même chose aujourd'hui et, en dépit de la persistance du rêve américain, tel qu'on l'enseigne à l'école, il est rare à présent que les enfants des classes aisées soient encouragés, comme autrefois, à débuter au bas de l'échelle. Leurs parents craignent bien trop qu'ils y restent et chacun profite maintenant, tout comme dans les vieilles sociétés européennes, de tous les avantages sociaux qu'il possède pour débuter le plus haut possible.

Ce conflit entre l'optimisme traditionnel et le scepticisme acquis au cours des années récentes, la persistance d'un sentiment de peur en opposition avec le désir intense de chasser cette peur sont le lot de tous, à quelque classe qu'ils appartiennent ; mais pour les ouvriers, le dilemme est une cause de division constante. Ils donnent leur confiance tantôt à leurs patrons, tantôt aux organisateurs des unions syndicales, qui leur promettent que la seule chance d'obtenir la sécurité c'est en se groupant. Ils oscillent d'un point de vue à l'autre et changent d'affiliation avec une rapidité aussi déconcertante pour leurs employeurs que pour leurs leaders. Le résultat pratique est que la classe ouvrière américaine offre à l'heure actuelle une image à peine plus cohérente qu'il y a dix ans. Sur les vingt ou trente millions d'individus qui la composent, un quart à peine peuvent être considérés comme « conscients » et les efforts faits pour les organiser se heurtent à des difficultés, parmi lesquelles l'immensité du territoire et la diversité des conditions locales jouent un rôle considérable.

*
* *

Une autre cause de division du mouvement ouvrier est qu'il n'est point dirigé par un organisme central unique. Ses chefs se battent entre eux et s'accusent réciproquement de trahir la cause qu'ils défendent.

Nous ne pouvons ici reprendre, depuis ses origines, l'histoire du mouvement ouvrier en Amérique. Il suffit d'indiquer

que, jusqu'à l'année dernière, l'*American Federation of Labor* (A.F.L.), dont le président est William Green, un homme qui depuis longtemps a cessé d'alarmer le patronat, groupait, sur la base corporative, toutes les unions du pays. Pendant toute la dépression, l'A.F.L. a joué un rôle effacé. Le *New Deal* accomplissait en quelques mois, pour la classe ouvrière, plus que l'A.F.L. n'avait obtenu en dix ans. Parmi les lois importantes que fit voter Roosevelt, la N.R.A. marqua une étape capitale pour le mouvement ouvrier en Amérique. L'article 7 *a* de cette loi reconnaissait, en effet, pour la première fois, la validité des contrats collectifs. C'était un progrès social qui n'avait pu être réalisé qu'à la faveur de la pire des catastrophes. Mais cette victoire pour le prolétariat fut de courte durée. La Cour Suprême ayant invalidé la N.R.A. (pour des raisons sans rapport avec l'article 7 *a*), on se retrouva exactement au même point qu'avant le *New Deal*.

Pas tout à fait cependant, car le germe étant semé, les leaders ouvriers allaient lutter pour qu'il fructifiât, en dépit du revers infligé par la Cour Suprême. C'est pourquoi toute la classe ouvrière vota pour Roosevelt en novembre dernier.

Cependant, et avant même que Roosevelt ne fut réélu, un schisme se déclarait au sein du Comité exécutif de l'A.F.L., schisme provoqué par John L. Lewis, président de la puissante Union des Mineurs, qui groupe quatre cent mille adhérents.

Comme nous l'avons dit, l'A.F.L. a toujours préconisé les unions par métiers, mais John Lewis dénonça cette méthode parce qu'elle maintenait l'émiettement de la classe ouvrière. Il lui en opposa une autre : le groupement par catégories industrielles, c'est-à-dire la constitution de vastes blocs d'adhérents sans distinction de spécialisation professionnelle.

A la réunion du Comité exécutif de l'A.F.L. qui se tint au mois d'août 1936, Lewis essaya de faire adopter sa formule par William Green ; mais celui-ci lui opposa l'argument que si les ouvriers spécialisés étaient noyés dans la masse des travailleurs non qualifiés et moins bien payés, et qu'ils eussent à traiter en bloc avec le patronat, ce serait forcément les ouvriers spécialisés (c'est-à-dire les plus conscients de la discipline syndicale) qui en seraient les victimes au profit

de la masse de leurs camarades. On ne parvint pas à s'entendre et John Lewis, entraînant avec lui un certain nombre d'unions puissantes, commença immédiatement sa vaste campagne d'organisation de la classe ouvrière sur les principes du C.I.O. (Comité d'Organisation Industrielle).

Devant ce coup de force et ainsi qu'il arrive fréquemment en Amérique, l'étoile de John Lewis se mit à briller du jour au lendemain avec un grand éclat. Cet ancien mineur, que fort peu de personnes connaissaient en dehors des milieux syndicaux, devint une personnalité de premier plan. Personne depuis Huey Long ne s'était imposé avec tant de force et personne, du reste, n'était mieux fait pour frapper l'imagination du public.

Au physique, John Llewelyn Lewis n'entre dans aucune des catégories, d'ailleurs peu nombreuses, qui composent la gamme des « types américains ». Gallois d'origine, sa tête rappelle à la fois celle de Lloyd George, de Danton et de Beethoven. Corpulent, massif, il a un aspect vaguement effrayant que ses ennemis l'accusent de cultiver à dessein. Ses cheveux noirs, qui commencent à grisonner, se dressent en broussaille sur une grosse figure blême, qui serait d'une laideur quelconque sans le regard intense et magnifique des yeux abrités par une paire de sourcils charbonneux, épais comme des moustaches de gendarme, et qui semblent avoir été empruntés — par erreur — à des accessoires de théâtre. Il a l'air d'un traître de mélodrame, surtout lorsque, coiffé d'un feutre à larges bords et enveloppé d'une cape, il se laisse photographier dans une attitude de méditation sombre.

La légende veut que Lewis, fils d'un pauvre mineur, ait fait son éducation lui-même. Le fait est qu'il connaît bien Shakespeare et la Bible et il lui arrive fréquemment de s'exprimer dans une langue archaïque fort surprenante. C'est un orateur puissant, dont les effets d'éloquence ne sont jamais vulgaires, quoique prodigieusement imagés — combinaison rare chez les orateurs américains, qui savent souvent être pittoresques, mais rarement fins.

Quant aux idées de John Lewis et à ses intentions, nous avons eu l'occasion de les lui entendre expliquer avec beaucoup de clarté.

« Le but du C.I.O., nous a-t-il dit, est de créer l'unité dans la classe ouvrière de façon à permettre aux travailleurs américains d'avoir une plus grande part dans les bénéfices de leur travail et dans le gouvernement de leur pays. Nous n'avons pas de but politique, en ce sens qu'il nous importe peu que les ouvriers soient républicains, démocrates, socialistes ou communistes ou n'importe quoi d'autre. Mais il est évident que le sous-produit de ce mouvement sera le développement de la conscience politique des travailleurs. Il s'agit de fonder, en Amérique, la démocratie industrielle. »

Comme on le voit, John Lewis est dans la tradition classique des leaders américains qui doivent, pour réussir auprès des masses, se tenir à l'écart de toute idéologie politique dans le sens que l'on donne à ce mot en Europe. Il se réclame de la démocratie américaine, mais il veut que les masses ouvrières y jouent un rôle proportionnel à leur nombre. Philosophiquement donc, sa théorie s'accorde beaucoup mieux avec celle de Roosevelt qu'avec celle des socialistes ou des communistes, qui sont des doctrinaires.

Pratiquement, sa campagne s'est développée depuis un an comme une tentative d'accaparement de tout le mouvement ouvrier. Le C.I.O. lutte, en effet, pour la reconnaissance des contrats collectifs, mais à son seul profit. Les unions affiliées au C.I.O. doivent être les seules reconnues comme ayant le droit de parler au nom de tous les ouvriers. Elles tendent à exclure les unions affiliées à l'A.F.L., aussi bien que les unions strictement corporatives organisées sous l'égide du patronat.

Comme on le comprendra aisément, le patronat eut vite fait de discerner que le C.I.O. signifiait une ingérence extérieure beaucoup plus dangereuse que le trade-unionisme bénin de William Green, d'où le caractère complexe de ce conflit, qui oppose non seulement John Lewis et le patronat, mais John Lewis et William Green.

Le C.I.O., après sa séparation d'avec l'A.F.L., il y a un an, commença avec un million de membres environ. Très rapidement, ce nombre augmenta et le C.I.O. prétend grouper aujourd'hui presqu'autant d'adhérents que l'A.F.L., soit trois millions deux cent mille contre trois millions six cent

mille. Ces chiffres sont d'ailleurs fort difficiles à vérifier, à cause des fluctuations quasi quotidiennes.

Quant au financement du C.I.O., il est assuré par les cotisations des unions affiliées, mais personne n'en connaît les chiffres, John Lewis ne publiant pas de budget.

En septembre dernier, John Lewis nous dit qu'il attendrait la réélection de Roosevelt pour commencer ses opérations, afin de ne pas gêner la campagne des démocrates. Il tint parole et la croisade pour l'organisation massive débuta cet hiver dans l'industrie automobile. La raison de ce choix n'est point que les ouvriers de cette industrie fussent particulièrement mal traités. Tout au contraire, mais l'industrie automobile était une des plus prospères à ce moment et il apparut à John Lewis qu'une attaque contre elle attirerait davantage l'attention du public et que, s'il réussissait là, il réussirait partout.

Ce calcul se montra juste, tout au moins au début. Avec une audace napoléonienne, et bien que les ouvriers affiliés au C.I.O. représentassent seulement une faible minorité dans l'automobile, John Lewis déclencha une succession de grèves avec occupation d'usines, qui plongèrent le patronat et les autorités dans la plus grande perplexité.

Le système de la grève sur le tas n'avait jamais été pratiqué en Amérique et il est difficile de dire qui prit l'initiative de l'y introduire. Très probablement les stratèges des luttes ouvrières qui entourent Lewis, et parmi lesquels se trouvent des hommes beaucoup plus « révolutionnaires » que lui, s'inspirèrent du succès de cette méthode en France pour l'essayer dans le Michigan.

Le résultat fut d'ailleurs à peu près identique. Les pouvoirs publics, par crainte de verser le sang, n'intervinrent pas. Une à une, les firmes cédèrent. Des contrats furent signés avec Chrysler, avec General Motors et avec la plupart des Compagnies indépendantes, reconnaissant aux unions affiliées au C.I.O. le droit exclusif de représenter l'ensemble des ouvriers.

A la suite de ce succès, le prestige de John Lewis devint immense et — fait capital — l'opinion publique se déclara généralement pour lui. La résistance assez maladroite de

certains patrons, et le sentiment que l'organisation de la classe ouvrière servirait peut-être à la discipliner, furent sans doute à la base de cette attitude favorable.

On commençait à parler couramment de John Lewis comme candidat à la présidence en 1940, à la tête d'un parti travailliste. Il n'est même pas absurde de supposer que si Roosevelt choisit ce moment pour lancer son projet de réforme de la Cour Suprême, ce fut pour éviter — par une cristallisation brusque de l'opposition à droite — un lâchage de son extrême-gauche. Si Lewis est audacieux, Roosevelt est habile et il n'a nullement l'intention de laisser le chef du C.I.O. faire de la surenchère contre lui.

On doit noter aussi, à partir de cette époque, un refroidissement progressif des rapports entre le Président et John Lewis. Bon nombre d'Américains anti-rooseveltiens sont convaincus que le Président est très favorable à John Lewis. Il est peut-être sympathique à ses tendances, mais le fait est que le refroidissement équivaut maintenant à une rupture à peu près totale entre les deux hommes. Dans un discours récent, John Lewis a dénoncé violemment l' « impartialité » de Roosevelt et signifié clairement que si le Parti démocrate n'appuyait pas plus franchement la classe ouvrière, il fallait s'attendre d'ici 1940 à la constitution d'un tiers parti à base ouvrière pure.

Quoi qu'il en soit, ce n'est point à ce refroidissement qu'il faut attribuer le revirement de l'opinion publique contre John Lewis et le C.I.O. au cours des mois récents.

Ce revirement a pour causes :

1° La cristallisation de la réaction bourgeoise, que nous avons notée au début de cet article ;

2° La persistance des troubles après la signature des accords, révélant la faiblesse réelle de Lewis ;

3° La défaite subie par le C.I.O. dans les grèves de l'acier.

Cette faiblesse réelle de Lewis se manifesta d'abord dans l'automobile. Au lendemain même où il proclamait la signature des accords avec le patronat, il devait courir à Detroit pour essayer de rétablir l'ordre. De nouvelles grèves avaient éclaté sans aucun motif raisonnable et en dehors de l'autorité du C.I.O. Cet ordre, il ne réussit pas toujours à l'imposer

et les populations des régions affectées, exaspérées par ces actes d'indiscipline ouvrière, commencèrent à prendre elles-mêmes en main le rétablissement de la paix publique. C'est à ce moment que l'on put noter le réveil de cet esprit agressif et militant des éléments stables de la population (petits commerçants, employés, ouvriers même), qui n'hésitèrent point à se constituer en milices armées et chez qui la haine traditionnelle du « radicalisme » se manifesta avec véhémence. Que ces citoyens n'éprouvassent aucune tendresse pour les grands patrons, cela va sans dire ; mais ils n'admettaient point que les ouvriers freinassent davantage la « prospérité ». Le fait que le Gouvernement fédéral refusait d'intervenir, et que les autorités locales tergiversaient, n'arrangea pas les choses. On recommença à lancer les accusations usuelles en pareil cas : les ouvriers sont poussés par des meneurs étrangers, Roosevelt est un traître qui pactise avec Lewis et ses gangsters. A bas la dictature Roosevelt-Lewis, à bas le communisme, etc.

A ce propos, la question de savoir si les agitateurs qui encouragèrent les ouvriers à maintenir l'état de trouble sont des communistes ou non est difficile à résoudre. Le mot communisme, comme le mot démocratie et le mot fascisme, couvre toutes sortes de faits et toutes sortes de gens, et ce genre de discussion est plus oiseux en Amérique que n'importe où ailleurs. Toutefois, il est certain que les idéologues communistes ou trotskistes ont peu de sympathie pour John Lewis, en qui ils voient une seconde édition de William Green, c'est-à-dire un allié inconscient du capitalisme. Le fait que John Lewis ne pense pas *politiquement* le rend anathème. Comme nous le disait un jeune militant, qui a abandonné le communisme orthodoxe pour le trotskisme, par haine du stalinisme : « Lewis est presqu'aussi intellectuellement pourri que Earl Browder (le chef du parti communiste américain) ou que Léon Blum et Jouhaux. Lui aussi pense dans le présent, ce qui est la preuve d'une mentalité purement bourgeoise. Lui aussi finira dans la bureaucratie socialo-capitaliste. »

Notre impression personnelle est que le mouvement communiste orthodoxe, qui n'a jamais été brillant en Amérique,

est plus mal en point que jamais depuis son écrasement aux élections de novembre. Le stalinisme a précipité la défection des intellectuels et les a poussés dans le parti socialiste, qui, loin d'exclure les trotskistes, les accueille. Le trotskisme, — ou pour être plus exact, la doctrine socialiste à l'état pur, — recrute, semble-t-il, de nombreux adhérents surtout parmi les intellectuels des grandes villes et peut-être dans les milieux universitaires ; mais aussi longtemps que la IVe Internationale ne sera pas fondée, il y a peu de chances pour que ces tendances individuelles puissent vraiment constituer un mouvement coordonné et agissant en Amérique.

*
* *

Après le succès remporté par le C.I.O. dans l'automobile, John Lewis annonça qu'il allait s'attaquer à l'acier. Mais avant même qu'il eût commencé à s'organiser, M. Myron C. Taylor, président de la United States Steel, vint au-devant de lui et lui proposa un accord donnant toutes satisfactions au C.I.O.

Cet événement sensationnel rehaussa encore le prestige de Lewis, d'autant plus que l'on raconta que c'était par son charme personnel et par son intelligence qu'il avait réussi à convaincre le puissant président de la plus puissante des industries.

Du même coup, plusieurs autres membres importants du cartel de l'acier (tout le *Big Steel*) signèrent des accords, mais malheureusement des Compagnies secondaires, comme la Republic Steel, refusèrent obstinément de s'incliner devant les exigences du C.I.O.

John Lewis, plein de courage, partit donc à l'assaut de ces récalcitrants *(Little Steel)*, pensant qu'il aurait peu de peine à les faire capituler.

Les événements prouvèrent qu'il se trompait lourdement. La lutte menée dans trois États : Ohio, Illinois, Pennsylvania, prit rapidement une allure confuse et violente. Répétant la tactique employée avec tant de succès dans l'automobile, Lewis prétendit forcer la fermeture des aciéries avec une minorité d'ouvriers affiliés. Mais ce qui avait réussi à Detroit

échoua à Chicago-Sud, à Youngstown et à Cleveland. Les ouvriers « loyaux » refusèrent de se mettre en grève et demandèrent la protection de la police. La population prit, en général, parti contre les grèves. Les gouverneurs d'État mobilisèrent la troupe pour protéger tantôt les grévistes, tantôt les ouvriers « loyaux », selon que les sympathies des gouverneurs penchaient d'un côté ou de l'autre. On vit des maires encourager la formation de milices civiles pour lutter contre les grèves, tandis que le gouverneur de l'État ordonnait la fermeture des usines qui tournaient encore, sous prétexte d'éviter des conflits sanglants. Ces conflits se produisirent néanmoins et la police, particulièrement à Chicago, agit avec une brutalité inexcusable.

Roosevelt essaya visiblement de ménager la chèvre et le chou. Dans une démocratie, dit-il, c'est aux patrons, aux ouvriers et à l'opinion publique de régler librement ce genre de problème. Il y a tout lieu de croire que le Président trouva quelque plaisir à faire la sourde oreille à ceux qui lui demandaient d'intervenir, et qui étaient ceux-là mêmes qui, par ailleurs, lui reprochaient si amèrement de vouloir sans cesse étendre les pouvoirs du Gouvernement.

Toutefois, il semble que le Gouvernement fédéral, sentant la résistance croissante de l'opinion publique, ait donné quelques instructions prudentes aux gouverneurs pour les inviter à laisser Lewis se débattre seul.

Le résultat fut une défaite indiscutable pour le C.I.O., — la première. Les usines rouvrirent les unes après les autres. La production de l'acier augmenta. La grève était manquée. Le prestige personnel de Lewis s'en ressentit fortement.

*
* *

Entre temps, la loi Wagner avait été validée par la Cour Suprême. Événement imprévu, mais qui s'explique certainement par la nécessité de jeter du lest de ce côté, eu égard à la violence de l'attaque déclenchée par Roosevelt contre l'esprit rétrograde de cet auguste tribunal. Si les juges avaient condamné cette loi, ils justifiaient Roosevelt. En la validant, ils lui coupaient l'herbe sous le pied et Roosevelt fut battu après les luttes âpres que l'on sait.

Cette loi Wagner est importante car, malgré ses imperfections évidentes, elle constitue la première charte du travail en Amérique. Elle reconnaît les contrats collectifs et stipule les conditions dans lesquelles le capital et le travail sont tenus de régler leurs différends. Elle admet que le problème du travail dépasse le cadre des États et que la paix sociale est un problème national.

Mais cette loi, comme toutes les lois, est sujette à différentes interprétations. Tous les patrons ne la comprennent pas de la même façon et certains, comme Henry Ford, ne la comprennent même pas du tout et sont décidés à ne pas l'appliquer chez eux.

La lutte entre Ford et Lewis a pris, à certains moments, un caractère épique. Les usines Ford sont devenues le symbole de la résistance de l'individualisme en affaires, le Fort-Chabrol de l'homme qui veut rester maître chez lui, et qui sait mieux que quiconque (hormis Dieu) ce qu'il doit faire pour le bien de ses cent vingt-huit mille ouvriers.

Ford n'est pas aimé en Amérique, mais il est admiré pour son courage indiscutable et pour sa persévérance à résister aux forces qui lui sont opposées. Il a déjà triomphé de la N.R.A. Il a échappé à l'emprise tentaculaire de Wall Street. Il résiste maintenant à John Lewis.

Tous les moyens lui sont bons, y compris les armements préventifs. On dit que ses usines sont transformées en arsenaux et qu'il entretient cinq cents vigilants armés jusqu'aux dents, et nous avons toutes raisons de croire que ces rumeurs sont parfaitement fondées.

Pour combattre le C.I.O., il a distribué des brochures à ses ouvriers, intitulées *Fordismes*, et qui sont rédigées dans le style de préceptes moraux. Ces brochures sont naïves, parce qu'elles ne mettent pas en doute que Ford, et Ford seul, a raison contre tout le monde ; mais elles reflètent bien la mentalité d'une classe considérable de citoyens, petits et grands, qui pensent exactement comme lui, avec la même naïveté, la même étroitesse et la même foi en eux-mêmes.

Ford lutte contre le Gouvernement, contre Wall Street, contre ses concurrents et contre John Lewis (qu'il soupçonne,

du reste, d'être tous ligués contre lui), comme les pionniers d'antan attaqués par une horde d'Indiens mécréants.

A l'heure où nous écrivons, le grand assaut n'a pas encore commencé. John Lewis poursuit activement ses travaux d'approches, c'est-à-dire qu'il « organise » les ouvriers Ford. Ford se vante de ne rien craindre et d'avoir 80 p. 100 de ses hommes pour lui. Comme dans les guerres du moyen âge, nous en sommes encore à la phase des invectives au pied des murs, des tentatives de corruption de l'adversaire, de l'espionnage à l'intérieur de la place, des trahisons savantes et des rodomontades.

La résistance de Ford sera victorieuse si John Lewis est incapable de bien préparer l'assaut. Mais cela dépend du progrès de la croisade du C.I.O. sur d'autres fronts.

La dernière attaque a eu lieu sur le front des textiles. Elle semble devoir réussir et les grèves se déroulent paisiblement. Du reste, les patrons dans cette industrie ne semblent pas trop opposés à l'idée de traiter avec John Lewis et rien ne montre mieux que si les troupes ouvrières sont divisées, le patronat ne l'est pas moins.

*
* *

Au cours des premiers six mois de 1937, on a enregistré 2 512 grèves, contre 1 077 en 1936 pour la même période. En 1917, année record, année de guerre, on en enregistra 4 438.

« Mais aujourd'hui nous sommes en paix, constate la Chambre de commerce de New-York, à propos de ces chiffres. La reprise est en bonne voie. Toutefois, les conflits du travail sont plus nombreux qu'en 1917 et plus âpres. »

La Chambre de commerce attribue cette accentuation des troubles sociaux aux causes suivantes :

1° Accélération de la reprise économique ;

2° Extension du pouvoir des classes ouvrières, grâce à la législation sociale du *New Deal* ;

3° Progrès formidable du mouvement syndical, sous l'impulsion de John Lewis, et grâce aux sympathies marquées du Gouvernement pour la classe ouvrière ;

4° Promesse faite à la classe ouvrière de résoudre ses difficultés par l'application de la loi de 40 heures.

En ce qui concerne cette loi, il est intéressant de noter que les objections qu'elle soulève sont précisément les mêmes que celles faites en France, mais avec certaines complications. Les législateurs se proposent de fixer également un salaire minimum pour toutes les catégories de travailleurs, ce qui présente des difficultés considérables, étant donné l'étendue des États-Unis et la diversité des conditions qui y règnent.

Toutefois, il est probable que l'on passera outre à ces objections. Le *New Deal*, qui était en avance sur le Front populaire du point de vue de la législation sociale, il y a un an, se trouve maintenant un peu en retard. Ce retard va être rattrapé.

Ceci ne signifie point qu'il y ait la moindre interdépendance entre ces deux mouvements, mais prouve simplement une identité d'allure commandée par l'identité des forces qui les soutiennent.

Le *New Deal* va poursuivre son programme. Ceux qui croient que le président Roosevelt va devenir plus « modéré » se trompent exactement autant que ceux qui s'affolent de le voir devenir de plus en plus « rouge ». La philosophie du président Roosevelt est une des plus profondément stables que l'on ait vue chez un chef d'État américain depuis longtemps. Roosevelt et le rooseveltisme n'ont pas changé et ne changeront probablement pas. Mais l'état d'esprit du pays est en voie d'évolution ou, pour être plus exact, certains groupes reprennent confiance en eux-mêmes et sont décidés à réagir énergiquement.

Nous entrons donc dans une période de résistance croissante, qui pourrait se développer en un mouvement de réaction très précis d'ici 1940.

Malgré les obstacles qu'il rencontre en ce moment, le président Roosevelt est, du reste, parfaitement décidé à empêcher cela s'il le peut. La démocratie, pour lui, n'implique pas le gouvernement des minorités, mais un élargissement constant du pouvoir effectif du plus grand nombre.

R. DE ROUSSY DE SALES

LES MAITRES[1]

Quelques jours ont passé dans ces menus ennuis. J'évitais de parler de Sénac à mon patron. Je songeais : « M. Chalgrin finira toujours bien par m'en dire quelque chose. »

Tout s'est d'abord passé comme je m'y attendais ; mais j'ai senti presque tout de suite que le drame n'était pas simple. M. Chalgrin m'a dit, mardi ou mercredi dernier :

— Votre ami Sénac est malade. Voilà près d'une semaine qu'il n'est pas venu travailler. Faites-moi l'amitié, Pasquier, d'aller prendre des nouvelles.

Le patron, ce disant, avait l'air soucieux. Je voyais les fibres de ses paupières se contracter finement, ce qui, chez lui, je le sais, est un signe de fatigue. Il a soudain prononcé des mots incompréhensibles :

— Je mets monsieur Sénac hors de cause. Il est de vos amis, c'est une garantie suffisante. D'ailleurs j'ai les trois copies.

Sentant que ces bouts de phrases restaient pour moi dépourvus de sens, le patron s'est ressaisi. Sa voix n'en tremblait pas moins d'émotion.

— Avez-vous lu — m'a-t-il dit — le dernier numéro de la *Presse Médicale*?

— Non, patron, pas encore.

M. Chalgrin semblait saisi d'hésitation. Il a fait un grand effort sur lui-même pour se contraindre au calme, et je crois

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 Septembre.

qu'il a souri. Mais ce sourire était douloureux et m'a bouleversé. Alors, il a poursuivi, plus bas.

— Vous connaissez sans doute, Pasquier, l'ouvrage de monsieur Rohner sur les *Origines de la vie*, un livre dont on a beaucoup parlé pendant la dernière saison.

— Oui, patron, je le connais.

— Il y a des parties excellentes, dans cet ouvrage. Mais on y trouve aussi des hypothèses fantaisistes, des affirmations aventurées. Monsieur Rohner abuse de la dialectique rationelle et il finit par tomber dans l'idéologie, ce qui ne va pas sans ridicule pour un avocat réputé de l'expérimentation stricte. Rappelez-vous, Pasquier, le grand laïus de la préface : « Chaque fois que se trouveront rassemblés, dans les proportions requises, le carbone, l'azote, l'oxygène, l'hydrogène le soufre et les quelques éléments accessoires, chaque fois que les conditions physiques nécessaires à la synthèse des albumines vivantes se trouveront reconstituées, les phénomènes de la vie, ces phénomènes qu'il nous est encore impossible de déterminer avec exactitude mais que nous déterminerons un jour prochain, ces phénomènes, — dis-je, — recommenceront d'apparaître et de se développer, de modifier le milieu nutritif et de produire des organismes soumis à toutes les lois de l'évolution progressive ou regressive par mutations ou variations brusques des caractères spécifiques... » Oh ! je cite de mémoire. Le texte est assurément meilleur. Monsieur Rohner est un excellent écrivain. Mais toutes ces propositions, qui ont produit beaucoup d'effet, sont d'un esprit systématique...

M. Chalgrin s'est arrêté de parler pendant une longue minute. Je ne devinais pas du tout le sens de ce soliloque. Je ne voyais surtout pas le rapport entre cette diatribe et les petites histoires de Sénac. Je doutais même qu'il y eût le moindre rapport. D'une voix plus basse, plus réticente, le patron s'est remis à parler :

— Je n'aime pas l'ouvrage de monsieur Rohner. Soyez persuadé, mon ami, que je me suis gardé de lui en rien dire. Je crois même lui avoir écrit une lettre des plus élogieuses. Je n'en réservais pas moins mon indépendance critique : Monsieur Rohner est de ces biologistes gâtés par la contagion mathématicienne. Monsieur Rohner, avec son rigorisme,

est de ces rêveurs qui s'imaginent qu'un jour ils feront passer dans un tube de l'hydrogène, du carbone et le reste de la recette, qu'ils mettront le tube à l'étuve et que, vingt-quatre heures après, ils trouveront dans leur cuisine quelque chose qui sera très exactement l'hematozoaire de Laveran ou peut-être, qui sait? sa majesté le bacille de Koch en personne. Ces messieurs sont très sérieux, mais il y a de quoi rire... C'est un retour offensif et scientifiquement moderne de la génération spontanée. Imaginez-vous, Pasquier, que j'ai rédigé, pendant l'automne, à propos du livre de monsieur Rohner, un mémoire que je n'ai pas la moindre intention de publier. Je ne suis pas un polémiste. C'est pour moi, pour moi seul que j'ai composé ce mémoire, pour la satisfaction de ma conscience. Et je n'en parle à personne. Voilà justement pourquoi je ne comprends pas le ton de cet article de monsieur Rohner dans le dernier numéro de la *Presse Médicale*.

Comme le patron ne se décidait pas à s'exprimer plus clairement, j'ai pris sur moi de lui dire, avec beaucoup de respect :

— Monsieur, je ne comprends pas.

— Évidemment, vous ne pouvez pas comprendre. Croyez bien, mon bon ami, que si je vous parle à vous, en particulier à vous, de cette pénible affaire ce n'est pas seulement par amitié ; c'est parce que vous connaissez monsieur Sénac, parce qu'il est de vos amis et, je crois, depuis longtemps. Je dois vous dire, Pasquier, que j'ai fait copier le manuscrit de mon texte par monsieur Sénac, en trois exemplaires.

Le patron venait encore une fois de s'arrêter. Avec la pointe du médius, il s'écrasait la lèvre supérieure, ce qui est, chez lui, signe de grande perplexité. J'écoutais, j'attendais, plein d'angoisse.

— Attendez, Pasquier, attendez, mon ami. Monsieur Sénac a fait cette copie à la maison. En trois exemplaires, je vous l'ai dit. Les trois exemplaires sont entre mes mains et ils n'en sont point sortis. Ils n'en sortiront qu'après ma mort, si même il ne m'arrive pas de les détruire avant. Vous le voyez, je suis sur une fausse piste. Monsieur Sénac est hors de cause et j'aurais mieux fait de ne pas prononcer son nom. Reconnaissez quand même que la conjoncture est troublante. Dans ce fameux article de la *Presse Médicale*, monsieur Rohner répond à

toutes mes critiques. Il ne saurait me mettre en cause, puisque je n'ai rien publié, mais il imagine un contradicteur idéal, auquel il prête des pensées et des paroles qui sont les miennes, termes pour termes. Je suis provisoirement seul à comprendre ce qu'il y a de blessant dans cette manœuvre et de venimeux dans cette rhétorique.

Le professeur Chalgrin, petit à petit, s'échauffait à parler ainsi. Mais il ne rougissait pas, tout au contraire. De grandes plaques couleur d'os se formaient sur ses joues et sur son front. Oui, je dis bien, il semblait que l'on aperçût, à travers la peau diaphane, la substance élémentaire, minérale, de l'armature. J'ai murmuré :

— Patron, Jean-Paul Sénac est un honnête homme. Je ne crois même pas que l'on pourrait lui reprocher une distraction, une légèreté dans une affaire aussi grave.

M. Chalgrin, ressaisi de soi-même, a souri, non sans grâce :

— Mais oui, je n'en doute pas. Surtout, Pasquier, faites-moi l'amitié de n'aller pas vous mettre martel en tête. Je cherche, et je songe à tout. Car la coïncidence est un peu plus que troublante. Allons, mon ami, travaillons. Savoir quelque chose, au fond, c'est notre seul recours contre le désespoir et l'anéantissement.

Je peux bien t'affirmer que je me sentais très loin de cette sagesse reconquise. Au moment même où j'avais pris la défense de Sénac, je m'étais senti gagné de très affreux soupçons. J'ai travaillé, mollement. Après le déjeuner, j'ai gagné l'Institut et j'ai fait des pieds et des mains pour ne pas rencontrer M. Rohner. Vers six heures, j'ai pris le tramway et je suis allé chez Sénac.

Il était là.

Je te l'ai dit, c'est au fond d'une impasse pavée. A l'entrée, il y a des ateliers de menuiserie qui dégagent une odeur funéraire de sciure et de sapin frais. Puis un marchand de chevaux. Puis un marbrier, puis des écuries sans locataires, puis un terrain vague, enfin la masure de Sénac. En y parvenant, je ne pouvais m'empêcher de penser que ce goût de l'isolement est quand même le signe d'un caractère anormal.

Avant même de frapper, je me suis trouvé salué par un concert d'aboiements. Je m'attendais à revoir Mignon-Mignard,

l'ineffable chien du Désert. Il n'était pas seul. Sénac, la porte entr'ouverte, m'a prié de faire attention à son nouveau pensionnaire, une sorte de berger allemand d'allure famélique et dont l'un des yeux, bleu faïence, semble recouvert d'une taie laiteuse. L'animal, paraît-il, n'est ni franc, ni commode.

Je me suis assis sur le divan dont Sénac doit faire son lit. Il est très proche du sol et je me sentais soudain dans une posture incommode.

— Tu vois, — m'a dit Sénac, — ici, c'est vraiment la solitude. Ici, Laurent, c'est le comble du Désert, c'est bièvrissime ! Tu me comprends. Quelquefois, le soir, en faisant cuire notre soupe, car nous mangeons tous la même chose, les cabots, le pigeon et moi, je me dis avec délice que personne au monde n'a la moindre raison de penser à moi. Quelle admirable légèreté ! Quelle délivrance ! Dès que les chiens sont endormis, je sens mes oreilles qui chantent. Oui, c'est l'hymne vibrant au silence absolu. Je songe qu'il y a des gens qui écoutent respirer leur gosse ou tourner leur usine, des gens qui savent qu'on va les appeler et leur demander quelque chose, un service, un conseil. Pff... Je suis magnifiquement pur. Ma montre même est arrêtée. Je ne la remonte plus pour qu'elle me foute la paix.

J'avais envie de lui dire : « Tu vois que moi, je pense à toi. N'as-tu rien fait, Jean-Paul, pour me forcer à penser à toi ? » Je me suis contenu de mon mieux et j'ai dit, d'une voix très ferme :

— Il faut que tu reprennes au plus tôt ton travail chez le professeur Chalgrin.

Sénac a levé les sourcils et comme nous étions éclairés par une petite lampe à pétrole posée sur la table de nuit et que Sénac était debout, cette manœuvre a dessiné sur son visage toutes sortes d'ombres fantastiques.

— Tu m'entends ? — ai-je dit encore. — Je te prie de retourner travailler chez monsieur Chalgrin.

Je n'attendais de Jean-Paul Sénac aucun mouvement de colère. Il se met rarement en colère. Il gronde, il grommelle, il bavote et se lamente. Au contraire de tout cela, voilà qu'il s'est mis à rire.

— Ah ! non, ah ! non, — disait-il, — nous ne sommes plus au Désert. La discipline, c'est fini. La caserne on n'en parle plus, mon petit père.

— Sénac, — ai-je dit, — je te demande comme un service personnel de retourner chez monsieur Chalgrin.

— Un service personnel ? Et pourquoi ?

Il parlait si paisiblement, il semblait de si bonne foi que j'hésitais à me lancer dans le vif de l'affaire. Je m'y suis décidé quand même.

— Figure-toi, mon pauvre Jean-Paul, que monsieur Chalgrin a bien des raisons de penser qu'un travail qu'il souhaitait de ne point faire connaître s'est trouvé, je ne sais comment, communiqué à certains de ses adversaires. La meilleure, la seule façon de lui prouver que tu n'es pour rien dans cette espèce de trahison, c'est de retourner chez lui, malgré l'histoire du chat, et quand bien même tu devrais faire un effort très désagréable. Tu me comprends bien, Sénac ?

Il écoutait sans rien dire. Je me rappelais cette visite que nous lui avons rendue, l'année dernière, à Bièvres, quand on avait volé le vin et que nous voulions le confondre, car nous pensions que c'était lui. Souviens-toi : il avait pleuré. Nous étions désespérés. Nous lui faisions des excuses. Et, pour finir, il a triomphé, puisque la coupable, en définitive, était la femme de ménage, l'effrayante mère Clovis. Je m'attendais à voir Sénac pleurer dans sa moustache et m'accabler de reproches. Mais non, il a pris un air sournois. Il bredouillait :

— Qu'est-ce que c'est que ce baroufle ?

— Oh ! — ai-je dit de bon cœur, — je sais que tu es hors de cause. Monsieur Chalgrin me l'a donné à entendre. Il possède les trois copies que tu as faites en sa présence. Mais, si tu le quittes maintenant, avoue que toutes les suppositions restent possibles. Il ne faut point le quitter.

Alors Sénac s'est mis à rire. Je ne pouvais pas m'y attendre. Il a ri, si longuement, que les chiens ont aboyé. Il faisait froid, dans cette masure. C'était réellement une minute déplaisante.

— Trois copies ! — disait Sénac. — Eh bien ! si tu veux le savoir, j'en ai fait une quatrième. Seulement, garde cela pour toi. Les savants, qui savent tout, ne sont pas observateurs. Monsieur Chalgrin a l'air de regarder les choses et les gens. En réalité, monsieur Chalgrin ne voit rien. Quatre copies, voilà ce que j'ai fait.

J'ai cru que j'allais bondir sur le malheureux, le saisir aux épaules, le secouer, le battre.

— Alors, c'est toi ! c'est donc toi ! Est-ce possible ? Et pourquoi ? Je me demande pourquoi ?

J'étais si peu maître de moi que les chiens se sont mis à gronder. Mignon-Mignard, que je te le dise tout de suite, ne m'a même pas reconnu. Quant à l'autre, c'est un fauve, un fauve qui ne mange pas à sa faim. Sénac a levé la main, paume en dessous :

— Attention ! Tu vas te faire mordre.

— Mais pourquoi, je te le demande, pourquoi as-tu fait cela ?

Alors Sénac avec beaucoup de naturel :

— Pourquoi ? Mais, tout naturellement, pour voir... Vous autres, vous n'êtes pas curieux.

— Comprends-tu que c'est beaucoup plus grave qu'un vol ? C'est quelque chose comme un crime !

Il se promenait dans la turne, ses deux mains dans les poches de son pantalon, les épaules remontées, l'air obstiné, le regard au sol. Les deux cabots le suivaient.

— Oh ! n'abusons pas des grands mots. Moi, j'aime les expériences. Moi je suis plus curieux que vous autres. Un vol ! Un crime ! Il ne serait pas question de tout cela si tu ne t'en étais pas mêlé.

J'ai fait de mon mieux pour garder le silence et retrouver le calme. Sénac marchait toujours de long en large et son ombre se baladait sur les murailles. J'ai fini par dire, à voix basse :

— C'est affreux. C'est inqualifiable. Mais ça ne fait rien, Sénac, tu ne peux pas, pour le moment, quitter monsieur Chalgrin sans signer cette saloperie. Alors, tu vas revenir, et rester, jusqu'à nouvel ordre. Tu le feras, quand ce ne ne serait que pour moi.

Sénac a repris sa voix plaintive. Il s'est pris à gémir :

— Quand ce ne serait que pour toi ! Vous êtes tous les mêmes : vous ne pensez qu'à vous. L'égoïsme, voilà votre règle de conduite.

Il a continué sur ce thème, quelque temps, d'un ton morose et sentencieux. Je ne le lâchais pas et nous avons pris rendez-vous. J'ai quitté l'affreux ermitage bien plus soucieux qu'à mon arrivée. Les chiens m'aboyaient aux chausses.

En redescendant la rue de la Tombe-Issoire j'essayais de comprendre la conduite de Sénac et j'en étais presque malade. Car, en somme, aucun doute possible : il a dérobé l'une des copies du mémoire de M. Chalgrin et il l'a communiquée à qui tu sais. Et il n'a pas fait cela pour de l'argent ou pour une ambition personnelle. Il a fait cela « pour voir ».

Je ne te dis rien de plus. Je suis très las, presque accablé. Oh ! je devrais repousser Sénac du pied, me détourner de lui avec horreur. Je ne peux pas ? Je ne peux plus. Je suis presque son complice et je n'ai qu'une façon d'arranger les choses, c'est de surveiller le misérable, de ne pas le quitter de l'œil.

Enfin, je l'avoue bien bas : il me fait encore pitié. Je ne peux pas l'abandonner dans l'état de... maladie où je le vois aujourd'hui. Je viens d'écrire maladie ; ma première pensée, un peu romantique, avait été d'écrire : dans l'état de péché mortel... Ton Laurent. *17 novembre 1908.*

CHAPITRE X

Justin, mon ami, tu ne mérites pas ton nom, tu n'es pas juste. Tu me pries, dans ta dernière lettre, de ne plus te parler des juifs. Tu dis : « je sais que tu m'aimes, je sais que tu nous aimes. Pourtant je préfère le silence. Tu n'arrives quand même pas à oublier que je suis juif. » Eh ! cher Justin, comment pourrait-on l'oublier ? Êtes-vous si parfaitement invisibles qu'il soit facile de ne pas vous voir ? Êtes-vous des personnes si miraculeusement silencieuses qu'on puisse ne pas vous entendre ? Si je parle de toi, de vous, et même ajouterai-je, d'eux, tu te prends à gémir. Mais si je ne disais plus rien d'eux, de vous et de toi-même, tu pousserais bien d'autres cris. Alors, laisse-moi vivre et deviser librement. Et s'il te prend fantaisie, dans cette franche correspondance, de dire quoi que ce soit des « goym », sois sûr que je prêterai l'oreille. Je ne suis pas très inquiet : tu ne diras rien de nous en tant que « nous ». Vous n'avez pas encore fini, vous autres juifs, de vous étonner vous-mêmes et parfois de nous inviter, parfois même de nous contraindre à partager cet étonnement.

J'ai le sentiment que tout ce que je répands dans mes lettres ne t'est pas de grand prix, que tu souhaiterais m'entendre parler non de mes modestes soucis mais des grands problèmes qui tracassent l'Europe. Hélas ! Justin, tu es un idéologue, un sociologue et un prophète. Moi, je me débats au milieu de difficultés humaines qui me cachent parfois les éclatantes perspectives intellectuelles ou politiques dans lesquelles ton esprit se promène avec une si belle agilité. La tension entre le kaiser et l'Angleterre, la visite faite au tsar par le prince héritier de Serbie, voilà des phénomènes graves, je suis bien de ton avis. A te lire, je me sens un peu honteux de te narrer seulement et avec tant d'application, une querelle plus ou moins sourde entre deux honorables savants de laboratoire.

Je te remercie de l'intérêt affectueux que tu portes aux miens et de la sollicitude avec laquelle tu me réclames de leurs nouvelles. Je jure, dans chaque lettre, de ne plus parler de ma famille, de laisser retomber dans le néant les misérables histoires de Joseph ou de Ferdinand et, dans chacune de tes réponses, tu m'interroges et tu me presses de ne rien te laisser ignorer. C'est bon. Je ferai de mon mieux pour te satisfaire.

Comme tu l'imagines, j'ai gardé soigneusement pour moi ce que m'avait conté M. Mairesse-Miral. Je plains trop les gens qui, d'une manière quelconque, dépendent d'un gaillard comme Joseph. J'ai résorbé ma colère et je n'ai rien dit. Joseph jouit de l'impunité exceptionnelle dont jouissent partout les effrontés. Il a cessé de parler de sa ruine. Quand je le vois — je ne peux guère ne pas le voir, à cause de maman — il se répand en lamentations sur les épreuves épouvantables qu'il a dû subir et sur la peine qu'il prend pour remonter la pente. Il pousse des soupirs et combine des jeux de rides pour exprimer son épuisement. Pense donc ! Il était ruiné. Il avait tout perdu. On allait le pousser au ruisseau avec les balayures et les vieux mégots. Et nous, les imbéciles, nous écoutions ces doléances d'un cœur compatissant et nous grattions le fond de nos poches. Et puis tout s'arrange. Grâce à notre aide opportune, le colosse redresse les reins. Joseph a dit au dernier déjeuner de famille : « La finance, voilà ce que c'est. Une gorgée de rhum, ce n'est pas grand chose, mais avalée au bon moment, ça peut vous sauver un bon-

homme. » La gorgée de rhum, c'est nous, les imbéciles, qui l'avons cordialement versée. Ferdinand qui d'ordinaire est terrible pour Joseph vit maintenant dans la béatitude : Joseph se l'est attaché pour longtemps. Au lieu de l'éblouir, il lui a demandé un service. Ferdinand en exulte. Il est le sauveur, l'ange gardien, le dieu de la machine. Il dit : « Heureusement que nous étions là ! Je commence à croire que nous arrangerons les affaires de Joseph. »

Mais Joseph est déjà loin. Il nous a joué — il s'est peut-être joué à lui-même — une farce violente, dans sa couleur favorite. Et, pour lui, c'est fini. D'autres travaux, d'autres comédies l'appellent. J'ai dû pourtant lui parler des trois mille francs de papa. Car ces trois mille francs devaient avoir une toute autre destination.

Tu sais que mon père a plus de soixante-deux ans. Tu le connais : c'est la vie même. Non pas la vie sage et patiente, mais la vie folle, véhémente et capricieuse. Il n'a presque jamais trois mille francs devant lui. Il ne peut pas. Quelque chose, en lui, s'oppose à l'accumulation paisible d'une somme de cette importance. Toute sa puissance est centrifuge. Il faut qu'il disperse, qu'il éparpille, qu'il risque et qu'il perde. Or il était arrivé quand même à rassembler une somme de trois mille francs. Dans quel dessein? Cherche! Je te mets au défi de trouver.

Lui qui ne songe qu'à « poitriner », à jouir, à bouger, à vivre, il est, depuis quelque temps, saisi d'une idée opiniâtre. Et pourtant... Il a deux ou trois faux ménages. Il fait feu des quatre pieds. Il se signale chaque semaine par une engueulade publique, un scandale, une émeute. Il change tous les deux ans d'appartement et d'horizon. Il a le jarret frémissant, l'encolure cambrée, la moustache crépitante. Il dit : « Jamais fatigué. Je vivrai cent ans, pour le moins. » Et, tout de suite, il se met à parler du théâtre, dont il raffole, des chanteuses, des danseuses, des courtisanes célèbres. Il chante, d'une voix de tête, les opéras de son temps. Il donne la réplique à Suzanne quand elle répète ses pièces, mais seulement dans les rôles d'amoureux : il n'en voudrait pas jouer d'autres. Il fait la cour à ses belles-filles, qui ne le détestent pas et, s'il leur donne un baiser, il s'arrange, instinctivement, pour le glisser sur

les yeux, près des lèvres ou à la naissance du cou... Eh bien! cet homme fringant songe obstinément à se faire construire un tombeau. C'est en vue de ce tombeau qu'il avait, non sans mal, économisé les trois mille francs. Il a déjà fait achat de la concession, au cimetière de Nesles, car il veut reposer, plus tard, dans le village de ses pères.

J'ai su, par maman, où ils en étaient de cette affaire. Ils ont des plans, un architecte. Voilà, cher Justin, la grande entreprise qui va peut-être les réunir après tant de trahisons, de conflits et de drames. Maman parle du « tombeau » comme d'une maison de campagne. A l'entendre, j'ai soudainement compris les mystères de l'ancienne Égypte et que la mort oriente et gouverne toutes les actions de la vie. La métaphysique est une occupation bourgeoise, aristocratique. Je peux m'y adonner, quand le vent m'y pousse. Mais papa n'a pas eu le temps. Il était tout occupé de s'élever et de combattre, de s'instruire et de chercher pâture. Et voilà que, tout à coup, la métaphysique prend cette étrange revanche. Ce goût, ce besoin d'un tombeau, chez un homme aussi vivant, c'est une forme élémentaire du tourment métaphysique.

J'ai senti que papa ne renoncerait pas facilement à son rêve égyptien et je suis intervenu, très durement, l'autre jour. J'ai pris Joseph dans un coin et je lui ai dit, les yeux dans les yeux :

— Moi, je ne te demanderai rien, jamais rien, tu m'entends? Mais ces trois mille francs des parents, il faudra quand même les rendre. Il faudra, Joseph! Il faudra!

Joseph a mis la main sur sa poitrine.

— Mon ami, pour qui me prends-tu? Cet argent-là, c'est de l'argent sacré.

Tout de suite il a commencé de parler de la Pâquellerie, dont le parc est inondé pour peu que l'Oise déborde. J'ai vu le moment où il me faudrait plaindre le dolent Joseph.

Ah! non, Justin, je t'en prie, laissons ma famille dans l'ombre reposante. Que te dirais-je? Que Larseneur a recommencé de fréquenter la maison, qu'il sort parfois avec Suzanne et que Testevel est tombé dans un morne désespoir. Non, non, laissons-les vivre, tous. Une seule chose me tourmente, si tu veux le savoir. Il y a longtemps que mon père n'a pas

perpétré quelque belle extravagance. Il y a longtemps qu'il ne m'a pas fait souffrir. Je commence à être inquiet. Cette longue trêve n'est quand même pas naturelle. Elle ne me dit rien de bon.

Te voilà satisfait, Justin. Tu voulais des nouvelles du clan, et tu les as reçues. Elle ne sont point trop fâcheuses, au bout du compte. Je voudrais en dire autant de tous les êtres qui m'entourent. Sénac est retourné chez M. Chalgrin, je l'ai su ; mais comme il ne venait plus au Collège et que j'étais, tu peux l'imaginer, soucieux de ses agissements, je suis allé le voir.

C'était un peu avant midi. J'ai trouvé Sénac dans son impasse, devant le portail du marchand de chevaux. Il faisait une assez maussade journée d'hiver, toute bruineuse et piquante. Sénac, vêtu d'un maigre waterproof couvert de taches, son chapeau melon rejeté en arrière, la moustache pendante, était, au grand jour du ciel, assez misérable. Il a notre âge, à deux ou trois ans près. C'est effrayant. Ses yeux sont cernés de mauve et ses paupières soufflées d'une bouffissure transparente. Il se rase la barbe, mais avec négligence, en sorte qu'il a le menton bleu. Ses mains semblent toujours mal lavées, ses ongles ternes et crasseux. A l'idée que je l'ai chaudement recommandé, naguère, à M. Chalgrin, je me sens saisi de vergogne.

Il était là, sur le petit trottoir de l'impasse, et contemplait les maquignons qui faisaient courir des chevaux dans la cour.

— Regarde un peu, — m'a-t-il dit, — regarde cette comédie. Tu ne comprends pas ? C'est très drôle. Le patron maquignon, celui qui porte la blouse bleue et la grande casquette de soie, a la bouche pleine de gousses d'ail, ce qui ne l'empêche pas de parler. Quand il veut exhiber un animal, il tire une gousse de sa bouche et il l'enfonce d'un geste adroit dans le derrière du canasson. C'est comme j'ai l'honneur de te le dire. Il paraît que les bêtes deviennent fringantes, parce que l'ail les asticote. Moi, je trouve ça drôle.

Il s'est mis à rire, de ce rire sombre et maladif qui s'empêtre tout de suite dans les poils de sa moustache. Puis il m'a pris par le bras et nous avons gagné la rue. Je voulais lui parler encore de cette chose épouvantable... de cette indélicatesse, enfin, je ne sais comment dire. J'étais très embarrassé,

très ému. Mon menton s'est mis à trembler, ce qui est chez moi, tu le sais, un signe héréditaire de grande émotion. Je me suis lancé quand même :

— Tu sais, Jean-Paul, — ai-je dit, — que cette... chose que tu as faite pourrait avoir des conséquences très graves?

Il m'a regardé, d'abord, avec un peu d'étonnement.

— Ah! non — disait-il. — Ah! non, tu ne vas pas m'embêter. Tu ne vas pas me faire de la morale. Il faut avoir le courage de ce qu'on pense. Il faut forcer les gens, même quand ils s'appellent Chalgrin, à savoir ce qu'ils veulent. Tes deux bonshommes se détestent et ce n'est pas d'aujourd'hui. Alors, qu'ils le sachent et même qu'ils le disent. J'aime les situations franches.

Il me regardait, il osait me regarder. Car son œil n'est pas fuyant, tout au contraire. Il vous cherche, il vous retient avec une fixité morne et obstinée. En sorte que l'on éprouve soi-même le besoin de détourner les yeux, de fuir comme fuirait un coupable. Il continuait de pérorer :

— Moi, j'aime les expériences. Je crois que je te l'ai dit.

— Quel intérêt avais-tu à faire une expérience telle?

Il s'est pris à toussoter :

— Et toi, quel intérêt as-tu à piquer des cochons d'Inde? Encore un peu, tu me ferais rire...

J'ai senti que tout entretien raisonnable serait impossible. Je venais de toucher le mur. Oui, je dis bien, le mur fermé, sourd et abrupt derrière lequel vit un être. Ah! cher vieux, que sont les obstacles de la nature, les montagnes, les océans, les forces en mouvement, le vent et les marées, que sont vraiment ces obstacles au prix de ceux que nous trouvons dans le caractère des hommes? Voilà une grandiloquence que tu voudras bien me pardonner. Puis-je m'exprimer autrement? Chaque jour de ma vie, je me suis heurté non pas à des hommes de chair, mais à des murailles d'obstination. Il est plus facile de détourner un fleuve, de franchir la mer, d'arrêter le vent que d'empêcher Joseph, mon père, Sénac et tous les autres, oui, tous les millions d'autres, d'être ce qu'ils sont, de penser ce qu'ils ne peuvent point ne pas penser. Je regardais Sénac et j'étais étreint par le sentiment de l'irréductible et de l'irrachetable. Non, non, le sacrifice du Christ

est illusoire, puisqu'il est admis, dès le début de l'aventure, que les anges des ténèbres ne peuvent pas être sauvés.

Pardonne cette rêverie. Je redescends à Sénac. Je cherchais à tâtons quelque conclusion provisoire. Je n'ai trouvé qu'une niaiserie. J'ai dit :

— As-tu seulement pensé qu'il ne s'agit pas des hommes, mais aussi de la science?

Sénac s'est mis à glousser doucement :

— Laisse donc la science tranquille. Les histoires de tes patrons, ce sont des histoires d'honneur, d'amour-propre et d'orgueil, rien de plus. Les orgueilleux, moi, je les déteste. Je voudrais les aplatir, leur montrer leur sottise et leur néant.

Il a reniflé longuement et a dit en me serrant la main :

— Moi, moi, je peux me vanter de n'être pas orgueilleux.

Tout cela va tourner très mal. Je commence à comprendre qu'il y avait, depuis longtemps, entre M. Chalgrin et M. Rohner une animadversion qui ne paraissait guère. Si je l'avais senti plus tôt, je n'aurais pas souhaité d'occuper cette position qui va probablement devenir très difficile, cette position qui consiste à se tenir entre deux chaises, au risque de n'être assis ni sur l'une, ni sur l'autre et de choir entre les deux. Ma situation officielle est désormais chez M. Rohner, et depuis longtemps mon cœur est chez M. Chalgrin. J'aime et respecte M. Chalgrin, mais je respecte aussi M. Rohner et je les admire tous deux, car ce sont deux esprits épatants.

Tu sais que, le mois dernier, il s'est produit en Westphalie une catastrophe minière. On a dû parler de cela dans le Nord où tu vis et dans les milieux ouvriers. La France veut établir une station d'essais, à Liévin, pour étudier les accidents de cette sorte. Il faut réunir 400 000 francs. Le Conseil des houillères voudrait constituer un Comité de patronage, où figureraient de grands savants, ce qui est bien naturel. On est venu, lundi, pressentir M. Rohner. Il était au travail et je me trouvais près de lui, avec les autres préparateurs. Les envoyés du Conseil présentaient leur requête. Le professeur souriait d'un air bienveillant et faisait craquer les articulations de ses doigts. Il murmurait : « Mais oui, de grand cœur, c'est une chose des plus honorables. Considérez que c'est entendu. » Et, là-dessus, on lui a tendu la liste. Je la lisais par-dessus

son épaule. Il y a jeté un coup d'œil et il a dit sèchement :

— Eh bien ! je réfléchirai. Laissez-moi copie de cette liste. Il faut quand même savoir avec qui l'on se trouve.

Deux rides profondes se tordaient de chaque côté de sa bouche. Il avait quitté ce ton militaire, qui lui est propre et que j'aime bien, pour prendre une voix soupçonneuse, hargneuse, assez cruelle. J'avais eu le temps de voir que le professeur Chalgrin devait être, et même avait accepté d'être vice-président du Comité. J'ai brusquement tout compris. M. Rohner a coupé court à l'entretien et les visiteurs sont partis, passablement déconcertés. M. Rohner s'est mis à causer avec les deux autres préparateurs, dont l'un est Vuillaume, que tu connais, et l'autre un petit bonhomme très vif et malicieux, qui s'appelle Sauvignet. Et, soudain, d'une voix souverainement dédaigneuse, M. Rohner a dit, entre diverses remarques :

— C'est bien assez scandaleux de voir aujourd'hui la Société des Études rationalistes présidée par un monsieur qui tient du mythomane et de l'illuminé.

Vuillaume et Sauvignet ont ri. Je ne leur en veux pas. Ils n'ont pas les raisons que j'ai d'honorer M. Chalgrin. La phrase m'a quand même semblé dure. Le professeur parti, nous avons parlé, sans réserves, entre nous, les préparateurs. Mes deux collègues sont assez curieux du tour pris depuis quelques jours par la querelle des deux « vieux », comme dit volontiers Sauvignet. C'est peut-être qu'ils ne savent pas ce que j'ai le pénible avantage de savoir. Autrement, la querelle est ancienne et semblait devoir rester décente, comme il arrive si souvent quand deux hommes de même carrière finissent par se prendre en grippe. M. Rohner accuse Chalgrin de faire du rationalisme à l'eau de rose, d'évoluer vers le thomisme, de pactiser, de mener la Société des Études à la scission et au désordre. Chalgrin reproche à Rohner de faire du rationalisme primaire, de la philosophie de pion et de ramener la doctrine dans les voies de l'intolérance et du jacobinisme maçonnique.

Tu me suis, cher Justin, et tu crois, d'un seul coup d'œil, découvrir la nature idéologique du différend. Eh bien ! ce n'est quand même pas cela le fond du fond. On ne découvre jamais le fond du fond. Il y a toujours autre chose.

J'ai revu Schleiter, avant-hier, et tout à fait par hasard, en traversant le couloir transversal de la Sorbonne. Je lui ai parlé, non sans prudence, de cette lutte d'idées entre Rohner et Chalgrin. Il s'est mis à rire, de ce rire invisible qui semble se passer dans les profondeurs de la bête, et il m'a donné son sentiment sur la haine que mes deux patrons nourrissent l'un pour l'autre. Car il paraît que c'est une espèce de haine, rien de moins. M. Chalgrin est de l'Académie des Sciences depuis 1906. Il y est entré deux ans après M. Rohner et il paraît que ce dernier a fait de sensibles efforts pour lui en barrer le chemin. Ils y sont tous deux maintenant ; mais ils affectent, les trois quarts du temps, de ne pas se reconnaître, pendant les séances. En outre, le professeur Rohner ne parle de M. Chalgrin qu'en estropiant son nom. Il dit Chapegrin ou Chategrin. Je l'avais déjà remarqué, sans très bien comprendre ce que cela pouvait signifier ! Hélas !

Schleiter a parlé longtemps. Je l'écoutais, tête basse. Ainsi donc, il n'y a pas de pures querelles d'idées. Il n'y a que des querelles de personnes, il n'y a que des querelles de sentiments et de passions. Quand deux amants, deux parents, deux amis se fâchent, ils invoquent les idées, ils appellent à la rescousse les doctrines et les philosophies ; mais le nœud du discord n'est pas souvent dans l'esprit, il est dans la chair et le sang. Oh ! je m'en doutais parfois. J'ai reproché bien des choses à mon père dans l'ordre philosophique, par exemple de se faire de la science une représentation absolue et puérile, de confondre naïvement la science et la sagesse, de ne pas s'intéresser à Schopenhauer ou à Nietzsche, de mépriser les valeurs que je tiens pour essentielles. Bah ! tout cela ne pèserait pas lourd si mon père avait fait en sorte que je pusse l'aimer, simplement, de tout mon cœur. Les idées sont la parure de nos haines ou de nos amitiés, mais l'affectivité toute pure nous détermine et nous gouverne, même quand nous avons l'honneur d'être Rohner ou Chalgrin.

Cet entretien de Schleiter m'a laissé mélancolique. Je peux t'affirmer, Justin, que ces découvertes affligeantes ne modifient pas gravement la respectueuse admiration que je nourris pour des maîtres choisis, mais elles me retirent en partie cette belle sérénité dont je te parlais naguère.

Il est bien évident que les manigances de Sénac ont contribué sans nul doute à la crise. J'en suis encore à me demander comment Sénac a pu s'y prendre pour accomplir ce qu'il appelle « son expérience ». M. Rohner n'est pas d'un abord très facile. Je tâcherai d'interroger habilement Sauvignet, qui me semble assez futé.

J'ai lu l'article de la *Presse Médicale*. Pour un esprit non prévenu, c'est irréprochable. On pourrait croire que M. Nicolas Rohner discute avec des ombres, sous un portique. Pour moi qui commence à connaître les divers éléments du procès, l'article rend un autre son. Il n'est pas un mot qui ne soit dirigé contre les idées de M. Chalgrin et même, oui, sans trop chercher, contre les habitudes et la personne de mon cher patron. Ausculte un peu des phrases telles : « Il est possible à certaines personnes, par ailleurs bien respectables, d'imaginer que la biologie de l'avenir pourra somnoler dans des laboratoires poudreux, mal équipés et mal conduits, en attendant les bonnes grâces de l'inspiration poétique. Pour nous, biologistes du XXe siècle, nous sommes sûrs que les phénomènes de la vie doivent être observés au grand jour froid de la raison, observés et non rêvés, avec toutes les ressources d'un appareillage impeccable, avec le mandat impératif d'une nation confiante et disciplinée, etc., etc. » Je n'en recopie pas davantage. Tout l'article est de cette encre.

Ce qui contribue sans doute à nourrir une telle discussion c'est la bien regrettable affaire du Congrès des Sciences biologiques. Je ne sais si je t'en ai parlé : j'ai tant de choses à te dire. Ce Congrès doit se réunir à Paris, vers la fin de l'hiver. Ce n'est pas un Congrès régulier. Il est tout à fait exceptionnel et se propose, en groupant des savants appartenant à diverses branches de la science, de montrer avec éclat que la biologie se fonde aujourd'hui sur la chimie, la physique, la physiologie, la médecine, enfin mettons sur tout, pour ne rien oublier. On avait d'abord proposé la présidence à Berthelot, qui non seulement était un très grand savant, mais qui était aussi ancien ministre, ce qui toujours flatte, chez les Français, je ne sais quel goût pervers du décorum politique. Malheureusement, Berthelot est mort. On a pressenti M. Roux, qui jouit en ce moment d'une grande faveur populaire. M. Roux s'est dérobé.

C'est un homme froid, réfléchi, qui sait très bien ce qu'il veut et très bien ce qu'il ne veut pas. Après diverses palabres, on a proposé la chose à mon patron, Olivier Chalgrin, membre de l'Institut, membre de l'Académie de médecine, professeur au Collège de France, président de la Société des Études rationalistes, etc., etc. M. Chalgrin a, je dois le dire, accepté sans barguigner. Il y aura, le premier jour, une séance d'inauguration à la Sorbonne, avec musique militaire et, le soir du second ou du troisième jour, un énorme banquet au Palais d'Orsay. Les organisateurs ont prié M. Rohner de faire le discours du banquet. M. Rohner n'a pas encore accepté, parce qu'il espérait tout simplement la présidence du Congrès. Les choses en sont là pour l'instant.

Voilà ! Voilà ! C'est terrible. Sois bien sûr que je ne suis pas déçu. Je n'ai point d'illusions absurdes. Je sais que les hommes ne sont que des hommes, quand bien même ils sont très grands. Mais tout cela me choque et me fait souffrir un peu. En ce moment, le patron doit ruminer quelque chose. Je crois qu'il veut répondre à l'article de la *Presse*. Il y travaille sans arrêt. Quand je vais dans son bureau, je le trouve au milieu de mille petits papiers. Lui qui, d'ordinaire, écrit avec une facilité parfaite, il revient sur toutes les phrases, il les aiguise et les affûte. Il ne me parle plus de Sénac. J'ai seulement remarqué, depuis quelque temps, qu'il ne lui donnait rien à copier d'essentiel. M. Chalgrin est très bon. Il pourrait, il aurait pu mettre Sénac à la porte, sans le moindre commentaire. Il n'en a rien fait. J'avoue que je ne sais plus ce qu'il me faut souhaiter. L'autre jour, Sénac a traversé mon laboratoire, au Collège, en sortant de la bibliothèque. Il s'est penché vers mon oreille et il a dit tout bas :

— Tu vois, je viens encore ici, mais ça me coûte beaucoup. C'est pour te rendre service.

Comment t'expliquer le malaise que me donne cette situation mensongère. Ce matin, comme j'allais montrer des courbes à M. Chalgrin et lui demander son avis, il a levé vers moi son beau visage blanc et m'a dit à brûle-pourpoint.

— Je ne crains pas la critique. Je tâche même d'en profiter. Elle me fait aisément souffrir parce qu'elle trouve tout de suite le point sensible. Il n'est pas nécessaire de parler

longuement de mes fautes pour me convaincre et me désespérer. Je suis tout de suite convaincu, je suis tout de suite de l'avis de mon adversaire. Je n'ai pas grand effort à faire pour confesser mes manques et mes erreurs.

Il avait l'air de souffrir et j'ai détourné la tête, car je sentais les larmes me brûler les yeux.

Nous avons travaillé, le calme est revenu. J'ai cru, pendant un grand moment, qu'il était revenu pour toujours, que cette histoire de querelle était un cauchemar absurde, que j'allais de nouveau pouvoir travailler en paix entre mes deux maîtres choisis. Ces deux hommes, je les connais dans leur personne et dans leurs ouvrages : ils cherchent tous deux la vérité, tous deux avec passion, tous deux avec désintéressement. Alors, tout espoir n'est pas perdu. Pour moi, ma ligne est droite : même s'ils restent séparés, je veux m'efforcer de les comprendre quand même et des les aimer tous les deux.

7 décembre 1908.

CHAPITRE XI

Mais oui, Justin, M. Chalgrin a répondu. Si je ne t'en ai pas écrit plus tôt, c'est que cette réponse, que j'attendais avec impatience, m'a quand même un peu déconcerté. Quand je parle d'une « réponse », tu comprends ce que je veux dire. Il ne s'agit pas d'un duel à grand orchestre. Les gens qui peuvent comprendre la nature et les mobiles du conflit ne sont pas en nombre. Il n'en reste pas moins que les amis de M. Chalgrin attendaient, de lui, une vraie riposte, que la riposte a fini par se produire et qu'elle nous a déçus.

L'article de M. Chalgrin a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, où le patron écrit volontiers. Je comprends son intention. Il n'a pas voulu rendre coup pour coup dans la *Presse Médicale*, où il a bien des sympathies. Ç'aurait été quand même une façon trop visible de relever le gant. Alors il a choisi la *Revue des Deux Mondes* et ce n'est pas très adroit, d'abord parce que cela ne laisse pas d'aggraver le tour un peu littéraire de son travail, ensuite parce que c'est porter devant

un public non préparé un différend qui semblait devoir se régler en vase clos, dans les milieux spécialisés, enfin parce que le choix de la *Revue des Deux Mondes* va donner des armes à ceux qui, comme M. Rohner, reprochent à M. Chalgrin d'incliner vers le théisme et l'antirationalisme.

La substance même de l'article pouvait nous déconcerter. C'est une sorte de pamphlet, assez laborieux dans le début, contre ce scientisme scolaire qui..., contre ce rationalisme de clocher dont... Ah ! cher Justin, j'ai souffert à lire ces vingt ou trente pages que l'on sent trop mijotées, trop bien recuites. Je me disais à chaque instant : « Je ne suis qu'un jeune homme et pourtant il me semble que j'aurais mieux plaidé la cause, que j'aurais été plus franchement au but. » Il y a, vers la fin de l'article — si la *Revue* te tombe entre les mains ne manque pas d'y jeter les yeux — une assez belle phrase que je voudrais te recopier : « De toutes les nations du monde, la France est donc la première, et c'est vraiment son honneur, à considérer les fruits de la science avec sagesse et dignité : sans illusion, d'abord, et sans désespoir non plus. » Mais cette phrase elle-même a produit mauvais effet. Je connais les idées du patron. Il a donné toute sa vie à la recherche scientifique; il a le droit de n'être pas dupe et de tout juger de haut. N'empêche que les gens de notre âge commencent à dire, entre eux, que c'est une attitude humiliée, que le triomphe de la science exige une foi sans réserve, que le doute n'est pas un bon levier pour soulever des montagnes et que le devoir actuel est justement de soulever des montagnes.

L'article de M. Chalgrin est en outre mal tombé, pour certaines raisons que je te dirai plus tard. Ce qui m'afflige, c'est de sentir qu'il se forme secrètement deux partis adverses, dans le monde scientifique. Je sens bien que j'exagère et qu'il faudrait dire dans le petit monde fermé des sciences biologiques. Le monde scientifique ! Il est divisé, comme toute société, par maintes cloisons étanches. Tu m'as dit souvent qu'il en était de même dans le monde littéraire, que les écrivains de théâtre ne s'intéressaient pas aux romanciers et que les romanciers n'attachaient aucune importance aux éclats des poètes. C'est tout semblable dans les sciences. Les physiciens et les chimistes s'évertuent sous une cloche, les astronomes vivent dans

le firmament, les mathématiciens dans la forêt des signes, et nous, les gens de la vie, nous bataillons dans notre coin, entre nos étuves et nos animaux, et nous fermons l'oreille à ce qui n'est pas de chez nous. Une des grandes pensées de M. Chalgrin a été longtemps et, je crois, est encore de faire, à la faveur de la biologie, une alliance encyclopédique des sciences. Avoue que cette pensée est belle, mais n'espère pas trop de la voir triompher.

Je te disais qu'il se formait, dans l'ombre, deux sectes, deux coteries. Elles ne se manifestent pas encore au grand jour, mais elles travaillent en profondeur. Si je déclare que l'œuvre du mal trouve toujours des aliments, des concours, des complicités, ne va pas t'imaginer que je succombe au pessimisme. Certaines bonnes œuvres rassemblent aussi des adhésions, je ne l'oublie pas. Mais l'entrain, l'appétit, l'esprit d'invention avec lesquels d'ordinaire les hommes les plus paisibles s'associent à une entreprise de division, de médisance, de malfaisance et d'anéantissement, voilà ce que je suis en train de découvrir, non sans horreur.

Ne crois pas que je veuille réhabiliter Sénac à tes yeux, si je te dis qu'il n'est pas tout à fait aussi venimeux qu'il souhaiterait de le paraître. J'ai tiré des renseignements de mes deux collègues : Vuillaume et Sauvignet. Sénac ne s'est pas introduit chez M. Rohner au crépuscule, cachant sous un manteau couleur de muraille le dactylogramme soustrait à M. Chalgrin. La vérité est beaucoup moins romanesque. Jean-Paul connaissait depuis longtemps Vuillaume, qu'il avait rencontré chez moi. Par Vuillaume, il a touché Sauvignet, le garçon à mine de renard dont je crois t'avoir parlé. Sauvignet est le fils de ce grand botaniste dont tu ne sais peut-être même pas le nom et qui a, pendant dix ans, tyrannisé l'Académie des Sciences. Il est mort en 1906. Le fils est encore ce que l'on appelle en médecine un fils de patron. Il connaît tout le monde, appelle familièrement les vieillards par leur prénom, possède un effrayant arsenal d'anecdotes et se présente sans détour comme un spécialiste du scandale. Chose étrange, ce n'est pas un mauvais garçon : il est même serviable. Mais il ne peut se passer de faire rire et, pour ce beau résultat, il immolerait sa famille et ses alliés.

Je crois qu'il nourrit pour Rohner un attachement très sûr, mais l'idée d'un combat le remplit de passion sportive. Il a tout de suite senti que Sénac savait des choses piquantes. Il l'a invité quelque part à dîner et il l'a saoulé, ce qui n'est pas trop difficile. Sénac a fait le malin, il a parlé des idées de M. Chalgrin, des écrits secrets de M. Chalgrin. Sauvignet a mis Sénac au défi de montrer les fameuses notes. Sénac les a tirées de sa poche, toutes froissées, toutes crasseuses, et Sauvignet a copié, sur la table du restaurant. Par la suite, Sénac a vu personnellement M. Rohner. Tout le mal était fait et M. Rohner n'a rien demandé de plus.

En apprenant ces détails que Sauvignet distille d'une voix aigrelette, j'ai pensé que je devais m'expliquer de nouveau avec le triste Jean-Paul. Car, en somme, son cas n'est pas si grave. Il a péché par faiblesse, par fanfaronnade, par orgueil, je ne sais. A la réflexion, j'ai décidé de ne rien dire. Si je m'avise de prendre Sénac à part et de lui donner une moitié d'absolution, il va se mettre en rogne, affirmer qu'il sait ce qu'il veut, qu'il a fait « une expérience » et qu'il est bien plus dégoûtant, bien plus criminel, bien plus ignoble que je ne saurais le croire.

Sauvignet parle de toutes ces choses avec une passion guillerette. Il a déjà baptisé les partisans. Il dit : « Je soupçonne Roch d'être Rohnerophile. Pour Nicolle, il est Chalgrinotrope. Vous, Pasquier, vous qui voyez les deux, vous êtes ambivalent. Profitez-en, mon cher, cela ne pourra pas durer. Quant à des gars comme Schleiter, ils sont immunisés par une complète indifférence. Ils sont impolarisables. » Le fait est que Schleiter, la dernière fois que je l'ai vu, m'a dit d'un air supérieur : « Faites comme moi : ne vous mêlez pas de ces histoires de chapelle. Il y a longtemps que j'ai perdu l'espoir de concilier des gens qui ne peuvent pas s'entendre. »

Je viens de prononcer le nom de Nicolle. Tu sais, ou plutôt tu ne sais pas, qu'ils sont deux, les Nicolle : Maurice et Charles. C'est de Charles que je parle. Il est ami de M. Chalgrin ; mais nous ne le voyons guère, parce qu'il dirige depuis quelque temps l'Institut Pasteur de Tunis. Il a quarante ou quarante-cinq ans, je ne peux dire au juste. Il est long, mince, flexible. Un petit nez bref, une moustache. Des cheveux rares et légers,

une grande douceur un peu effarouchée, car il est déjà sourd. Le sourire est coloré d'ironie et de tendresse. Il a l'air d'un saint de vitrail, sagement vêtu en professeur et retouché par Dickens. Avant de partir pour Tunis, il a travaillé chez M. Chalgrin, qui l'aime et l'écoute volontiers. Il a passé près d'une semaine à Paris et j'ai cru qu'il allait calmer le patron, l'incliner à la conciliation. Ils se voyaient tous les jours et M. Chalgrin recommençait de sourire. Malheureusement, Nicolle est parti. Nous sommes retombés tout de suite dans les murmures et les commérages. Affreux à dire, Justin: ces hommes instruits, ces hommes éminents et parfois géniaux parmi lesquels j'ai le privilège de vivre sont tourmentés comme les autres par d'absurdes potins, ragots et cancans. M. Chalgrin sent que ce n'est pas digne de lui. Je vois bien qu'il en souffre. La sérénité lui échappe. Trop de gens travaillent des griffes et des dents à mettre en poussière cette pauvre sérénité.

Je te disais tantôt que la réponse de M. Chalgrin n'était pas trop bien tombée. Tu vas me comprendre. Il y a trois ou quatre semaines, Rohner a publié un mémoire qui fait en ce moment beaucoup de bruit dans la presse et même dans le grand public. Je vais tâcher de t'expliquer en trois mots ce que contient ce mémoire et tu comprendras tout de suite que ce n'est pas sans importance. Rohner a cultivé certaines moisissures banales sur des milieux soigneusement préparés et à certaines températures. Après plusieurs repiquages, il a trouvé dans ses cultures du bacille tuberculeux ou du moins un bacille ayant tous les caractères du bacille tuberculeux. Il a repiqué ce bacille sur d'autres milieux et il a obtenu des formes nouvelles, des formes arrondies, des *cocci*, comme nous disons, qui jouissent de propriétés particulières et même de propriétés pathologiques intéressantes. Je peux t'affirmer que ces recherches sont de nature à bouleverser la science et qu'elles ont soulevé dans nos milieux scientifiques un intérêt ardent. Je dois même ajouter qu'à mes yeux ce sont des travaux d'une portée incalculable. L'opinion s'en est emparée. Rohner a pris soin de recevoir les journalistes de la grande presse et de leur communiquer des textes qu'il prépare lui-même et qui, pour ne rien te cacher, contiennent des éloges

délicats, ingénieux et répétés à l'adresse de M. Rohner, de la technique de M. Rohner, du génie inventif de M. Rohner. Enfin, depuis quelque temps, M. Rohner a les honneurs de la vedette et je pense que, dans les journaux du Nord, on n'a pas manqué d'en dire quelque chose.

Reconnais que c'était un mauvais moment pour attaquer les idées de Rohner et que Chalgrin l'a senti. Je m'aperçois que, petit à petit, je fais comme Sauvignet et comme les autres. Je dis Rohner, je dis Chalgrin. Sois bien sûr que le respect n'est pas moins grand dans mon cœur. Je cède à la pression générale.

Chose pénible à noter et qu'il me faut noter quand même, ce succès de Rohner, — car c'est un véritable succès, — a choqué, je devrais même dire blessé mon cher patron. Il est arrivé, l'autre jour, au Collège, en froissant un numéro du *Matin* entre ses doigts. Il nous a dit :

— Monsieur Rohner donne des interviews aux publicistes. Ce n'est ni sérieux ni convenable. Voilà quelque chose que l'on n'aurait pas fait il y a vingt ans.

Il avait raison. Les idées des savants finissent toujours par atteindre la foule et il le faut ; mais ce n'est peut-être pas aux savants de travailler eux-mêmes à cette vulgarisation.

Ce qui m'a navré c'est que, deux jours plus tard, j'ai vu venir au Collège un collaborateur de *l'Écho de Paris*. Il a demandé l'honneur d'un entretien au patron qui l'a reçu tout de suite et qui l'a gardé plus d'une demi-heure. Le gaillard a publié un article dans son journal. Le patron avait l'air de s'en excuser. Il disait : « Il s'agit à peine de moi. Il ne s'agit même pas du tout de moi. Je n'ai parlé que de mes idées et de cette vieille maison sur laquelle il faut quand même ramener l'attention du public. »

Nous étions dans le grand laboratoire, à la fin de la matinée. Le patron s'est assis à côté de moi, comme il fait souvent. J'ai tout de suite senti qu'il était agité, qu'il allait me parler de Rohner, qu'il n'aurait pas le courage de ne pas me parler de Rohner, encore et toujours.

— Vous l'avez lu, — m'a-t-il dit, — vous l'avez lu, ce fameux mémoire ?

J'ai eu peur. J'ai senti que s'il me faisait l'honneur de me

demander mon avis, je ne pourrais pas m'empêcher de lui avouer que je trouvais le mémoire de M. Rohner tout à fait intéressant. Il n'a pas demandé mon avis. Il s'est mis à parler d'abondance, avec une passion blanche toute semblable à la colère.

— Vous verrez, Pasquier, vous verrez, qu'avec son rationalisme si parfaitement intransigeant, si purement expérimental, Rohner va revenir à la génération spontanée. Il vient de porter un coup à l'idée de spécificité. Si je le comprends bien, il va fabriquer du bacille de Koch et puis, après, n'importe quoi avec n'importe quelle saleté. Il n'a plus ensuite qu'à donner la recette chimique de sa moisissure. Et nous voilà tout droit à la génération spontanée. L'œuvre de Pasteur est ruinée. Du moins c'est Rohner qui le croit. Mais il a tort de le croire. Il n'a qu'une pensée : être plus grand que Pasteur. Eh bien ! non, il n'y est pas encore.

Il a tiré de sa poche son petit carnet et l'a feuilleté en mouillant son doigt. Il disait :

— Vous n'avez pas lu les vieux auteurs? Vous n'avez sûrement pas lu Van Helmont. Lisez-le, cela vaut la peine. C'est du Rohner, mot pour mot. Écoutez ce qu'il disait, le bonhomme du XVIIe siècle : « Si l'on comprime une chemise sale dans l'orifice d'un vaisseau contenant des grains de blé. le ferment sorti de la chemise sale, modifié par l'odeur du grain, donne lieu à la transmutation du froment en souris après vingt et un jours environ. » Vous le voyez, Rohner ne dit pas autre chose, avec sa façon de transformer n'importe quoi en quelque chose. Mon cher, je suis triste en lisant les sottises de Van Helmont. Nos belles communications qui ressemblent à des bulletins de victoire feront rire nos arrière-neveux comme nous font rire aujourd'hui les sottises des vieux physiciens.

J'avais le sentiment que le patron lâchait Rohner, qu'il regagnait, purifié, les sphères philosophiques dans lesquelles il se meut d'ordinaire avec tant de liberté. Il a refermé son carnet en faisant claquer l'élastique.

— Cela ne fait rien. Nous piétinons, nous trébuchons, mais nous avançons quand même, la science avance, presque malgré elle. Un jour, on pourra non seulement guérir les maladies,

mais encore bouleverser les règles normales de la vie, déterminer le sexe à volonté, créer des castes asexuées, des races de pygmées ou des races de géants. Quelle puissance ! Et qu'en fera-t-on ? Voilà ce que je me demande. Nous ne pouvons pas nous arrêter. La science est comme une maladie, une maladie qui progresse en transformant le monde et en le dévorant aussi.

J'avais bonne raison de croire M. Rohner oublié. Eh bien ! il n'en était rien. Le patron a mis soudain l'index sur sa lèvre supérieure, à la racine du nez, et il a dit cette phrase étonnante :

— Monsieur Rohner est très intelligent. Je suis à peu près sûr qu'il se trompe, qu'il fait fausse route ; j'admire quand même son intelligence et je ne vous cacherai pas, mon ami, que certains jours il m'arrive de l'envier, oui, de souhaiter un peu cette forme d'intelligence.

Et, tout à coup, d'une voix lointaine :

— Je ne vous ai jamais dit que nous avons été, jadis, condisciples en rhétorique, au lycée Henri IV, monsieur Rohner et moi. Oh ! c'est une vieille histoire. Dès cette époque, il ne pouvait pas me souffrir. Il y a sans doute en moi quelque chose qui l'indispose. Et vous savez, Pasquier, que c'est bien la centième fois que, sans trop en avoir l'air, il me dit des choses désagréables. Que Vaxelaire ou Richet soient aujourd'hui célèbres et même couverts d'honneurs, cela lui est bien égal. Mais ce qui m'arrive d'heureux, à moi, il ne peut le supporter, cela doit lui faire du mal.

Le patron s'est levé, m'a tourné le dos et il disait en s'en allant :

— Nous allons reprendre toutes ses expériences, n'est-ce pas mon ami ? Nous commencerons demain. Et s'il s'est moqué du monde, eh bien ! nous le dirons tout haut. Pasquier, vous n'oubliez pas que nous devons dîner ensemble après-demain soir, si je ne me trompe.

Au sortir de cet entretien, j'ai fait un serment, dans le secret de mon cœur. Je me suis juré que, plus tard, beaucoup plus tard, si je devenais un maître à mon tour, je ne me laisserais jamais engager dans une querelle aussi funeste avec un homme que j'aurais quelque raison de considérer comme un esprit

de grande valeur. Mon serment fait, je me suis aperçu qu'il répondait assez mal à la présente conjoncture. Malgré ses affirmations courtoises, M. Chalgrin ne tient pas M. Rohner pour un esprit de grande valeur et Nicolas Rohner n'a pas de son rival une idée plus généreuse.

Tout cela demeure insoluble et je ne saurais te dire à quel point il m'est pénible de vivre balancé, comme je le suis chaque jour, de l'admiration au déplaisir, du respect à la pitié, car, certains jours, ils me font pitié, tous les deux.

Le patron réunit à dîner ses collaborateurs une ou deux fois par trimestre. D'ordinaire, le dîner est très gai. M. Chalgrin parle beaucoup. Il a voyagé, connu des hommes illustres, observé les mœurs, retenu mille et mille traits. Le dîner de l'autre jour a manqué d'allégresse. L'intérieur de M. Chalgrin t'étonnerait beaucoup. C'est terriblement provincial : cache-pots, housses, plantes vertes, velours à pompons. Ce n'est pas le portrait du patron, c'est le portrait de sa femme. Cela sent le chat, dès la porte. Le matou de madame Chalgrin, celui qui lit si bien dans la pensée de Sénac, est un animal au fumet puissant. On dirait, à fleurer ses traces, qu'il a mangé des asperges. Par bonheur, M. Chalgrin ne fume pas, à cause de son cœur. On imagine difficilement ce que donnerait le tabac greffé sur ce remugle animal.

Que ce petit tableau ne t'incline pas à croire que je n'aime pas la maison de M. Chalgrin. Si, si, je m'y plais, d'habitude. Mais la soirée de l'autre jour a fini par m'indisposer. Les gens qui se trouvaient là n'ont parlé que de la querelle, de l'article, de la réponse, de la reréponse, de la présidence du Congrès, des discours à prononcer, de la présence du président de la République à la séance d'ouverture, ou au banquet, ou au gala. C'était assez lamentable. Madame Chalgrin, qui a dû être très belle, est une personne affectée pour qui certains phénomènes comme les congrès et certaines institutions comme les académies sont des réalités capitales, ce qui, au regard d'un garçon de mon âge, est assez peu compréhensible et même assez agaçant. Je dis « un garçon de mon âge », parce que, sur ces questions, M. Chalgrin parle en souriant avec douceur. L'âge n'y fait rien, je t'assure. Je peux vieillir, ce que je ne souhaite guère : je ne penserai jamais autrement.

Il paraît que M. Rohner fait démarche sur démarche pour obtenir du Comité la présidence du Congrès, car, par suite de la mort de Berthelot et du refus de M. Roux, la question demeure en suspens. Pourtant la date approche et tout le monde commence à s'agacer un peu. Les conversations allaient leur train, chez le patron. Madame Chalgrin a dit soudain, avec beaucoup d'aigreur :

— C'est tout simple. Si le professeur Rohner doit prendre la parole à ce Congrès, mon mari n'y paraîtra pas.

M. Chalgrin hochait la tête :

— Mais si, mais si, — disait-il, — je ne peux pas n'y point paraître. Il ne faut pas se laisser aller à des mouvements d'humeur. Réfléchis un peu, Charlotte.

Madame Chalgrin ne semblait pas disposée à réfléchir. Je suis rentré seul, chez moi, tout attristé, presque malheureux.

Pourtant, il y a des moments où le discord est suspendu. Le patron travaille, nous travaillons dans une paix profonde. J'oublie la misère des âmes. Je ne songe qu'aux grandes idées qui nous éclairent et nous guident. Et puis, soudain, tout repart, tout se gâte. Il faut peu de chose : une visite, une lecture, un mot, moins encore, un souvenir, une pensée, une image, un rien.

Tu vas croire, Justin, que malgré mes résolutions et ma réserve naturelle, je me laisse contaminer. C'est vrai. Je m'aperçois, ce disant, que je suis gagné, possédé, que je réponds mal à tes lettres, que je ne te dis pas combien elles me touchent et m'intéressent. Au surplus, j'hésite parfois à te dévoiler toute ma pensée. Tu m'as, à plusieurs reprises, prié de te donner des nouvelles de ma famille. Je l'ai fait, à contre-cœur. Je vois bien que cette partie de mes lettres ne répondaient pas à ton attente. Ah ! Justin, soyons francs : ton intérêt pour le clan Pasquier est sincère, mais ne crois pas que je sois aveugle. Quand tu me demandes avec insistance des nouvelles de nous, je sais de qui tu veux que je te parle et si je ne t'en parle pas, je vois que tu n'es pas content.

Justin, mon ami, mon frère, laisse-moi te dire que tu n'es pas raisonnable. Tu m'entretenais l'été dernier d'une jeune fille, une demoiselle Marthe, une ouvrière, avec laquelle tu prenais plaisir à te promener. J'en étais vraiment heureux.

J'espérais que tu étais... guéri, ô le plus opiniâtre des hommes. Je vois bien, aujourd'hui que tu souffres encore et j'en suis plus affecté que mécontent.

Tu me reproches de ne plus parler de Fauvet. Et, pour peu que je parle de Fauvet, tu me reproches de l'appeler Richard : tu trouves que c'est trop familier, tu me fais, par lettres, de vraies scènes de jalousie.

Je crois pourtant t'avoir dit tout ce que je pouvais te dire au sujet de Richard Fauvet. Il n'est pas et ne sera jamais mon ami, du moins mon intime ami. Il a beaucoup insisté pour être admis chez Cécile et pour y faire quelques expériences qui, d'ailleurs, n'avancent guère. Cécile se plie au jeu parce qu'elle croit que cela me fait plaisir. Pour moi, je ne peux lui dire que ce m'est indifférent, car je ne veux quand même pas désobliger Richard Fauvet. Et c'est tout, c'est tout, absolument tout. Il n'y a pas de quoi souffrir. Es-tu, dis-le-moi, cher Justin, capable de ne pas souffrir? Ton Laurent.

28 décembre 1908.

GEORGES DUHAMEL,
de l'Académie Française

(*A suivre*).

ENQUÊTE SUR LA JEUNESSE[1]

LES POINTS D'APPUI

QUESTIONNAIRE

I. — On parle beaucoup de la jeunesse ; on parle aussi beaucoup pour elle.

Quel sentiment avez-vous de votre jeunesse?
Que pensez-vous de vos aînés?

a) Estimez-vous qu'ils ont rempli leur tâche?
Avez-vous parmi eux des maîtres? Lesquels?

b) Croyez-vous à une rupture entre générations?

II. — *Problèmes professionnels.*

a) Qu'est-ce que le métier pour vous?
Le considérez-vous comme une tâche ou comme une vocation ; en d'autres termes, est-ce uniquement pour « gagner votre vie » ou par goût et volonté d'agir, de créer, que vous travaillez?

b) Quelle valeur attribuez-vous au travail?

c) Estimez-vous que l'instruction et l'éducation qui vous ont été données constituent une préparation valable :
1° Du point de vue de la culture générale ;
2° Du point de vue de l'orientation professionnelle ;
3° Du discernement de vos propres capacités?
Trouvez-vous qu'on donne, dans l'éducation actuelle, une importance suffisante à la formation du caractère?

d) Quels problèmes graves se posent dans votre profession?
Quelles solutions envisagez-vous?

e) Qu'attendez-vous de l'organisation syndicale?
Comment jugez-vous une organisation corporative éventuelle?

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er Septembre.

III. — *Comment vous sentez-vous lié à tel « pays »* (village, province, ville, région)? Est-ce par choix, naissance, fidélité ou attirance?

a) Que pensez-vous de la centralisation? Et des grandes villes?

b) Que pensez-vous du régionalisme? Et de la vie rurale?

IV. — *Comment réagissez-vous en face de l'existence des classes sociales?*

a) Vous sentez-vous lié aux vertus, aux faiblesses, au sort de votre classe?

b) Croyez-vous à la disparition des classes?
Croyez-vous à l'efficacité de la lutte des classes?

c) Comment jugez-vous la classe à laquelle vous appartenez?

d) Estimez-vous qu'il y ait en France une ligne de démarcation nette entre la bourgeoisie et le prolétariat? Dans l'affirmative, où la situez-vous?

e) Ne pensez-vous pas que, plutôt que d'une répartition inégale des salaires et des fortunes, nous souffrons d'une inégale répartition des tâches, les unes étant relativement libératrices (travail qualifié), les autres particulièrement serviles (travail à la chaîne)?

QUERELLE DES GÉNÉRATIONS

A quelle profondeur, pensera-t-on, ne va pas le fossé séparant non plus les jeunes d'obédiences spirituelles ou intellectuelles différentes, mais les générations! Eh bien, cette fameuse rupture entre générations, les jeunes ne l'admettent qu'à regret, quand ils y prêtent attention. Elle leur paraît sans signification. On comprend d'ailleurs que ce soit la génération descendante qui s'en effraie le plus, parce qu'elle se sent coupée de l'avenir, l'étant de ses cadets. A contre-cœur, un jeune reconnaît la coupure :

Oui, on parle beaucoup de la jeunesse. Mais, est-ce vraiment toujours pour s'occuper d'elle et faire pour son avenir toutes les réformes nécessaires? Trop souvent on appelle la jeunesse pour s'en servir, pour faire d'elle l'instrument d'idées, d'ailleurs souvent nobles. Il semble qu'on ait mis en elle toute l'espérance de la nation. Même dans un pays comme le nôtre où les chefs sont, la plupart du temps, des « anciens », tous les partis politiques ont senti pour eux la nécessité de grouper des éléments jeunes.

Mais pourquoi séparer ainsi les partisans au sein d'un même mouvement? Serait-ce là la marque d'une rupture entre générations? Je ne sais pas si, de

tout temps, les jeunes n'ont pas compris et senti la vie de la même façon que leurs aînés et si cette « rupture » peut être considérée comme virtuellement renouvelée. Il me paraît pourtant, à l'heure actuelle, que la guerre a été une grande faille brutalement ouverte : les fils de ceux qui ont fait la guerre — qui ont peur que « çà » recommence — ne pensent déjà plus comme leurs pères ; leurs aïeux leur semblent des gens d'un âge très lointain et bien différent.

De cette rupture, un autre récuse l'intérêt et en même temps restitue à la jeunesse sa valeur de promesse, d'avenir, la seule dont elle puisse se targuer :

Il me paraît assez stérile de poser les questions sur le plan de l'opposition entre « jeunes » et « vieux ». D'une manière générale, je me refuse à considérer la jeunesse comme une sorte de norme morale. Je ne crois pas à l'existence de classes rédemptrices du monde, ni « moins de trente ans », ni prolétariat. La jeunesse — biologique ou psychologique — est une sorte de disponibilité, une possibilité d'agir ; elle n'est pas une valeur en soi, mais une condition d'accès à des valeurs réelles. Sous l'exaltation de la jeunesse je discerne souvent une invite à s'en contenter, une méfiance vis-à-vis de l'accomplissement humain intégral.

Donc je pense que la jeunesse est une période de formation et d'acquisitions ; elle se juge à ses fruits. Si je crée quelque chose dans ma vie, ma jeunesse aura eu un sens, sinon, aucun.

Ceci dit, il me paraît difficile de contester que les différences d'âge sont comme les différences de patries, de races, etc., créent des obstacles à la communication entre les hommes. Peut-être même ces obstacles sont-ils plus forts dans le cas des jeunes actuels, en raison de la coupure psychologique très nette marquée par la guerre et surtout par l'écroulement du mode de pensée libéral. Mais ces obstacles ne me paraissent nullement légitimer un refus a priori de collaborer avec nos aînés, une fois surmontés les malentendus.

Dans le même sens, un jeune moraliste fait la leçon à ses camarades lorsqu'il dit :

Rien ne me paraît exécrable comme cette bêlante protestation des jeunes qui réclament les places occupées par leurs aînés, alors qu'il n'y a souvent qu'à les prendre. Comment ? Mais en les rendant intenables à ceux-ci. Elles le seront le jour où des jeunes argueront non pas de leur jeunesse, mais de la nouveauté et de l'efficacité de leurs positions. Je pense, bien entendu, surtout à la politique.

Si l'opposition des générations est stérile, les relations de l'une à l'autre peuvent ne pas l'être, et celles qui unissent la présente jeunesse à ses aînés nous intéressent particulièrement. Quel héritage les jeunes consentent-ils à reconnaître comme venant de ces aînés ? Comment jugent-ils leur sacrifice ? Comptent-ils parmi eux des maîtres, ou bien pensent-ils qu'à

chaque âge s'offre un devoir dont l'accomplissement ne s'enseigne pas?

Voici la suite des sévères réflexions que rumine en sa province celui qui, trop jeune pour la guerre, vieillit, non sans révolte, dans la paix :

Nos cadets, eux, n'ont pas eu de peine à voir succéder à la liberté sans contrôle de leur enfance le parfait scepticisme, le reniement total. La victoire une fois sombrée, la guerre leur est vite apparue comme une farce sanglante, jouée par la Fatalité, et que, seule, une veulerie générale avait permise.

C'était (faut-il le rappeler?) la thèse même des politiciens. Étrange rencontre, par quoi notre désarroi présent s'explique en partie.

L'histoire des désillusions, des renoncements, des trahisons, des misères de l'après-guerre, quelques hommes l'ont prédite, puis écrite au jour le jour. Quels autres maîtres aurions-nous?

Notre espoir s'était fortifié près d'eux, pendant la guerre ; nous savions que le sursaut de la jeunesse intellectuelle entre 1907 et 1914 leur était dû.

Nous pensions surtout que la camaraderie des tranchées, les leçons de l'Union sacrée, l'immense effusion de novembre 1918 avaient profondément rapproché les classes ; il était fini « le temps où les Français ne s'aimaient pas », la politique ne pourrait plus les diviser et tout semblait s'être passé comme si les bourgeois avaient fini par entendre le prophétique avertissement de Maurras au lendemain de Draveil.

Hélas ! Depuis quelques mois, il ne se passe guère de semaine où je ne le relise. Il est redevenu plus tragiquement actuel, plus inentendu que jamais...

Nos cadets ne supportent plus ces fortes voix, que d'aucuns jugent monotones, d'autres vaines, et qui, pour la plupart, semblent maintenant venir d'outre-tombe.

Mais nous, nous sommes sûrs d'avoir des maîtres ès réalités.

La première réalité en face de laquelle nous nous sommes trouvés, c'était la guerre ; nous n'en avons pas encore approché d'aussi grande. Nous n'avons pas d'objet d'étude plus immédiat ; malgré notre regret mortel d'avoir « manqué » celle qui devait être la dernière, à cause de ce regret peut-être, aucun vœu ne nous paraît plus pertinent que celui de nos aînés : « Ne pas la refaire. »

Les hommes qui ont mis cette réalité, dès qu'elle fut perceptible, au centre de leurs soucis, étaient nos maîtres par une sorte d'élection préalable.

...Nous savons que « Barrès reviendra ». — Nous a-t-il même quittés?

Maurras nous reste, à la place d'honneur. La saturnale libertaire se brise aux barreaux de sa geôle et la plus petite nuée ne saurait pénétrer chez lui.

Le mur de cette prison symbolise donc assez bien ce qui nous sépare de nos cadets[1].

A ce témoignage de fidélité presque désespérée, dédiée au « mainteneur » d'un ordre politique par un jeune intellectuel (qu'il me pardonne ce nom dont quelques-uns s'offensent) d'origine bourgeoise, on peut joindre celui d'un autre intellec-

1. Écrit en mai 1937.

tuel du même âge, issu de la classe ouvrière. Ces jugements rapprochés font comprendre que les ruptures se produisent non seulement entre des générations, mais entre des esprits qui conçoivent la marche de ce monde dans des sens différents.

Nos aînés? Il faut faire une distinction. Nos aînés immédiats ont fait la guerre ; il serait pour cette raison malséant de dire qu'ils n'ont pas rempli leur tâche. Ceux qui les ont précédés ont moins d'excuses : ils ont applaudi à cette guerre qu'ils ne faisaient pas, que leur légèreté avait permise (je fais ici évidemment une moyenne : c'est l'ensemble de leur génération qui a laissé venir la guerre, et qui y a assisté en se gargarisant de slogans patriotiques). Aujourd'hui, ceux qui demeurent sont (toujours sauf exceptions) très loin des jeunes. Il y a rupture nette entre eux et nous ; les problèmes qui nous passionnent (chômage, questions sociales, etc.) ne les intéressent pas. Nous irions plutôt chercher nos maîtres dans la génération du feu, mais elle a été décimée, et, peut-être, les meilleurs sont-ils tombés.

Il est hors de doute qu'une bonne partie de la jeunesse actuelle rend volontiers un hommage de lecture et d'estime aux écrivains de la génération précédente. Mais lorsqu'elle est priée de choisir parmi ses auteurs favoris celui qui exerce sur elle l'influence du maître, elle se récuse fréquemment et répond comme ce fervent lecteur de Gide :

Parler des aînés !... On voudrait pouvoir en dire du bien. Ils ont été lus, certes, et qu'ont-ils laissé dans l'âme? Un vide, un vide affreux, accompagné bien souvent d'un sentiment de dégoût. On a l'impression que la plupart de ces aînés ont été ou trop bien nourris ou trop fatigués. Ils ont souvent ignoré la souffrance, ils n'ont pas connu la lutte. Ils se sont enfermés dans leur tour d'ivoire, ont « donné » dans la psychologie (et quelle psychologie !) Pas un de leurs personnages qui nous touche. Je pense à l'un des plus chers d'entre eux, des mieux doués, qui ne nous a laissé pour tout bien qu'une littérature d'hôpital dont nous n'avons que faire. Nous sommes des êtres sains, nous ne sommes pas des malades.

Parmi ces aînés, il y a Gide, on en a tant parlé. C'est sur plusieurs générations qu'il a exercé son influence. Mais une influence à plusieurs faces, là est le mal. Cependant, il y a dans son œuvre une telle jeunesse, une telle santé, une telle fraîcheur qu'il n'est pas permis de la blasphémer. Je crois que Gide nous apprendra toujours, tant qu'il n'aura pas dit son dernier mot.

Nos aînés ! Nos vrais aînés, ceux que nous cherchons, ceux qui nous aident, nous précèdent à peine dans la lutte. Les plus vieux n'ont pas quarante ans. Il y a liaison étroite. Ceux-là ont lutté, luttent, se sont découverts eux-mêmes sans aide ni assistance.

Faille politique, faille littéraire, il faut dire aussi faille religieuse entre notre jeunesse et ses aînés. Un seul témoignage

cité entièrement, écrit par un chrétien réfléchi, donnera le ton et l'essentiel de plusieurs attestations d'un fait auquel les milieux chrétiens sont accoutumés et qui, plus encore que de leur division, témoigne de la vitalité de la foi de quelques-uns.

Je me garderai bien, en particulier, de porter un jugement d'ensemble sur nos aînés. Mes vrais maîtres ne sont pas parmi eux ; je veux dire qu'aucun d'eux n'a eu sur moi une influence décisive au moment où les traits de mon caractère se sont fixés. Peut-être est-ce parce que je ne les ai pas assez intimement fréquentés. C'est un fait : je n'ai pas su m'y plaire. J'admire les meilleurs, les plus grands, mais je ne me sens vraiment pas en communion avec eux et leur œuvre ne fournit pas à mon âme d'aliment que je ne puisse trouver ailleurs sous une forme pour moi plus assimilable. Quant aux quelques représentants de ces générations, qui eurent vingt ans avant 1914, qu'il m'a été donné d'approcher, je les ai trouvés dans l'ensemble très différents de moi. Différents au point que, s'ils représentent exactement l'esprit de leurs générations, et moi celui de la mienne, on peut vraiment parler de rupture entre générations. Sur des points aussi importants que la justice sociale, la conception du travail, la famille, je ne pense pas du tout comme eux, et particulièrement comme les hommes qui furent mes maîtres, mes professeurs plutôt, dans ce collège libre où j'ai fait mes études. Mon christianisme, je l'ai conquis plutôt que reçu. Que m'a-t-on enseigné, en effet, comme religion? Et je puis dire : que nous a-t-on enseigné à nous tous? Une religion qui prêche aux pauvres surtout la résignation, le respect de l'ordre (!) établi ; aux riches et aux puissants des accommodements avec les préceptes pourtant les plus stricts : égalité essentielle de tous les hommes devant Dieu, mépris des richesses. J'ai dû chercher moi-même, quand mon âge me l'a permis, dans les textes sacrés la définition de la charité : pour tous ceux qui m'ont catéchisé — si j'en juge du moins par leur enseignement (comment pourrais-je connaître leurs pensées profondes?) — la charité, c'était l'aumône, le verre d'eau, le « petit sou qui rend la vie », une prière aussi — soyons justes — pour les malheureux ; mais enfin toujours et uniquement des gestes et non une manière de vivre, de sentir, de réagir. Mais je ne veux pas faire de procès pas plus que je ne veux juger de toute une génération.

D'excuse à la « démission générale » à laquelle les hommes de la guerre se laissèrent aller, je n'en trouve que sous la plume d'un paysan. Il sait, lui, ce qu'est la peine prise à fond et quelle tentation offre le repos « légitime ». Et il ajoute, rappelant les années de prospérité, que : « chez les ruraux surtout, quand tout va bien, on laisse faire sans se soucier du lendemain ».

A quoi j'accolerai cette excellente observation d'un ouvrier :

Pour nous, il est moins question de chercher des responsabilités que de reconstruire, instruits par l'expérience.

*
* *

Par l'expérience, en effet, plus que par les leçons, car il semble, au total, que cette génération ait manqué de maîtres. En quoi elle diffère singulièrement de la précédente qui s'en reconnaissait un si grand nombre, et en quoi sans doute elle décevra bien des prétentions qui se sont multipliées auprès d'elle pour la subjuguer, la guider, la présider, l'enseigner.

Une jeune fille s'écrie :

Mes maîtres? La vie, sa joie, sa vigueur, son indestructibilité. Ces pêcheurs du Stromboli qui reconstruisent leur maison après chaque irruption. Et ces tout jeunes êtres qui se marient avec un budget de 20 000 francs et qui veulent avoir beaucoup d'enfants.

Un jeune homme cite avec respect des noms chers — trop chers peut-être — à tous les petits jeunes gens de son monde et de sa culture, mais c'est pour mordre mieux un auteur qui fait de la haute école :

Faute de Péguy, faute de Psichari, faute d'Alain Fournier, faute de Pierre Gilbert, nous avons écouté Montherlant, nous en avons suivi d'autres... et rien n'a pu nous consoler de leur échec, pour eux seuls peut-être incertain.

Et, plus cruel encore, il ajoute :

...Les rescapés, hélas! n'ont pas cette vigueur par quoi les disparus s'arrachèrent de nous.

Que pensez-vous de vos aînés? La question semble troubler les solitaires, étonner ceux pour lesquels elle évoque un passé hors d'usage.

De mes aînés? dit l'un d'eux. Je n'en ai pas connu. Mais je vois que je parle au passé. Je cherche dans le présent, mais décidément cette question m'est étrangère. Qui sont mes aînés? Je ne trouve que des admirations littéraires.

Des maîtres? Non plus. A l'époque où j'eusse pu en avoir j'étais bien trop préoccupé de ma propre influence... de chef (scoutisme). Maintenant j'ai beaucoup à faire en un débat tout intérieur.

LE MÉTIER

On n'oublie pas, quand on l'a entendu une fois, cette réflexion lasse, pitoyable, jetée avec un haussement d'épaules sous la lumière fade d'une verrière d'atelier entre deux piles de couvertures, une balance et des chariots, par un homme de quarante ans, solide et fatigué, dont le dos, habitué aux fardeaux, se voûte et dont les pieds se traînent avec cette nonchalance rarement reposée de ceux qui font, debout, leurs huit heures — non, on ne peut plus oublier cette plainte significative et résignée qui dévoile d'un coup la secrète misère de toute une classe d'hommes sans expérience, sans biens, d'hommes sans orgueil et sans espoir :

« A mon âge, moi, j'ai pas de métier ! »

... Rien à apprendre, rien à savoir, rien à inventer, rien à réparer. Des bras, des jambes, un dos, une bouche. Embauche, débauche ; salaire, chômage. Bon à tout, propre à rien, le manœuvre circule, arrive, bricole, s'en va. Coller, taper, empiler, déballer, compter, porter, tirer, pousser, perforer, plier, un seul geste, le même indéfiniment. Un vieux, une femme, un gosse, un bicot, n'importe qui peut faire ça, aussi bien, aussi vite, aussi longtemps.

Non vraiment, ça n'est pas, ça ne sera jamais un métier. Le métier n'est pas cette quelconque besogne, mais un travail appris, connu, dirigé, dont on se sent responsable, dont on est un peu maître, qu'on peut faire mal ou bien.

De choisir tel ou tel métier — ou de ne pas choisir — on peut avoir ses raisons. De l'accomplir, il peut y avoir bien des manières.

On a pensé, sur le plan humain d'où la besogne servile est exclue, marquer les limites de l'intention et de l'inspiration, des nécessités et de l'idéal, en demandant à ces jeunes si le métier, pour eux, était seulement le moyen de « gagner leur vie » ou l'expression d'une volonté d'agir et de créer, s'ils l'accomplissaient comme une tâche (un devoir) ou une vocation.

Grands mots peut-être ou, au contraire, mots éculés. On

souhaitait que chacun leur rendît un sens et exprimât franchement quelle part dans sa vie le travail quotidien tenait.

Encore que sa pudeur s'effarouche d'une si indiscrète question, voici ce qu'un correspondant, exerçant une profession libérale dans une grande ville de province, répond :

Un métier est toujours, oserai-je le dire, d'abord une tâche.

La noblesse de l'homme peut être d'en tirer profit pour son perfectionnement moral, même si sa *vocation* n'est pas là.

C'est le drame de certains et les autres n'ont rien à y voir.

Comment peut-on nous demander si nous « considérons notre métier comme une vocation » ? Autant s'enquérir de savoir si nous nous estimons bien mariés !

Il serait souhaitable, bien sûr, que, pour nous tous, le métier dérivât d'une vocation ; mais ce ne peut être évidemment qu'une question de circonstances, souvent intimes.

« Gagner notre vie ? » Oui, et celle des nôtres.

Mais, « agir, créer », cela ne se décide « par goût », ni « par volonté » ; ce serait nécessaire, *si possible*, pour s'élever au-dessus du dégoût de soi-même.

En des matières si générales et délicates, une question est toujours mal formulée. Mais les bonnes réponses en redressent les termes comme le fait celle-là.

Rares sont aujourd'hui les artistes scrupuleux qui vivent aisément de leur plume ou de leurs pinceaux. Le témoignage suivant répond à la question, souvent soulevée, du double métier.

Il émane d'un jeune romancier, employé de banque.

La question du métier se présente pour moi sous un double aspect, puisque, employé de banque le jour, je deviens écrivain pendant mes heures de liberté.

En tant qu'écrivain, la réponse est simple, et vous n'en attendez pas d'autre : il s'agit d'une vocation, d'un besoin de créer (du reste, si j'avais dû attendre de gagner ma vie avec ma plume, je n'aurais pas mangé tous les jours).

Si, pour mon second métier, il ne saurait s'agir de vocation, il n'en est pas moins vrai que j'y exerce ma volonté d'agir, et ce goût de l'ouvrage « bien faite » qui me vient de mon grand-père paysan, de mon père artisan. Chacun dans son domaine, si petit soit-il, peut trouver des initiatives et des responsabilités à prendre qui lui donnent des joies assimilables à celles de la création (je fais exception pour le travail à la chaîne, anti-humain !)

Les comédiens sont des artistes dont l'œuvre est bien fragile. Deux d'entre eux, jeunes, pleins de talent, qui ont plus d'appétit pour la joie de vivre en jouant que pour les succès et les cachets, m'ont adressé des commentaires charmants et profonds sur le sens du métier de Molière.

L'un d'eux écrit :

Je ne pourrais pas faire autre chose sans ennui.

Et l'autre :

J'aime le théâtre comme un être. Je pense qu'un beau théâtre est la rencontre d'une certaine matière et d'un certain esprit. J'aime le théâtre pour cet équilibre que, dans l'exercice de son métier, le comédien doit posséder.

Il faudrait aussi parler de l'obligation du théâtre de recommencer chaque jour du commencement. Et cet effort n'aboutit qu'à une illusion, un songe. Cela plaît. Et il n'en reste rien. J'aime le théâtre parce qu'il n'a pas de cendres.

J'aime aussi le théâtre pour cette extraordinaire complicité entre l'auteur, les acteurs, la scène et la salle qui, sous le couvert des fictions et des personnages, permet de presque tout se dire.

Le problème essentiel du théâtre est à mon sens un problème de public. Il n'y a aujourd'hui au théâtre (j'exagère) que des spécialistes (snobs, gens du métier, toqués de telle ou telle vedette, de tel ou tel auteur). Si le public retrouve le chemin du théâtre, les artisans retrouveront le sens du théâtre. L'État est, à l'heure actuelle, le seul qui puisse résoudre ce problème. Mais le danger est le danger allemand ou russe : un théâtre de propagande.

*
* *
*

On a groupé ici les réflexions faites par trois professeurs de collège à propos de leur métier. Cette confrontation souligne de quelles nuances est susceptible l'attachement à une même tâche et comment chaque personne, selon ses propres qualités et les circonstances, s'y engage de manière différente.

Quand le métier n'est que gagne-pain :

La situation, c'est avant tout le pain assuré. Puisqu'on ne peut choisir, mais prendre ce qu'on vous donne, sous peine de ne rien avoir, il reste le courage d'accepter la tâche avec la ferme volonté de la bien faire.

Le métier est une vocation devenue une tâche pour la plupart des jeunes. Mais tandis que le métier favorise l'épanouissement de l'être, la tâche, si elle ne le détruit pas, rend du moins son accomplissement plus difficile.

Exercer le métier de sa vocation, avoir la vocation de son métier, ce sont chances exceptionnelles, réussites qu'on prépare difficilement aux autres.

Le métier ? Nécessairement une vocation. Seulement, ce qui est grave, c'est qu'on a de fortes chances de se tromper sur les motifs. Un métier a des aspects importants divers. Un caractère aussi. Les physiciens cherchent la courbe qui doit passer par certains points, la fonction représentative... Quels maîtres peuvent cela, à temps ? Mais ce n'est peut-être pas impossible.

Quand le métier exprime et réalise vraiment l'homme qui l'accomplit, une œuvre, par chaque effort, peut être créée :

J'ai la chance d'avoir le métier que j'ai toujours rêvé d'avoir. C'est dire que je le considère non pas comme une simple tâche, mais comme une vocation. Il me semble d'ailleurs difficile qu'il en soit autrement étant donné que mon métier est celui d'éducateur. Il y a sans doute un certain nombre de professions que l'on peut indifféremment proposer à l'activité d'un jeune homme qui hésite à fixer son choix ; je ne pense pas que le professorat soit de ce nombre. J'avoue que je me fais de mon métier une très haute idée ; ma seule excuse de cet orgueil est que je me rends parfaitement compte de toute la distance qui me sépare encore de mon idéal.

Ce jeune médecin, que la maladie a arraché à ses malades pour le saisir lui-même et l'immobiliser dans un sana du Midi, raconte très simplement comment il s'est engagé dans son métier et en vertu de quels calculs, bien différents, certains de ses camarades le choisissent.

J'avais quinze ans lorsque j'ai décidé d'être médecin. Je pris cette décision à la seule pensée du dévouement continuel qui est le privilège — parfois pénible, mais doux quand même — du médecin.

...J'envisageais alors la médecine de campagne, la plus dure, celle qui ne laisse pas de repos, mais bien des possibilités... Depuis, ma santé a fléchi et, peut-être, devrai-je envisager une autre solution? Ce sera à regret ; tout, d'ailleurs, ne sera pas perdu.

Mais, parmi mes camarades étudiants, combien de fois n'ai-je pas entendu dire qu'ils étaient venus à la médecine parce qu'on y gagnait de l'argent. Et les candidats au concours de Lyon à qui on propose comme sujet : « Pourquoi voulez-vous être médecin? » savent vaguement ce qu'il faut dire, mais le font en un style embarrassé, parce qu'ils mentent du début à la fin.

Plus tard, à la Faculté, une heureuse évolution s'opère chez certains, mais combien insuffisante ! Et c'est ce qui fait les combines louches, les escroqueries aux assurances, ou aux malades..., la dichotomie..., c'est ce qui tue la médecine.

Il ne faut tout de même pas négliger dans l'amour du métier ce grand désir de créer, cette immense satisfaction qui passe peut-être celle du « devoir accompli », car où s'arrête le devoir?

Mais auprès de ceux qui exercent le métier de leur choix, ou peuvent s'attacher au métier qui leur est échu, combien ne travaillent que « pour vivre », sans intérêt profond pour une tâche subalterne, monotone, indifférente? Les petits employés et certains ouvriers souffrent de cette torpeur du travail.

Le métier, dit l'un d'eux, lorsqu'on ne le choisit pas, est une tâche, un moyen de vivre. Mais quand le choisit-on? Ce n'est que par un grand hasard qu'on peut être créateur dans son métier. D'ordinaire, la ponctualité et l'application

suffisent. Aussi, il me semble que la seule vertu du travail est d'assouplir l'esprit par sa constante discipline, qu'il s'agisse d'un travail manuel ou intellectuel.

Un autre a mesuré toute la distance qui sépare le libre et spontané choix du métier de l'acceptation raisonnable d'un travail qu'on s'oblige à faire.

Le métier doit permettre à l'âme de se réaliser pleinement et de créer dans la joie. Car il est inadmissible qu'un individu puisse passer la majeure partie de sa vue à accomplir quelque chose pour lequel il ne se sent aucun goût. Or, le métier que la plupart d'entre nous exerçons n'est pas celui pour lequel nous étions préparés. C'est que la crise étant venue, les places se sont raréfiées et, pour vivre, il a fallu que nous acceptions ce qui nous tombait sous la main. Aussi cette tâche que nous accomplissons au fil des jours nous paraît désespérément plate et monotone. Cependant, et si je me base sur une expérience personnelle, je pense que l'on peut trouver dans l'exécution d'un métier pour lequel on ne se sentait pas de vocation des éléments de joie et même d'enthousiasme ; car ce qui importe avant tout, c'est de bien faire son ouvrage et, à moins d'un travail purement machinal, cela est possible dans bien des activités. Ceux qui, parmi nous, sont dans ce que l'on appelle les affaires connaissent certainement cette âpre joie de la lutte au cours de laquelle il faut faire preuve à la fois de prudence et d'initiative.

Néanmoins, que l'on n'aille pas croire que nous plaçons l'action au-dessus de tout ; contraints d'agir par la nécessité des choses, nous agissons, sachant bien que là n'est pas la fin d'une destinée d'homme.

*
* *

Cette dernière phrase d'un citadin que son travail occupe sans le satisfaire, un paysan, sans doute, ne la comprendrait guère ; en tout cas, il ne la prononcerait pas. Lui aussi se sent contraint d'agir, mais il est prêt sans doute à inscrire tout entier dans cette lutte nécessaire son destin d'homme. Qu'on écoute plutôt de quel ton s'expriment sur leur métier les paysans qui n'ont pas trouvé trop vaines ou trop intellectuelles nos questions.

En voici un qui a d'abord poursuivi ses études, et puis s'est mis à la terre comme on renoue une fidélité quelque temps oubliée.

Le métier ? Pour moi, c'est beaucoup ; il occupe dans ma vie une place prépondérante. J'y suis attaché par le sang et le cœur. Par le sang, car si je suis paysan, c'est par un atavisme qui remonte si loin qu'on le perd de vue ; par le cœur, car j'aime mon métier et j'en suis fier. Vocation ? Ayant fait toutes mes études dans un collège secondaire, aussitôt le baccalauréat passé, malgré le

diplôme inutile, je suis revenu à la terre, comme par instinct. Et, actuellement, je ne me sens heureux le soir qu'après une journée de travail bien remplie, surtout si je sens que mon travail a été vraiment utile ; et pourtant je n'en vois pas la rémunération immédiate et même, hélas, pas souvent une autre, plus lointaine ; par contre, le jour de pluie où, désorienté, je n'ai su que faire et si souvent bêtement, perdu ma journée, ces soirs-là je ne suis pas content. Parmi les travaux, ceux que je préfère, ce ne sont pas ceux de l'entretien de ma petite propriété, mais ceux de transformation de cette propriété. J'ai plus de plaisir à planter un arbre qu'à en manger les fruits. Et la constatation d'un voisin qui me disait que mon petit domaine avait changé d'aspect, sans me dire si c'était en bien ou en mal, cela m'a fait plaisir ; j'ai donc bien créé quelque chose.

La valeur que j'attribue au travail est considérable. Le travail est fort en honneur à la campagne, et l'épithète de *fainéant* est la plus grave injure. Non seulement c'est par le travail que l'homme vit et fait vivre les siens, mais pour nous, paysans, c'est par notre travail que peut vivre le reste de l'humanité. De plus, chez nous, tant vaut l'homme, tant vaut la terre. C'est pourquoi le travail du paysan a tant de valeur.

Un autre jeune paysan, qui dirige lui-même son exploitation et conduit un petit moulin, signale le danger de la formation d'un « prolétariat agricole » :

Qu'est-ce que le métier pour vous : tâche ou vocation ? Je pense que les deux points de vue coexistent chez la plupart des jeunes ruraux. Mais, c'est peut-être précisément parce que beaucoup de jeunes considèrent trop le métier comme une tâche et pas assez comme une vocation que nous risquons d'avoir beaucoup trop de « manœuvres » de l'agriculture, travaillant comme des automates et incapables de raisonner leur affaire.

Voici enfin le témoignage — cité d'un trait — d'un jeune accroché à sa terre et qui, malgré les difficultés, s'y maintient, résistant à la contagion de l'exemple, hélas innombrable, de ceux qui s'en vont.

J'ai vingt-cinq ans ; petit paysan, je cultive de mes mains mes sept hectares de terrain. Le métier, pour moi, ce n'est pas une façon comme une autre de gagner mon pain quotidien. Si ce n'était que cela, il y a belle lurette que j'aurais pris mes « clique » et mes « claque » comme l'on dit chez nous et que je serais parti vers une profession plus lucrative et réclamant moins d'effort, car les conditions économiques faites à l'agriculture la mettent dans une situation inférieure à celle des autres classes de la nation.

Le coefficient des prix de nos produits a un net retard sur celui des prix industriels. Nous vendons beaucoup de nos produits au-dessous de leur prix de revient, ce qui rogne considérablement le salaire auquel nous avons normalement droit. Nos organisations n'ont pas les moyens nécessaires pour obtenir d'être traitées sur un pied d'égalité avec le commerce et l'industrie ; il n'y a qu'à citer, entre beaucoup d'autres exemples, l'énorme plus-value des importations de denrées agricoles sur les marchandises industrielles et l'établissement des contingentements qui se fait souvent sur le dos des agriculteurs

Cette situation est encore aggravée par la montée des besoins qu'a amorcée la guerre par le brassement des hommes, et la période d'après-guerre par les années de prospérité.

Chez nous, c'est donc toujours la crise économique.

Elle a des conséquences désastreuses et multiples ; elle conditionne la solution de presque tous les problèmes paysans. Elle rend très difficile l'établissement des jeunes qui voient avec effroi, d'un côté, le faible rapport de la terre ; de l'autre, l'importance du capital à engager pour commencer. De plus, ils ont contre eux l'instabilité dans laquelle nous vivons. Alors ils hésitent à se marier et, par là, cette fameuse crise a une répercussion sur la natalité.

...Pourtant, malgré cela, je reste attaché à mon métier, je reste paysan et beaucoup d'autres avec moi. Pourquoi ? Parce que, pour moi, le métier c'est autre chose que le moyen pratique de gagner des gros sous. Je reste paysan dar amour de l'indépendance et de la liberté, pour garder la libre disposition de mes heures, pour n'avoir de compte à rendre à personne.

Oh ! se sentir le maître absolu sur le coin de terre légué par les ancêtres et bien à soi ! Commander à tout ce qui y passe, à tout ce qui y vit. Sentir que c'est par ma volonté — après celle de Dieu — que les épis blonds mûrissent dans mes champs, qu'il y a six belles vaches dans mon étable, que ce coin de forêt offre la cime de ses sapins au souffle du vent, que l'an prochain les cultures se répartiront de telle manière sur nos terres, qu'il y aura deux génisses de plus dans l'étable et que je serai le collaborateur du Créateur pour donner l'être à toutes ces choses...

...Pourtant je dois à la vérité de dire que je n'ai pas toujours eu cette conception de la profession agricole. Dans les premières années de ma jeunesse, j'en sentais confusément le sens et la beauté, mais ne trouvant ni aide, ni guide dans mon entourage, j'étais prêt à abandonner délibérément ce métier où l'effort est si mal récompensé économiquement. J'avais besoin de connaître d'autres jeunes pensant comme moi. J'avais besoin d'une foi partagée. C'est la J. A. C. [1] qui m'a apporté cela, comme à beaucoup d'autres jeunes paysans. Elle a défini l'idéal que nous pressentions, elle nous a procuré de nombreuses et fortes amitiés.

*
* *

Derrière chaque problème posé, un autre surgit. La question de la vocation et celle du métier supposent celle de l'éducation, particulièrement sous son aspect si négligé d'orientation et de préparation professionnelles. Comment les jeunes jugent-ils la qualité culturelle de l'enseignement qui leur a été donné ? Estiment-ils qu'il constitue une formation pratique suffisante ? Ne souffrent-ils pas, en particulier, d'une défaillance de l'éducation moyenne en France, maintes fois

1. Jeunesse Agricole Chrétienne : Association de jeunes ruraux catholiques qui poursuit dans les campagnes un aspostolat professionnel et religieux « du milieu par le milieu », dont la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J. O. C.) a donné l'exemple depuis dix ans auprès des ouvriers des villes.

dénoncée par leurs aînés? Je veux parler de la négligence de la formation du caractère.

Ces mêmes jeunes agriculteurs, qui affirmaient pour leur métier un si profond et intelligent amour, jugent tout à fait insuffisante la préparation donnée, dans leur milieu, au dur travail de la terre.

L'un souligne ce qui lui a personnellement manqué :

J'ai eu la chance inestimable d'avoir reçu une bonne éducation et une solide instruction, suffisante du point de vue de la culture générale, mais totalement déficiente du point de vue professionnel, et cette déficience, je la sens chaque jour ; j'essaye d'y remédier, mais c'est si peu de chose, si peu coordonné, si décousu... Quant à la formation du caractère, j'ai reçu tout le nécessaire, soit au collège, soit dans ma famille, ce qui ne veut pas dire qu'il soit bon et bien formé.

Un autre observe quel risque d'abandon ou de déformation courent parfois les enfants de la campagne par la faute des maîtres et aussi... des parents.

Pour la formation du caractère, il est difficile de répondre d'une façon générale, car cette formation est fonction, avant tout, de la valeur morale des éducateurs de l'enfant. On peut dire que, si beaucoup de parents veillent de très près à cette formation, d'autres, par contre, s'en désintéressent trop. Quant aux éducateurs de nos écoles de village, il en est malheureusement encore trop qui regardent leur métier comme « une tâche » et non comme « une vocation ». Ce n'est évidemment pas à ceux-ci qu'il faut demander de faire la formation du caractère. Nous nous estimons heureux quand on ne cherche pas à détruire dans l'âme de l'enfant les traditions familiales.

Dans l'ensemble, les jeunes se sont pas très enthousiastes pour la soi-disant culture que la famille ou l'école ont pu leur donner. Ils doutent que les efforts faits dans ce sens aient été bien orientés et ne semblent pas attendre des méthodes dites nouvelles un résultat assez appréciable pour que, jeunes parents, ils soient « consolés » dans les personnes de leurs enfants.

Mais d'abord la note optimiste :

Je voudrais, dit une très jeune fille, la culture générale de l'adolescent aussi large que possible, même si elle doit y perdre en profondeur. Il a toute la vie pour se spécialiser ! Ce qu'il faut, pour l'instant, c'est l'aider à découvrir le don qu'il porte *toujours* en lui.

Ce jeune employé, pour qui le travail professionnel est d'abord et surtout le gagne-pain, juge avec indulgence ce

qu'on lui a appris, mais avec sévérité l'impasse où, de connaissances chargés, on les a doucement poussés, lui et ses camarades.

Du point de vue de la culture générale, les connaissances que nous avons acquises constituent certainement une base solide. Nous ne prenons dans l'éducation qui nous a été donnée que ceux des éléments qui nous portent vers le bien et nous abandonnons ceux qui auraient tendance à nous isoler dans un ensemble de rites et de conventions dont nous ne voyons plus la raison d'être.

Du point de vue de l'orientation professionnelle, il n'en est plus de même, puisque beaucoup d'entre nous sortent des écoles, des universités munis de diplômes qui ne peuvent leur servir. C'est alors, pour ceux qui n'ont pas la chance d'avoir une entreprise paternelle où, malgré d'énormes difficultés, ils peuvent tout de même s'attaquer à la vie, le chômage et ses conséquences démoralisantes ; néanmoins, c'est à mon sens une erreur que l'on commet en ne considérant les connaissances acquises que sous leur angle immédiatement utilitaire. Ce qui est acquis ne doit pas être perdu, sinon ce serait une honte pour notre civilisation, qui revendique le primat de l'intelligence. Le problème n'est pas qu'il y ait trop de spécialistes, mais que la société ne puisse les utiliser. Cela pose la question de la réorganisation de la profession.

Je ne pense pas que l'éducation actuelle donne l'importance qu'elle mérite à la formation du caractère. La raison en est, je crois, précisément que les éléments font défaut, par suite du désordre moral et du manque d'unité dont fait preuve la société actuelle.

Deux jeunes bourgeois, qui ont poussé leurs études et n'ont point cessé de travailler, jugent sévèrement la qualité et la transmission de cette richesse culturelle qui longtemps fut — ou parut être — le privilège de leur classe.

Le premier critique une méthode scolaire et un climat appauvrissant où se développent la paresse et le mauvais goût.

Un fait moins heureux, et dont ma connaissance insuffisante des programmes ne me permet pas de définir exactement la cause, est la baisse certaine du niveau intellectuel des jeunes chez qui l'on forme trop tôt le technicien, le spécialiste au détriment de sa culture générale. Tendance encore aggravée par les conditions mêmes de la vie actuelle : tout le monde, du haut en bas de l'échelle sociale, passe ses loisirs à lire les mêmes journaux, à voir les mêmes films, à entendre la même T. S. F. S'isoler, se recueillir, lire, en un mot cultiver son esprit, nécessite un véritable effort de volonté, dont trop de gens croient pouvoir se dispenser. D'où une sorte de standardisation intellectuelle de nivellement par le bas, et la classe ouvrière, qui n'a plus conscience de la supériorité d'esprit de la « classe dirigeante », se croit son égale et a tout naturellement tendance à vouloir l'éliminer. Je ne sais si on cultive trop ses muscles, mais j'ai peur qu'on ne développe plus assez son cerveau. Les humanités, dont on a tant médit, ont tout de même du bon : elles préparent mieux au métier de chef que l'enseignement technique ou l'école professionnelle.

Le second, plus sévère, et déçu davantage, condamne le système scolaire lui-même. Il compte, en secret sans doute, sur la force de rupture et d'épanouissement du génie.

La culture générale? Qui respecte le bel arbre?

Nos vieux maîtres de seconde et de rhétorique ont jeté sous nos pas le terreau; les « humanités » sont les racines, mais nous pouvons seuls cueillir le feuillage; si nous sommes heureux, les fleurs; si nous sommes sages, les fruits magnifiques. Question de patience et de courage!

Comment les bons vieillards, si pauvres, si brimés, qui se penchaient sur nos quinze ans, nous eussent-ils inspiré ces vertus? Et comment, à nos fils, les débrouillards de maintenant?

Orientation professionnelle? Nous savons comment la Société bourgeoise a résolu ce problème : les *diplômes* sont un de ses luxes, un de ses péchés qui la damnent quand elle y cherche son salut.

L'École Polytechnique : son plus étonnant conservatoire; l'ingénieur universel : son ultime incarnation.

Pour une « orientation », ç'en est une. Mais une rose des vents plus vaste vaudrait mieux, sans doute.

Nous apprendrons à nos fils un *métier*.

Discernement des capacités? Toute école en est incapable. Sans même songer à Bonaparte, souhaitons que nos fils manifestent *d'eux-mêmes* leurs intentions. Et surtout, oh! surtout! ne les contrarions pas!

Caractère? Il ne se forme que par l'exemple. Notre « période » ne s'y prête guère.

Assez différent de ton est le témoignage du jeune écrivain employé qui, venu de la classe ouvrière, apportait peut-être au collège et à l'Université des forces plus fraîches.

Mes études secondaires m'ont mis entre les mains un instrument parfait pour acquérir la culture générale. Mais il faut utiliser l'outil : j'ai des camarades qui, ayant fait les mêmes études que moi, l'ont laissé rouiller.

Je me sens préparé à tout; l'adaptation à des occupations très diverses m'est facile.

On ne donne dans les établissements d'enseignement *aucune* importance à la formation du caractère. Il ne convient même pas de parler d'éducation : elle est complètement négligée. On devrait combler ces lacunes d'urgence. Les parents ouvriers dont les enfants accèdent de plus en plus aux études n'ont pas le temps de donner l'éducation à leurs enfants : ils en manquent du reste parfois eux-mêmes. (Aucune idée de critique dans ce dernier mot.)

Enfin, voici les réflexions d'un professeur de collège. Il pose avec courage et prudence le problème de la culture, celui même du sens donné à la vie. Il ne nous présente pas toutes cuites des solutions de sa façon. C'est un trait propre à toutes les réponses faites sur ce sujet, qu'elles situent et retournent le problème sans prétendre qu'il se résolve aisément.

La culture à laquelle on m'a initié, les méthodes que l'on m'a enseignées, les notions que l'on m'a inculquées en matière d'humanisme ne me semblent pas appeler de graves réserves. Pour la formation du caractère, il est certain qu'elle a laissé à désirer. Mais, je dois encore préciser que, si l'on entend par formation du caractère le culte de l'énergie toujours tenue et le goût de l'action pour l'action, je ne regrette nullement de n'avoir pas été élevé dans cet esprit. Et puis, quand on prétend former le caractère des enfants, on tend à une unification qui me déplaît. Que l'on donne à chaque enfant les moyens de développer et de fixer son propre caractère quand l'âge l'aura mis à même de le faire. Mon idéal n'est pas de former des citoyens ou des soldats, mais des hommes. Je ne veux rien détruire en mon élève de ce qui lui permettra un jour de devenir citoyen ou soldat dans toute la force du terme ; mais je ne veux rien détruire non plus en lui de ce qui lui permettra d'être plus qu'un citoyen et un soldat et de se sentir une valeur irréductible même à celles-là. C'est pourquoi je trouve encore aujourd'hui valable l'enseignement des humanités gréco-latines. Il y a une question qui se pose, c'est celle de l'adaptation des procédés, des méthodes d'enseignement, la renonciation à la lettre pour la fidélité à l'esprit. Il s'agit de savoir si l'on doit prononcer la faillite de la culture latine devant les exigences du monde moderne. C'est, pour moi, un des graves problèmes de ma profession. Et, pour aller au fond de ma pensée, c'est même le plus grave de tous, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de décider si notre enseignement a encore son utilité. Vous ne serez pas surpris que je sois convaincu de cette utilité. Les autres problèmes un peu importants — il y a en tant pour lesquels on se passionne et qui, pour moi, ne comptent guère ! — qui se posent dans l'Université ne lui sont pas propres et doivent être résolus par des mesures d'ordre général.

LA PROFESSION ORGANISÉE

Après cet intermède, il faut revenir aux problèmes de la profession. Les jeunes ont-ils une expérience suffisante de leur métier pour faire plus qu'expliquer comment ils conçoivent celui-ci et dans quelle mesure ils estiment y avoir été préparés ? Sans doute. Un regard encore neuf est plus éveillé et plus audacieux que celui dont une longue accoutumance aux formes du travail a affaibli l'acuité. L'esprit des jeunes s'oriente naturellement vers l'avenir, s'attarde moins lourdement et vainement aux souvenirs et aux habitudes des méthodes anciennes, des conflits passés. Il ose et doit prévoir.

S'il est des mots qui sont sur les lèvres des hommes de tous

les métiers quand ils parlent de « leurs affaires », ce sont bien ces deux-là : la *profession organisée*. Le désordre économique s'est si largement manifesté que des appels pressants, et d'ailleurs vagues ou opposés dans leur précision apparente, se font entendre de tous côtés en faveur d'un « ordre économique nouveau », dont le sens et les formes restent d'ailleurs à trouver.

Deux grandes formules se partagent la faveur et l'honneur non seulement des théoriciens de l'économie, mais des membres des entreprises françaises : patrons, employés, contremaîtres et ouvriers de toutes catégories. Ce sont le « syndicalisme » et le « corporatisme ».

Le syndicalisme français a une histoire déjà longue et assez héroïque. Il a fait ses preuves. C'est ce que certains lui reprochent et sur quoi l'espoir des autres se fonde. Le corporatisme, dont il pourrait être question aujourd'hui, est évidemment sans grand rapport avec celui que l'ancien régime laissa se corrompre. C'est donc, en France, un mot au contenu très imprécis — ce qui fait à la fois sa vogue et sa faiblesse. Quant aux exemples pris à l'étranger, ils sont passablement sujets à caution et d'ailleurs d'une valeur probante très relative.

On ne s'attend pas, bien entendu, à ce que des jeunes gens répondent en dix lignes à ces questions immenses. Ce qui est intéressant, c'est de voir quelle conscience de l'importance de tels problèmes et de la valeur des solutions ordinairement proposées ont des jeunes de métiers très différents.

*
* *

Ceux qui, à l'heure actuelle, se penchent sur la vie paysanne française et cherchent, derrière la façade des arrangements provisoires et des conjonctures fragiles, les mouvements inéluctables d'une production et d'une circulation de jour en jour plus difficiles, affirment qu'au bout de ce qu'on appelle par euphémisme le « malaise » ou le « mécontentement » paysan, il y a, à l'insu même de ceux qui en seront victimes les premiers, cette réalité sombre qu'on ose à peine imaginer et dire : la ruine de l'agriculture, par la désertion des cam-

pagnes, l'abandon de cultures sans rapports, l'endettement des fermiers, etc.

Un jeune paysan, du Sud-Est, âgé de vingt-sept ans, qui fait valoir lui-même une très petite propriété, résume, avec une modération qui ne dissimule pas la gravité du mal, la façon dont se pose, chez lui, la question agricole :

Les graves problèmes qui se posent dans ma profession constituent le malaise paysan. Il serait trop long de l'exposer ici, mais on peut le résumer très brièvement. Il est moral : les paysans perdent leurs vertus traditionnelles qui ont fait la force de la France. Il est matériel : la terre paye mal, ou même souvent pas du tout. Remèdes. Moral : rechristianisation du monde paysan, la religion remise en honneur et pratiquée sincèrement et à fond ; matériel : organisation professionnelle.

J'attends beaucoup de l'organisation syndicale agricole, mais pas de celle que nous avons, qui n'est qu'un embryon. Il nous faut quelque chose de plus puissant et aussi de plus démocratique qui puisse faire entendre sa voix et empêche que l'on se moque toujours des paysans, comme on le fait à l'heure actuelle.

La question est capitale pour nous. Aussi demandons à nos syndicats de se rajeunir, de prendre plus d'initiative et de vigueur. Nous avons, en général, de bons cadres, mais pas grand'chose à l'intérieur.

Plus longuement, un autre exprime les mêmes craintes. Elles ne lui sont point inspirées par un pessimisme traditionnel et saisonnier touchant la récolte, mais par une inquiétude profonde, douloureuse, qui étreint actuellement tous ceux qui, encore attachés à la terre, sentent et savent, non seulement qu'elle est l'essentielle richesse de la France, mais la réalité proche et féconde dont le contact est nécessaire à l'homme.

1° *La désertion des campagnes.* — En ce moment, l'application des 40 heures vide nos campagnes de ses éléments les plus intelligents au profit surtout des compagnies ferroviaires et des administrations urbaines. Seuls restent à la terre soit les jeunes ayant vraiment le goût de la profession, soit ceux qui sont incapables de se débrouiller ailleurs. D'où aggravation de la crise de main d'œuvre qui sévit déjà fortement chez nous.

Le remède? Empêcher l'exode des ruraux vers la ville, non par la contrainte de décrets administratifs, mais en leur assurant une rémunération plus équitable de leur travail. Les jeunes filles ont aussi leur grosse part de responsabilité dans cet exode des ruraux, car un bon nombre à l'heure actuelle préfèrent épouser un cheminot ou même un cantonnier plutôt qu'un paysan. Et comment leur en faire grief? La tenue d'un ménage de ville demande infiniment moins de peine que la tenue d'une ferme et, de plus, les allocations substantielles que l'État accorde à ses fonctionnaires pour charges de famille, ainsi que la

pension de retraite, constituent une forte tentation. Dans beaucoup de nos exploitations, la femme remplace un domestique : elle va travailler aux champs au moment des gros travaux, et, le soir, pendant que l'homme se repose ou lit son journal, la femme doit faire tout le travail de la maison. Cette situation de fait anormale doit être modifiée par l'éducation morale des jeunes ruraux.

2° *La mévente des produits ruraux.* — C'est un fait que l'agriculteur, qui subit les cours des marchés et ne peut les imposer, vend ses produits à un coefficient nettement inférieur à celui des produits qu'il achète. Si l'on assiste par hasard à une augmentation du cours des produits agricoles, c'est à cause d'une mauvaise récolte, au moment où la diminution de la quantité vendable compense, et au delà, le bénéfice que le producteur aurait pu tirer de la hausse des prix.

Le remède? Il faut évidemment, dans ce cas, l'intervention de l'État. Nous ne lui faisons confiance que pour édicter et faire appliquer les dispositions proposées par les organisations agricoles, plus compétentes en la matière. Car, jusqu'à maintenant, l'intervention, parfois brutale, de l'État ou bien s'est révélée inopérante, ou bien s'est faite dans le sens du freinage de la revalorisation (exemple du blé).

De l'organisation syndicale, nous attendons beaucoup, mais seulement le jour où l'on aura réussi à sortir le paysan de son individualisme pour lui faire acquérir le véritable esprit syndical. Ce jour-là, la profession agricole aura réellement la place qui lui revient dans la nation de par sa densité démographique. Mais ce jour-là aussi, beaucoup de militants actuels auront succombé à une tâche ingrate d'organisation, en face de l'inertie de la masse paysanne. Ici encore s'impose une formation syndicale des jeunes ruraux, à laquelle concourent et les cours agricoles post-scolaires par correspondance, et les semaines rurales et les « cours d'élite rurale », récemment inaugurés par plusieurs grandes associations agricoles, notamment par l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles.

Il y a sans doute une grande part d'illusion dans l'esprit d'un grand nombre de jeunes ruraux qui viennent à la ville pour travailler en usine ou en bureau. Bien plus précaire que la leur est la vie de tels jeunes ouvriers soumis — quand ils en trouvent — à un travail incertain, payé d'un salaire dérisoire. Que ceux qui doutent que cela existe encore et se plaisent à ne penser jamais qu'aux « avantages extraordinaires » accordés aux ouvriers, lisent le témoignage de l'un d'entre eux, âgé de vingt-sept ans. Il parle sur un ton qui ne trompe pas :

On ne peut pourtant pas dire que chez nous l'ouvrier est pervers, il est bon et, lorsqu'il le peut, il est charitable ; il a de la peine à formuler ce qu'il pense, du reste on ne veut pas l'écouter, alors qu'il a besoin d'être compris. On a répété qu'il s'était laissé mener, alors que la plupart du temps on n'a fait qu'exploiter son mécontentement, qui était justifié. Les salaires devenaient dérisoires, l'ouvrier perdait le goût du travail. Moi-même *je gagnais encore il y a un an 434 fr. 25 c. par mois et je fus remercié parce qu'on avait l'intention de me remplacer par un plus jeune qu'on allait payer moins encore.* Il m'a

fallu une foi bien vivace pour ne pas exécrer le catholique pratiquant qui me flanquait au chômage.

...L'ouvrier comprend bien qu'un patron est nécessaire pour diriger les affaires, il ne demande pas qu'on le supprime, il répète à qui veut l'entendre que, du moment qu'il gagne sa vie, il ne demande rien de plus.

Un ouvrier employé dans un garage des environs de Paris fixe sa position en quelques mots :

Les problèmes qui se posent dans ma profession (l'automobile) sont affectés des signes généraux qui marquent la crise de l'économie toute entière : surproduction, manque d'unité professionnelle, primat de l'intérêt sur le travail. Il faut avant tout débarrasser le terrain du capitalisme privé comme du capitalisme d'État, aussi néfastes l'un que l'autre. L'organisation corporative envisagée comme la libre association des membres d'une même entreprise est l'un des éléments essentiels du redressement économique.

Je considère l'organisation syndicale comme l'un des meilleurs moyens de sortir de l'impasse capitaliste, mais j'estime qu'elle ne sera jamais en état de libre fonctionnement dans une économie libéraliste.

La formule du corporatisme ne suscite aucun enthousiasme, au contraire, chez ce jeune bourgeois libéral, homme de finance, qui s'exprime avec sévérité à son propos.

Le corporatisme, tarte à la crème, formule commode qu'on néglige de définir et où chacun inclut ses préférences. L'accord se réalise plus sur un mot que sur une idée. L'Allemagne et l'Italie sont les seuls grands pays comparables au nôtre où ait été mise sur pied une organisation corporative et comme, dans l'un et dans l'autre, c'est le dictateur qui décide en dernier ressort, l'expérience, par là-même, perd toute force probante. On reproche souvent au Parlement, et à juste titre, de négliger l'intérêt général. Que serait-ce avec une chambre corporative, véritable panier de crabes, où s'affronteraient des députés élus pour défendre, par définition même, des intérêts particuliers souvent diamétralement opposés? Que chaque profession s'organise par ses syndicats patronaux et ouvriers pour défendre ses intérêts purement économiques, évidemment oui. Mais si son action passe sur le plan politique, c'est la confusion des pouvoirs, dont nous sommes le vivant exemple dans un régime, caricature de la démocratie, qui n'a plus de parlementaire que le nom. On se trouve toujours ainsi ramené au problème politique, les solutions économiques et sociales n'étant jamais que ses corollaires.

Ce jeune médecin qui, tout à l'heure, rapportait dans quel esprit certains de ses camarades optaient pour la profession médicale (plus lucrative qu'une autre) dit maintenant de quel ordre est, à ses yeux, le remède à cet état de choses :

J'ai cité plus haut quelques-uns des problèmes qui semblent devoir amener prochainement la décadence de la profession médicale. Le mal est profond et, avant de pouvoir compter sur une organisation corporative forte, il faut

d'abord éduquer les médecins. Tant qu'il n'y aura pas une grosse majorité de médecins opposée à une immoralité que beaucoup considèrent comme normale et praticable, et dont certains acceptent non le nom, mais le fait, comment peut-on concevoir une action possible?

Il faut aller plus loin. Éducation morale? Oui... mais la vie est dure et, quand il faut élever une famille, tous les moyens sont souvent employés. Il est difficile d'exiger l'héroïsme. En sorte que ces problèmes moraux feraient partie d'un large système de rénovation économique qu'attend le monde entier.

Cet ingénieur, dont nous avons déjà fait connaissance, répond à la question : « Que faut-il pour organiser votre profession? »

Rien de plus — rien de moins — qu'en France :

un miracle : le dévouement de tous ceux qui sentent qu'ils « collaborent » — hormis quelques apaches en bas et quelques cyniques en haut.

Mais, plus nous allons, moins les signes sont clairs de cette collaboration.

La question syndicalisme-corporatisme, il la pose d'abord sur le plan politique :

Quant aux diverses formes de l'étatisme, comment ne pas voir en elles les redoutables remplaçantes des *sociétés* fondées sur la famille et le métier, et dont les dogmes révolutionnaires exigeaient l'anéantissement?

En supprimant les corporations, en niant que les ouvriers puissent avoir des intérêts communs, le décret Le Chapelier est à l'origine de cette honte des temps présents : un prolétariat d'isolés sans recours personnel, auxquels le syndicalisme matérialiste aura grand'peine à redonner conscience.

Séparée par ce décret inique de ceux envers qui les jurandes lui traçaient d'impérieux devoirs, la bourgeoisie a pu réaliser, au XIXe siècle, l'exploitation de l'outil humain, qu'il faudra bien qu'elle expie.

Puis il dédie aux réformateurs que hantent « les exigences nouvelles de la vie moderne » ce rappel des institutions du passé qu'inspire une pensée fidèle à l'enseignement maurrassien :

Il y a, dans le passé de la France, les plus beaux, les plus anciens exemples d'harmonie sociale et politique, les réussites humaines les plus durables, écloses dans un climat de grandeur, maintenues grâce à des institutions équilibrées, sagement mûries au long des siècles.

...Aux groupes de jeunes gens qui méditent d'ambitieuses réformes, il faut conseiller d'apprendre, d'abord, la lente formation de leur pays, sa délicate complexion géographique et ethnique, les conditions de son existence fédérale; comment le corps social et politique s'est peu à peu adapté à ces données, s'est construit, organe par organe, par la lente conciliation des privilèges et des services, des devoirs et des sauvegardes; et comment l'harmonie de ce corps vivant était complétée, pour les gestes d'ensemble, pour les fonctions capitales

(actions extérieures, marine, haute justice, grands ouvrages), par l'autorité d'une famille construite et défendue avec la même économie et contre les mêmes périls que le pays lui-même, tellement identifiée avec lui que la séparation n'a pu se faire — Renan l'avoue — qu'au prix du suicide de la France.

Nous aimerions mieux que nos fils ne sachent rien que de les voir ignorer cette belle construction de la société et de l'État français, progressive et *nécessaire*.

...Puissent les joies de ce travail rénovateur les délivrer de la nausée que nous auront donnée notre « grande » presse, la Tour Eiffel, le cinéma, les motions des congrès politiques, les textes incompréhensibles et contradictoires de nos lois, l'isolement de nos vrais savants, l'ahurissante bêtise et le vandalisme du touriste « démocratique », et surtout cette sale royauté de l'or et de l'acier à laquelle nous restons soumis, malgré les promesses de démagogues impuissants ou corrompus.

« LA TERRE CHARNELLE »

Le patriotisme spontané, c'est le patriotisme local, celui qui attache par des liens mystérieux et forts un homme à tel lieu, qui est généralement celui de sa naissance, mais peut être un lieu d'adoption. La patrie, pour chaque membre d'une nation, c'est la terre, cette « terre charnelle », disait Péguy, connue et limitée, avec laquelle on communie par tant de souvenirs et de secrets ! La grande patrie, c'est déjà une construction savante. On l'apprend, on la visite, on tient profondément à elle certes, mais un peu à cause de l'autre, la petite, qu'on connaît d'instinct.

Cette liaison affective fondamentale à une patrie, on en saisit tout de suite la profondeur et la force quand on l'éprouve soi-même pour un coin de terre boueux, herbu, planté d'arbres, coupé de chemins et de ruisseaux. Mais l'imagine-t-on attachant un homme à la perspective grise, pierreuse, rectiligne et monotone d'un quartier banal de grande ville indéfiniment étendue ? Dans ce cadre abstrait, le même sentiment dru, violent, riche et oppressant peut-il monter au cœur de l'homme ?

D'un autre côté, ce coin de capitale ou de banlieue, cette petite ville, ce village, ce hameau ou cette ferme, où l'enfant est né, est-il vraiment le seul auquel l'âme se puisse attacher ?

Son « pays », ne peut-on le choisir? Loin peut-être, très loin et tout différent de celui où la famille, les circonstances nous ont imposé de vivre nos premières années? Pourquoi ne serait-ce pas par l'intermédiaire d'une amitié, d'un événement, d'une révélation intérieure, qu'un être s'attacherait à un pays?

C'est la question que l'on a posée à quelques jeunes Français pour les amener à faire le partage entre leur sentiment et leurs raisons patriotiques, leur savoir et leurs émotions, leurs idées et leur sang.

On leur demandait aussi ce qu'ils pensaient de la centralisation urbaine, et plus généralement, de la centralisation économique et administrative.

En même temps se posaient les questions touchant la vie rurale, telle que les citadins la rêvent, telle que les paysans la connaissent. Et quel jugement porter sur ces remords bizarres que sont la « décentralisation » et le « régionalisme »? L'homme moderne s'est-il préservé, outillé, armé efficacement pour mieux vivre, ou bien ne s'est-il pas trop éloigné des sources de vie? La tension entre lui et la terre est-elle encore sensible, exaltante, féconde, ou bien, au contraire, se séparant de ses origines nourricières, s'est-il anémié, *déraciné?* Ce mot va revenir maintes fois dans les réflexions qu'on va lire. Il n'est guère expliqué. C'est un signe de peu d'apparence, mais de beaucoup de sens, qui se retrouve, expression d'une même crainte, sous des plumes si diverses.

Une jeune femme de province exilée de son pays d'origine par le mariage et son métier écrit :

Je me trouve beaucoup plus liée à ma Savoie depuis le jour où je l'ai quittée. Là-bas, j'ai laissé ma famille, parents encore vivants ou morts au cimetière.

En outre, il y a une façon de penser, d'apprécier les choses qui crée un lien entre nos compatriotes, et que je ne trouve pas ici. Il est vrai que je suis dans un village, et tous ceux qui « sont quelqu'un » le doivent uniquement à la renommée du vin et aux gros sous que sa vente leur rapporte. Cependant, les gens vraiment huppés, ceux qui possèdent châteaux (on décore ici de ce nom toute propriété bourgeoise) et vigneronnages ont un idéal qui ne dépasse guère l'espoir d'une bonne récolte bien vendue, et le plaisir d'un savoureux dîner, généreusement arrosé de crus réputés. Il me semble — du moins autant que je le connaisse — que chez nous le monde bourgeois, beaucoup moins riche qu'ici, est bien plus cultivé, bien plus soucieux de se développer, et comprend mieux ses devoirs...

...La grande ville, en grande partie, c'est autre chose, c'est le peuple des travailleurs. Là, le travail à la chaîne s'offre dans toute son horreur : tantôt c'est le risque perpétuel de l'ouvrier qui toujours travaille dans les mêmes conditions de danger pour sa vie; tantôt c'est l'abêtissement inévitable par la répétition machinale du même geste. Aux usines du Rhône, j'ai vu une jeune fille (dix-huit ans) qui, du matin jusqu'au soir, devait pousser avec la main, un à un, des prospectus dont le tas était devant elle. Une machine les happait et les pliait en quatre, prêts à être joints à un produit pharmaceutique quelconque. La fatigue physique n'était pas grande, mais je doute que, libérée le soir, cette jeune fille pensât à s'instruire. Il me semble que, plus on simplifie le labeur de l'homme en supprimant le rôle de l'intelligence, plus on lui ôte le désir de se perfectionner. A la campagne, où chacun fait un peu tout dans son métier, on arrive assez facilement à obtenir ce que l'on commande. En ville, il faut s'adresser à combien d'artisans avant de trouver celui dont le travail s'adapte exactement au cas proposé? Il y a des cloisons étanches entre les diverses parties d'un même travail, chacun étant lié à son unique objet par l'insuffisance de ses connaissances et par les limites que le syndicat pose à l'exercice de son activité.

Les conditions de vie matérielle de bien des artisans sont mauvaises en ville (nourriture souvent insuffisante, logis misérable, surmenage nerveux) et souvent bien inférieures à ce qu'elles seraient dans des agglomérations moindres, où la personnalité de chacun serait mieux à même de s'exprimer et, partant, les salaires plus élevés. Là, plus d'originalité; tout est uniformisé, l'artisan n'est plus qu'un numéro sans caractère personnel, remplaçable par un autre d'un instant à l'autre.

Mais qu'opposer à la fascination que la grande ville exerce?

A la campagne, il faut reconnaître que la vie n'est pas toujours si pénible qu'on a bien voulu le dire. Sans doute, au moment des gros travaux (fenaison, moisson, vendange), il ne s'agit pas de bouder à la besogne. Mais la récompense de cet effort est immédiate et lui est proportionnée.

Et en dehors des grands moments de travail, quel labeur tranquille!

Évidemment, il y a des aléas : jusqu'à la dernière minute, on n'est pas sûr de la récolte, ni de la vente. Est-on plus sûr du lendemain à l'usine, en ville?

On vit entre soi. On n'est pas déraciné. On cultive, inconsciemment peut-être, les traditions de famille, l'amour du petit coin de terre auquel on appartient. On est heureux d'un bonheur qui repose.

Un autre jeune homme trouve la réponse toute évidente :

Quelle idée! On est lié à tel pays par naissance, mais en grandissant on se fixe bientôt à telle ville, parce que c'est là que l'on a vécu au vrai sens du mot, là où l'on a connu les plaisirs, les joies, les peines, là où l'on a lutté pour arriver. Et aussi un peu là où l'on a connu sa compagne.

La grande ville a du bon, mais on ne peut tous y être; on étouffe déjà assez et on se fait assez monter sur les pieds; le mieux est d'habiter pas très loin pour pouvoir y revenir de temps en temps.

Et voici la réaction des ruraux en face de « l'envahissement des campagnes par la ville » (qui ne compense en aucune manière la désertion des campagnes).

Comment vous sentez-vous lié à tel « pays »?

Pour la plupart des ruraux, c'est par atavisme. Le rural a, beaucoup plus que l'ouvrier des villes, qui est souvent un déraciné, le sens de la stabilité et de la continuité.

La *centralisation*, ou plutôt la *concentration* industrielle, a ses bons et ses mauvais côtés ; elle a contribué à donner à l'ouvrier cette mentalité grégaire qui le met à la merci de toutes les agitations politiques.

Si quelques ruraux voient dans la proximité d'une usine des débouchés nouveaux pour la vente directe de leurs produits, beaucoup, par contre, attachés à leurs traditions et au calme de la vie rurale, rude, mais saine, ne voient pas sans une certaine appréhension arriver dans leur pays des éléments qu'ils redoutent à cause de leurs instincts violents et de leurs idées extrémistes, et surtout à cause de la corruption des mœurs qui, assez souvent, s'installe avec eux dans un pays.

Ce jeune paysan exprime un certain scepticisme à l'égard du « régionalisme ». Ce n'est le plus souvent qu'une étiquette qui couvre la marchandise la plus insipide.

...Je ne pourrai jamais m'habituer à vivre dans une ville, surtout une grande. Habitant à vingt-deux kilomètres de Lyon, avec de grandes possibilités de communication, j'y vais assez souvent, mais dès que j'ai achevé ce que e'avais à faire, je rentre par le premier car ; et cependant, je ne déteste pas flâner un instant par les quais ou les rues ; mais cela ne m'a jamais donné l'envie d'y rester.

Je pense le plus grand bien du régionalisme ; mais il faut avouer que c'est là une chose mal définie : qu'entend-on exactement par régionalisme? Il est certain que la centralisation à outrance est un fléau. Également la prétention des Parisiens que Paris est le cœur et le cerveau de la France, et le reste... rien, ou pas grand'chose, et la grande fatuité qui leur vient de cette conviction tape sur les nerfs des provinciaux quand ils lisent ça dans les journaux, ou quand ils causent avec eux.

Un jeune citadin définit en termes excellents le sens d'un régionalisme valable :

A une époque de nomadisme comme la nôtre, la question de l'attachement au sol est de première importance. Ce qui, précisément, assure à un pays comme la France sa continuité historique et sa richesse spirituelle et matérielle, c'est la fidélité au sol natal, car, malgré tous les arguments adverses, c'est à l'endroit où il est né que l'homme trouve les conditions de son libre développement. Hélas, pour nous qui n'avons pour horizon que des murs de pierres grises et la perspective étroite des rues sans fin, qui vivons dans le brouhaha des villes énormes, ce « climat » est absent, et nous devons le chercher ailleurs. Aussi aspirons-nous naturellement à d'autres pays plus calmes, plus simples et aussi plus réels. Personnellement, je me sens lié véritablement à cette région des Côtes-du-Nord qui, de Saint-Malo à Bréhat, déploie son littoral tourmenté, et, cependant, je n'y ai passé qu'une année, mais j'ai trouvé là-bas des choses si nouvelles, un cadre d'existence tellement plus large, que j'en conserve un fidèle souvenir. Il est évident que la centralisation est néfaste ;

la ville est un aimant factice dont toute la force réside dans son pouvoir d'illusion.

Le régionalisme représente le facteur le plus précieux d'un humanisme valable, car c'est, répétons-le, dans la fidélité à la coutume, aux traditions locales qu'un pays conserve son autonomie tout en restant en harmonie avec les autres régions.

On aimera qu'un jeune écrivain exprime à l'égard de certain régionalisme littéraire ce jugement sans illusion et qu'il ait pris soin de rappeler que la campagne n'est pas, comme trop de citadins l'imaginent naïvement, un espèce de « paradis terrestre » :

La naissance et la fidélité me lient profondément à ma province natale, le Berry. Je plains ceux qui n'ont pas de telles attaches.

La centralisation à outrance est un danger. Les grandes villes ainsi créées sont sans âme (agglomérations dont la grande industrie est responsable, qu'elle a favorisées pour avoir des « viviers d'ouvriers », et qu'elle laisse en proie au chômage, à la misère lorsqu'elle décide de réduire sa main-d'œuvre ou sa fabrication).

Le régionalisme est trop souvent mal compris. Il ne touche que les artistes, les intellectuels et les étrangers au pays — et pas du tout les autochtones qu'il conviendrait de retenir dans leur région. Quant à la vie rurale, ne nous abusons par sur la santé et l'équilibre qui y seraient attachés : il y a des tuberculeux et des monstres moraux au village.

Qu'on puisse avoir un « pays d'adoption », ces quelques mots en témoignent, où l'on devine un attachement si profond.

Je me sens attiré par la Bourgogne parce que c'est un pays où j'ai exercé mon métier durant cinq ans. C'est un pays généreux.

De ces quelques réponses se dégage comme un appel à la petite patrie, une nostalgie des lieux, humbles peut-être, mais familiers où l'homme retrouve sa taille en face des choses vivantes et amicales, et aussi une protestation contre les cités titanesques et l'inhumaine aspiration centralisatrice dont on sent qu'elle doit tuer pour mieux égaliser.

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

Quelle que soit la vision d'avenir à laquelle on prête le plus volontiers créance, on est bien forcé d'admettre que, à l'heure actuelle, la société française est divisée en classes, vouées peut-être à la fusion, mais très nettement et consciemment distinctes, sinon hostiles.

Ces classes étaient séparées il y a dix ou vingt ans par des ignorances réciproques et des antagonismes encore plus marqués. Si bien que chacun de nous, jeunes, même s'il se sent aujourd'hui libéré de maints préjugés, est du moins issu d'une classe sociale bien caractérisée et peut se référer à l'un de ces deux pôles : bourgeoisie, prolétariat.

On n'ignore évidemment pas à quel point ont pu s'embourgeoiser certains éléments de la classe ouvrière et, par ailleurs, combien la prolétarisation a gagné dans les classes bourgeoises, atteignant surtout des jeunes.

Prolétaires en faux-col ou bourgeois en casquette, pour avoir changé de classe, n'en restent pas moins classés. Moralement et socialement, ils continuent d'appartenir à leur milieu d'origine.

Nous n'avons donc pas demandé aux jeunes s'ils croyaient aux classes, ce qui eût été naïf et vain, mais dans quelle mesure ils se sentaient liés à la leur, participant à ses qualités et à ses défauts, influencés par son passé, engagés avec elle pour l'avenir. Croient-ils, comme d'aucuns le professent, que ces classes doivent disparaître soit par la grâce de l'union et de la collaboration, soit par l'effet de la dictature de l'une d'elles? Jugent-ils que la théorie et la tactique dites de « lutte de classe » sont efficaces? S'ils croient qu'une ligne de démarcation peut être fixée entre bourgeoisie et prolétariat, où la situent-ils et comment jugent-ils le comportement général de celle de ces catégories à laquelle ils appartiennent originairement? Enfin, plutôt que sur la traditionnelle et marxiste distinction des classes d'après la fortune et la rémunération des services, n'estiment-ils pas qu'aujourd'hui la nature

même du travail crée une classe exploiteuse et une classe exploitée, certaines tâches étant relativement qualifiées, certaines autres particulièrement inhumaines et serviles (par exemple le travail à la chaîne)?

***

Un jeune ouvrier métallurgiste, qui a récemment fini son apprentissage dans une grande usine après être resté manœuvre plusieurs années, exprime, dans un langage assez vif qui dissimule à peine une sincère émotion, à quelle misère, non seulement matérielle mais morale, il juge soumise la classe ouvrière :

Je suis ouvrier tout à fait, énormément lié aux vertus et aux faiblesses de ma classe. Je suis courageux au travail, régulier, mais mon instruction est incomplète et je sais que les ouvriers sont mal instruits autour de moi. C'est pourquoi ils croient facilement des histoires qu'on leur raconte. Je sais qu'un tort des ouvriers, c'est de s'occuper surtout des salaires pour qu'ils augmentent sans toujours s'occuper de la répartition du travail. D'ailleurs, on ne nous demande pas notre avis et, pour améliorer son sort, on n'a qu'un moyen, c'est de militer au syndicat.

Pour la disparition des classes, je n'y crois plus. Toujours des grades se reforment et on ne peut rien faire sans cela. Mais il y a deux choses qui devraient être changées : c'est le travail des manœuvres que j'ai fait longtemps et où on s'abrutit sans même gagner sa vie si on est marié : c'est aussi le régime du salariat : tant d'argent contre tant de travail. Parce que le travail que les ouvriers qualifiés font est plus ou moins bon et, selon les usines, il représente plus ou moins de bénéfice pour le patron. Quand j'aurai travaillé des années dans l'atelier de montage, je crois que j'aurai, comme le contremaître, mon avis à donner sur le travail fait, les commandes et la vie de l'usine. Je ne suis pas quitte envers l'usine avec mes pièces montées et l'usine n'est pas quitte envers moi avec mon salaire payé. Il faut qu'il y ait autre chose.

Certainement la lutte des classes a servi la classe ouvrière, et peut-être la classe patronale qui l'a faite aussi. Je pense qu'il faudrait trouver autre chose maintenant, mais que le capitalisme l'empêche. On dirait que ni les patrons, ni les syndicats ne savent comment faire.

Je trouve ma classe malheureuse parce qu'elle n'a jamais le lendemain assuré et qu'on n'avance pas dans le travail quand on est ouvrier. Je vois aussi que plus ça va mal, plus les ouvriers font comme les bourgeois : ils sont jaloux, prétentieux, et même avares quelquefois. Beaucoup jouent leur argent. Et puis, je crois que les journaux et les cinémas bourrent le crâne de tout le monde pareil. Il y a des ouvriers qui sont jaloux des bourgeois et tout fiers de les imiter quand ils peuvent. Moi, je crois que les bourgeois s'ennuient et que c'est souvent des histoires malpropres qui les occupent. Ils se servent bêtement de leur argent et il ne faut pas que l'ouvrier qui en a un peu fasse pareil. Les pires, c'est ceux qui ont perdu l'argent et gardé la bêtise, la vanité bourgeoise et qui ont honte d'être réduits à vivre comme les ouvriers.

Un employé estime que les vieilles classifications disparaissent, sans que la question essentielle soit pour autant résolue. Il la pose nettement, c'est celle du prolétariat :

Considérer la société divisée en classes hermétiques les unes les autres est une conception fausse ; cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que notre époque bouleversée ne permet plus de délimitation précise entre différentes catégories d'individus ; ensuite, parce que les critères qui servaient à définir ces classes ne sont plus valables.

Il semble bien, en effet, que les classes, en s'interpénétrant, sont en voie de disparition. Quant à leur lutte et à son efficacité, il y a déjà un certain temps que leur inanité est prouvée ; les partis eux-mêmes renoncent à s'en faire un tremplin.

Sans doute, il existe en France une ligne de démarcation entre certaines catégories d'individus. Cependant, elle n'est pas très précise, car la crise économique a voué au prolétariat une certaine partie de la bourgeoisie.

Il est injuste, en effet, que le travail disqualifié soit supporté toujours par les mêmes hommes, les contraignant à un sort dégradant pendant une partie de leur existence. L'institution d'un « service civil » devrait permettre justement la libération du prolétariat en l'abolissant.

Sorti de la classe ouvrière, qu'il ne renie pas, bien au contraire, ce jeune écrivain peut, grâce à sa maturité d'esprit, porter sur le cas de ses camarades un regard plus clairvoyant et un jugement plus ferme :

Ma classe ? Où me classer ? Malgré qu'ils en aient, les intellectuels issus du peuple sont dans une espèce de *no man's land*. Je me sens cependant intimement lié aux vertus, aux faiblesses, au sort de la classe des travailleurs.

La disparition des classes est à lointaine échéance (à moins de subversion brusque de l'ordre existant, comme en Russie).

La lutte des classes est-elle efficace ? Pour la classe attaquante, oui. Pour l'intérêt général du pays, oui encore, puisque l'égoïsme des possédants interdit l'emploi d'autres formules. Je lisais, il y a quelques jours, une circulaire de M. Billiet : « Nous assistons à une ascension irrésistible du *salariat*, qui entend participer plus directement qu'autrefois à la direction des affaires et de la chose publique. Les *forces d'ordre* en semblent complètement désemparées. »

Goûtez-vous comme moi l'opposition des deux termes que j'ai soulignés ? M. Billiet exprime là une opinion qui est celle d'un grand nombre de capitalistes. Pas de tous ? D'accord, mais si nous nous tournons vers la grande bourgeoisie libérale, intelligente, ouverte aux idées nouvelles, nous entendons parler du « matérialisme sordide des masses ». C'est plus grave encore.

Démarcation nette entre la bourgeoisie et le prolétariat ? Non. Risquons une définition très approchée. On est bourgeois à partir du moment où l'on *peut*, avec son argent, faire faire à d'autres le travail qu'on pourrait faire soi-même (domestiques), ou sur lequel on réalisera un bénéfice (salariés). Bien entendu, comme sur toute démarcation, on trouve des gens qui sont à cheval.

Nous souffrons :
Et d'une répartition inégale des fortunes (plus que des salaires) ;
Et d'une répartition inégale des tâches.
La seconde — qui existe — ne doit pas cacher la première.

La réponse suivante est paysanne. Au milieu de formules un peu générales, on trouvera des détails précis, mordants et l'expression d'un désir profond d'apaisement des luttes stériles par une organisation nouvelle, plus juste ; on devinera aussi une certaine méconnaissance bien explicable des conditions de la lutte menée par la classe ouvrière :

La notion de classes, telle que l'ont entendue nos aînés, est pour nous du domaine du passé. Nous la remplaçons par la notion de milieu. Cela veut dire que nous estimons qu'il ne doit plus y avoir, à l'heure actuelle, de classes dirigeantes et de classes dirigées ou, pour employer la phraséologie marxiste, de capitalisme gavé, détenant tous les leviers de commande, et de prolétariat opprimé. Nous estimons, au contraire, qu'il y a des dirigeants, ou une élite, dans toutes les classes ou, pour mieux dire, dans tous les milieux.

a) Nous nous sentons liés aux vertus de notre milieu, mais pas du tout à ses faiblesses et à ses fautes, que nous voulons au contraire essayer de corriger ;

b) Nous sommes absolument opposés à la lutte stérile des *classes*. Nous voulons travailler, dans la collaboration complète de tous les milieux, à refaire un ordre social chrétien où il y aura plus de justice sociale et plus de charité ;

c) La « classe » paysanne a ses vertus et ses faiblesses. Sa force est faite de ses traditions familiales imprégnées d'esprit chrétien. Sa faiblesse, c'est l'esprit d'individualisme qui anime trop de ses membres ;

d) Dans notre région de petite propriété, il n'y a pas de prolétariat rural. Quant à ce que l'on est convenu d'appeler la bourgeoisie rurale, ce sont les propriétaires terriens qui n' « œuvrent » pas habituellement de leurs propres mains ;

e) Inégale répartition des tâches : Je pense que l'on a mis bien longtemps à s'en apercevoir. John Ruskin signalait déjà avant la fin du siècle dernier les dangers de la division du travail à outrance et l'encyclique *Rerum Novarum* est, je crois, assez explicite sur le sujet.

Du jeune professeur catholique qui, plusieurs fois déjà, a fourni un témoignage généreux et mesuré, cette réponse simple mais non pas vague :

Quant à l'ordre social actuel sur quoi est centré votre dernier groupe de questions, je le juge naturellement très imparfait, à peine digne — dans son état présent — du nom d'ordre. Les remèdes proposés pour l'améliorer ne me tentent pas tous, il s'en faut.

La lutte des classes n'offre, à mon gré, guère que des inconvénients. Lutte des classes jusqu'à quand ? Jusqu'à l'établissement de la dictature de l'une d'elles ? Non, vraiment, je préfère une autre solution. Ou encore, après quelques années de dictature, me promettra-t-on la disparition des classes ? Mais je n'y crois pas à cette disparition ! J'avoue que je ne me représente pas une

société sans classes. Quand il s'agit d'organisation sociale, je me rappelle toujours l'enseignement de saint Paul à ce sujet. Il parle de l'Église, sans doute, mais les principes qui valent pour elle doivent valoir pour toute société humaine. Et non pas seulement les principes qui établissent l'utilité de tous dans la société par comparaison avec le corps, mais encore, et surtout, les leçons de morale sociale qui en découlent. Car, je rêve de voir disparaître la classe des miséreux, des « prolétaires » au sens strict du mot. Il me semble impossible de réaliser une société sans classes — les ordres religieux, eux-mêmes... — mais un chrétien doit travailler à établir une société où nul ne sera l'esclave de son voisin.

J'espère en la collaboration des classes bien plus qu'en leur opposition et leur lutte pour arriver à une transformation — indispensable — du monde où nous vivons. Pour éclairer pleinement ma position, il me suffira d'ajouter que je suis inscrit aux Équipes sociales, et que ce mouvement, cette œuvre, m'enthousiasme.

Une jeune fille, qui s'occupe actuellement des questions sociales et répugne à toute théorie, fait des remarques fort pertinentes sur la nature du travail. Déjà elle voit s'ordonner l'harmonie...

Travail qualifié et travail servile. — Je les distingue de la manière suivante : l'esprit humain me semble un tout, par lui-même, et il est fait pour concevoir un ensemble. Le travail doit développer harmonieusement toutes ses cases. Donc, travail noble celui qui est synthétique, celui qu'on a pu concevoir dans son ensemble avant d'en exécuter les parties, celui qui demande de l'initiative et qu'on peut commencer soit par un bout, soit par l'autre. En ce sens, le travail agricole pour l'homme, les travaux ménagers pour la femme sont à mes yeux des activités nobles. Le travail à la chaîne ne me semble odieux qu'en raison de sa spécialisation outrancière qui condamne l'homme au développement monstrueux d'une case et à l'atrophie des autres, donc au déséquilibre. J'ai dit que le sens social me semblait la plus grande conquête de notre temps. Le travail mécanique, sa déformation caricaturale me paraît notre plus grande honte. Le problème n'est-il pas encore le même que plus haut, et c'est si simple ! Faire du travail un organe sain et entier, relativement indépendant, dans le cadre d'un organisme bien équilibré. Noble pour moi, le travail de la cuisinière qui aura réalisé la préparation délicate d'un bon menu. Beaucoup moins noble, celle de son patron, employé d'agent de change, qui aura passé sa matinée à transmettre des ordres de Bourse.

Un jeune artiste malmène assez vivement les « bons bourgeois », gibier déjà cuit :

Je ne me sens pas lié à ma classe. Je l'espère toujours moins incompréhensive, insensible et égoïste, et suis presque toujours déçu. Mais il est si facile de dénigrer la bourgeoisie qu'on se tait.

Je crois à la disparition de classes comme la bourgeoisie actuelle qui ne sont que des apparences de classes.

Mais je crois à une hiérarchie des êtres et donc à une existence profonde de classes. La lutte des classes en tant que classes étiquetées est absurde. Les classes vraies prennent peu à peu leur place.

Au rebours des espoirs exprimés par plusieurs concernant une éventuelle et désirable collaboration des classes, un jeune ingénieur fait la remarque suivante :

Collaboration et union des classes dont « en définitive, les intérêts sont communs », « union sacrée des classes », etc... Ce sont des utopies et des bobards. Par contre, je crois à une rencontre des hommes et, entre eux, à un accord, mais sur des bases radicalement différentes de celles sur lesquelles l'actuel contrat est passé entre capital et travail. Ce n'est pas au niveau des classes — idée démocratique folle ! — mais des entreprises, de chaque entreprise que l'entente doit se faire entre dirigeants et ouvriers, parce que c'est à ce niveau seulement qu'il y a de *réels intérêts communs*, à condition, bien entendu, que ces hommes soient groupés en vue de l'exploitation, d'une matière industrielle ou commerciale, par leurs travaux associés, et non point que quelques-uns, forts de leur puissance financière, veuillent exploiter le travail des autres, faibles de leurs misères, en vue d'une production sans cesse accrue et de bénéfices unilatéraux.

Une jeune femme qui travaille pour ses enfants, mais a été élevée bourgeoisement, fait les observations suivantes :

Il y a deux classes : celle dont la vie matérielle est assurée — la bourgeoisie ; celle qui lutte chaque jour pour se l'assurer — le prolétariat. S'embourgeoiser, n'est-ce pas, en effet, gagner d'abord de l'argent suffisamment pour pouvoir s'offrir un train de vie qu'on ignorait jusque-là ? Et ces deux classes travaillent. Seulement, dans la première, on trouve les situations libérales, celles qui exigent d'assez longues et coûteuses études, mais donnent une grande indépendance qui permet à la personnalité de s'exprimer, de se développer dans tous les ordres qu'il lui plaît. Au contraire, dans la deuxième, c'est proprement le métier, où le corps donne plus que l'esprit, où le souci du lendemain ôte à l'individu le désir, la possibilité de se perfectionner. De sorte que le remède serait une répartition mieux étudiée des fortunes, de la propriété, afin que chacun ait un minimum qui le libère des soucis trop lourds de la vie quotidienne ; plus simplement, il faudrait que les prolétaires aient tous quelqu chose à eux (petite maison, quelque argent à la Caisse d'épargne, une assurance souscrite) pour que, le cas échéant où ils seraient sans travail (maladies chômage), leur famille ne se trouve pas du jour au lendemain à la misère.

Assurance d'un minimum de vie, transformation du régime du salariat, participation plus directe de l'ouvrier à la marche de la « maison » pour laquelle il travaille, ordination nouvelle des classes, telles sont en résumé les revendications sociales et économiques que tous, ouvriers et jeunes bourgeois, sont d'accord pour souhaiter. Deux types, celui du bourgeois égoïste, et celui du prolétaire abêti, sont unanimement condamnés, réprouvés, honnis. Il appartient aux jeunes bourgeois de tuer le premier en ne le reproduisant pas, il revient à tous

de concevoir un ordre économique et social nouveau, tel que la prolétarisation de l'homme soit impossible.

*
* *

Ce qui personnellement me frappe dans ces observations souvent judicieuses de jeunes gens si divers, c'est l'honnêteté de leur bon sens, la simplicité clairvoyante avec laquelle ils abordent les questions et reconnaissent, à l'occasion, les limites de leur information et celles de leur imagination. De cette qualité il semble pourtant que le revers surtout soit apparent. Ce revers c'est la faiblesse, la défiance de soi qu'implique une conscience trop passive des difficultés. Comment s'expliquer autrement que les mots d'ordres simplistes et péremptoires proposés par les « hommes du jour » de droite et de gauche aient aux yeux de beaucoup de jeunes un tel prestige? Chacun, sur le plan de sa compétence propre, aperçoit que ces plans bâclés et ces prophéties retentissantes dissimulent mal une méconnaissance des réalités auxquelles ils prétendent s'appliquer et une absence manifeste de force constructive.

Aussi, faute de foi dans la puissance créatrice de leur intelligence et d'une méthode d'action incarnant un idéal nouveau, les jeunes, perspicaces et prudents comme des anciens, paraissent voués à cet embrigadement auquel ils répugnent, à ces compromissions dont ils pressentent le danger sans pouvoir leur résister *en les devançant*. Beaucoup d'entre eux cèdent finalement à un optimisme sceptique ou à un pessimisme fataliste. Les premiers s'abandonnent aux grands courants qui dévalent dans le sens de la facilité démagogique ou tyrannique, les seconds se retranchent dans un égoïsme dédaigneux et impuissant par lequel ils pensent se prémunir contre la contagion des fièvres collectives.

C'est parce que je crois que les plus avertis et les meilleurs d'entre nous sont à la merci de ces défaillances de la générosité ou du jugement que j'en évoque le danger. On n'est pas ici pour se congratuler, mais pour se connaître et s'épauler.

XAVIER DE LIGNAC

(A suivre.)

LA GRAND'MÈRE

Le récit que nous présentons à nos lecteurs est extrait d'un livre (qui doit paraître prochainement sous le titre de *Campagne*), livre appelé, croyons-nous, à attirer vivement l'attention du public lettré.

Raymonde Vincent, qui l'a écrit, s'est formée complètement elle-même. En effet, l'isolement de la ferme où elle vécut enfant et diverses circonstances domestiques firent qu'elle n'alla jamais en classe. A dix-sept ans, elle ne savait pas lire. Quelque temps avant de quitter sa province, elle reçut les premiers rudiments et, très vite, elle sentit qu'il lui était nécessaire d'écrire. Elle travailla avec obstination et, comme on s'en convaincra, finit par prouver qu'il est des dons qui peuvent s'affirmer dans les circonstances les plus défavorables.

(N.D.L.R.)

Dans un petit village du Berry, Marie, une orpheline de quinze ans, vivait seule avec sa grand'mère, une vieille paysanne de quatre-vingts ans, quand la guerre éclata. L'oncle de Marie, Aimable, un cultivateur des environs, fit proposer à la grand'mère de venir s'installer chez lui dans la ferme qu'il avait louée deux ans plus tôt. « Il lui fallait du monde pour aider à la maison, maintenant qu'il avait ce grand domaine. » La grand'mère hésita longtemps. Elle aimait la solitude. Mais elle finit par accepter, par amour pour Marie, car elle craignait qu'après sa mort la jeune fille restât seule. D'ailleurs Aimable promettait de traiter celle-ci « comme la fille de la maison ».

La grand'mère et Marie viennent de s'installer chez Aimable quand commence le récit que nous publions. Auprès d'Aimable, qu'on appelle « le maître », vivent également tante Victoire, sa sœur, et ses quatre enfants, dont les deux aînés, Robert et Laurent, ont respectivement dix-huit et quinze ans.

Les grands jours étaient finis. La batteuse avait passé, et maintenant trois grosses meules de paille s'alignaient à nouveau au bord du chemin derrière la ferme. Tante Victoire et le maître avaient décidé entre eux de garder Marie à la

maison sitôt que les grands travaux des champs seraient achevés. — « Parce que, disait le maître, à présent c'est juste le bon moment pour lui apprendre à tenir ferme les rênes dans les affaires de la maison. » Tante Victoire était du même avis, parce qu'elle se sentait vieillie, qu'elle travaillait lentement et qu'elle voyait venir les choses de loin. Elle savait bien que, lorsque deux ou trois années se seraient encore écoulées, elle aurait besoin que quelqu'un d'autre prît sa place.

Lorsque sa sœur disait devant lui qu'elle se sentait vieillir, qu'il vaudrait peut-être mieux qu'une autre la remplaçât bientôt, le maître devenait subitement triste, et immanquablement il répondait, tant cela lui serrait le cœur :

« Dis donc pas ces choses-là, ma sœur, puisque tu connais si bien ma façon de penser. A présent que tu es venue, faut que tu restes[1]. Tu sais bien que pour moi c'est sacré ; sans ça, ce serait pas la peine que tu te sois donné autant de mal. Et puis, vois-tu, tant que les choses seront ce qu'elles sont, faudra que tu restes là, à la même place, parce que pour moi, y a des choses qui pourraient plus être autrement à présent. » Et cela voulait dire : tant que je vivrai, j'aurai besoin de toi, j'aurai besoin, même affaiblie, de te voir garder la place que la nécessité t'a choisie dans cette maison. — « Et puis, d'ailleurs, ajoutait-il, j'ai idée qu'on pourra bien faire quelque chose de Marie à la longue ; a sera bien encore capable de t'aider quand le moment sera venu de le faire. »

Marie commençait à ne plus mener les bêtes aux champs. Les deux petits y allaient seuls, mais lorsque c'était un peu loin, ou dans un endroit des bois trop isolé, la grand'mère les y accompagnait. Ce dimanche-là, cependant, les maîtres voulurent emmener les enfants avec eux à la messe, qui devait être dite à la chapelle du château[2]. La grand'mère prit très mal que sa petite-fille n'y assistât pas elle aussi, mais il fallut pourtant que Marie conduisît le troupeau de vaches aux champs. — « Tu vas les mener dans le champ de la Vallée, lui dit le maître en l'aidant à les faire sortir de l'étable. »

1. Victoire ne vit avec son frère que depuis qu'il s'est installé dans cette ferme, à la suite de la mort de sa femme.

2. La ferme louée à Aimable appartient à des châtelains.

Ce champ se trouvait être le plus éloigné de tous ceux de la ferme et le dernier des terres du domaine. Après lui, il n'y avait plus que les forêts, qui devaient s'étendre très loin, puisque aucune des personnes de la ferme n'en connaissait la fin. Le champ de la Vallée se trouvait à l'extrême limite du parc dont il était encore séparé par une épaisse futaie. De toutes parts, les bois l'entouraient et il était si solitaire que les enfants n'y allaient pas volontiers seuls. Pour Marie, qui au contraire aimait beaucoup cet endroit, c'est le cœur tout joyeux qu'elle se mit en route avec son troupeau. Il fallait faire un très long détour pour y arriver, suivre longtemps en plein bois le chemin qui contournait les clôtures du parc ; parfois, brusquement, la haute haie taillée s'interrompait, et l'on voyait filer entre les parois des grands chênes une large allée toute droite qui aboutissait aux murs blancs du château.

Marie se sentait heureuse de retourner aux champs. Ces premiers mois passés à la maison, où il fallait sans cesse obéir à tante Victoire, qui pourtant commandait bien doucement, lui avaient souvent paru durs. Elle avait de la peine à poursuivre longtemps la même tâche ; très souvent, lorsqu'elle était seule, elle était encore tentée de reprendre ses jeux d'autrefois. Il arrivait même qu'elle s'ingéniât à faire un amusement de sa besogne, et elle y parvenait très bien, mais de cette façon elle n'avançait guère à l'ouvrage. Souvent, lorsque tante Victoire revenait, presque rien n'était fait de ce qu'elle avait commandé, et Marie, sentant soudain ses torts, se mettait à avoir peur de la vieille femme. Pourtant, pas une seule fois tante Victoire ne la gronda méchamment ; la nécessité du travail échappait encore à l'idée que Marie se faisait de la vie.

Ce matin, s'en sentant débarrassée, elle se trouvait tout à fait heureuse. Le vieux chien Faraud l'accompagnait, le chien de Robert était là aussi, tournant autour des bêtes qu'il surveillait de très près. Il restait indifférent aux flatteries de Marie, qui tentait de l'apprivoiser. Il allait et venait sans cesse le long du troupeau, flairant le sol humide, avec l'air de se considérer comme seul responsable de ce qui pourrait arriver. Les vaches marchaient en une longue file docile et lente, que Marie et Faraud suivaient sans inquiétude. La première en tête, la plus ancienne à la ferme, puisqu'on l'y

avait trouvée en y arrivant, les menait toutes. C'était une grande bête rouge et blanche avec de hautes pattes maigres. Elle devait connaître très bien les chemins, puisqu'aux deux carrefours, là où ils partaient en éventail dans les bois, elle suivit le bon, sans hésiter, jusqu'à ce qu'on fût arrivé au champ de la Vallée. Lorsque les vaches y furent, elles s'éparpillèrent et se mirent à brouter tranquillement.

C'était une matinée claire, toute blanche, sans soleil encore. Des brouillards nocturnes se traînaient sous les grands arbres, à la lisière des bois, où paresseusement ils se dénouaient. Il faisait frais. Le soleil devait être levé depuis longtemps, quoiqu'on ne le vît pas encore ; c'est à peine si on le devinait au delà de la couche laiteuse qui recouvrait le ciel entier. Cependant, au-dessus des futaies, un mince filet de lumière rose apparut bientôt et un premier rayon tomba de biais sur le dôme roux d'un chêne qu'il illumina. Marie avait froid. Elle se tenait accroupie au bord du chemin, guettant l'endroit où le soleil apparaîtrait d'abord pour aller s'y réchauffer. Ce fut justement là où elle se trouvait qu'il arriva en premier. Il glissa tout doucement vers elle sur cette belle allée qui, à travers les forêts, remontait en droite ligne jusqu'au château. Peu à peu la rosée disparut, la voûte du ciel pâle apparut et s'élargit immensément. Marie s'était étendue de tout son long sur la terre séchée du chemin. Faraud commençait à bâiller d'aise à mesure que la chaleur assouplissait ses pattes raidies autant à cause de son grand âge que par les fraîcheurs matinales. Ils se levèrent bientôt tous les deux, et commencèrent par remonter ensemble jusqu'à l'endroit où, par la trouée du bois, on voyait un peu des murs blancs de la chapelle. Vers le haut, les branches des arbres se rejoignaient, formant ainsi une voûte ajourée, doucement bruissante, à travers laquelle la lumière du ciel léger pénétrait. Des deux côtés de l'allée, sous les arbres, au bord des petits fossés moussus, des limaces rouges se traînaient. Leur corps luisant prenait un éclat tranquille dans l'ombre automnale de la forêt. A terre, Marie trouva quelques noisettes tombées ; cela lui donna l'idée d'entrer dans le bois pour voir s'il y en avait encore. Mais il était déjà trop tard ; il n'en restait plus une seule aux branches jaunies, que la jeune fille visita minutieusement. Au lieu de

noisettes, Marie découvrit sous un chêne toute une étendue de girolles dressées hors des mousses. Elle les ramassa et les déposa au pied de l'arbre, se disant qu'elle les prendrait au retour, puis elle continua à chercher. Elle alla longtemps sans en trouver, mais elle prenait tant de plaisir à marcher ainsi toute seule dans la forêt, qu'elle s'enfonça toujours plus loin.

En levant la tête pour éviter la gifle d'une branche, elle vit un nid énorme accroché tout en haut d'un arbre ; elle eut alors envie de monter voir ce qu'il y avait dedans ; l'arbre était un jeune hêtre, lisse, flexible, qu'elle enserra de ses jambes et dont elle fit l'ascension à la force des poignets et des genoux. Lorsqu'elle fut au faîte, elle ne trouva rien dans le nid, qui devait être vide depuis le printemps, mais elle émergea au-dessus de la forêt entière, et d'un coup elle découvrit toute une mer de feuillage, que les dômes sombres des chênes vallonnaient. C'était comme une pente douce qui, telle une grande vague, faisait un pli profond et finissait par rejoindre l'horizon que, très loin et très haut, elle barrait sur toute sa longueur d'une épaisse ligne sombre. Marie envia l'oiseau bleu qu'elle vit descendre puis remonter les deux versants de cette vague énorme. Il surgit des profondeurs sous-marines de la forêt, s'éleva dans l'air léger, s'enflamma sous les rayons rouges du soleil, fit une longue descente planée et chut à l'horizon, comme happé par les merveilleuses mains de l'inconnu.

Marie avait dû rester longtemps sur l'arbre, car, lorsqu'elle en redescendit, elle ne se rappelait plus au juste par quel côté elle était venue. Elle tenta de retrouver le chêne près duquel elle avait déposé les champignons, mais ce fut en vain, et elle s'entêta. Elle chercha si longtemps, avec une telle obstination, qu'à la fin elle fut prise d'une sorte de fièvre. Elle n'arrivait plus à éviter les obstacles, qu'elle ne voyait que trop tard, lorsque déjà elle y était à moitié engagée. Cent fois elle crut reconnaître un endroit où elle était passée pour venir ; aussitôt elle s'imaginait apercevoir, au pied du chêne le plus proche, le petit tas jaune des girolles qu'elle y avait déposées. Tout à coup, elle s'entendit parler et s'écouta dire : « Mon Dieu ! et mes vaches ! Pourvu que le chien ne les ait pas laissées s'en retourner toutes seules ! » Et elle fut effrayée de n'entendre

le son de sa voix qu'une seconde après qu'elle eut prononcé ces mots. Ensuite, elle se rendit compte qu'elle parlait seule depuis un bon moment déjà, mais elle ne put se rappeler ce qu'elle avait dit. Elle sentit seulement une forte migraine lui alourdir la tête, et, renonçant aux champignons, elle tenta de s'orienter vers le champ. Elle était tant de fois revenue sur ses pas, elle avait tant tourné sur place sans s'en rendre compte, qu'il fallut qu'elle essayât toutes les directions, avant de réussir à sortir du bois. Seulement, au lieu de se retrouver dans le champ de la Vallée, elle déboucha sur les pelouses du parc, juste derrière le château. Elle se renfonça vite dans le bois, de peur qu'on ne l'aperçût et, une fois qu'elle eut réussi à retrouver l'allée de la futaie, elle se mit à courir aussi fort qu'elle put vers le champ. Mais il était vide lorsqu'elle y arriva ; elle eut beau le parcourir dans tous les sens, fouiller tous les recoins des lisières, nulle part il n'y avait trace de vaches. Elle remarqua que le soleil commençait à redescendre, et elle se dit qu'il devait être passé midi. Marie sentit soudain combien cet endroit était solitaire ; maintenant qu'elle était en peine, le silence des bois tout autour d'elle lui paraissait énigmatique et même hostile.

Alors seulement, elle se rendit compte qu'elle avait passé des heures dans la forêt et que la cloche du château, qu'elle avait entendue sans y faire attention, avait sonné midi depuis bien longtemps. Elle se dit que les vaches, tourmentées par la soif, avaient dû reprendre seules le chemin du retour, et que, si elle avait la chance de les rattraper à temps, les bêtes n'arriveraient pas sans elle à la ferme. Elle repartit aussitôt au grand galop, toujours suivie de Faraud, qui trottait derrière elle en laissant pendre de côté sa longue langue inondée. C'est ainsi qu'ils arrivèrent derrière les bâtiments de la maison sans avoir rencontré de vaches en route. Où pouvaient-elles bien être à présent ? se demandait Marie avec angoisse. Dans la poussière du chemin, aucune trace de leur retour n'était visible ; toutes les marques de pas se dirigeaient vers l'allée. Elle n'osait s'approcher de la cour qu'elle devinait vide, tant le silence était grand autour de la ferme. Elle allait s'en retourner, se mettre à fouiller la forêt avec le chien, tâcher de le lancer sur les traces des vaches et peut-être les découvrir

enfouies dans les taillis, lorsque brusquement Laurent déboucha au coin de la maison. Sitôt qu'il la vit, il s'arrêta net au milieu du chemin, comme frappé de peur, et quand enfin il s'avança vers elle, Marie remarqua, à mesure qu'il approchait, combien il paraissait bouleversé. Lorsqu'il l'eut rejointe, il demanda :

— Qu'est-ce que t'as fait, Marie? Où c'est que t'étais? J'ai été deux fois au champ de la Vallée pour te chercher, parce que les vaches sont revenues toutes seules à la maison. Elles sont revenues par le parc qu'elles ont traversé, et pendant que tout le monde était à la messe, elles ont tout arraché les parterres de fleurs devant le château. C'est la comtesse qui les a vues la première en sortant de la chapelle. Elles étaient en train de se promener sur la terrasse et elles traînaient sur les pelouses les restes de fleurs arrachées. Y paraît que la comtesse s'est mise tout de suite à crier, à appeler tout le monde, le jardinier, le cocher, tous les domestiques, pour qu'y se mettent après et qu'y les chassent. C'est comme ça qu'a sont revenues à la maison. Un moment après la comtesse arrivait, elle aussi, hors d'elle, furieuse et elle s'est mise à crier, dans la cour, qu'elle voulait casser le bail. Le maître et la tante Victoire, qui venaient tout juste d'arriver de la messe, lui ont rien répondu ; après ça son mari est venu aussi et c'est lui qui l'a remmenée. Ensuite de ça, quand ils ont été repartis, mon père s'est mis en route pour aller au château et y jurait après toi en s'en allant. Ta grand'mère s'est tout de suite mise en route pour tâcher de te retrouver, et puis moi aussi je suis parti. J'ai pris par le parc pour être plus vite arrivé au champ de la Vallée. Mais t'étais pas là et je t'ai bien appelée dans toutes les directions, seulement tu m'as pas répondu. Tandis qu'il achevait de parler, son menton s'était mis à trembler et il était tout prêt à pleurer ; Marie, que la peur venait tout à coup de saisir, sentit ses jambes fléchir sous elle.

— Faut que tu viennes tout de suite à présent, tu sais, Marie, dit Laurent, parce que sans ça mon père sera encore bien plus en colère après toi.

— Qu'est-ce qu'y va me faire, mon oncle, dis-moi ce qu'y va me faire, Laurent? demanda-t-elle en se mettant à pleurer.

— Pleure pas, Marie, dit-il en l'entraînant vers la maison.

Au moment d'en tourner l'angle, elle sentit le cœur lui manquer, s'appuya au mur quelques instants et attendit pour avancer qu'un peu de courage lui revînt. Laurent essayait toujours de l'y entraîner en disant :

— Viens, Marie, et tu verras qu'y te fera rien, le maître, si tu viens tout de suite.

Tout à coup elle se décida : elle essuya ses larmes sur sa manche et elle pénétra dans la cour, où son cousin la précéda.

Tout le monde avait déjeuné depuis longtemps et ils étaient tous prêts à partir pour la sortie du dimanche, mais chacun attendait encore le retour de Marie pour savoir ce qui se passerait. Il régnait un silence terrible dans la cour ; Marie le sentit lui tomber sur les épaules, tandis qu'elle s'y avançait. Ce fut Robert qui, le premier, apparut à la porte des écuries où il resta à la regarder sans mot dire. Mais Marie s'immobilisa soudain, car le maître, un fouet d'écurie à la main, venait de sortir de la maison... Elle pensa bien tout de suite qu'il n'était pas possible que ce fût par hasard qu'il eût ce fouet avec lui. Lui aussi s'arrêta et la regarda de loin ; puis il s'approcha et, restant à quelques pas d'elle, il dit :

— Viens ici, Marie.

Mais elle n'osa pas bouger.

— Je t'ai dit de venir ici, Marie, répéta-t-il plus fort.

— Voyons, Aimable, appela tante Victoire, qui, restée sur le pas de la porte, n'osait pas intervenir.

Il fit comme s'il n'avait rien entendu.

— Où étais-tu ? demanda-t-il.

Marie n'eut pas la force de lui répondre.

— Je te demande où tu étais, cria-t-il, vas-tu me répondre ?

— J'étais dans le bois, mon oncle, répondit-elle en levant vers lui ses yeux affolés.

Une gifle énorme, puis deux, puis trois et d'autres encore, lui envoyèrent la tête en tous sens ; ç'allait être le tour du fouet, mais un bras sec, tendu, agité, arrêta net la main levée.

— Je vous défends de toucher à ma petite-fille, je vous le défends, vous m'entendez bien, dit la grand'mère en se dressant devant lui. Elle le dominait de toute la tête, longue et osseuse, toute redressée de colère.

— Grand'mère, je n'ai besoin de personne pour apprendre à ma nièce à marcher droit, répondit le maître.

— Mais moi, vous m'avez bien entendue, je vous ai dit que je ne voulais pas que vous portiez la main sur ma petite-fille, répéta-t-elle, élevant sa vieille voix toute frémissante d'indignation.

— Grand'mère, j'ai fait ce qu'il fallait, répondit-il, et il s'en alla à grandes enjambées.

Elle le regarda partir, retenant à grand'peine les injures qu'elle sentait lui monter à la tête. Puis elle se tourna vers Marie qui n'avait pas bougé de place et, la prenant par la main, elle l'entraîna avec elle derrière la maison, où elles allèrent s'asseoir sous les arbres au bord de la mare.

Marie sentait tinter dans sa tête vide une sorte de tapotement douloureux que machinalement elle essayait d'apaiser en se frottant la nuque. Elle s'assit en face de sa grand'mère et, incapable de dire un mot, tendit vers elle son visage endolori. La vieille femme tira de sa poche un mouchoir qu'elle porta au nez de l'enfant, où une grosse goutte de sang noir commençait à perler.

— Dis-moi au moins la vérité à moi, Marie, dit-elle. Où donc que t'étais et qu'est-ce que tu as fait de toute la matinée?

— J'ai été dans le bois, grand'mère, répondit Marie. J'avais trouvé des girolles et je pensais en trouver d'autres encore, c'est pour ça que j'ai continué à chercher. Mais j'en ai point trouvé et après je suis montée sur un arbre ; seulement quand j'en suis redescendue, je me rappelais plus mon chemin, et à force de marcher je me suis perdue. Après ça, quand j'ai quand même eu retrouvé le champ, les vaches étaient plus là.

Elle n'en put dire davantage et elle éclata en sanglots. Elle laissa tomber sa tête sur les genoux de sa grand'mère et elle y resta à pleurer. La vieille femme la garda ainsi près d'elle, sans lui parler, sans la caresser, sans même tenter de la consoler. Tandis que Marie reposait sur ses genoux, elle regardait au loin devant elle, et à la longue des larmes finirent par glisser le long de son visage immobile.

Tante Victoire, qui les avait cherchées, les avait aperçues de loin, mais d'abord elle n'osa pas s'approcher, parce que la grand'mère l'intimidait, tant son chagrin était terrible à

voir. Tante Victoire sentait bien que, s'il lui était facile d'avoir vite raison de la peine de Marie, il n'en serait pas de même pour ce qui était de la grand'mère. Car, la connaissant depuis longtemps, elle était bien sûre que jamais rien ne pourrait effacer ou même atténuer dans l'esprit de la vieille femme ce qui venait de se passer. Il y avait bien quelque temps déjà que tante Victoire remarquait chez elle une sorte d'obscure hostilité envers tous et contre tout. Une incompréhensible malveillance nuançait de façon menaçante toutes ses attitudes envers ceux de la ferme. Quand on avait dû faire travailler Marie, la commander, on n'avait jamais pu agir à sa guise ; il fallait d'abord compter avec la grand'mère, toujours hostile à un ordre, une coutume, une manière de faire qui ne venait pas d'elle. Un jour que tante Victoire ne savait plus comment s'y prendre, elle avait dit à la grand'mère : « Mais voyons, Louise, pourquoi ne menez-vous pas vous-même votre petite-fille? Faut qu'elle apprenne à travailler à présent, et a vous écouterait bien mieux que moi. » Mais la vieille femme lui avait sèchement répondu : « Ici je ne suis plus chez moi et j'ai point le droit d'y commander personne. »

Alors tante Victoire avait pensé : « Si c'est comme ça, ça veut pas aller bien longtemps ». Cependant elle ne disait rien, parce qu'elle était patiente et qu'elle aimait mieux retarder autant que possible la dispute plutôt que de la provoquer. Elle la redoutait de toute son âme. On ne savait jamais exactement d'où venait la colère de la vieille femme, ni quelles en étaient les raisons, mais on la sentait prête à saisir la moindre occasion d'aggraver ses obscurs griefs. Elle était là parmi eux, silencieuse, toujours à l'affût, et tellement inquiétante que tante Victoire n'osait jamais lui dire, comme elle en avait si souvent envie : « Mais dites-nous donc, au moins, ce que vous avez, ce qui vous manque ou bien ce qu'on vous a fait qui vous aura pas plu. » Jamais la grand'mère ne cherchait à cacher son étrange humeur, et de son côté le maître faisait de moins en moins d'efforts pour n'y pas prendre garde. Il en avait assez et il commençait à s'énerver. Lorsqu'ils en parlaient entre eux, tante Victoire disait : « Vaut mieux la laisser tranquille, vois-tu, Aimable

sans ça faudrait se fâcher. » Mais le maître répondait : « Si tu veux mon avis, eh bien, elle est invivable, cette femme-là, et je me demande bien où ça va nous mener, tout ça. »

La scène de la matinée avait tellement bouleversé tante Victoire que maintenant elle ne savait plus comment s'y prendre pour se rapprocher des deux femmes. Elle était revenue plusieurs fois les observer de loin sans oser s'approcher ; à la fin pourtant elle se décida. Elle vint s'accroupir près de Marie, qu'elle retira doucement de dessus les genoux de sa grand'mère où elle avait fini par s'endormir. Tante Victoire lui releva les cheveux, qu'elle avait dans la figure et, lui essuyant le visage avec son mouchoir, elle dit :

— Marie, ma petite fille, écoute-moi, mon enfant, tu vas venir avec moi à la maison et je vas te donner quelque chose à manger.

Mais Marie refusa d'abord, parce qu'elle avait peur que son oncle fût là.

— Y a longtemps qu'il est parti, dit tante Victoire, et y veut pas revenir avant ce soir ; mais toi, Marie, faut que tu viennes, ajouta-t-elle, parce que tu peux pas rester comme ça sans avoir rien mangé depuis si longtemps.

— Pour sûr qu'a s'est rien mis dans le corps depuis hier, répondit amèrement la grand'mère.

Quand elle fut bien sûre que son oncle n'était pas là, Marie se laissa facilement emmener ; mais la grand'mère ne voulut rien entendre, bien que tante Victoire la suppliât presque de venir prendre une tasse de café, qu'elle avait préparée exprès pour elle, puisqu'elle n'avait pas déjeuné non plus. Elle lui répondit à peine, de sorte qu'il fallut bien la laisser toute seule, assise sous l'orme près de l'eau. Elle y resta jusqu'à la nuit tombante ; alors seulement, sans que personne la vît, elle regagna la maison où elle se cacha.

Lorsque tante Victoire eut réussi à emmener Marie, elle eut vite fait de la désengourdir, de lui faire secouer une bonne part de son chagrin. Elle commença par lui tailler un morceau de pain, qu'elle prit sur toute la longueur de la bonne miche de ménage, et qu'elle couvrit d'une épaisse couche de fromage à la crème. Après cela, elle lui fit boire une tasse de café. Lorsque Marie eut fini et qu'elles se retrouvèrent bien seules,

assise l'une en face de l'autre de chaque côté de la table, dans la salle silencieuse, tante Victoire dit :

— Te voilà une demoiselle, tu sais, Marie, à présent, et les demoiselles, ça grimpe plus aux arbres. Tu auras bientôt dix-sept ans, et voilà le moment arrivé que tout ça finisse.

— Je l'ai pas fait exprès, répondit Marie qui, toute prête à se remettre à pleurer, reniflait déjà contre les larmes.

— Je m'en doute bien, dit tante Victoire, mais moi je trouve que pour aujourd'hui, t'as bien assez pleuré. Si tu veux, puisque nous voilà restées toutes les deux toutes seules, je vas te raconter une histoire qu'est arrivée à Laurent quand il était pas encore bien grand. Allons, Marie, réponds-moi vite, faut-il la raconter, cette histoire?

Marie cessa ses reniflements et tante Victoire se mit à raconter. Mais il se trouva que cette mésaventure d'enfant, au lieu d'apaiser Marie, l'attrista. Elle écouta un instant le bruit de vielle qu'une guêpe furieuse faisait contre les vitres de la fenêtre en s'y débattant, puis elle sortit dans la cour pour tâcher d'y retrouver son cousin Laurent. Elle eût aimé lui tenir compagnie ; mais, ne le découvrant nulle part, elle se dit qu'il avait dû aller rejoindre ses deux petits frères dans les champs. Longtemps, elle erra derrière les bâtiments, puis elle finit par revenir du côté de la mare, où elle pensait trouver encore sa grand'mère ; mais la vieille femme n'était plus là. Marie sentit tout à coup le vrai chagrin lui revenir ; ce n'était plus seulement à cause de ce qu'elle avait fait le matin, des gifles qu'elle avait reçues, mais aussi à cause de cette histoire de Laurent quand il était petit, à cause de sa grand'mère qui n'était plus là près de la mare et qui ne parlait plus à personne. La nuit était tout à fait venue, Marie était seule sous les grands arbres. Quelque chose lui pesait lourd sur le cœur. Les ténèbres, qui tout doucement tombaient sur la terre, avaient un goût amer. Ce soir, pour Marie, le monde entier et toute la vie n'étaient plus que tristesse.

L'heure du repas arriva ; tout le monde vint se mettre à table, sauf la grand'mère qui ne parut pas dans la salle. Elle refusa de venir, bien que la tante Victoire et Laurent eussent tenté à plusieurs reprises de l'y décider. A la fin, elle leur répondit durement qu'elle voulait qu'on la laissât en

paix, et tante Victoire dut s'y résigner. Mais ce premier heurt violent entre la vieille femme et son frère l'angoissait tellement qu'à table elle ne put absolument rien manger. Marie y avait pris timidement place, elle aussi. Non qu'elle eût très faim, mais pour faire comme les autres, car maintenant qu'elle se sentait pardonnée par tante Victoire, elle pensait qu'il devait en être de même avec son oncle. Cependant, lorsque le maître arriva et la vit qui s'était assise à sa place comme d'habitude, il lui dit :

— Va-t'en au lit, Marie, parce que, pour moi, c'est pas l'habitude qu'on vienne manger à table avec les autres quand on a mal agi.

— Pour ça, c'est bien juste, approuva Robert. Mais le maître lui commanda aussitôt de se taire.

— Oui, tais-toi, Robert, reprit tante Victoire, et à présent ça a assez duré, c'est bien le moment que ça finisse. Marie va rester souper avec nous autres, sans ça je vas finir par croire que tout le monde a la tête à la renverse aujourd'hui. A la fin du compte, moi, je vas avoir fait à souper sans que personne y touche.

Elle se mit soudain en colère ; tout le monde se tut, et Marie, enjambant aussitôt le banc, disparut dans la chambre. Elle se déshabilla dans l'obscurité, se glissa près de sa grand' mère dans le lit où, pressée contre le corps maigre de la vieille femme, elle recommença à pleurer.

Autour de la table, chacun gardait le silence ; seul Laurent, le nez dans son assiette, pleurait.

— Mais qu'est-ce que t'as, toi, à faire un bruit pareil, avec la tête tombée dans ta soupe? lui demanda Robert, d'un ton passablement agressif.

— Toi, t'auras qu'à sortir avec moi après, puisque t'as une si bonne envie de savoir ce que j'ai. Tu verras un peu ce que tu prendras, et à ce coup-là tu verras bien ce que j'ai.

Il écrasa avec la paume de sa main les larmes sur sa joue et redevint brave. Ils patientèrent hargneusement jusqu'à la fin du repas et alors ils se glissèrent dans la cour où, en silence, ils s'administrèrent réciproquement une copieuse volée de coups de poing.

— Attendez un peu, vous autres, je vas venir vous aider,

leur cria le maître qui les surprit au plus fort de la bataille.

Mais tels des chats, ils s'évanouirent aussitôt dans l'ombre. A partir de cet instant, tout fut calme à nouveau autour de la maison.

Le lendemain matin, lorsque Laurent, son frère et Marie s'éveillèrent, le long et bon sommeil de la nuit avait à peu près enterré leur chagrin ; ils n'y pensaient plus. Mais la grand'mère resta toute la journée sans adresser la parole à personne ; cette fois c'était sûr, les choses ne passeraient pas comme ça ; car visiblement, depuis la veille, elles s'étaient gâtées tout à fait entre la vieille femme et le maître.

Un peu plus d'un mois après, le maître dit à Marie, tandis qu'ils déjeunaient : « C'est toi qui conduiras les moutons aux champs aujourd'hui. Faudra les mener sur la grande pelouse devant le château, parce que c'est la comtesse qui me l'a demandé. Elle m'a dit qu'elle avait envie de les regarder brouter de derrière ses fenêtres et qu'y fallait les mener aux champs là-bas pendant plusieurs jours. »

Le fait que l'on pût s'amuser pendant plusieurs jours de suite à regarder brouter un troupeau de moutons les étonna beaucoup. Et il ne leur vint pas à l'idée qu'ils se réjouissaient des mêmes choses. La naissance des veaux avait toujours été un événement à la ferme et lorsque, au printemps, les charmants petits agneaux sautaient si gentiment au soleil en suivant leurs mères aux champs, les maîtres ne se lassaient jamais d'y prendre plaisir. « Vaut mieux que ce soit toi qui les mènes, Marie, avait dit le maître, parce qu'y faut les empêcher de courir partout, et surtout tu prendras bien garde qu'y s'approchent pas trop près ni des serres ni des terrasses. Parce que, moi, je la connais bien, la comtesse ; elle a beau me dire qu'a veut voir les bêtes de près, moi je sais bien qu'y vaut mieux qu'elles soient un peu loin. »

Ainsi, sitôt après le déjeuner, — car les jours étaient devenus courts à présent qu'on était en novembre, — Marie courut ouvrir les portes des bergeries. Les moutons en sortirent, élargissant dans la cour leur houle laineuse. Dès qu'ils sentirent les brouillards du dehors, ils se ramassèrent sur eux-mêmes, de telle façon que Marie eut grand'peine à les

faire partir. Ils finirent pourtant par s'engager sur le chemin et alors, docilement, ils se mirent en branle. Au tournant des marronniers, brusquement la grand'mère se retrouva là, pour suivre sa petite-fille. A midi encore, comme cela lui arrivait si souvent maintenant, elle n'avait pas paru au déjeuner. Marie n'y avait pas pris garde les premiers temps, à cause des maîtres qui faisaient des efforts pour avoir l'air de n'y point attacher d'importance. Et puis, Marie vivait avec ses cousins qui, comme elle, étaient jeunes, heureux et distraits.

Maintenant que l'hiver commençait, tout l'ouvrage à faire était dans les étables et dans les greniers, où les enfants étaient toujours ensemble. Même les deux petits, lorsqu'ils n'étaient pas dans les champs, ne les quittaient jamais et avec eux les jeux d'autrefois, que Marie aimait encore, reprenaient souvent. Comment Marie eût-elle pu penser beaucoup au chagrin si terrible, si compliqué de sa grand'mère alors que, rassemblés tous les cinq vers le soir dans les greniers, ils s'amusaient si follement à se laisser tomber de la trappe jusqu'en bas, sur l'énorme tas de foin qu'ils venaient d'abattre? Ces moments de la journée qu'ils passaient, un peu avant la tombée de la nuit, à jeter le foin dans les râteliers, à étendre la litière fraîche sous les bêtes, étaient les plus heureux, les plus gais de tous : Robert lui-même s'y laissait prendre, bien qu'il fût premier charretier et qu'il fît toujours le maître avec les autres. Ainsi, Marie oubliait vite les duretés et les rebuffades de sa grand'mère, quoiqu'elle n'y fût pas habituée, n'ayant jamais eu à les subir autrefois. Mais maintenant, elle commençait vaguement à redouter quelque chose. Cette peur était née un soir que, à cause d'une petite brouille avec ses cousins, Marie avait voulu aller rejoindre sa grand'mère. Elle ne l'avait trouvée nulle part dans la maison, parce que, ce jour-là encore, la vieille femme s'en était allée pour toute la journée. Et Marie s'était mise aussitôt à la chercher autour des bâtiments. De derrière la maison elle l'avait appelée un bon moment dans toutes les directions, mais aucune réponse ne traversa le crépuscule humide et chagrin de cette minable journée d'arrière-automne. Soudain l'idée lui était venue que sa grand'mère pouvait être repartie toute seule pour leur village, sans en

avoir rien dit à personne, ou bien même qu'elle pouvait être morte quelque part, puisqu'elle n'était pas encore revenue, bien qu'il fît tout à fait nuit. Marie s'était aussitôt lancée à sa recherche et l'avait appelée en pleurant derrière les haies, le long des champs, et dans les chemins boueux, méconnaissables dans l'obscurité. Soudain elle l'avait rencontrée à la sortie du bois, qui s'en revenait silencieuse et sombre, dans les brouillards opaques d'un chemin creux.

— T'as pas besoin de m'appeler si fort, j'étais pas perdue, dit-elle sévèrement à Marie lorsqu'elle l'eut rejointe.

— Mais, grand'mère, j'avais pensé que t'étais peut-être bien morte toute seule dans les bois, répondit Marie qui se mit à pleurer bien plus fort, maintenant que sa peur tombait tout d'un coup. Elle tomba et Marie la sentit s'évanouir dans l'infinie tristesse de cette nuit précoce. De même tout s'anéantit, comme si plus rien n'était des choses d'autrefois, comme si sa grand'mère n'eût jamais existé et qu'elle-même n'eût jamais été l'enfant bien-aimée de cette vieille femme qui lui disait dans l'ombre, d'une voix méchante : « Je peux bien mourir, je manquerai à personne et pas plus à toi qu'aux autres. Je suis plus bonne à rien à présent, je suis trop vieille et plus personne a besoin de moi. »

Ce soir-là, Marie eut froid. Elle eut froid dans tout son être, et elle sentit la désolation l'envahir, l'imprégner de misère, comme dans la forêt l'eau, tombant sans arrêt des branches, noyait les feuilles à moitié pourries sur le sol, gonflant les mousses déjà regorgeantes d'humidité. Elle eut froid jusqu'à ce qu'elle et sa grand'mère se fussent glissées dans leur lit et que la vieille femme, prenant dans les siennes la main glacée de Marie, l'eût appuyée tendrement à sa vieille joue chérie.

Mais depuis ce jour-là Marie ne s'était plus jamais débarrassée de ses craintes, et si sa grand'mère disparaissait sans qu'elle s'en fût d'abord aperçue, Marie se mettait à avoir peur qu'elle ne revînt pas et s'affolait à l'idée de ne la revoir jamais. Ces moments-là étaient terribles pour elle, et tante Victoire, qui s'en était rendu compte, se prenait à en vouloir à la grand'mère.

« D'où c'est que tu viens, où c'est que t'étais, grand'mère ? »

lui demanda Marie, lorsqu'elle la retrouva, qui l'attendait au tournant. Elle ne lui répondit pas, car même à Marie elle ne parlait plus. Cependant la jeune fille s'accrochait à elle, tant elle était heureuse de la revoir soudain là. Les chiens poussèrent les moutons dans la cour des dépendances et il fallut que Marie courût devant pour faire tourner le troupeau sur les pelouses avant qu'il n'allât piétiner les graviers bleus de la terrasse. Le temps était gris, très bas ; à certains moments le brouillard tombait par places en nappes de pluie fine. Il faisait un grand vent de novembre, pas encore froid, mais violent. Il entrait en hurlant dans les massifs et brisait les branches mortes des grands platanes dépouillés. Les moutons restaient tassés, comme se protégeant les uns les autres contre la tempête. Ils allaient ainsi lentement, tout d'une masse, promenant avec répugnance leur fin museau dans l'herbe détrempée. Les deux femmes allèrent se mettre à l'abri derrière un gros bouquet d'arbres que la grand'mère désigna.

Ils étaient étranges, les arbres, sur cette pelouse. Les cytises surtout, et Marie n'en avait jamais vu de semblables nulle part ailleurs. Ils élevaient dans la lumière basse et molle leur masse solitaire. Jusqu'aux extrémités lointaines du parc, par les coulées et le merveilleux labyrinthe des allées, autour des massifs, on apercevait, toujours isolée, leur majestueuse et immuable silhouette. Tout près de l'endroit où Marie et sa grand'mère se tenaient, il y en avait un immense, qui étalait jusqu'au sol, tout autour de lui, la soie mate de ses longues branches. En s'élevant vers le ciel il allait toujours s'amincissant et finissait tout en haut par s'effiler et s'ajourer. Par moment, lorsqu'une grande rafale de vent allait s'écraser contre lui, les branches en se soulevant découvraient une éblouissante doublure d'argent. Marie suivait des yeux la course du vent dans tous ces arbres nouveaux pour elle. Il y avait en eux une sorte de charme que le grand vent faisait parler et dont le son arrivait si net aux oreilles de Marie.

La grand'mère, elle, ne s'intéressait pas à l'aspect des choses. Elle ne les voyait pas et, ainsi cachée dans ce massif, à l'extrémité la plus éloignée possible du château, son seul souci extérieur était que la châtelaine ne pût l'apercevoir de derrière ses fenêtres. Cette idée la gênait, l'épouvantait telle-

ment qu'elle se mettait à détester cette femme qu'elle n'avait pour ainsi dire jamais vue. Mais elle avait bien choisi son endroit ; aussitôt qu'elle se sentit bien en sûreté, bien isolée de tout, elle se livra de nouveau, corps et âme, à la tyrannie de ses tourments. Elle restait debout, le dos appuyé à un petit bouleau que le vent tourmentait furieusement dans le haut. Elle tenait fixé droit devant elle son dur et pâle regard brouillé de larmes. Rien au monde n'était pour elle plus favorable à la méditation que de se tenir, dans un endroit bien isolé, ainsi adossée à un arbre. Tous les échecs, toutes les réussites de sa vie, elle les avait une fois ou l'autre pensés et repensés, appuyée au tronc d'un noyer, le long de ses champs, ou à celui d'un chêne, dans les bois où elle gardait ses chèvres. Aujourd'hui, toute droite contre ce bouleau, avec son tablier fripé et ses sabots tout trempés, elle ruminait le plus cruel, le seul véritable chagrin de sa vie.

« Grand'mère, réponds-moi ! » lui criait Marie qui regardait, apeurée, les larmes de la vieille femme se frayer difficilement un passage sur ce visage, comme mort, qu'elle tendait dans le vent.

« Laisse-moi tranquille, Marie », répondait-elle, ne pouvant même pas s'attendrir sur l'objet de sa peine, ni prendre en pitié la souffrance de sa petite-fille. « Fais donc plutôt attention aux moutons, les voilà qui se rapprochent trop près du château », disait-elle, un peu pour se débarrasser de l'enfant.

Aussitôt Marie s'élançait. Il y avait des moments où le souvenir des gifles que son oncle lui avait données lui cuisait encore la joue, et la honte qu'il lui avait faite en l'envoyant au lit sans souper devant tout le monde, resurgissait quelquefois, toute noire et visqueuse. Marie éloignait vite les moutons, puis s'en revenait en courant vers sa grand'mère qu'elle retrouvait toujours à la même place, toujours dans la même position.

La vieille femme resta ainsi tout l'après-midi, sans parler, paraissant ne pas prêter attention aux larmes qui, de temps en temps, lui remplissaient les yeux et lentement se refroidissaient sur ses joues blanches. Il y avait déjà longtemps qu'elle ne s'intéressait plus à rien en dehors de son mal, et elle vivait de ses tortures comme on peut vivre d'un amour. Tout ce qui lui restait encore de volonté, de force, de ténacité,

donnait à sa colère l'ampleur de la fièvre. Cependant, à la longue, à force de contempler les progrès de ses griefs, de les sentir grandir sans fin, elle éprouva comme un vertige, une sorte d'épuisement. Bientôt ses griefs eux-mêmes devinrent si puissants qu'ils se rendirent maîtres de sa volonté. Déjà, par surprise, deux ou trois fois, le désir encore vague d'en finir avec eux lui était venu. Tant de fois le souvenir des gifles reçues par Marie avait mis la vieille femme hors d'elle, que la souffrance avait fini par l'affaiblir et que plus rien ne l'atteignait à vif. Peu à peu, ses rancunes la pénétraient comme les brouillards d'automne pénètrent le paysage, le dépouillent, anéantissent en secret les derniers vestiges de la belle saison. Il y avait tant de choses qu'elle avait haïes aux Chaumes ! Tout d'abord le plaisir de Marie à vivre avec tous ces gens, sa docilité à leur obéir, à ne point souffrir le moins du monde des droits qu'ils prenaient sur elle : « Jusqu'à la gifler devant tout le monde », se disait la vieille femme, et des larmes de rage lui montaient aux yeux. « Dire que c'était ma petite-fille à moi avant ; dire que moi y a rien que j'aurais pas voulu faire pour elle et maintenant la voilà qui a même plus besoin de moi et qui se met à faire tout comme eux. C'est pourtant bien moi qui l'a élevée et qu'a pris tant soin d'elle quand elle était toute petite. Mais je suis trop vieille à présent et malgré qu'on ait vécu si longtemps toutes deux ensemble et que moi je peux presque plus me passer d'elle, elle n'y pense même plus. »

Lorsque la grand'mère se prenait à penser ainsi à ces choses, elle cessait un moment d'en souffrir pour se mettre à mépriser sa petite-fille. « C'est pas moi, bien sûr, à sa place, qu'aurais eu le cœur de faire ça », se disait-elle amèrement. Mais sitôt après le chagrin redoublait, et elle pleurait.

Marie, lorsqu'elle voyait cela, se mettait à pleurer elle aussi ; désespérément elle essayait de s'accrocher à sa grand' mère. Par peur des rebuffades elle n'osait faire un geste, mais tout son être se tendait vers la vieille femme plus encore que lorsque, toute petite, elle avait envie de se faire porter et qu'elle lui tendait obstinément ses petits bras pour qu'elle la prît « à la ballotte ». « Grand'mère, cause-moi » disait-elle seulement, sans jamais obtenir de réponse. Cependant, si la

vieille femme eût pu parler, elle eût dit : « Non, Marie, je ne peux pas te pardonner, tu m'as fait trop de mal, c'est plus fort que moi. » Mais jamais elle ne dit rien. C'est à peine même si deux ou trois fois elle fit de vagues reproches, que Marie écouta sans comprendre et qui la firent pleurer à chaudes larmes, tant pour elle tout ce qui touchait à sa grand'mère était devenu douloureux.

Ainsi commença, pour elles deux, l'œuvre de séparation. Pourtant, lorsqu'elles étaient seules, Marie oubliait souvent que quelque chose était changé entre elles, et tout naturellement elle cédait à leurs anciennes habitudes de tendresse. Car, bien qu'elle fût devenue grande, il lui était resté naturel de donner et de recevoir les caresses d'enfant auxquelles sa grand'mère l'avait habituée autrefois. « Non, disait la vieille femme, en la repoussant, laisse-moi tranquille ; c'est plus la peine à présent. » Elle avait une sorte de joie étrange, cruelle pour elle-même, à répondre ainsi ; c'était une joie semblable qu'elle éprouvait à repenser à leur vie d'autrefois, si bien fermée sur elles deux et qui maintenant avait cette brèche à tout jamais béante et douloureuse que Marie lui avait faite en en sortant. La grand'mère aimait à se dire que ce laps de vie qui lui restait, et qu'elle se plaisait à imaginer très court, serait figé, lamentablement appauvri par l'inutile et tyrannique regret du passé. Bientôt, peut-être, elle penserait moins cruellement à toutes ces choses, lorsque ses meubles, elle-même et ses chèvres auraient repris le chemin de Fouilleraut ; car déjà elle se sentait plier un peu sous la fatigue. Pourtant, malgré sa lassitude, malgré que la douleur l'assaillît sans répit, tout le long du jour aussi bien qu'une partie de la nuit, elle ne pouvait s'empêcher de tenir tête. Elle était trop tenace, elle n'eût pu se laisser courber par la souffrance sans réagir. Elle savait d'avance qu'elle finirait par céder, mais, au lieu de s'y laisser glisser, elle se refusait à la défaite. Elle sentait que lorsqu'elle aurait quitté les Chaumes, toutes ces choses, si atroces pour elle, deviendraient silencieuses, auraient leur place définitive en son âme, et patienteraient avec elle une vie grise, lente et monotone. Il restait encore la dernière grande épreuve : le départ. C'était la suprême étape, la seule qui lui fît vraiment

peur. A chaque fois qu'elle y pensait, son cœur s'arrêtait de battre et elle, qui de sa vie ne s'était évanouie, avait l'impression qu'elle allait tomber.

— Grand'mère, va falloir qu'on s'en retourne, voilà la nuit qui vient à présent et le maître m'a dit qu'il fallait revenir avant qu'y fasse tout à fait noir, dit Marie.

— Attends encore un petit moment et puis on s'en ira, répondit la vieille femme.

Marie avait froid maintenant ; à la longue, le brouillard avait imprégné sa capote, et le vent toujours grandissant se roidissait vers le soir. A nouveau, Marie eut le sentiment d'une grande détresse sur la terre. Quelque chose de terrible émanait de la longue silhouette noire de sa grand'mère ; on eût dit que la vieille femme n'allait pas consentir à quitter cet arbre autour duquel le vent sifflait si méchamment l'entrée de l'hiver. Il semblait à Marie qu'il n'y avait plus de maison où aller pour elles deux, plus de coin de feu pour se sécher, plus de lit pour dormir à l'abri, plus de demeure nulle part pour elles, qu'il valait mieux rester là et attendre de mourir. Cette impression était si forte chez Marie que la jeune fille ne pensait même plus que la patiente et bonne tante Victoire existait encore, qu'elle avait préparé à manger pour eux tous, que déjà elle commençait à les attendre pour le repas du soir. Non, maintenant, Marie n'entendait plus que le vent froid hurler sur toute la terre ; partout elle ne voyait que les brouillards nocturnes se traîner longuement autour des choses et les pénétrer de détresse. A la fin, elle pleura tout à fait et, collée à sa grand'mère, elle se mit à la tirer par la manche en suppliant : « Viens, allons-nous en, grand'mère, j'ai trop froid, allons-nous en. » La vieille femme finit par l'écouter et elles s'en allèrent. Elles s'approchèrent du troupeau qui, ramassé sur lui-même, s'était à moitié endormi. Aucune des fenêtres n'était illuminée à la façade du château, bien qu'il fît tout à fait nuit. Les deux femmes durent pousser les moutons du genou pour les remettre en mouvement, puis lentement elles quittèrent la pelouse.

« Cette fois-là, j'en ai assez et ça peut plus durer plus longtemps comme ça », dit le maître lorsque, après le repas,

tout le monde fut parti et qu'il se retrouva seul avec tante Victoire dans la salle. « Ça fait aujourd'hui une semaine qu'a vient même plus se mettre à table avec nous autres. Peux-tu peut-être me dire à quoi ça ressemble, toi, des façons comme ça ? »

Tante Victoire ne lui répondit pas, mais quand il s'en alla, elle sortit derrière lui pour voir de quel côté il se dirigeait. Et lorsqu'elle le vit passer derrière la maison elle se dit que, comme elle-même, il avait dû apercevoir la grand'mère au moment où elle s'en était allée avant le déjeuner ; car précisément il prenait le chemin qu'elle avait suivi. Il marchait à grandes enjambées, comme il faisait toujours lorsqu'il était furieux ; elle se douta bien de ce qui allait arriver, si jamais il parvenait à retrouver la grand'mère. Depuis un ou deux jours, tante Victoire sentait que le maître aussi bien que la grand'mère étaient à bout, que leurs ressentiments avaient grandi à ce point qu'ils ne pouvaient plus les taire. Cependant, la grand'mère, c'était sûr, tiendrait bon aussi longtemps que le maître ne dirait rien. Elle était de ceux qui s'apprêtent en secret aux luttes qu'ils désirent ; ils savent déclencher chez l'adversaire une espèce de révolte qui prête de la vérité à l'étrangeté de leurs griefs. Déjà la veille au soir, lorsque la vieille femme était revenue à la nuit noire après une absence de toute la journée, et que sans mot dire elle avait traversé la salle où ils se trouvaient tous à table, pour passer dans la chambre dont elle referma la porte derrière elle, tante Victoire n'avait eu que le temps de retenir le maître qui voulait s'élancer à sa suite.

« Dis donc rien maintenant, Aimable, attends donc qu'y ait personne là pour causer avec elle, ça vaudra mieux », avait-elle dit.

C'était vrai, le maître en avait assez ; il était bien décidé à en finir le jour même. Il marchait rapidement, grommelant d'avance, pour lui-même, les nombreuses vérités qu'il avait l'intention de dire tout à l'heure à la vieille femme.

Depuis quelques jours il gelait, et comme les froids étaient venus tout de suite après les brouillards, les champs et les choses étincelaient d'une mince couche de givre. Des nuées blanches traînaient encore dans l'atmosphère et perlaient en

tombant. Chaque jour les choses se transformaient à cause du froid qui allait en augmentant ; les forêts entières étaient blanches, les ramilles des arbres devenaient fines et brillantes comme une dentelle de cristal. Ce n'étaient pas encore les vrais grands froids, mais on les sentait venir ; bientôt les terribles gelées noires achèveraient de flétrir ce qu'il restait d'herbe dans les champs.

Lorsque le maître eut atteint le bois, il y entra vite pour s'y cacher. Sachant que la grand'mère devait se trouver dissimulée dans ces parages, il ne voulait pas qu'elle le vît venir, de peur que, devinant qu'il la cherchait, elle ne tentât de l'éviter. « A serait encore bien capable de se sauver en me voyant arriver, se disait-il, mais moi c'est aujourd'hui que je veux qu'on en finisse. » Est-ce qu'on n'avait pas fait tout ce qu'on avait pu pour elle à la maison ? se disait-il encore. Tous ces derniers temps, Marie était même retournée garder les bêtes à cause d'elle, car depuis que la grand'mère avait pris l'habitude de fuir la maison, on n'osait plus y retenir Marie, afin que la vieille femme pût au moins aller la rejoindre dans les champs. Oui, on avait bien fait tout ce qu'on avait pu pour ne pas la séparer de sa petite-fille, mais tout ça n'empêchait pas que la grand'mère s'était arrangée de façon à ce que tout le monde eût un peu le sentiment d'être coupable envers elle.

« Mais, mon Dieu, coupable de quoi ? » se demandait le maître, et cette idée ranimait sa fureur. Il était si contrarié qu'il regrettait maintenant d'avoir fait venir les deux femmes aux Chaumes. Un jour, simplement, il avait repensé à cette nièce orpheline, se disant que s'il la prenait chez lui, elle pourrait travailler avec eux et leur être utile. Pour cela il s'était promis, puisqu'elle n'avait personne que sa grand'mère et que celle-ci était trop vieille pour vivre longtemps, de la recueillir, sans faire aucune différence avec ses propres enfants. « Oui, mais tout ça c'était des idées à moi ; seulement, à présent, au lieu de ça, tout va de travers à l'heure qu'il est », se disait-il.

Très loin, tout au bout d'un champ, il aperçut la grand'mère qui s'était assise dans les broussailles à la lisière du bois. Il ne pouvait la reconnaître d'aussi loin, mais il était bien

sûr que c'était elle ; car personne d'autre n'eût eu envie d'aller s'asseoir ainsi dans un champ, par un froid pareil, sans avoir rien à y faire. Il se renfonça dans le bois pour qu'elle ne le vît pas venir et c'est ainsi qu'il déboucha derrière elle. Lorsqu'elle le vit là, tout près, elle sursauta mais ne se leva pas.

— Allons, voyons, grand'mère, vous pouvez pourtant pas rester comme ça assise dans ces ronces par un temps pareil, dit-il en se plaçant devant elle.

Elle ne lui répondit pas et il reprit :

— A votre âge, si c'était une autre que vous, elle en serait déjà morte et moi je vous comprends plus, grand'mère. J'aurais jamais cru qu'une femme comme vous pouvait faire des choses pareilles. J'en aurais même grand'honte pour nous autres deux, si jamais le monde l'apprenait !

— Eh bien, dites donc vous-même ce que vous voulez que je fasse, répondit-elle enfin.

— Oui, je vas vous le dire. Je veux d'abord que vous m'expliquiez quelle espèce de tort on vous a fait à la maison pour que vous vouliez même plus venir vous mettre à table avec nous autres.

Alors elle se leva et répondit :

— S'y fallait que je vous explique tout le tort que vous m'avez fait, ça serait pas vite fini, mais vaut mieux que je me taise et ça sera bien plus vite fait de vous dire que je veux m'en retourner chez moi.

— Vous pouvez tout de même pas vous séparer de votre petite-fille à présent qu'y a si longtemps que vous l'avez avec vous, et vous pouvez pas non plus vivre toute seule à votre âge. Et à la fin du compte ça se serait bien jamais vu que des gens raisonnables pourraient pas s'arranger à vivre ensemble, sans passer tout leur temps à se faire des ennuis, des grimaces, qui ressemblent à rien du tout. Personne n'est fou pourtant chez moi, et vous ne l'avez jamais été vous non plus, conclut-il en s'énervant.

Il disait cela, mais au fond il savait bien qu'elle n'était pas raisonnable, qu'il était vain de vouloir lui faire prendre ses arguments en considération. Jamais de sa vie elle n'avait tenu compte des autres, et elle était bien loin de leur faire con-

fiance. Elle avait ses idées à elle, tout un monde intérieur, fermé, intransigeant, absolument insensible aux sollicitations extérieures. Il n'y avait qu'un personnage dans sa vie ; c'était elle-même. Elle avait un sentiment aigu de sa propre solitude morale, seulement cela ne l'inquiétait pas. Elle était hostile au mystère et tout particulièrement lorsqu'elle le pressentait en elle-même, lorsqu'elle devinait que son être entier était l'œuvre même du mystère. Elle se dressait à cette pensée ; si elle eût pu chasser ce pressentiment à coups de pied, elle l'eût fait. Elle n'avait jamais eu confiance qu'en son propre jugement, et jamais elle n'avait compté que sur elle-même.

Le maître n'ignorait pas grand'chose de tout cela et, en venant la trouver, il avait bien eu l'intention de ne point le lui cacher. Mais maintenant qu'étant avec elle, il pouvait enfin lui parler, il pensa qu'elle était trop vieille pour qu'on pût tout lui dire ; au dernier moment une sorte de pudeur le retint de s'emporter. Il se borna à lui laisser entendre qu'il n'était pas possible qu'elle remmenât Marie. Elle le comprit très bien, car il y avait longtemps qu'elle ne pensait plus qu'à cela, et elle était décidée à repartir seule. Elle savait bien qu'ils ne pourraient garder Marie aux Chaumes si vraiment elle ne le voulait pas, car elle se sentait encore capable d'avoir raison de leur résistance, de leur imposer sa volonté. Mais elle aimait trop réellement sa petite-fille pour pouvoir se décider à lui faire tort. Elle se rendait bien compte, en effet, qu'en lui faisant quitter cette maison où on l'accueillait elle ferait tort à Marie. Bien que cela lui fût odieux, la grand' mère était obligée de reconnaître que les maîtres étaient bons pour Marie. Elle ne croyait absolument pas que personne pût jamais aimer sa petite-fille autant qu'elle l'avait fait elle-même, mais elle commençait à douter de l'attachement de Marie, et ce doute suffisait à la décider à repartir seule. Pendant plusieurs jours elle tint son esprit fixement attaché à cette désolante pensée. On eût dit qu'elle la voyait trembler devant elle dans la lumière froide et pauvre de ces journées solitaires. Et cette idée s'y détachait si bien, finissait par devenir si réelle, si blessante, que, dans ces moments-là, la séparation semblait facile à la grand'mère.

— J'ai jamais eu besoin de personne pour vivre, dit-elle

au maître, et j'arriverai bien encore maintenant à me passer de ceux qu'ont plus besoin de moi.

— Je ne crois pas que ce soit bien joli, ce que vous voulez faire là, grand'mère, mais vous ferez tout de même comme vous l'entendrez. Seulement à présent vous allez revenir avec moi à la maison parce que je ne veux pas que vous restiez ici. Après çà, si vous voulez véritablement vous en aller, eh bien, moi, je ferai tout ce que vous voudrez. Je ferai tout ce qu'y faudra faire pour ça, vous m'entendez bien. Parce que moi, voyez-vous, j'avais pensé qu'en vous faisant venir aux Chaumes avec votre petite-fille vous pouviez pas y être malheureuse, mais puisque c'est comme ça et que je peux pas vous empêcher de faire comme vous l'entendez, je veux même plus vous en reparler. Et à présent, je veux que vous reveniez tout de suite à la maison avec moi, conclut-il en prenant les devants.

Elle le suivit et c'est ainsi qu'ils revinrent vers la ferme, marchant l'un derrière l'autre sans échanger un mot. Lorsqu'ils y furent arrivés, le maître entra le premier dans la maison ; il tint la porte ouverte pour que la grand'mère y pénétrât avec lui. La salle était en ordre, un grand feu flambait pour lui tout seul dans la cheminée, car personne n'était là. La tante Victoire devait se trouver dans la laiterie ou à soigner ses poules, Marie était aux champs avec les enfants, les garçons travaillaient dans les étables, et la cour était tranquille et déserte. Le maître avança une chaise près du feu pour que la grand'mère s'y assît. Elle y prit place aussitôt, car elle était désemparée et sur le point de céder à son chagrin devant autrui. Elle se raidit pourtant et tint bon jusqu'à ce qu'elle se fût suffisamment endurcie pour n'avoir plus rien à craindre. Il y avait longtemps que l'habitude d'être toujours seule avec elle-même et de ne se plaire qu'ainsi l'avait débarrassée du besoin d'exprimer ses douleurs ou d'en pleurer devant les autres.

Ce ne fut qu'un moment de laisser-aller, à cause du grand feu et de la bonne chaleur qui s'en dégageait ; et puis la vieille femme était émue parce qu'elle venait de faire part de sa décision de partir et que pour la première fois aussi elle avait dit tout haut que si Marie n'avait plus besoin d'elle, elle pouvait bien s'en aller. Elle souffrait cruellement de s'entendre parler

de cette séparation, de cet inconcevable changement dans sa vie. Maintenant elle se taisait tout à fait et, tendant vers le feu la semelle glacée de ses sabots, elle suivait en elle-même cette sensation de vertige qu'on éprouve lorsque tout à coup on endure sa souffrance sous une forme nouvelle, plus cruelle encore.

— Vous allez manger quelque chose avec moi, grand'mère, parce que c'est l'heure de goûter, à présent, dit le maître. Il posa sur la table le pain et le fromage, puis un litre de vin rouge qu'il alla chercher au cellier. Mais elle ne voulut ni boire ni manger ; le maître non plus ne toucha à rien, de sorte qu'ils continuèrent à regarder flamber le feu sans parler. Ni l'un ni l'autre n'avait plus envie de se disputer ; ils préféraient tous les deux, non pas faire la paix, mais taire leur rancune. Puisque tout devait être si vite fini et que les premiers mots nécessaires étaient dits, il valait mieux rester silencieux afin de ne pas aller trop loin et de ne pas aboutir ainsi, très vite, aux reproches. Car chacun de son côté les sentait remonter à sa mémoire ; il en venait de très anciens, qui dataient de l'arrivée de la grand'mère aux Chaumes, et il s'en trouvait toujours d'autres, si tentants à dire qu'à peine le maître et la grand' mère avaient le temps de se retenir de parler.

C'est ainsi que tante Victoire les trouva lorsqu'elle revint. La lumière commençait à baisser dans la salle, le feu s'éteignait dans la cheminée ; sur la table la bouteille de vin rouge non entamée, le pain et le fromage devenaient imprécis dans la demi-obscurité. La grand'mère tournait le dos à la porte, mais le maître leva tristement la tête vers tante Victoire lorsqu'elle entra dans la salle. Il pensait justement qu'il avait encore deux ou trois choses à mettre au point avec la grand' mère, et il voulait en finir ce soir ; seulement, fatigué, dégoûté, il attendait il ne savait trop quoi pour se remettre à parler. Tante Victoire regarnit le feu et s'assit avec eux. Il restait encore un bon moment avant qu'il ne fût temps de se remettre à soigner les bêtes dans les étables. C'était l'instant qu'en hiver les maîtres passent ensemble au coin du feu. La nuit se fait tout doucement dehors, tandis que, dans la maison pleine de ténèbres, ils parlent de leurs affaires. C'est l'heure la plus favorable aux projets, aux espoirs : dans l'ombre pro-

pice ils grandissent, montent, ils sont vrais et plus certains que dans la lumière froide du plein jour. Mais ce soir il faisait très sombre ; il faisait sombre partout à la fois, dans la cour où la nuit était venue plus tôt que de coutume, dans la salle où les objets n'étaient plus visibles, et surtout dans l'esprit des maîtres, surchargés de tristesse et d'inquiétude. Tante Victoire n'alluma pas la lampe, et ils étaient tous les trois silencieux devant le foyer dont les flammes ravivées éclairaient vaguement les dalles blanches par terre. Il ne fallait pas compter sur la grand'mère pour rompre le silence, ni espérer que sa patience finirait par se lasser, car justement la vieille femme n'attendait plus rien. Du moment qu'elle était décidée à s'en aller, qu'elle le leur avait dit et qu'elle voulait s'en tenir là, elle n'éprouvait plus la moindre envie de parler ; elle serait ainsi restée, à regarder les flammes d'un air absent, jusqu'à l'heure du dîner, si tante Victoire, qui voulait savoir ce qui s'était passé entre le maître et elle, n'avait dit :

— Va pourtant bien falloir que ça finisse par s'arranger, tout ça, tout de même !

— Oh, mais, c'est bien déjà tout arrangé, répondit le maître, puisque la grand'mère vient de me dire qu'elle voulait s'en retourner chez elle.

— Pourtant, dit encore tante Victoire, il aurait bien mieux valu pour la Marie qu'a reste là. A s'était bien habituée avec nous autres, et a voulait pas être malheureuse aux Chaumes. Je me demande bien ce qu'a deviendra plus tard, là-bas à Fouilleraut.

— Y a rien qui vous empêche de la garder avec vous autres, si vous voulez. A se passera bien de moi à présent et je suis bien sûre que vous vous chargerez bien de l'élever comme y faut, répondit la grand'mère d'un ton colère en se tournant vers le maître.

Tante Victoire et son frère, sentant tous les deux qu'elle allait se fâcher, ne répondirent pas, mais un instant après le maître reprit :

— Si c'est bien vrai que vous voulez vous en aller, faudra encore que vous me disiez ce que vous aurez décidé pour ça ; mais ça presse pas, bien entendu, et peut-être que d'ici là vous aurez encore changé d'avis. Mais, moi, je veux d'abord

vous dire devant ma sœur et je le redirai encore devant mes enfants, que moi je n'ai pas voulu que les choses arrivent comme ça. Parce que je veux pas que personne se trompe, puisque moi j'ai d'abord fait tout ce que j'ai pu pour que ce soit autrement. Pour votre petite-fille, eh bien, je ne veux pas qu'y soit dit que c'est moi qui vous l'a ôtée et elle s'en retournera avec vous si vous voulez.

— Vous direz ce que vous voudrez, répondit la grand'mère ; pour ce qui est de m'en aller, eh bien, c'est toujours pareil. Comme je vous l'ai dit, vous n'avez qu'à renvoyer mes affaires chez moi et me remmener moi aussi. Mais c'est tout de suite que je veux m'en aller, et, si vous voulez, vous pouvez me reconduire dès demain matin. Ça va faire bientôt quarante ans que je suis veuve, et pendant tout ce temps-là, eh bien, j'ai jamais rien demandé à personne pour vivre, et ça fait qu'à présent non plus j'ai besoin de personne, pas plus qu'avant, conclut-elle.

— Ça sera comme vous l'entendrez, grand'mère, dit le maître, et il partit soigner ses bêtes. Restée seule au coin du feu avec la grand'mère, tante Victoire se mit à pleurer.

— Je me demande à quoi ça avance, tout ça, moi, et vous aviez donc un bien grand besoin de vous faire du mal à vous et aux autres, ma pauvre vieille Louise, disait-elle.

Mais la grand'mère ne lui répondit pas ; et bientôt il fallut que tante Victoire se remît à son ouvrage. Elle avait beau n'être pour rien dans les décisions de la grand'mère, cette idée de séparation l'angoissait ; elle sentait quelque chose de terrible se traîner dans l'atmosphère. Un moment après, elle entendit dans la cour la voix de Marie qui rentrait ses vaches ; alors elle fut bien sûre que quelque chose de mal venait de se passer. Elle ne put trouver à qui était la faute tout entière et il lui sembla qu'elle venait sans doute un peu de tout le monde.

A l'heure du dîner, la grand'mère s'assit avec eux autour de la table ; lorsqu'ils furent tous là et qu'ils eurent commencé à manger, le maître dit :

— Ta grand'mère va s'en aller, Marie, et moi je veux pas t'empêcher de partir avec elle, ma petite fille ; mais tu m'es quelque chose à moi aussi, et puisque tu es encore bien jeune,

je suis bien obligé de t'expliquer un peu les choses. Comme ça, plus tard, si jamais tu y repensais et que tu viennes à le regretter, t'aurais pas de reproches à me faire. Je t'avais pas fait venir pour rien chez moi, et il aurait bien mieux valu que tu y restes. Mais si ça s'est pas fait comme ça, eh bien je veux au moins que tu le saches et que tu puisses te dire que c'est pas à cause de moi.

Marie ne répondit rien, mais elle cessa aussitôt de manger. Et à peine étaient-ils sortis de table que, rejoignant sa grand' mère au coin du feu, elle s'installait tout près d'elle. Elle n'osa pas lui parler devant tout le monde, mais, quand la vieille femme se leva bien avant les autres pour aller se coucher, Marie la suivit; sitôt qu'elles furent au lit, elle lui demanda tout bas :

— C'est pas vrai, grand'mère, que tu veux qu'on s'en retourne?

— T'as pourtant entendu aussi bien que moi ce qu'il a dit, répondit la vieille femme. Et c'est la vérité; seulement je vas m'en retourner toute seule parce que je suis trop vieille pour pouvoir t'être bonne à quelque chose à présent, Marie. Tandis qu'avec eux, même quand je serai morte, t'auras toujours un lit pour coucher et du pain pour manger. Y a que si t'étais malheureuse qu'y faudrait t'en revenir à Fouilleraut, mais je vois bien au contraire que tu te plais bien avec eux et que t'as plus besoin de moi à présent.

Tante Victoire, qui couchait dans la même chambre qu'elles, ne parvint pas à s'endormir cette nuit-là; elle entendit longtemps Marie supplier sa grand'mère de rester aux Chaumes avec elle.

Le maître ne voulut pas que la grand'mère partît dès le lendemain. Ce n'est pas qu'il espérât la faire changer d'idée, ni qu'il eût l'intention de tenter la chance, mais depuis la veille tante Victoire ne parlait plus, Marie pleurait tout le temps, plus personne n'était à son aise à la maison et lui-même se sentait effrayé. Pour se rassurer, lorsqu'il était seul, il se disait qu'il valait mieux pour Marie qu'elle ne quittât pas les Chaumes. Mais tout de même, lorsqu'il s'était dit cela, les choses étaient toujours pareilles; rien n'empêchait qu'il

fût lui aussi gagné par le sentiment qu'il y avait quelque chose de mal à séparer la grand'mère de sa petite-fille. « Des gens comme ça, se disait-il, ça fait jamais rien comme tout le monde, et cette fois-là encore, elle a si bien fait les choses, qu'à la fin du compte personne, même les plus fins, saurait plus à quoi s'en tenir. »

La veille du départ, Marie fut assez tranquille jusqu'à l'heure du déjeuner. On cuisait le pain ce jour-là, de sorte qu'elle eut beaucoup de travail toute la matinée, mais lorsque tout fut fini, qu'on eut mangé la galette aux pommes de terre au repas de midi et que le four fut refermé sur le pain qui achevait de cuire tout doucement, elle se mit à penser au départ de sa grand'mère. Le moment était si proche que cette fois elle ne pouvait plus douter de l'événement. Elle se dit que le lendemain à la même heure sa grand'mère aurait quitté les Chaumes, tandis qu'elle-même y resterait. Pour la première fois, elle serait seule aussi le soir dans leur lit ; cela lui parut incroyable, car depuis sa toute petite enfance, elle avait toujours dormi avec sa grand'mère. Elle ne parvenait pas à imaginer que demain serait comme aujourd'hui, que les heures sonneraient la même chose, que la nuit viendrait à peu près au même moment, que rien ne pourrait arrêter la marche du temps. Déjà, elle sentait les minutes passer ; leur brève durée précipitait les heures qui glissaient vers le néant et dont la chute irréparable angoissait Marie, autant que si deux mains meurtrières se fussent progressivement resserrées autour de son cou. Elle voulait si fort que demain n'arrivât jamais, qu'à force de le désirer elle finit par croire que, jusque là, dans la nuit peut-être, quelque chose d'extraordinaire arriverait qui arrêterait net le cours de la vie et maintiendrait éternellement les choses telles qu'elles étaient à présent.

Sitôt qu'elle eut fini son travail autour du four à pain, elle oublia les besognes que tante Victoire lui avait recommandées et, rejoignant sa grand'mère, elle ne la quitta plus jusqu'au soir. Mais le lendemain matin, plus rien ne put la distraire ; accrochée aux manches de la vieille femme, elle la suivait partout, en pleurant.

— Entends-tu, grand'mère, reste là, t'en va pas, grand'mère, pas aujourd'hui. Mais, si tu veux quand même t'en aller,

emmène-moi avec toi, parce que moi aussi je veux m'en aller ! disait-elle.

— Sois tranquille, Marie, répondait seulement la vieille femme.

L'heure du départ arriva, le maître attela lui-même la petite voiture verte, qu'il avança devant la porte de la maison. La grand'mère passa alors dans la chambre, dont elle ferma la porte derrière elle ; Marie, qui la suivait toujours, n'osa pas entrer elle aussi, mais elle resta collée à cette porte fermée, et bientôt elle se mit à appeler. « Qu'est-ce que tu fais, grand'mère ? Reviens, à présent ! » disait-elle en pleurant tout fort. Elle finit par frapper de toutes ses forces, à deux mains, contre la porte. La tante Victoire, qui tournait autour du feu dans la salle, s'en alla. Enfin, la grand'mère reparut. Elle portait sa coiffe brodée et elle était vêtue de ses habits des dimanches. Aussitôt Marie se lança sur elle et, l'enserrant dans ses bras, elle se mit à crier :

— Non, grand'mère, t'en va pas, je te dis ! Moi je veux pas que tu t'en ailles, pas aujourd'hui, grand'mère, une autre fois !

— Faut que je m'en retourne, ma petite fille, répondit-elle. Et, voyant que le maître attendait devant la porte, elle entraîna Marie dehors. Avant de monter en voiture, elle prit sa petite-fille dans ses bras et la garda longtemps, serrée contre elle, sans parler. Au dernier moment seulement, elle dit : « Oui, Marie, y vaut mieux pour toi que je m'en aille toute seule, mais tu resteras tout de même une bonne enfant, comme quand t'étais avec moi, malgré que je serai plus là. »

Puis elle se dégagea, et péniblement elle monta en voiture. Aussitôt qu'elle fut installée, le maître fouetta la jument, qui démarra au grand galop. Marie se mit à hurler et tenta de les suivre en courant. Mais, lorsqu'elle arriva au tournant des marronniers, la voiture était déjà trop loin pour que sa grand'mère pût l'entendre, bien qu'elle l'appelât toujours de toutes ses forces. Brusquement, ils tournèrent sur la grand' route, vers laquelle Marie continua à courir. Quand elle y parvint, elle vit à une immense distance la voiture qui filait. Marie s'arrêta là et resta à la regarder s'éloigner jusqu'à ce qu'elle eût disparu tout à fait au creux d'une descente.

Alors, la route fut vraiment déserte. Jamais Marie n'avait rien vu d'aussi nu, d'aussi muet ; les grands arbres semblaient sans raison d'être, le ciel était laid, froid, la vie leur ressemblait et il n'existait plus une seule âme entre ciel et terre, plus rien n'avait de sens. C'était vraiment incompréhensible que les choses continuassent à se tenir debout, puisqu'elles paraissaient mortes.

Marie quitta la grand'route. Elle refit quelques pas, sur le chemin, vers la ferme, puis elle s'accroupit sur le bord du talus, où elle resta à pleurer jusqu'à ce qu'il n'y eût plus une seule larme dans tout son être. Lorsque ce fut fini, elle était gelée, transpercée de détresse, ses pieds et ses mains lui faisaient mal, son visage gonflé la brûlait et sa tête était si lourde qu'elle avait le sentiment d'être entraînée en avant. Elle n'était plus capable de penser à ce qui était arrivé, mais elle n'osait se lever, parce qu'elle savait que tout se ressentait encore du douloureux départ de sa grand'mère. Tout était tranchant, horrible ; en levant les yeux, elle allait voir sa peine inscrite en lettres noires sur toutes choses.

Le chemin était bordé d'un côté par le mur de clôture et la haute paroi d'arbres du parc, de l'autre par une haie d'aubépines, très haute elle aussi. Marie remarqua devant elle une brèche donnant l'entrée d'un petit bois qui se trouvait là. A force de regarder fixement ce bois, elle finit par le voir, et elle eut envie d'y pénétrer. Mais, lorsqu'elle fut de l'autre côté de la haie, elle découvrit que ce qu'elle avait toujours pris, de la route, pour une clairière, était en réalité un étang ; il était assez grand, et presque complètement envahi par les joncs. L'eau était gelée ; dans la glace transparente, Marie aperçut deux ou trois petits poissons qui avaient été pris et étaient morts. Tout au fond de l'eau, on voyait des touffes de plantes extraordinairement délicates. Cet endroit était désert, silencieux ; personne n'y venait jamais, et il ressemblait à ces paysages de l'imagination, qui gardent éternellement la même apparence parce que jamais rien ne les trouble et que seul notre esprit inlassablement les parcourt. Personne ne passait sur le chemin, de l'autre côté de la haie ; sur la grand'route, les longs peupliers nus restaient immobiles dans le ciel blanc. Il faisait très froid et, quoique la journée

fût plutôt claire, il y avait quelque chose de noir dans la lumière : quelque chose d'impitoyable qui insensiblement, sans relâche, travaillait à l'hiver. Il avait gelé très fort la nuit précédente, le soleil n'avait pas paru de toute la journée, et maintenant, bien que la nuit fût encore loin, il se remettait déjà à geler. On le voyait aux joncs de l'étang, qui se tenaient tout roides, maintenant que le froid du soir recommençait à les rendre cassants comme du verre.

La découverte de cet étang surprit Marie et l'enchanta. S'approchant tout au bord, elle avança le pied pour connaître l'épaisseur de la glace, qui résista sous la pression du sabot ; mais Marie hésita à s'avancer, et elle s'accroupit au bord. Elle se mit à contempler les trois petits poissons morts gelés, tout nacrés et placés de telle sorte qu'ils faisaient penser à trois fines et tranchantes lames de couteau. Ainsi, elle oublia le froid, la durée du temps, et même sa vieille grand'mère que la petite voiture verte, filant sur les routes, éloignait toujours plus des Chaumes.

C'est de cette façon que tout d'un coup Marie oublia l'une des plus grandes peines de sa vie. Sa souffrance momentanément se retira, fit une chute profonde dans l'inconnu. Elle devait remonter un jour de l'abîme, secouer son être plus cruellement encore après l'avoir laissé s'engourdir, et le faire douloureusement se souvenir. En Marie, le chagrin dut glisser sur cette pente toujours grande ouverte à l'oubli dans toute âme d'enfant. C'est par cette voie que passent les petites et les grandes choses, qu'elles se fondent, se perdent, comme si elles n'avaient été qu'illusion ; c'est aussi par ce chemin-là que brusquement, un jour, elles remontent. C'est par cette même pente, peut-être, que se sont glissés tous les signes, tous les témoignages qui sont de la vie l'image la plus certaine. De même, les souffrances, les blessures de toutes sortes et les joies y demeurent, afin que rien ne s'oublie.

Marie sursauta : sur le chemin, quelqu'un venait de l'appeler. Elle ne se rappela plus à quoi, mais elle pensait à quelque chose ; elle devait avoir été entraînée quelque part, très loin, car elle ne reconnut pas tout de suite la voix qui criait son nom et qui lui fit peur. Pour répondre, elle attendit qu'on appelât encore une fois ; alors seulement elle se

rendit compte que c'était Laurent qui se trouvait là, juste derrière la haie.

— Arrive, Laurent, je suis là, et y'a un étang, répondit-elle.

Laurent apparut dans la brèche, emmitouflé dans un cache-nez de laine rouge.

— C'est la tante Victoire qui m'a envoyé te chercher, expliqua-t-il, parce que y a déjà longtemps que t'es partie et qu'on se demandait où c'est que t'avais bien pu aller.

— Tu peux glisser, toi? demanda-t-elle.

Il s'approcha, regarda la glace, la tâta du pied, et dit :

— Vaudrait mieux pas, ma petite. A doit pas être bien solide, surtout là-bas au milieu.

Du moment qu'il disait cela, elle eut aussitôt envie de s'y engager, parce que l'éternelle prudence de son cousin l'énervait.

— Oh bien! t'as pas besoin d'avoir si grand'peur, lui dit-elle.

— C'est pas que j'ai peur, répondit-il, vexé; mais si a casse après, c'est pas la peine non plus.

Elle s'aventura tout de même; avec précaution d'abord, puis tout à coup elle se lança et fit d'une seule glissade toute la traversée de l'étang. Laurent partit aussitôt derrière elle pour la rejoindre, mais lorsqu'elle s'en aperçut, filant d'un autre côté, elle se mit à zigzaguer habilement entre les roseaux. Ils s'amusèrent un moment à se poursuivre, puis chacun d'eux se mit à glisser pour son propre plaisir. Ils explorèrent, découvrirent, firent d'infinis et compliqués détours. Et lorsque parfois, bien lancés, tendus en avant, ils se croisaient, il leur semblait être rapides comme l'éclair. Marie avait le sentiment d'aller dans un monde souple, par une large voie que le plaisir traçait à mesure devant elle. Le bonheur lui était si naturel, que pour elle il naissait d'un rien. Au monde familier de Marie venait s'ajouter un charme, une espèce de sortilège, et aussitôt elle partait comme si de loin l'amour ou la chance lui eussent lancé leur premier appel.

Le soir tomba brusquement. Les choses s'étaient durcies tout à fait sous les morsures du froid, et de tout petits flocons de neige voletaient dans le soir bleu. Ce fut Laurent qui le premier s'arrêta. Il vit que le crépuscule commençait à voiler

un peu l'autre rive de l'étang, où Marie glissait toujours. Il sentit que cet étrange instant était arrivé où, sur la balance du temps, la journée à sa mesure comble retombe, tandis que la nuit monte. Il appela sa cousine : « Faut nous en aller, Marie ; voilà qu'y va faire nuit, à présent, tu sais. » Elle ne répondit pas, mais il la vit qui, tournant toujours autour des roseaux, se rapprochait de lui. Ils firent encore deux ou trois grandes glissades ensemble, puis ils s'en allèrent.

*
* *

Au début du mois de mars, un matin de pluie, on reçut la nouvelle de la mort de la grand'mère. Marie n'était pas à la maison lorsqu'on apporta la dépêche ; le maître l'envoya chercher aussitôt. Tante Victoire et lui l'attendaient dans la salle, se demandant comment ils allaient s'y prendre pour lui annoncer une chose pareille et de quelle façon ils pourraient atténuer le mal qu'elle lui ferait. Mais lorsque Marie arriva et qu'ils lui eurent parlé, ils furent bien étonnés ; car elle ne dit rien, et même elle ne pleura pas. Marie n'avait jamais vu de mort ; aucune image précise de cet événement ne se présenta à son esprit. Elle se souvint seulement que, lorsqu'elle était toute petite, sa grand'mère la conduisait sur la tombe de sa mère, où elle la faisait parler avec la défunte. Bien que ce fût la grand'mère qui lui répondît, Marie avait tout de même le sentiment d'avoir entendu la voix de la morte. Maintenant qu'elle était grande, elle savait bien que les morts ne parlent pas ; mais elle ne se représentait pas que la mort sépare les êtres pour toujours, qu'elle anéantit absolument ceux que nous avons connus, que plus jamais nous ne les reverrons sur la terre, qu'ils ne nous aimeront plus, qu'ils n'agiront plus pour nous.

L'enterrement devait avoir lieu le surlendemain à l'église de la paroisse de Fouilleraut ; tante Victoire garda Marie auprès d'elle pour lui arranger des vêtements noirs qu'elle retrouva dans ses tiroirs. La veille au soir, le maître dit à Marie et à tante Victoire qu'il faudrait se lever très tôt le lendemain pour se mettre en route de bon matin. Et en effet, ils se levèrent très tôt. Lorsque, à force de la secouer, tante

Victoire fut enfin parvenue à la réveiller, Marie sentit qu'il faisait encore nuit noire derrière les volets clos. Tante Victoire, déjà tout habillée, achevait d'ajuster sa coiffe devant la glace. Une bougie brûlait doucement sur la cheminée ; Marie voyait la vieille femme reflétée sur le fond imprécis de la chambre faiblement éclairée. De l'autre côté du miroir, ses gestes étaient plus doux, plus silencieux. Son image était le premier plan, un peu fondu dans l'or poudreux de la lumière invisible, d'un monde flou, tout en profondeur. Lorsqu'elle eut fini, tante Victoire s'éloigna, et dans la glace la poussière d'or s'éparpilla, tandis que tout au fond, reflétée sur la surface cirée d'une porte d'armoire à demi-ouverte, la bougie déformée continuait de brûler.

— Voyons donc, Marie, dit tante Victoire, on croirait pas que c'est pour aller à l'enterrement de ta grand'mère que je t'ai réveillée, tu restes dans ton lit comme si ça allait pas être bientôt le moment de partir. Allons, lève-toi, ma petite fille, ajouta-t-elle doucement en la faisant sortir du lit.

Ils se mirent en route bien avant qu'il ne fît jour. Tante Victoire glissa des briques chaudes sous leurs pieds et le maître alluma des lanternes qu'il accrocha aux deux côtés de la voiture, sur le devant. Elles n'éclairaient pas grand'chose, sinon la croupe rousse et brillante de la jument. Sitôt qu'ils furent bien installés, le maître fit claquer son fouet et ils partirent au grand galop. Une fois qu'ils furent sur la grand' route, la voiture fila presque silencieuse sur le goudronnage. A droite, très loin dans les champs invisibles, une première lueur de l'aurore encore lointaine barrait les ténèbres, à ras de terre, d'une ligne blanchâtre, tandis qu'à gauche, au contraire, l'épaisse masse du parc et des forêts reposait encore profondément. De ce côté-là tout était plus sombre, plus silencieux, et à longer ainsi, en courant, cette haute paroi d'arbres immobiles, on avait l'impression de filer le long d'une mystérieuse muraille.

Ce ne fut que bien longtemps après qu'ils eurent quitté les forêts des Chaumes que tout à coup le jour se leva. Il apparut frileux, tout enveloppé de brouillards blancs qui traînaient en lambeaux le long des haies rousses, perlées

d'humidité. Ensuite il se mit à pleuvoir. Marie n'avait jamais refait ce chemin depuis que, plus d'une année auparavant, elle s'était mise en route avec sa grand'mère pour venir aux Chaumes. Mais si elle n'eût pas été sûre que c'était bien par là qu'ils étaient passés, elle ne l'eût certainement pas cru, tant les choses étaient changées. Nulle part, il n'y avait trace de la splendeur que Marie leur avait connue naguère. Comme le bel été était loin ! Marie crut qu'elle l'avait rêvé. Depuis qu'ils avaient quitté la grand'route ils roulaient sur une autre, toute petite, crayeuse, détrempée, noyée de grandes flaques d'eau jaune qui reflétaient mélancoliquement un peu du ciel triste. De chaque côté, le long des fossés remplis d'eau, elle était bordée de noyers noirs qui tendaient dans le vent leurs branches noueuses. Dans les champs maintenant labourés, mais que Marie avait vus une fois si blonds, si magnifiquement chargés de moissons, les fermes paraissaient plus hautes à présent que les terres étaient nues tout autour d'elles. Des nuées de pigeons blancs et bleus volaient au-dessus des toits rouges, tandis que sur les arbres, le long des chemins, on voyait les taches noires des corbeaux. Ils se tenaient frileusement accroupis sur les plus hautes branches, regardant fixement devant eux comme pour suivre, dans l'immense grisaille, la marche invisible du temps. Quelquefois, lourdement ils s'envolaient en criant et on les voyait s'éloigner à grands battements de leurs longues ailes pointues. Ils finissaient par disparaître au loin dans la brume où l'on entendait encore leurs cris désolés qui donnaient l'impression que l'hiver ne finirait plus jamais.

Lorsque les maîtres arrivèrent à Chézelles, il n'était que midi ; l'enterrement ne devait pas être là avant deux heures, de sorte qu'ils allèrent à l'auberge où ils s'installèrent pour déjeuner. Tante Victoire et son frère, qui connaissaient tout le monde à Chézelles, étaient très émus de se retrouver dans ces lieux si familiers. La plupart des leurs étaient enterrés ici, dans l'ancien cimetière maintenant abandonné. Les tombes étaient groupées autour de la petite église, au pied de ses murs gris où beaucoup d'entre elles avaient déjà disparu. Peu à peu elles étaient retombées au niveau de la terre et on n'en voyait plus le tracé ni même l'emplacement, sauf parfois,

lorsqu'un reste de couronne, un petit ange blanc et bleu conservé sous verre, ou les débris d'une croix, l'indiquaient encore. Parmi les gens très vieux, quelques-uns savaient le nom de ceux qui reposaient là depuis si longtemps, mais la plupart de ces morts étaient effacés de la mémoire des hommes ; seule la petite église, très vieille elle aussi, se souvenait d'eux. Car elle savait par cœur l'histoire si humble et si variée de leur existence. Tous étaient venus à elle en mainte circonstance ; le baptême d'abord, puis la communion, le mariage, les prières, la mort enfin les y avaient amenés tour à tour. Un mur bas la protégeait, elle et ses tombes, de la route, tandis que devant elle, sur la petite place, un groupe de platanes voilait la nudité de sa façade un peu délabrée.

Les maîtres parlaient dans la salle de l'auberge avec des gens de connaissance, lorsque soudain, devant les fenêtres sans rideaux, une voiture lentement passa et s'arrêta. Marie, qui se trouvait dehors, vit le cortège qui suivait se ramasser sur lui-même puis s'éparpiller par petits groupes sur la place ; des hommes déchargèrent le cercueil qu'ils déposèrent devant la porte ouverte de l'église. Alors les gens se rapprochèrent, on jeta l'eau bénite. Marie sentit une étrange angoisse lorsqu'elle vit tante Victoire arriver, faire le signe de la croix et rester un long moment debout à prier. Le maître s'approcha aussi. Il était nu-tête et il paraissait très vieux aujourd'hui, ainsi habillé tout de noir. Une vieille femme de Fouilleraut vint prendre Marie par la main pour l'entraîner avec elle tout près du cercueil. Cette femme qu'elle ne reconnut pas tout de suite, à cause de la capote qui lui cachait tout le visage, pleurait silencieusement et Marie sentit son angoisse augmenter. Bientôt le prêtre parut, on emporta le cercueil dans l'église et la messe des morts commença.

RAYMONDE VINCENT

UNE FÉODALITÉ CANNIBALE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

(LES ILES GAMBIER [MANGAREVA] ET L'ŒUVRE DU P. H. LAVAL)

Il y a eu exactement cent ans, en 1836, que le P. Honoré Laval débarquait à Mangareva, un des derniers archipels découverts dans le Pacifique sud. Il était, avec le P. Garet, le premier blanc qui s'établissait dans ce petit royaume polynésien connu pour son humeur guerrière. En quelques années, il en avait réalisé la conquête spirituelle, et en moins d'une génération la vieille civilisation polynésienne, apportée six siècles auparavant par des navigateurs venus de l'ouest, avait presque entièrement cessé d'exister. Le souvenir même en aurait disparu si, à l'encontre de beaucoup de missionnaires, le P. Laval n'avait eu l'intelligence et la générosité de sauver au moins l'image de cette société à la fois cruelle et charmante dont il avait détruit les traditions dans la mesure où il la réformait. Il ne m'appartient pas de déplorer un résultat peut-être inévitable. Le P. Laval s'est consacré à sa tâche avec une profonde sincérité et il est mort convaincu d'avoir fait régner le bonheur dans ces îles. La science, elle, doit au P. Laval beaucoup de gratitude. Son œuvre inédite représente, sans doute, notre ultime chance de connaître dans son intégrité l'une de ces brillantes et fragiles cultures de la Polynésie orientale. Il est maintenant trop tard pour espérer d'autres révélations sur ce passé très récent et pourtant aussi éloigné de nous que les temps de la préhistoire. La Polynésie, avec son prestige à peine entamé, n'est plus qu'une mélancolique anticipation du destin qu'un avenir prochain réserve aux

terres chaudes, où se poursuivent encore les formes révolues des premières expériences humaines. Ici, tout tend vers sa fin. Le charme d'une mythologie savante, le rythme des hymnes sacrés, l'éclat glorieux des cérémonies religieuses ne sont plus que de lointains souvenirs dans la mémoire chancelante d'une poignée de vieilles gens. Au cours de cette dernière année, chaque courrier des mers du sud nous a apporté la nouvelle d'un deuil qui brisait encore quelque lien entre nous et ce monde englouti. Chaque fois, j'ai entendu sonner comme un glas ces brefs commentaires : « Un tel vient de mourir. Il emporte avec lui les derniers chants païens... Celui-ci est malade. Il est le dernier qui ait assisté en personne à une fête sur le *marae*... » Bientôt, les seuls témoins de ce passé ne seront plus que les traits incertains de quelques métis et des tas de cailloux, restes des sanctuaires familiaux.

L'ethnographie polynésienne se voue à l'étude des épaves d'un grand naufrage. Il faut s'être livré au pénible assemblage de documents disparates et médiocres, dans l'espoir de reconstruire la physionomie d'une civilisation morte, pour comprendre le plaisir intense que peut procurer à l'esprit la lecture d'un manuscrit qui décrit, avec un grand luxe de détails, des faits jusqu'alors enveloppés de ténèbres. Cette fête nous est offerte par le P. Laval. Ces pages, écrites dans la solitude de sa mission, le mettront au rang des grands classiques des mers du sud, le jour où elles seront publiées. Je n'hésite pas à placer Laval au nombre des plus grands ethnographes français du siècle passé. Il faut attendre l'époque contemporaine et les travaux systématiques entrepris par le Bishop Museum d'Honolulu pour trouver une description aussi précise et complète d'une société polynésienne. Si, pour l'abondance des informations, l'œuvre du P. Laval soutient la comparaison avec celle d'Ellis ou de Mariner, elle s'en distingue par un caractère qui ajoute à sa valeur : ses descriptions de cérémonies religieuses, ses textes mythologiques, son histoire des anciens rois ne sont pas de simples notes prises sous la dictée des indigènes ou des souvenirs personnels ; ce sont des traductions de manuscrits écrits par les indigènes eux-mêmes, sur la demande du P. Laval. Ainsi, ces documents ne reflètent pas le point de vue d'un Européen, mais

nous transmettent l'image même que les indigènes se faisaient de leur culture et nous conservent les aspects de leurs croyances ou de leurs rites qu'eux-mêmes jugeaient essentiels. Toute cette œuvre y gagne une précision rare, même dans le cadre de l'ethnographie moderne.

Il est peut-être un obstacle qui empêchera toujours le P. Laval de jouir de la réputation qu'il mérite. Son style est parfois gauche et sa composition sans art. On perçoit trop l'effort pour traduire en français des concepts indigènes et, si ces maladresses augmentent la valeur documentaire du texte, elles en rendent souvent la lecture pénible. D'autre part, Laval, dans son histoire de Mangareva, a suivi fidèlement l'ordre adopté par le chroniqueur insulaire et il s'est servi des mêmes expressions. Il en résulte une certaine confusion, une débauche de noms et d'incidents qui peuvent rebuter ceux qui souhaiteraient en tirer uniquement de l'agrément. C'est précisément parce qu'il est à craindre que l'œuvre de Laval ne soit dédaignée, en raison même de ce qui fait son importance scientifique, que je crois utile d'en dégager l'essentiel : le tableau d'une société cannibale qui sut associer beaucoup de raffinement et de délicatesse à ce goût de la cruauté que nous regardons, je ne sais pourquoi, comme l'apanage des peuples primitifs.

Les îles Gambier, qui servent de cadre aux drames historiques rapportés par la chronique du P. Laval, sont un agglomerat de volcans éteints ceinturés de récifs de coraux. Le paysage et l'atmosphère y sont ceux de la Polynésie légendaire : des pics déchiquetés, des vallées verdoyantes et une mer cristalline. Le climat y est doux et la vie d'apparence facile. Laval, bien que peu sensible au pittoresque, qualifie ces îles « de petits paradis », d' « oasis des mers », et ne peut s'empêcher de s'écrier avec un naïf lyrisme : « Comme cette verdure éternelle est délicieuse à la vue ! » La fertilité du sol n'empêchait pas le retour des famines et le problème de la nourriture devenait souvent angoissant.

Ces îles furent visitées en 1934 par une vaste expédition du Bishop Museum, sous la conduite du plus grand spécialiste en ethnographie polynésienne, Dr. P. Buck (Te Rangi Hiroa). Seules, des informations fragmentaires purent être obtenues

d'une population réduite et métissée, qui a tout oublié de ce qui faisait la gloire et l'orgueil de ses ancêtres. Même les ruines des anciens temples avaient été nivelées et leurs décombres incorporés à l'église monumentale qui, seul édifice de son genre dans ces parages, domine la mer près des anciens sanctuaires royaux. Visitant la tombe effondrée du dernier roi de l'île, Te Rangi Hiroa la salua comme le symbole même des temps nouveaux. Le vieux Mangareva ne vit plus que dans l'œuvre du P. Laval et les textes inédits de ses informateurs indigènes.

A bien des égards, la chronique sauvée par le P. Laval rappelle les productions historiques de la Grèce archaïque ou médiévale. On y retrouve cette même inaptitude à distinguer le vrai du fabuleux, la même psychologie sommaire et ingénue, et cette absence de perspective qui met sur le même plan les événements décisifs et les incidents les plus futiles. La seule leçon qui s'en dégage est la constation des funestes conséquences qu'entraîne la violation des tabous. Le chroniqueur se complaît aux récits de batailles, à l'énumération des noms propres et aux généalogies. Le goût des noms propres, qui ne fut pas étranger à la Grèce ancienne, est dans cette chronique poussé au paroxysme. Il ne suffit plus de donner le nom du héros et de ses parents, mais il importe encore d'énumérer tous les sites qu'il franchit avant de se rendre sur le terrain de ses exploits. Autant qu'elle le peut, la tradition cherche à sauver de l'oubli le nom des maisons, celui des armes et des bateaux. Peu de civilisations ont porté à un tel degré l'ivresse des sons du langage. La musique mangarévienne, dans ses caractères fondamentaux, consistait dans le débit cadencé de mots sonores répétés à satiété. Les auditoires frémissaient d'aise à entendre les conteurs d'anciennes légendes émailler leur récit de ces noms aux sons harmonieux. Cet amour des nomenclatures témoigne de la prodigieuse mémoire des historiens, qui ont conservé à travers les siècles ces annales orales. Dès l'enfance, les jeunes Mangareviens s'entraînaient à retenir des noms propres et se défiaient mutuellement dans des concours de mémoire. Il est un élément dans ces chroniques dont on ne trouve pas le parallèle dans les œuvres auxquelles je les ai comparées. Certains épisodes, particuliè-

rement dramatiques de l'histoire ancienne, ont donné naissance à des chants populaires connus encore de quelques indigènes. Ces ballades ont été incorporées au texte de Laval. Placées dans la bouche de quelque héros, à un moment critique, elles sont données comme des improvisations faites par eux sous le coup d'une inspiration subite. Un réel sens de la poésie se fait jour dans ces compositions folkloriques, qui émaillent de notes mélancoliques et sentimentales le sec exposé des faits.

La société que cette histoire fait vivre devant nos yeux rappelle beaucoup les débuts de notre féodalité, ou plus exactement la Grèce des rois homériques. Ces analogies sont encore accentuées par la similitude du milieu insulaire. Ces îles minuscules sont divisées en districts, où résident des tribus, c'est-à-dire de vastes familles issues d'un ancêtre éponyme. Ce sont des *ati* ou descendants d'un héros, qui est lui-même fils des dieux si ses rejetons sont assez puissants pour être pris au sérieux. Ces tribus ont à leur tête une famille noble composée des descendants les plus directs de l'ancêtre commun par droit de primogéniture. Si la tribu est faible, son chef n'est qu'un *togohiti*, un noble ; mais si ce chef est redouté, si sa suzeraineté s'étend sur plusieurs autres tribus, il est alors un *akariki* ou *ariki*, un « roi » ou « chef divin ». Ces seigneurs, petits ou grands, sont de grands propriétaires terriens, qui font cultiver leurs domaines par des fermiers, qui les payent avec les produits du sol. Certains de ces seigneurs se montraient avides ou tyranniques, mais la plupart « aimaient à conserver leurs fermiers. Ils se connaissaient, s'aimaient et se rendaient mutuellement des services. Encore aujourd'hui, alors qu'ils sont devenus chrétiens, il en est de même. Aussi ces propriétaires prennent-ils part à tous les événements qui touchent a leur fermier. S'il y a mariage, baptême, enterrement, ils sont toujours là. Le roi Matarira fut dépossédé pour avoir voulu défendre la cause de son fermier général ». Pour flatter le seigneur, les fermiers lui remettaient, en signe d'hommage, une branche d'arbre à pain lourde de fruits, en disant : « Voici ta puissance. » Cette démarche valait au serviteur « un surcroît d'attention et d'amitié ».

Les nobles se distinguaient du commun du peuple par leur

tatouage plus élaboré, étant les seuls à pouvoir s'assurer les services d'un artiste renommé. Ils étaient plus corpulents que le reste de la population, du fait que les travaux pénibles leur étaient évités et que, grâce à la fortune de leurs parents, ils avaient pu être soumis, pendant leurs jeunes années, à un engraissement forcé. Ils possédaient, en outre, eux et leur femme, la suprême distinction d'avoir un teint clair. Ils l'acquéraient en ne quittant jamais l'ombre des huttes ou les ombrages des bosquets environnant le village. D'autres attributs témoignaient de leur rang. Dans une légende historique, un jeune homme est envoyé par sa mère, femme de haut lignage, rendre visite à l'un de ses oncles, chef d'une île voisine. Comme l'adolescent quitte pour la première fois la demeure familiale, la mère ne néglige rien pour afficher son haut rang et lui assurer un bon accueil. Elle le drape d'une cape en écorce battue, peinte en jaune, elle lui suspend au cou une dent de cachalot, le plus précieux des joyaux, et elle lui tend le bâton noir dont les chefs ne se séparent jamais. Ainsi paré, le jeune homme débarque sur la plage réservée aux nobles et s'apprête à suivre le sentier destiné aux seuls gens de sa classe. Un oncle jaloux vient au-devant de lui, lui coupe les cheveux, le dépouille de sa cape en fine écorce et substitue à son bâton de commandement un arc et des flèches. L'enfant est conduit chez le grand chef par la route des plébéiens. Une ballade peint la surprise du chef qui attendait le fils de sa sœur Tara :

Est-ce bien là le fils de Tara ?
S'il avait de longs cheveux, il serait le fils de Tara.
C'est un porc venu d'Ati-anua pour me tuer !
Si c'était le fils de Tara, il serait descendu de sa pirogue
A Te Tehito, mais lui a débarqué à Aga-te-pakoko.
C'est donc un porc, venu d'Ati-anua.
S'il avait suivi la route des nobles par Manukau
Ce serait le fils de Tara.
Mais lui, il a suivi la route ordinaire.
C'est donc un porc qui apparaît ici pour me donner la mort.

Le pauvre enfant, incapable de prouver son haut rang, est tué et mangé. Sa mère accourt et du haut de la montagne s'enquiert de son sort. La ballade continue.

« Raekeno. » — « Ici. » — « Où est ton neveu ? » — « Il a

été tué. » — « Comment ! tu as osé tuer ton neveu. Et tu l'as peut-être mangé? En reste-t-il quelque chose? » — « Non, car il avait voulu me tuer ! » A ces mots, la mère éclate en imprécations véhémentes qui font le thème d'une autre ballade.

L'essence supérieure de cette aristocratie, le sang divin qui coulait dans ses veines la rendait fragile et sujette à des dangers que le commun des mortels ignorait. Au cours des funérailles d'un personnage important, on organisait des danses combinées avec un jeu qui consistait, pour les danseuses, à saisir un gigantesque hameçon de bois que défendaient des gardiens armés de gourdins. Ces hameçons passaient pour être doués de vertus magiques. Il était difficile aux femmes nobles de résister à la tentation de prendre part à cette danse, mais d'un autre côté, elles ne pouvaient guère s'exposer à recevoir des coups de bâton. Elles en auraient ressenti une humiliation telle que la mort eût été leur seul refuge. La difficulté était tournée par le dévouement des femmes du peuple, qui s'offraient comme doublures et recevaient les coups de bâton au lieu et place de la femme noble. « Cette courtoisie n'était pas sans être appréciée par la danseuse de haute volée », remarque Laval. « Au reste, ajoute-t-il, la plébéienne ne devait pas craindre trop cet enchantement, car il était passé en proverbe, chez ces peuples, que la peau du plébéien est plus dure que celle du noble et que, par conséquent, le plébéien n'a pas à craindre autant la mort. » Une telle conception de la noblesse est générale en Polynésie. Un descendant des Maori, qui est aussi l'un des ethnographes les plus réputés du Pacifique, me contait dernièrement que, dans sa jeunesse, il supportait avec impatience les tabous qui limitaient sa liberté. Il s'en plaignit à sa mère, lui donnant l'exemple d'un petit camarade anglais que ces interdits ne gênaient guère. Sa mère lui répondit sur un ton indigné : « Quoi, tu parles de Johnny, le fils du boulanger ; crois-tu donc que les dieux daignent s'occuper de lui ? »

Cette délicatesse d'épiderme chez les nobles s'étendait... à leur âme. Les moindres événements extérieurs étaient censés avoir sur eux des répercussions profondes. Le souci de maintenir leur dignité, les tabous qui pesaient sur eux les rendaient

sensibles au moindre heurt. Aussi les suicides étaient-ils plus communs dans cette classe que dans les couches populaires. La plus légère humiliation pouvait les obliger à se tuer. Rien d'étonnant, donc, si les cas de suicides étaient particulièrement nombreux dans l'entourage immédiat des rois. Les princesses *(tepeiru)* « par colère ou pour avoir été méprisées se jetaient du haut de la montagne des signaux ». Les hommes, eux, se précipitaient du haut d'un cocotier. Laval rapporte l'histoire de la femme d'un chef qui, pour une raison inconnue, mais futile, décida d'en finir avec la vie. Elle monta sur la montagne fatale en compagnie de sa servante : « La maîtresse ne voulant pas se séparer de sa servante, ni la servante de sa maîtresse, elles se lièrent avec leurs cheveux et se prenant à bras le corps, elles se lancèrent toutes les deux du haut du pic. »

Seul l'orgueil nobiliaire pouvait les arrêter sur cette voie. « Toa-mahuru, fille de Te Mahuru et de Toa-kitama, courut un jour, dans un accès de colère où l'avait mis un amour déréglé, vers la montagne fatale. Ses serviteurs et ses parents réussirent à l'atteindre et à la ramener chez elle. On la tenait à vue, on l'avait même enfermée dans une case. Mais une nuit, elle trouva moyen de s'évader et d'arriver à la montagne sans avoir été aperçue de personne. Comme elle se préparait à s'élancer dans le vide, où des arbrisseaux et des pierres brutes allaient recevoir son corps inanimé, elle entendit dans le silence de cette belle nuit une voix qui montait de la mer. C'était un pêcheur qui ignorait son malheur et qui, tout en épiant le poisson, fredonnait une chanson en son honneur. Elle prêta l'oreille. Quand il arriva à une strophe où on lui donnait son titre de princesse *(tepeiru)*, son cœur s'attendrit : « Pourquoi mourir, se dit-elle, puisque je suis » encore une princesse ? » Elle redescendit la pente de la montagne vers sa hutte. »

Le drame historique de la formation des nations européennes se répète à peu près à la même époque dans ce monde en miniature qu'est l'archipel de Mangareva. Une de ces nombreuses familles nobles, qui se partageaient le moindre lopin de terre cultivable sur ces volcans morts, réussit, grâce à la patience et à l'audace de ses chefs, à exercer sa suzeraineté sur toutes les

tribus rivales. L'assembleur des îles mangaréviennes fut l'*akariki* Apeiti, dont Laval compare le long règne à celui de Louis XIV. Le parallèle cache une intention comique, mais il n'est pas excessif de rapprocher Apeiti de Kamehameha, fondateur de la dynastie hawaïenne, et d'en faire l'émule de Pomaré à Tahiti et de Finau à Tonga. Apeiti, lui au moins, n'eut pas besoin des canons européens pour détruire les seigneuries rivales.

La chronique de Mangareva conte par le menu cette lente ascension des chefs qui allaient devenir les seuls maîtres de ces îles. Elle ne s'arrête pas à leur triomphe final. Elle continue en nous décrivant une autre période occupée par des révoltes, des guerres entre grands vassaux et par d'interminables rivalités entre membres de la famille régnante aspirant au pouvoir. Lorsque les missionnaires débarquèrent, la paix régnait et les dernières pirogues de guerre avaient été désarmées, mais dans l'ombre se formaient de nouvelles conjurations. Quelques parents du roi auraient certainement causé des troubles si les prêtres français n'avaient pris le parti du roi et détruit toute opposition.

La personnalité des rois et des grands seigneurs mangaréviens qui défilent au cours de cette histoire est définie uniquement par les incidents de leurs luttes. Le jugement que la tradition porte sur les grands chefs est toujours sommaire. Il se réduit à la phrase type : « Ce fut un mauvais roi, qui préleva de lourds tributs et exigea de nombreux sacrifices humains. » « Il fut un bon roi, qui ne demanda pas de tribut à ses vassaux et n'en préleva pas sur le bas peuple. » D'autres bons rois furent ceux qui, comme Te Mateoa, « tournèrent leur talent vers le travail et les fêtes. Ce dernier roi se faisait apporter régulièrement les tributs, mais, nourriture et poisson, tout était pour que les fêtes fussent plus solennelles. »

Cependant, quelques anecdotes, quelques propos fidèlement rapportés ébauchent dans la pénombre de ce passé de singulières figures de chefs, aux passions violentes et cruelles ou, au contraire, sages, familiers et paisibles.

C'est d'abord Apeiti, le grand conquérant. Ses ennemis, par esprit de vengeance et pour le faire souffrir dans ce qu'il avait de plus cher, enlevèrent, au cours d'un raid nocturne,

une jeune femme à laquelle Apeiti était fortement attaché. Ils la jetèrent nue sur leur pirogue de guerre, la blessèrent à la gorge pour l'empêcher de crier et s'éloignèrent, défiant à distance les gens du village qui avait été surpris.

« Qui est cette victime qui sera mangée ? C'est Toa-te-etua-tahorea. Nos nez ne se toucheront plus en signe de paix, nos regards seront hostiles.

» Il y a guerre, il y a guerre. »

Apeiti avait suivi la pirogue des ravisseurs. Il aborda seul sur le rivage ennemi et s'approcha de la jeune femme que l'on emmenait sur un autel pour être sacrifiée. « Toa-te-etua-tahorea, en le voyant, eut honte de se trouver presque nue devant lui, car les souffrances qu'elle éprouvait ne lui firent pas oublier la pudeur. » Apeiti, ne pouvant la sauver par la force, eut recours à la prière. Il s'adressa tout d'abord au fils de Tupou, le chef de la confédération rivale. « Donne la vie à cette femme, lui dit-il, elle est ta parente et puis, je te prie, sauve mon enfant qui est dans son ventre. » L'autre lui répondit : « Est-ce moi l'auteur de cette guerre ? » Apeiti se dirigea alors vers la femme de ce chef pour l'implorer à son tour. Elle repoussa ses avances par cette phrase : « Que ne vas-tu trouver Tupou lui-même ? » Apeiti se hâta de se retirer, de crainte qu'on ne vînt se saisir de sa personne : « Mon frère, s'écria-t-il en s'éloignant, et comme si le chef de la confédération eût pu l'entendre, mon frère, c'en est fait : séparation éternelle entre toi et moi. Ou je succomberai, ou tu succomberas. »

La jeune femme fut égorgée, coupée en morceaux et cuite. Du fœtus qu'elle portait dans son sein, on fit un plat à part.

Tel fut le début d'une guerre inexpiable qui se termina par la victoire d'Apeiti et la destruction de la confédération qui, dans l'époque antérieure, avait dévasté le district habité par sa famille. L'assassinat de Toa-te-etua-tahorea fut vengé par un massacre célèbre, au cours d'une cérémonie religieuse à laquelle les ennemis eux-mêmes avaient été invités. Ceux-ci s'étaient présentés sans armes, comme convenu, mais leurs hôtes leur ouvrirent le ventre avec des couteaux en coquillages. Seul échappa à la tuerie un chef qui eut la présence d'esprit de jeter sa cape sur son adversaire et de s'enfuir pendant qu'il cherchait à s'en dégager.

Parmi les prisonniers faits en cette occasion, se trouvait le fils d'un chef subalterne. Son vieux père vint implorer sa grâce. Du haut de la montagne, il cria : « Mon fils, où est mon fils? Rendez-le moi ! Ce n'est pas de lui que vient cette guerre. » Apeiti se montra inflexible. L'homme fut tué et son corps porté sur l'autel, où il resta exposé pendant dix jours. Après quoi il fut mangé à moitié décomposé. Les gens de la tribu dont il était membre furent invités à la fête, mais par délicatesse on ne leur servit que du *popoi* ou pâte de fruit à pain.

La fille du mort composa en l'honneur de son père un chant dont voici une strophe :

Père chéri, mais frappé à mort, toi, aussi beau que le *kura*.
Tu as trouvé le trépas au milieu des tiens.
Pour venger sa mère, Hauiti-a-papa t'a fait mourir.
O père chéri, mais frappé à mort !
Voyez donc cette fumée. Voyez-la comme elle se répand sur tout Rikitea.
C'est la fumée du four de mon père.

Le roi Chokehu fut un roi cruel. La chronique nous le peint comme un chef sombre et défiant, profondément rancunier. Un de ses cousins était venu lui faire un présent de poissons. Selon la coutume, il les jeta au pied du chef, employant par déférence la formule consacrée : « Il n'y a pas de poissons » ; mais au lieu de saluer le roi du titre de « Dieu de la Nuit », il lui donna le nom de frère, comme il s'y croyait autorisé par son degré de parenté. Chokehu le transperça de sa lance pour ce seul manquement à l'étiquette.

Parmi les drames successifs qui forment la matière de cette chronique, il en est un qui, s'il ne frappe pas le lecteur européen, n'en apparaît pas moins extraordinaire lorsqu'on le situe dans son cadre polynésien. Sous le règne du roi Magitutavake, un *urumanu*, homme du peuple, usurpa le pouvoir royal. Il fallait une audace peu commune pour aller à l'encontre des tendances profondes d'une société aussi essentiellement aristocratique. Les rois pouvaient être combattus, vaincus, exilés, tués même, mais l'*ao*, le pouvoir ne pouvait être aux mains d'un homme dont la généalogie ne remontait pas aux temps mythiques. Qu'est-ce qu'un roi polynésien? Il peut être un chef politique, plus ou moins autoritaire, mais il est avant tout l'intermédiaire entre la communauté

et les dieux ancestraux. Son sang est divin, sa personne sacrée et des effluves mystérieuses et mortelles se dégagent de son être. Sa sainteté est contagieuse, elle infecte ce qu'il touche et doit être neutralisée par des tabous. Les Mangaréviens n'ont pas poussé la dévotion du pouvoir royal au même degré que leurs frères de Hawaï ou de Tonga, mais leurs rois étaient entourés d'un « respect mystérieux ». Un homme du peuple pouvait se révolter, mais non pas prétendre aux prérogatives du tabou royal. L'usurpation était plus qu'un sacrilège social, c'était une impiété. Teitiatuhou, après avoir chassé le roi et exilé sa famille, instaura ce que la chronique appelle « la domination des plébéiens. »

On souhaiterait connaître avec plus de détail la singulière physionomie de ce rebelle, de cet usurpateur. La chronique, dans sa sécheresse, déçoit notre attente, et cette forte personnalité s'entrevoit à peine. Peu d'anecdotes nous sont parvenues à son sujet. Un seul incident assez obscur nous le montre dans une attitude de défi envers les nobles, comme s'il cherchait à se prouver à lui-même sa propre force. A brûle-pourpoint, à propos de bois, il arracha un jeune tronc d'arbre qui se trouvait près de lui et s'écria : « Les nobles ont-ils autant de cœur ? » Le témoin de cette scène s'empressa de répondre : « Le cœur des nobles respire à peine, c'est le cœur de la *torea* (oiseau). » « Je veux, reprit Teitiatuhou, que la victime humaine que j'ai dessein d'offrir aux dieux soit choisie parmi les membres de l'ancienne famille royale. »

Offrir un sacrifice humain était le signe le plus manifeste de la puissance royale. Teitiatuhou, à l'instigation d'un de ses partisans, voulut par cet acte s'assimiler aux rois qu'il avait dépossédés. Une telle arrogance dut scandaliser le peuple, car c'est à cette occasion que se firent entendre les premiers murmures de mécontentement.

Le peuple avait suivi Teitiatuhou dans sa révolution parce qu'il était exaspéré par la cupidité de Magi-tutavake, mais il se sentait mal à l'aise sous la domination d'un chef sans généalogie. Secrètement, il souhaitait être dirigé par des nobles. Teitiatuhou ne fut certainement pas un mauvais chef ; la tradition dans toute sa partialité ne rapporte de lui ni cruautés, ni injustices. Il eût même épargné le roi vaincu si un de ses

partisans, par excès de zèle, ne l'avait forcé à se prononcer pour l'exil dans des conditions équivalentes à un meurtre. Le roi et sa famille, contraints de s'embarquer sur de méchants radeaux assemblés en toute hâte, périrent sur les récifs du large. Le père du roi défunt qui, selon la coutume polynésienne, avait passé le pouvoir à son fils de son vivant, ne fut pas inquiété, car il s'était montré généreux au temps de sa puissance. Un des fils de l'usurpateur était spécialement chargé de lui apporter à manger.

Teitiatuhou aurait peut-être réussi à faire souche de chefs, si toute la famille royale avait été exterminée. Malheureusement pour lui, les deux fils de Magi-tutavake, Te Akariki-tea (le roi blanc) et Te Akariki-pagu (le roi noir) furent oubliés dans la hâte du départ et échappèrent ainsi au naufrage où tous les leurs furent engloutis. Les deux jeunes chefs furent recueillis par des serviteurs qui les élevèrent en secret, comme s'ils avaient été leurs fils adoptifs. Teitiatuhou et ses guerriers ignoraient l'existence de ces enfants : il faillirent cependant la découvrir dans les circonstances suivantes : Akariki-tea, désirant rendre visite à son grand-père qui vivait dans une autre île, s'embarqua sur un radeau qui portait toute une foule vers le lieu où une victime devait être sacrifiée. En cours de route, quelqu'un reconnut dans les traits de l'enfant l'image du roi déchu. On s'excite, un murmure soulève la foule, et déjà l'on crie : « A l'eau, le fils du roi ! », lorsque, sans mot dire, le père adoptif s'approche de celui-ci, cherche un pou dans sa chevelure et le mange à la vue de tous. Aussitôt la rumeur s'apaise et plus personne ne fait attention à l'enfant. Par ce simple geste, le serviteur avait dissipé tous les soupçons : si l'humble petit garçon avait été fils de roi, le fluide sacré contenu dans sa tête aurait tué l'homme qui y avait porté la main. Pour sauver la vie de son maître, le serviteur avait bravé la mort.

Teitiatuhou fut vaincu le jour où le Roi blanc prouva au peuple que son *mana* (puissance sacrée) était plus fort que celui de l'usurpateur. Une nuit, il alla voler du poisson dans l'enclos sacré de Teitiatuhou. En brisant son tabou, il humiliait le chef et détruisait son prestige. Une des tribus se souleva en masse, se rua sur la hutte de Teitiatuhou, qui

fut lynché par une foule furieuse. Son cadavre fut étendu sur une pierre sacrée. « Le peuple vint le voir ainsi exposé, raconte le texte indigène. Les uns disaient : « Comment? « C'est le roi? » « Oui, c'est fini », ajoutaient les autres. « Oh! » qu'il est petit », reprenaient les premiers. « Vraiment, disaient » les seconds, il n'est pas plus long qu'un lézard. » Ses funérailles aussi furent bientôt faites : on lui mit une pierre au cou et on le jeta à la mer. »

Le Roi noir et le Roi blanc se partagèrent le pouvoir. Te Akariki-tea ne tint aucun compte des conseils de modération que lui donna son grand-père, le bon roi Te Makorotau. Il sévit contre les ennemis de son père avec une brutale énergie. « Il fit manger tous les partisans de Teitiatuhou et obligea les autres à s'exiler sur un atoll désert. » Il engloba dans ces massacres le fils de l'homme qui l'avait accueilli, pour se venger d'une humiliation subie lorsqu'il était petit garçon. Son compagnon de jeu l'avait obligé, lui, le fils des chefs, à porter du poisson sur son dos.

Te Akariki-pagu, plus habile que son frère, n'immola qu'une seule victime à la mémoire de son père. Aussi c'est à lui que revint le pouvoir de fait. Le peuple, pour marquer sa haine de Te Akariki-tea, violait les tabous imposés par lui et cassait, comme par inadvertance, les branches de ses arbres à pain.

La rivalité entre les deux frères, Te Akariki-tea et Te Akariki-pagu, se poursuivit dans la personne de leurs descendants jusqu'au moment où la branche aînée conquit le pouvoir. Énumérer même brièvement cette longue série de guerres familiales serait d'une fastidieuse monotonie. Un seul incident mérite d'être rapporté pour la lumière qu'il jette sur le caractère de ce peuple généralement doux et bienveillant. Lorsque les rois de la branche aînée eurent remporté la victoire, ils entreprirent « un nettoyage » de leurs ennemis. Tous périrent, sauf les enfants, qui furent épargnés. Un jour, on les rassembla pour leur donner l'ordre de creuser un long four souterrain. Puis on les envoya se baigner dans la mer et chercher des algues pour envelopper les aliments qui devaient cuire à l'étouffée. Quand les pierres tapissant les parois du four furent rougies à blanc, on y étendit des

algues pour que la chair n'eût pas un goût de brûlé. On se saisit alors de tous ces enfants qui croyaient avoir travaillé pour un four ordinaire. On les y entassa tous vivants les uns sur les autres, au nombre de vingt. On les couvrit d'algues... Tant que la chaleur ne montait pas, les petites victimes ne disaient mot, mais quand fut versée l'eau qui devait provoquer la vapeur nécessaire à la cuisson, ces pauvres victimes poussèrent des cris lamentables. En un instant, le monceau fut couvert de terre et la vie de ces victimes cessa avec le dernier de leurs cris étouffés. Quand la fournée fut à son degré de cuisson voulu, ce fut la famille de Nou et les tribus de Puhipuhi, de Maragia et d'Amore qui la mangèrent. »

Le dernier roi indépendant de Mangareva fut Te Ma-te-oa, qui régnait encore en 1826 quand Beechey visita l'archipel. Il avait pris le pouvoir au milieu des guerres habituelles. Pour rétablir la paix, il avait dû fermer les yeux sur les excès de ses guerriers. Un témoin raconta à Laval qu'il leur fallut six jours pour manger les cadavres qu'ils avaient faits.

Te Ma-te-oa semble avoir porté un intérêt tout particulier à la religion. Obéissait-il ainsi à sa nature ou cédait-il à un mouvement mystique qui se produisit à cette époque? Il est difficile de le dire. Les fœtus et les caillots de sang issus des femmes ont toujours été considérés en Polynésie comme revêtus d'une certaine vie à part, mystérieuse et redoutable. Cette crainte des fœtus se transforma à Mangareva en un culte important, qui paraît avoir atteint son plus haut point de développement dans les années qui précédèrent l'introduction du christianisme. Pour cette période, la chronique enregistre toutes sortes d'histoires de femmes qui se disent possédées par les fœtus dont avaient avorté les femmes du roi. Un de ces fœtus, qui reçut le nom de Te Agai-a-tu-oro-kava, fut mis sur le même pied que le grand dieu Tu. Ces apothéoses, dont les membres de sa famille étaient l'objet, flattaient la vanité de Te Ma-te-oa. Une de ces possédées acquit une grande influence auprès de lui en se disant visitée, au cours de ses transes, par les fœtus issus de sa femme et de sa mère. Le roi autorisa cette femme, choisie par les esprits, à occuper le siège réservé pendant les cérémonies aux dieux de la famille régnante. Pour assurer sa position privilégiée, la prophétesse exigea de

la part des dieux que le roi fît d'elle sa concubine, bien qu'elle ne fût pas de sang noble.

La fin du règne de Te Ma-te-oa fut assombrie par une tragédie qui impressionna vivement les indigènes, car ils en discutaient encore quarante ans après, alors que le souvenir du passé commençait à s'estomper dans leur mémoire. Le fils aîné du roi, Te Ika-touhara, bien que marié, voulait absolument épouser une jeune fille « qui avait des propensions à devenir grasse et puissante. » Son père s'opposa à cette union avec une femme qui n'était pas de sang royal. Il la laissa prendre par son autre fils, Matua, mais se montra inflexible tant qu'il s'agit de l'héritier de son titre.

Peu de temps après, Te Ika-touhara, alors qu'il pêchait avec quelques serviteurs de son père, nagea tout droit vers un requin qui sectionna le bas de son corps. Pour les uns, ce mouvement fut volontaire ; pour les autres, il fut purement accidentel. Quelques-uns mêmes interprétèrent cette mort comme une punition envoyée par les dieux, car Te Ika-touhara avait coupé un arbre sacré. Quoi qu'il en soit, la mer fut subitement rouge de sang, du sang des rois. Une épouvante sans nom s'empara des pêcheurs et de toute la population. La mort d'un roi était toujours suivie d'une période de tumultes et de bagarres, mais cette fois-ci les circonstances étaient particulièrement imprévues et mystérieuses. « Ce n'étaient plus les lamentations tendres et pathétiques qui se faisaient entendre, mais des hurlements qui se répandaient au delà des limites de la demeure royale. Des hommes et des femmes se mordaient les bras et les mains à pleines dents. Par ces attitudes frénétiques, on sollicitait du chef l'autorisation de tuer des victimes pour honorer le mort. Il aurait suffi d'un clignement d'œil pour déchaîner une bataille entre les pleureurs ou un massacre de victimes choisies au hasard. Les plus exaltés étaient prêts à mettre tout à feu et à sang. Te Ma-te-oa eut le courage de résister à cet accès de folie collective. Il resta impassible, refusant de prêter la moindre attention aux sollicitations frénétiques qui lui étaient adressées. Il se contenta de dire en désignant son petit-fils : « Pourquoi vous battre et vous manger les uns les autres ? N'avez-vous pas devant les yeux un jeune roi ? Abandonnez vos sentiments hostiles et que mon

petit-fils, en devenant roi, vous apporte aussi la paix. » Ces mots apaisèrent la foule et les funérailles du mort furent célébrées dans le calme. Beechey devait voir son corps exposé sur un tréteau au bord de la mer.

Ces crises meurtrières des foules obéissent à des causes obscures. Le mécanisme ne peut en être compris que si l'on tient compte de la masse de sentiments comprimés que crée la nécessité de vivre en commun sur une petite île. La mort d'un roi trouble l'ordre de la nature, s'enveloppe de terreurs imprécises, rompt l'équilibre habituel des rapports humains et provoque ces étranges déchaînements de passions. Il s'y mêle des ressentiments personnels accumulés, la crainte de l'imprévisible, le désir de flatter le nouveau roi et une exaltation factice. La contagion gagnait les natures les plus calmes et les entraînait dans ces débordements sanguinaires.

A en croire les missionnaires, les dernières années de l'ère païenne virent l'éclosion de prophéties annonçant l'arrivée de grands bateaux et le renversement de l'ancien ordre des choses. Les voiles inconnues qui passèrent au large avaient suscité dans l'archipel un état d'attente, une sorte de malaise dont toutes ces prédictions sont peut-être un écho déformé. Les indigènes se montrèrent d'abord sympathiques, puis hostiles à Beechey qui, pour protéger ses marins, fut obligé de faire tirer sur les Mangavériens. Quelques années plus tard, Laval demanda aux victimes de cette fusillade la cause d'une attitude que rien ne justifiait et qui était pour le moins illogique. La réponse qu'ils lui firent explique en partie la bizarrerie de la réception que reçurent nombre d'Européens lorsqu'ils débarquèrent pour reconnaître les îles polynésiennes nouvellement découvertes. Vols et menaces n'avaient sans doute d'autres motifs que ceux avoués par l'informateur de Laval : la curiosité et le désir « de faire acte de courage » aux yeux des nouveaux venus.

Une grande partie du règne de Te Ma-puteoa appartient à la période chrétienne. Avec lui finit la chronique de Mangareva.

Les traditions indigènes compilées dans le manuscrit du P. Laval comportent un certain nombre de récits que l'on peut qualifier « d'exemplaires ». Ce sont des épisodes ou des mots héroïques dont la saveur rappelle celle de notre histoire

ancienne. Rien de plus précieux que ces anecdotes qui nous donnent le moyen de juger de la force et de la nature des sentiments dominant au sein d'une communauté primitive et qui, en même temps, nous fournissent une échelle des valeurs sociales les plus prônées.

Veut-on connaître la force de l'amour paternel à Mangareva? Voici un épisode qui nous permet de l'apprécier : un chef était à la pêche avec ses deux fils lorsqu'il fut surpris par une troupe d'ennemis. Se trouvant près du rivage avec son fils aîné, il aurait encore pu se sauver, mais son cadet, resté sur le radeau, ne pouvait échapper à la mort. Le père l'entendit pleurer au large : « Aux cris de Poue, qui demandait du secours à son père, le cœur de Hahine n'y put tenir. « Toi, » mon fils, dit-il à son aîné, sauve-toi et, tôt ou tard, venge » ma mort. Quant à moi, il faut que j'aille mourir à côté de » ton frère sur le radeau. » « Non, dit le fils aîné, il ne faut » pas vous livrer ainsi : Poue est perdu et votre mort ne peut » plus le sauver. Qu'il meure donc tout seul et sauvons-nous. » « Mon aîné, repartit le père, entends donc les cris de ton frère » qui m'appelle. Tu es jeune, toi, prends la fuite ; mais moi, » qui suis déjà vieux, laisse-moi mourir avec Poue. »

Dans cet autre épisode, c'est d'une mère qu'il s'agit. Au cours du massacre des Atikura, une femme, tenant un bébé dans ses bras, s'avance vers l'ennemi et dit : « Par ma naissance et ma condition, je suis d'Atikura, et alors je meurs ; mais, je vous en conjure, que mon enfant vive, car mon mari n'est pas son père ; c'est l'un des vôtres qui me l'a donné. » Comme le sang d'un frère de tribu ne saurait être versé, l'enfant fut épargné, mais la mère égorgée.

La chronique d'un peuple si éminemment belliqueux abonde naturellement en actes de courage collectif ou individuel. Au cours d'une des nombreuses guerres intertribales, cinquante guerriers, tous de la classe des nobles, furent cernés sur une montagne. Voyant qu'ils ne pouvaient échapper, ils se lancèrent en chantant sur les lances des assaillants. Le texte du poème chanté qu'ils improvisèrent avant de mourir n'est peut-être pas authentique, mais il n'est pas rare que des guerriers aient demandé avant de mourir une minute de grâce pour célébrer leur trépas.

Les rois et les chefs sont entourés d'une garde de guerriers *(marape)*, qui sont redoutés par leur vaillance et leur férocité. On les appelle des *kaia*, « mangeurs d'hommes », « hommes sauvages ». A la guerre, ils sont chefs de bande et, en temps de paix, ils débarrassent le roi de ses ennemis. On les récompense avec les dépouilles des vaincus. Malheur au roi qui se montre ingrat : l'heure du danger sera aussi celle des défections. Un des guerriers de Mataira, Ma-pukou, avait sollicité une terre qui lui fut refusée brutalement et donnée à un favori qui ne s'était distingué par aucune prouesse militaire. Le vieux guerrier se retira sans se plaindre, mais profondément ulcéré. Quelques années plus tard, une conjuration se forma contre Mataira. Celui-ci ne s'en soucia guère, sûr de l'appui de son ancien champion, Ma-pukou, qu'il convoqua en toute hâte. Le roi et les autres guerriers tenaient conseil quand Ma-pukou arriva. Il écouta les discours en silence, mais lorsque vint son tour de donner son avis, il se dressa devant l'assemblée et, avec ce sens profond du théâtral qui caractérise les Polynésiens, il dit : « Pourquoi parler de guerre? Quelle guerre? O roi, si tu m'avais donné la terre que je t'ai demandée, alors oui, il y aurait eu guerre. Regarde mon ventre. Il est plein des crabes du rivage. » Sur ces mots qui faisaient allusion à sa pauvreté, pauvreté dont il rendait son chef responsable, il quitta le conseil pour aller apporter son concours aux rebelles. Ces condottieri ne se recrutaient pas toujours dans la noblesse. Un grand nombre d'entre eux étaient issus du peuple. La guerre était pour beaucoup de plébéiens une occasion de s'élever au-dessus de leur rang et de faire partie de la classe moyenne des riches propriétaires terriens *(rangatira)*.

Ces vieux *Raia* ne sont pas sans points de contact avec les professionnels de la guerre de tous les pays et de tous les temps. Ils ont la fierté de leur métier et ils en parlent à la romaine. Un jeune chef et son frère, pour venger la mort de leur grand-père, s'adressèrent à Ragitupoi, guerrier fameux, mais d'âge avancé. Le vieillard, pour convaincre ses visiteurs qu'il avait conservé sa souplesse de jadis, les invita à lui jeter une pierre. Les jeunes gens s'exécutèrent, mais ne purent atteindre le vieillard qui se dérobait à chaque coup. Émer-

veillés par tant d'agilité et s'imaginant qu'elle était d'origine surnaturelle, ils demandèrent au vieillard de les initier dans les rites qui feraient d'eux ses égaux. Ragitupoi les conduisit sur tous les *marae* ou sanctuaires de l'île. Devant chacun d'eux, les jeunes gens demandaient : « Est-ce ici que tu vas nous initier? » Invariablement leur guide répondait : « Non. » Enfin, impatientés, les jeunes chefs s'écrièrent : « Dis-nous où il nous faut aller pour cette initiation? » « Sur le champ de bataille », dit sèchement le vieillard.

Le lendemain, ils livrèrent bataille et, grâce aux habiles dispositions conseillées par Ragitupoi, les ennemis du roi furent vaincus et leur chef tué. On trouva parmi les morts le corps du vieux guerrier. Il n'avait été effleuré par aucune blessure : il était simplement mort de joie après la victoire.

Générosité et noblesse d'âme n'étaient pas des sentiments étrangers à ce peuple de guerriers. Souvent, lorsqu'un adversaire était battu, on lui permettait d'émigrer et on lui en donnait même le moyen. Les migrations des Polynésiens sont un des chapitres les plus étonnants de l'histoire humaine. Montés sur leurs doubles pirogues, ils ont découvert et peuplé toutes les îles de la Nouvelle-Zélande à Hawaï et même atteint la minuscule île de Pâques au milieu de sa vaste solitude marine. Ces navigations ont paru même si incroyables que des auteurs en ont nié la possibilité et ont fait surgir des continents pour expliquer la dispersion des Polynésiens. Nous savons de source sûre que ce sont les ancêtres directs des Polynésiens actuels qui ont accompli ces immenses voyages. Pour comprendre un événement historique, il ne suffit pas de connaître la façon dont il s'est produit ou les causes qui l'ont déterminé, mais il importe tout autant de recréer l'atmosphère psychologique qui l'a entouré. Le manuscrit du P. Laval nous révèle les facteurs sentimentaux qui, entre autres motifs, furent à la base des grandes migrations polynésiennes. Émigrer n'était pas uniquement une nécessité physique imposée par un vainqueur à un parti vaincu, c'était aussi la seule solution honorable pour des gens de cœur qu'une défaite avait dépouillés de leur prestige *(mana)* et de leurs terres. Un jeune noble hésitait à suivre sur la mer son suzerain qui avait pris le parti d'émigrer. Pour l'encourager et lui

faire honte de ses hésitations, sa mère improvisa la chanson suivante :

O Tupou ! O mon roi !
Les sourds mugissements des récifs font entendre sous le vent
derrière Hararuru. C'est pour toi qu'ils mugissent.
O Tupou ! O mon roi !
Hélas ! Tu as disparu avec sept pirogues.
O Tupou ! O mon roi !
Et il en est encore une qui reste, c'est la pirogue double de
de Ma-pukutaora.
Que va-t-elle faire ?
O Tupou ! O mon roi ! »

Le jeune roi obéit à la voix des vagues et partit à la recherche de Tupou, son chef.

Un autre chef vaincu, Mata-puku, alla se réfugier avec son fils chez sa fille mariée dans une autre tribu. Là, on ordonna aux fugitifs d'aller chercher du poisson : « Quand Mata-puku vit son fils faire fonction de serviteur, conduire la pirogue et recevoir des vagues sur le rivage, il fut pénétré de douleur à la pensée qu'ils étaient tous les deux dans une espèce d'asservissement. Alors ils décidèrent de chercher une autre île où la honte d'être vaincu ne pèserait plus ostensiblement sur eux. » Ils demandèrent une pirogue, qui leur fut immédiatement accordée, « car, d'après les préjugés du pays, l'on ne pouvait demeurer sans se venger ou sans se confier à la merci des flots. »

« A la merci des flots ». Aucune expression ne peut rendre plus exactement le caractère de ces aventures maritimes. Les émigrants voguaient au hasard, droit devant eux, dans l'espoir de trouver quelque île au delà de l'horizon. Des centaines errèrent sur la mer jusqu'à ce que leurs canots ne fussent plus qu'une épave pleine de corps émaciés. D'autres périrent dans les tempêtes, mais quelques-uns abordèrent dans les « oasis de la mer » qu'ils conquirent pour l'homme.

Comme plus tard les escadres espagnoles ou portugaises, les flottilles polynésiennes, qui partaient en quête d'îles inconnues, quittaient la patrie dans un joyeux tumulte de fête. Maints récits de ces départs font allusion au déchirement de la population, aux pleurs, aux ultimes recommandations. Qui a quitté un port polynésien, même de nos jours, sait com-

bien les larmes coulent facilement sur ces faces bronzées ; mais les vaincus, qui entreprenaient ces voyages sans retour, tenaient à honneur d'affecter un « air de triomphe et de joie ». Ne fallait-il pas narguer l'adversaire, étaler sa confiance en un destin glorieux ?

Alors que les hommes assemblaient les planches des pirogues doubles, les femmes martelaient l'écorce du mûrier à papier pour faire des vêtements de cérémonie et des banderolles de couleur. Au jour du départ, tous se paraient des ornements les plus beaux et couvraient leurs cheveux de guirlandes de fleurs. Dans ce décor de fête, les pirogues s'éloignaient lentement, alors que sur l'arrière un des prêtres chantait en dansant « les derniers adieux à la patrie » et saluait d'avance la terre « qu'ils cherchaient au delà de l'horizon ».

Ce spectacle affectait profondément le cœur de ceux qui restaient, et, en plus d'une occasion, nous voyons les ennemis les plus invétérés chercher à retenir les émigrants, leur offrant leur amitié et l'oubli des rancunes passées. Apeiti, voyant partir Tupou, voulut engager le fils de celui-ci à rester : « Soyons amis, lui dit-il, reste. » « Non, répondit le jeune homme, je veux suivre mon père et partager son sort. » Sur ces mots, il tendit au vainqueur son bâton de commandement, lui abandonnant ainsi le pouvoir sur ses terres. Apeiti refusa le don qui lui était fait et le jeune chef planta son bâton dans la mer, près du rivage. La légende rapporte que les coraux s'y attachèrent pour en conserver la forme.

Avant de partir, certains de ces voyageurs vont jeter un dernier coup d'œil sur leur vallée et ils s'y attardent comme retenus par le lourd regret de ce qu'ils quittent. Dans ces visites attendries se manifeste un amour simple et profond de l'île natale, du domaine familial qui, une fois encore, jette une note homérique dans ces récits de navigation primitive.

D'autres traits du caractère polynésien apparaissent dans toute leur fraîcheur dans les pages de ce manuscrit. Il en est un particulièrement qui s'étale avec une franche ingénuité : la soif de sensation et de nouveauté dont sont tourmentés les gens des îles les plus solitaires du monde. Je me souviens, à l'île de Pâques, de l'amusement que me procuraient mes amis indigènes par leur goût violent des « nouvelles ». Pour

me donner la primeur d'un fait souvent insignifiant, ils traversaient les champs de lave dans une course éperdue et s'effondraient devant moi, harassés de fatigue, mais le visage illuminé par l'orgueil d'apporter la révélation de quelque événement inédit. L'histoire mangarévienne comporte quelques cas de cet héroïsme du sensationnel. Jamais journaliste n'a été aussi fier de son « scoop », aussi décidé à tout sacrifier pour la gloire d'être le premier à dévoiler une intrigue internationale que ce guerrier mangarévien qui, avant tout le monde, avait vu une voile poindre à l'horizon. Il courut d'abord chez lui pour se parer de ses ornements les plus précieux, puis il fit une lieue à la nage pour gagner la grande île où résidait le roi. Sans répondre aux gens qui se pressaient sur le rivage pour l'interroger, il franchit une montagne au pas de course, traversa l'île et, toujours sans desserrer les dents, fonça vers la grande place en face de la case royale. Arrivé là, il grimpa sur une large pierre réservée aux chefs et jeta au vent le cri de guerre. Il attendit que la foule se fût assemblée. Il resta longtemps sans parler, s'enivrant peut-être de l'impatience et de l'attention dont il était l'objet. Enfin, il lança en pâture la nouvelle formidable dont il était porteur : « Une pirogue est arrivée de l'étranger... »

Les faits ethnographiques exposés dans le manuscrit de Laval sont coupés çà et là, mais rarement, de petits tableaux un peu gauches, mais qui recréent l'atmosphère polynésienne avec plus de bonheur que beaucoup de descriptions d'un lyrisme imprécis. « Les femmes coquettes ajoutaient à leurs cheveux des fleurs et des couronnes de verdure odorante... Elles ceignaient leur front de bandeaux en écorce battue avec des boucles où des fleurs étaient glissées... Les soirées entre époux se passaient à parler avec les enfants, à la lumière d'une noix de rama enfilée sur une nervure de palme. De jour, les enfants, nonchalamment groupés autour de leur père, lui arrachaient la barbe et les cheveux blancs à l'aide de petits coquillages ou d'une dent de requin. Parfois, c'étaient l'homme et la femme qui se démêlaient mutuellement leur chevelure et se débarrassaient de leur vermine qu'ils écrasaient sous leurs dents, pour se venger de ce que ces insectes les avaient aussi mangés. »

Ces hommes étaient gais et d'humeur joviale. Ils aimaient à faire la causette assis ou couchés au bord de la mer, à l'ombre de ces beaux arbres que Laval appelle « le boulevard de leur terre ». Ils se plaisaient à raconter des histoires comiques, à provoquer les rires de l'assemblée et à décocher des railleries. Leurs bons mots n'étaient pas sans sel. Subitement, on abandonnait les propos légers pour quelque sujet plus sérieux, et immédiatement les visages devenaient sérieux, tendus. Laval a noté leurs gestes expressifs, surtout ceux des femmes « qui sont admirables ». Quelle ondulation dans la poitrine et les épaules pendant que les deux bras se développent en avant. C'est tantôt une pose, tantôt un moulinet que dessinent les mains pour exprimer la confusion, la débâcle. »

Leurs récits sont imagés, pleins de figures inspirées par la nature et coupés de citations poétiques. La grande occupation des jeunes gens était la poésie. Ils composaient des ballades et des chansons érotiques ou satiriques. Ceux qui faisaient preuve de talent étaient honorés par les grands chefs, qui leur donnaient des terres « ou autres objets de grand prix tels que les lances ».

La jeunesse menait une vie oisive. Les adolescents soignaient leur teint en restant à l'ombre et en fuyant tout travail qui les eût exposés au soleil. Ils restaient couchés toute la journée, ne s'occupant guère qu'à fredonner quelques chansons. Les enfants préférés étaient soumis à un traitement spécial qui devait leur permettre d'atteindre l'idéal même de la beauté : pendant des mois et même des années, ils étaient enfermés dans une hutte, où ils étaient soumis à un gavage forcé. On les obligeait à absorber à de courts intervalles d'énormes platées de *popoi* « et quand ils vomissaient cette nourriture introduite par contrainte dans leur bouche, il fallait qu'ils reprissent ce qu'ils avaient vomi ». Souvent on usait du bâton pour leur donner de l'appétit. L'épreuve était rude, mais le résultat valait ces souffrances. Le jour des grandes fêtes tribales, alors que les cérémonies battaient leur plein, devant une foule impatiente et nerveuse, avait lieu la parade des beautés masculines et féminines. Les concurrents se cachaient dans la brousse jusqu'au moment où, couverts de capes en tapa peint, ils faisaient leur apparition au milieu des cris et des

acclamations de l'assemblée. Ce défilé était le bouquet de la fête, le moment le plus excitant de la cérémonie. Une gradation savante réglait l'arrivée successive de ces champions de l'embonpoint : le plus volumineux se produisait en dernier, mettant le comble à l'enthousiasme. Il était souvent si énorme qu'il ne pouvait marcher et, même soutenu par des aides, il s'effondrait sous son poids. Les jeunes chefs, un long bâton à la main, dévisageaient les jeunes femmes matelassées de graisse et choisissaient leurs femmes ou leurs amantes. Longtemps encore après l'arrivée des missionnaires, les Mangaréviens devaient garder la nostalgie de ces concours de beauté.

Aujourd'hui Mangareva est mort. Le tableau qu'en font ceux qui y ont abordé est désolant. Comme ailleurs, en Polynésie une laideur médiocre ronge les derniers vestiges du passé. De tant de passions dépensées pour la conquête du pouvoir, de toutes ces vies à la fois violentes et douces, il ne reste que le cadre : des rochers noirâtres, des touffes de végétation et la mer qui gronde sur le récif comme dans la chanson qui appelait Ma-pukutaora vers les îles encore plus belles.

ALFRED MÉTRAUX

Ethnologist of the Bernice P. Bishop Museum, Honolulu.

PROPOS SUR LA CRITIQUE

En cette matinée de juin, il est entré dans mon cabinet autant de feuilles de papier imprimées et brochées qu'il pousse de feuilles vertes sur les arbres dans mon jardin.

Ce qu'il en pousse depuis Pâques est incroyable. Il semble qu'aujourd'hui le solstice d'été ait achevé d'enivrer la nature. Une grande illusion de puissance s'excite et déborde dans la sève et dans la chlorophylle. Pas un rameau qui ne s'allonge encore, et qui n'accroisse la pousse d'avril. Pas une branche qui ne double les espoirs du printemps. On n'aurait pas cru qu'il y avait place pour un tel poids de feuillage sous le ciel, pour tant de fleurs sur la terre en travail. La profusion de la nature défie la critique superbement. Mais dans moins de quatre mois, sur les allées jonchées, sur la terre pourrie, l'automne aura fait la critique du sycomore et des géraniums. Et personne ne sera épargné.

Je pourrais compter, moi aussi, sur le constant hiver dont s'accompagne la marche du temps pour qu'il fasse des feuilles mortes avec tout le papier de ma bibliothèque effervescente. Mais le temps ne travaille que trop sûrement, je le sais, contre les piles croulantes de mes livres. Alors un instinct fraternel, un sentiment de solidarité humaine, tout simplement, est d'abord ce qui me rapproche de ce papier misérable, ce qui me pousse à lutter avec lui contre l'hostilité de la nature et de la mort associées, à sauver au moins de sa vie fragile ce qui peut être sauvé.

Un critique est un homme heureux si, dans le jardin des livres, il a trouvé un matin une fleur, une seule fleur, que nul hiver ne fera mourir.

*
* *

Quelle fleur? Le bonheur du critique est à peine entrevu qu'il exige une décision. Le bonheur d'aimer les livres, s'il s'agit de les aimer bien, implique aussitôt le droit et le devoir de les choisir. Et l'on s'avise qu'entre *aimer* et *choisir* se joue au fond le destin de l'homme, avec toute sa dignité et toute sa faiblesse.

La mêlée amoureuse anime le grand jeu de la nature, où les hommes sont engagés aussi. Mais, à l'exception des hommes, aucun être ne choisit ses amours. Les frelons et les papillons, que je vois de fleur en fleur faire des échanges de pollen au bout de leurs pattes, les graines qui se sèment au hasard de la brise, qui germent au hasard de la pluie et du soleil, tout entretient autour de moi une vie dont la confusion aveugle est la seule loi. Plus innocente que tout le reste du jardin, c'est-à-dire absolument stupide, ma sœur la vigne vierge embrasse mon balcon de cent rameaux qui représentent quatre-vingt-dix-neuf efforts perdus. La bêtise de la vigne vierge dépasse l'imagination et déconcerte l'entendement. Pour une tige qui trouvera par hasard le support d'un balustre et s'y aggrippera, la branche mère en jette d'innombrables qui ne happeront que le vide et s'y stériliseront à coup sûr. C'est la figure parfaite de la prodigalité par laquelle la nature doit suppléer à l'absence d'esprit : des millions de semences perdues pour une vie que le sort élira, afin de l'acheminer vers la mort à son tour. Encore, lorsque la vie naturelle obtient cette victoire éphémère, c'est dans le chaos qu'elle l'accomplit. Les herbes folles, les surgeons, les plantes dont la dégénérescence amoindrit la qualité pour accroître la vitalité, voilà ses œuvres fatales. S'il y a une fleur rare et belle, un arbuste amélioré, un parterre aménagé, c'est que l'homme est intervenu, par la taille ou la sélection. C'est que l'homme a introduit le choix dans la profusion, et que ce choix a ordonné les amours inconscientes, où la nature se dépensait. La critique est au commencement de l'œuvre d'art.

*
* *

Mais quand l'homme a pris conscience du privilège unique qui fait de lui une sorte de prince de choix, sa nature le ramène aussitôt à l'humilité.

L'homme est la seule créature qui choisisse ce qu'elle aime. Voilà une belle définition de la primauté humaine. Mais à considérer son application, on s'aperçoit qu'elle est assez réduite. L'homme ne choisit vraiment que ce qui compte le moins dans sa vie : le menu de son déjeuner, la couleur de sa cravate, l'emploi de ses loisirs. Son métier, c'est déjà moins sûr. Si tout homme faisait ce qu'il aime à faire, la condition humaine serait bien changée.

Que dire, quand on entre dans le champ des amours qui tiennent au plus intime de notre cœur? On ne choisit pas ses parents, ni son pays natal. On ne choisit pas ses enfants, ces étrangers sortis de notre corps. Même la femme que l'on aime, l'a-t-on vraiment choisie? Le hasard d'une rencontre, la force d'une passion ou la puissance des convenances ont imposé à notre vie celle qu'il plaît à notre présomption d'appeler l'élue. Mieux vaudrait dire qu'elle est un don du ciel. Car si elle était vraiment l'objet de notre choix entre toutes celles qui vivent sur la terre, ce serait, si l'on y songe bien, moins un élan d'amour qu'un geste d'égoïsme monstrueux. Le mot de choix n'exprime une réalité en amour que sur le marché aux esclaves et dans le trafic des amours infâmes. Mais l'amour qui est pur et vrai est le bonheur d'un hasard, accompagné d'un acte de foi. Cet accord, que nous disons avoir choisi, parce qu'il nous plaît, c'est moins un accord voulu qu'un accord auquel on se rend.

*
* *

Ce qui est vrai de la vie ne l'est pas moins de l'art, cette vie un peu particulière et sublimée. L'art aussi est fait d'accords choisis, qui sont, au fond, des rencontres élues par le goût. Bach et Mozart, Delacroix et Manet ont moins cherché que trouvé — c'est parce qu'ils ont trouvé qu'ils avaient du

génie — tels rapports de sons, de lignes, de couleurs, qui ont fait les œuvres qu'ils ont produites. Ont-ils choisi vraiment ces trouvailles, qu'ils ont aimées pour que nous les aimions? Disons qu'elles leur ont été dictées par le goût, qui décide de toutes les amours, et qui est le maître indéfinissable de tous les arts. Le goût est le maître de l'homme, en même temps que le signe insaisissable de la maîtrise humaine. C'est le goût qui, au bout de tout argument, donne à l'homme le droit de choisir, en même temps qu'il lui refuse de connaître vraiment la raison de son choix. Et la critique est un art comme les autres, aussi humble et aussi aveugle que les autres, en ce qu'elle est soumise aussi, en dernier ressort, aux bonheurs incertains et aux divinations du goût.

Elle semble pourtant être l'art des arts, parce qu'elle est essentiellement l'art de choisir. Mais pas plus qu'un autre art, elle ne saurait prétendre à choisir absolument. Le critique qui pourrait faire un choix absolu ne serait plus un homme, il s'appellerait Dieu. Seulement, l'importance du choix est plus évidente dans la critique que dans la musique, la peinture et la poésie, où les impulsions de l'amour du beau paraissent tout engendrer et tout justifier. Dans la critique, au contraire, les mouvements de l'amour et du goût sont étroitement liés à des opérations de l'esprit. Le critique est le seul artiste qui soit tenu d'expliquer son goût, au moins de s'y essayer. Il reçoit de ce fait une sorte de privilège périlleux et d'éminence fragile. Il se mesure plus que personne ici-bas au danger que présentent le droit et le devoir de choisir ce que l'on aime. Nous disions tout à l'heure qu'entre ces deux pouvoirs de l'amour et du choix apparaît le destin de l'homme, où tant de dignité cède à tant de faiblesse. Entre tous les hommes, celui qui s'efforce à la critique est peut-être celui à qui son travail de chaque minute donne la conscience la plus vive de ce destin.

*
* *

La langue française, qui sait dire tous les efforts de la raison humaine, a hérité le mot *lire* du latin *legere*, un verbe admirable qui, avant de signifier lire, exprime l'acte de cueillir,

donc de choisir. Il semble que dans notre civilisation on ne croie point que le hasard de la lecture puisse égarer l'esprit. Lecture y est un mot frère du mot élection. Lire, c'est déjà élire, au moins un peu. Ces étymologies me rassurent quand j'ouvre un livre que je ne connais pas.

« Vous ne pouvez pas tout lire », me dit-on souvent. Non je ne peux pas tout lire. Le pourrais-je que je ne le voudrais pas, possédé de la crainte que tout soit le contraire de quelque chose, et sûr que lecture ne serait plus élection. Je l'avouerai même. Quand les livres sont trop nombreux, l'envie me prend de n'en ouvrir aucun. Et je sais bien que je ne recule pas alors devant la lecture, mais que je préserve en intention la lecture électrice de l'océan où elle se noierait.

Je songe, à de tels moments, aux grandes bilbiothèques, où je n'entre jamais sans un vertige. Je revois la Nationale, ce domaine que se disputent deux états : le royaume de la culture et l'empire de la poussière. Je songe aussi, avec un élan de toute ma vie contre les montagnes de papier qui déjà s'enfoncent dans la mort, je songe à quelques livres, à quelques pages, à quelques vers, à quelques mots, que ma mémoire et mon amour gardent dans une immortalité lumineuse.

La seule critique valable, me dis-je alors, serait de discerner une de ces pages-là, entre toutes celles qui portent, noir sur blanc, le deuil d'une vie dans laquelle elles n'entreront jamais. Il y faudrait un génie de devin, ou la chance du gagnant à la loterie.

Ou encore, il faudrait ce coup d'œil que l'on a sur la vie si l'on est assez détaché d'elle pour la dominer tout à fait.

*
* *

Je me suis surpris à penser parfois que la critique ne saurait atteindre au choix décisif et total que si elle pouvait s'établir dans une position surhumaine, entre la vie encombrée que nous appelons la vie, et la vie dépouillée que nous appelons la mort. C'est pourquoi la critique travaille si bien dans cette mort vivante, je veux dire dans cette vie unique, que peut procurer la solitude.

Quand mon âme suit cette pente, elle se laisse aller à des invocations comme celle-ci :

Mort, chère mort, bienfaisante divinité !

Ah ! la fin de tous ces mots inutiles, de ces écrits, ces bavardages, ces bêtises, ces haines vaines, ces amours fragiles, ces humeurs changeantes, ces variations qui s'entrecroisent, qui s'entrechoquent, qui s'annulent, et qui éprouvent le besoin de remplir l'espace de leurs volumes, le silence de leurs bruits, de peupler la vie de leurs figures sans cause, sans raison, sans suite...

Salut, ô mort, déesse du vrai silence, où l'éternité seule a la parole.

La critique, quand elle aspire à cette terrible patrie, sent bien à quel point la vérité, objet de son seul désir, est en ce monde prisonnière et engluée. La critique, comme tous les arts, a le goût de l'éternel. Mais plus que tous les arts, elle se sent enchaînée par mille liens au temporel, où l'intelligence et la poésie ne cessent de multiplier des enfants qu'elles lui offrent à chérir. Elle craint de succomber parfois sous le poids de cette progéniture qu'il lui faut accueillir dans ses bras. Elle songe alors qu'une heure viendra, la dernière, où il ne sera plus temps de rien entreprendre dans le domaine de la connaissance. Tout ce qui pourrait y être encore acquis y sera déjà perdu. Mais on dit qu'à cette heure-là tout l'essentiel de la vie peut être ressaisi d'un coup par notre esprit, comme si l'imminence de la mort illuminait chaque homme d'un éclair de génie. Et la critique, en songeant à ces choses, se demande si sa vie parfaite, au-dessus des travaux et des éboulis de la connaissance, ne serait pas de s'accomplir en une seule minute, mais une minute qui devancerait l'heure sublime d'avant la mort, et surplomberait les alluvions du siècle par ce regard qui, au moment de perdre les trésors de l'existence, en abolit la vanité pour en retenir la valeur.

*
* *

Il n'y a pas, en ce monde, de vie parfaite. En attendant que l'*ultima hora* exerce sur notre vie la lecture rétrospective qui précédera l'élection suprême, il faut vivre. « Il faut tenter

de vivre », dit le poète. C'est-à-dire qu'il faut avancer sur le chemin qui est celui des actions humaines, le chemin qui se déroule entre deux horizons : d'un côté, la profusion aveugle des dons offerts par la nature ; de l'autre, l'idée d'une vérité parfaite, principe d'une vie forte et pure, par où la puissance de la nature prend son sens et sa portée. C'est la vie même de l'homme que de partager son cœur et ses forces entre ces deux horizons, mieux, de rassembler ses forces et son cœur pour unir les richesses des deux paysages ; c'est toujours le cheminement entre *aimer* et *choisir*. C'est la tâche humaine, que de sauver d'une incessante perdition les fleurs et les fruits de la vie naturelle, en les recueillant dans une vie où leur beauté se dégage de leur mortelle faiblesse. C'est l'objet des arts, que ce *salut de la nature*, par où chaque artiste a une mission de petit saint François profane. C'est la vie même de la poésie que d'inviter la nature à des conquêtes que l'homme peut seul lui ouvrir. Car tout homme est un poète possible. Le critique aussi, qui ne saurait accomplir pleinement son œuvre s'il n'est pas poète d'abord.

La poésie attend l'homme au terme des œuvres intellectuelles qu'il entreprend, comme un paradis terrestre ouvert au bout de ses travaux. Quand notre intelligence a bien chassé dans les domaines variés que lui offre la nature, quand elle a amassé un gros butin, la poésie est l'oiseau bleu qui vient se poser sur son carnier. La connaissance poussée très loin finit par l'intelligence poétique de l'objet exploré. On débouche sur la poésie à travers la minéralogie (Gœthe nous l'enseigne), à travers la physique, la chimie, les mathématiques, la botanique, la géographie, la linguistique.

Une des joies de la critique qui remplirait toute sa fonction serait d'être conduite en raccourci par de bons guides à travers tous les domaines de la connaissance, et de voir poindre la poésie au bout de maintes avenues que lui ouvrent les spécialistes. L'idéal serait d'être capable de lire et de comprendre tous les livres, même, et peut-être d'abord, ceux du physicien et de l'archéologue, afin de ne rien perdre de toute la poésie possible qu'il y a dans la connaissance de l'univers. Il faudrait être capable aussi de faire partager à tous les lecteurs toute la poésie de l'univers intelligible. Alors le mariage

tant désiré de la critique et de la poésie serait magnifiquement couronné.

Cet idéal n'est pas complètement accessible. Pour un Louis de Broglie dont on peut apercevoir le génie, que de grands esprits travaillent dans des cantons où les efforts de la critique ne les rejoindront jamais ! Mais même quand le critique demeure dans la littérature spécifique, où il est chez lui, c'est une de ses satisfactions que de faire son miel avec toutes les fleurs. La métaphore est usée ; gardons-la, car elle est juste. La plus belle fleur dans mon jardin ne se lasse-t-elle pas quelquefois de son unique beauté, la rose rouge de ne pâlir jamais, le dahlia noir de sa ténébreuse perfection ? Toujours, avec les sucs si variés du sol, avec les innombrables reflets de la lumière, accomplir le même chef-d'œuvre ! Rançon de la personnalité. De même, Mauriac ni Chardonne ne vaudraient ce qu'ils valent, si l'univers ne devenait la vision unique qu'ils en ont par la nature de leur génie.

Mais la critique, de Chardonne à Giraudoux, décompose les génies et retrouve l'univers. Elle distille la rose et l'œillet, elle rassemble les essences. Et s'il arrive que pour son miel les fleurs soient trop fades, il lui reste d'y mettre un peu de son venin pour lui donner du goût.

*
* *

Ici la critique se vante. Les poisons ne sont pas de Sainte-Beuve ; ses victimes les lui fournissent ; il ne fait que les isoler. Si l'on veut d'une autre image, chaque écrivain a sa résonance, plus ou moins diffuse autour d'une harmonique. Faire retentir l'harmonique, la critique n'a guère d'autre tâche.

Il ne faut pas ratiociner sur les livres, ni même trop raisonner, trop démontrer. Il faut essayer de déceler la vérité de l'écrivain qu'on a abordé, et la dire, si l'on peut, avec un accent qui emporte la conviction de façon quasi physique. Ainsi quelqu'un frappe un objet avec le doigt coudé, et le son qu'il obtient suffit à déclarer : ceci est du métal, ou c'est du bois, du massif ou du plaqué. C'est ce son que le langage de la critique doit obtenir.

Par là encore, l'art de la critique n'est pas différent des autres arts, qui ont pour mission d'exprimer des êtres. Il ne s'agit pas de dire : ceci est bon, cela est mauvais, mais : ceci est une rose, cela est une ortie. De même que ce sont les faits qui louent, ce sont les êtres qui se jugent. C'est ce que la plupart des hommes ne comprennent pas. Ils croient que la critique est une appréciation, comme ils croient que la peinture est de la couleur. Alors que tous les arts sont, au fond, des expressions par où l'homme tâche de délivrer ses secrets. Ils demandent au critique : « Ce livre, en dites-vous du bien ou du mal? » Il faudrait leur répondre : « Je n'entends pas votre langage. Ce livre, je tâche de dire ce qu'il est, probablement un mélange de bon et de moins bon, comme toutes les œuvres humaines. Mais surtout, je tâche d'en atteindre *la valeur*, cette espèce d'âme des œuvres, par où tant de livres décevants pourraient être sauvés. Car je crois que les œuvres des hommes sont très comparables aux hommes : si l'on pouvait toujours atteindre les âmes des hommes, aucun d'eux ne serait négligeable. »

Seulement, c'est parce que les êtres fournissent leur propre jugement qu'il risque de leur être cruel. Si la critique prononçait des arrêts qui sortent tout armés de son intelligence, de son savoir, de son talent, elle ne serait pas si redoutable. Ce qu'il y a de plus grave en elle, c'est qu'elle est l'art de dire la vérité.

*
* *

Chacun sa vérité. Cela ne veut pas dire qu'il y en ait plusieurs. La vérité est comme le sang, qui est le même principe de vie dans tous les corps ; mais la diversité des corps est innombrable. Les incarnations de la vérité sont multiformes : mais si l'on va au fond des êtres, on découvre des identifications troublantes. Les modalités essentielles de la vérité sont en très petit nombre ; mais c'est à elles que tout remonte. Pour ouvrir l'homme moral, comme pour ouvrir l'homme physique, il y a seulement quelques clefs ; il en faut jouer d'autant plus sûrement qu'il y en a très peu. Le critique est comparable au médecin : par delà les apparences et les faux

semblants, il met le doigt sur le point sensible et dit : « Voilà ce que vous avez ; voilà qui vous êtes. »

Il reste que chacun redoute de connaître sa vérité, et de la voir mettre en lumière. Rarement un esprit ose être ce qu'il est. Aussi rarement un homme ose savoir qui il est. Par là encore la tâche de la critique ressemble à celle de la médecine. Elle est aux prises avec la même difficulté. Tant qu'il s'agit de décrire l'extérieur et de reconnaître des symptômes, personne ne se fâche ; il est plus délicat d'annoncer au sujet qu'il est tuberculeux ou syphilitique. De même le critique a la besogne facile tant qu'il opère à la surface. Chacun, sur les couleurs de sa palette, sur les cordes de sa lyre, accepte une discussion qui l'honore, en somme, sans l'atteindre. Mais si on lui découvre les sources par où son art communique aux secrets de son âme, tout son être en est ébranlé.

Cette difficulté, cette résistance des hommes à la critique, tient à ce que l'art de la critique développe son effort entre la vie essentielle et la vie courante. La vie essentielle est celle de la vérité. La vie courante enveloppe la vérité d'attitudes, de simulacres, de mensonges. Habiller la vérité est inévitable dans la condition humaine. Les âmes, pas plus que les corps, ne vont nues dans le monde. Le monde en serait épouvanté.

La critique a l'audace de renverser cette condition, tout au moins d'avancer autant qu'elle peut en sens inverse. La plupart des lecteurs ne se doutent pas qu'elle accomplit son œuvre dans une sorte d'héroïsme, puisque l'ordre de sa vie est en sens contraire de l'ordinaire humain.

On se plaint souvent que certains critiques soient complaisants. On soupçonne la simonie. Il y en a, mais moins qu'on ne croit. Simplement, ces critiques-là cèdent un peu excessivement à l'obligation du mensonge, qui ne cesse d'accompagner la vie. Ils ont trop de savoir-vivre, le savoir-vivre étant l'art de cultiver les fictions dans la société des hommes, partant l'art d'enrichir par le plus grand nombre de mensonges recommandables une aptitude personnelle à l'aménité. Si ces critiques-là étaient possédés d'une vocation plus exigeante, ils s'aviseraient que le savoir-vivre doit céder quelquefois au savoir-faire-vivre, qui est une vertu plus héroïque, plus dépouillée, plus tranchante. Le savoir-faire-vivre, par

exemple, dans une salle d'opération, s'accompagne du maniement du bistouri. Il ne s'agit pas de plaire au patient, mais d'atteindre au sein de lui-même, la vérité organique d'où sa vie dépend.

Seulement, les hommes acceptent que le savoir-vivre laisse la place au savoir-faire-vivre pour qu'on fouille leurs viscères. Pour qu'on fouille leur âme, ils font plus de façons. En critique, le bistouri n'opère jamais à nu. Du fait que le critique se tient entre la vie essentielle et la vie courante, il se trouve entre les exigences du bistouri et les obligations de la poignée de main. Le critique dont je parlais à l'instant incline un peu trop vers la poignée de main, qu'il tend à laisser régner sur son activité. Cela est humain, trop humain.

*
* *

La critique s'exerce au maniement de la vérité. La tâche est passionnante. Elle est dangereuse. Ainsi, je pense, est en biologie le maniement du radium. La vérité brûle, elle peut tuer. Pourtant elle est au centre de la vie. C'est elle qu'il faut dégager, reconnaître, dessiner, mettre en vue. Mais il faut s'y prendre prudemment. Il faut s'y prendre humainement. Le critique n'est pas un homme qui possède la vérité, car un tel homme n'existe pas. Il est un homme qui aime la vérité, au point de désirer qu'elle éclaire la vie un peu plus qu'on ne le voit souvent.

L'idée que certains lecteurs se font du critique (ainsi que la foi qu'ils ont en lui) imagine un homme de fer, bardé de certitude, hérissé de piques, dont la raison souveraine l'aurait armé. Ils ne soupçonnent pas le drame mouvementé qu'est, entre le cœur et l'esprit, celui de la compréhension. Mais c'est la vérité qui est de fer. Et il faut bien qu'elle le soit pour que de tant de réflexes, de désirs, de refus, d'efforts, elle produise un jugement.

Il semble que cette prise de la vérité ait quelque chose de surhumain. La Bruyère l'a dit : « L'homme est né menteur ; la vérité est simple et ingénue, et il veut du spécieux et de l'ornement. Elle n'est pas à lui, elle vient du Ciel toute faite, pour ainsi dire, et dans toute sa perfection ; et l'homme n'aime

que son propre ouvrage, la fiction et la fable. » Pourtant la vérité habite, bon gré mal gré, ces fictions et ces fables dont l'homme peuple son univers. Elle fait leur valeur, et c'est elle que la critique s'attache à faire ressortir. La critique à cet effet écarte les impostures, mais elle n'est pas sans égard pour la participation que le mensonge a naturellement aux créations de notre art et de notre verbe. Elle ne veut pas dissoudre le mensonge, ni le pulvériser, car ce serait dissoudre et pulvériser l'homme lui-même. Elle tâche de faire tout servir, au contraire, *etiam peccata*, à l'orientation de l'homme vers sa propre noblesse, et de parvenir à travers le tissu du mensonge jusqu'à la trame de vérité dans laquelle la vie humaine a son ordre profond.

Les ouvrages eux-mêmes, auxquels la critique adhère avec toute la force de sa sympathie, délivrent leur vérité en réponse à cette adhésion. La critique est comme le voile de Véronique, qu'une main pieuse a posé sur le visage d'un pauvre homme, et qui reçoit l'empreinte de la Vérité. Elle n'est qu'empreinte, elle n'est qu'image, par rapport aux autres arts, mais la vérité des autres arts dessine le reflet qu'elle tient dans ses mains. Et de même que Véronique a obtenu l'image de la vérité par un geste d'amour, le critique ne l'obtient lui aussi que par un immense amour des œuvres humaines. Car la vérité est au-dessus de lui comme au-dessus de tous les hommes. Et il n'a pour tâche que de nous mettre en face de son mystère et de son pouvoir.

*
* *

La vérité se laisse discerner par la raison. Quelle raison? Ce grand mot couvre plusieurs idées, parmi lesquelles il ne faut pas s'égarer.

Il y a la raison orgueilleuse, au nom de laquelle on prétend avoir raison. C'est peut-être le plus dangereux ennemi de la critique, qui ne saurait faire alliance avec cette raison-là sans se rompre le cou. Il n'appartient à aucun homme d'avoir raison, ou si cela lui arrive il a déjà moins raison quand il commence de s'en prévaloir. Le critique qui cède à cette présomption n'évitera pas qu'on lui demande au nom de qui, de quoi, il condamne et il absout. Il n'évitera pas, pour se

justifier, de faire abdiquer l'intelligence, le talent, en un mot l'art de la critique, en faveur de dogmes dont il ne sera que l'exécuteur. Ce serait à vrai dire une doctrine bien détestable, ou bien mal comprise, qui exigerait de l'homme une telle abdication. A moins que ce ne soit, chez un tel critique, impuissance à jouer son rôle d'homme. Car il n'y a pas de vérité digne de l'homme qui ne s'impose à lui, pour une part, en le mettant en mesure de la servir librement. La critique est l'art de servir la vérité, elle n'est pas l'art de s'en servir.

Il y a la raison laborieuse et industrieuse, lumière nécessaire à l'intelligence pour la recherche de la vérité. Pas de critique sérieuse sans un travail rationnel, qui met en œuvre les ressources de la culture pour rassembler les éléments du jugement. Pas de critique ignorante, et pas de critique non plus auquel on puisse se fier si elle manie sans raison les arguments de son savoir. Seulement, c'est là une raison scientifique, à laquelle la critique est surtout redevable de la sûreté de son information. Son art en exige une autre.

Qu'est-ce donc qui se cache au fond de ce grand mot de raison? Peu de chose à l'égard de notre désir de perfection; beaucoup à l'égard de nos possibilités d'incohérence. Rien de plus, mais rien de moins que la faculté de connaître notre nature, partant de la conduire. Toute la beauté étonnante de l'homme, toute sa primauté dans la création, réside dans cette prise de conscience de lui-même. Et la beauté de la critique tient à ce que cet exercice de la raison se confond avec l'exercice de son art.

Beauté fragile. Cet art suprême n'est en pratique qu'un pauvre travail humain, puisqu'il demande à un homme de se saisir de l'homme par les moyens de l'homme. Mais il suffit que l'incomparable faculté de la raison accomplisse cette étreinte d'un autre nous-même, pour que le champ soit ouvert à tout ce que nous avons de noblesse possible. Prendre conscience de l'homme, c'est, pour l'homme, entrer dans le chemin qui, sans perdre de vue ce que sa nature a d'inévitable, le conduit à ses propres cimes.

Dire en ce sens que grâce à la raison la critique est un exercice de conscience me paraît exprimer assez bien son altitude et sa plénitude.

*
* *

J'entends l'objection : vous ne faites que de la morale ; il s'agit d'art ; votre point de vue est estimable ; ce n'est pas celui de la critique.

Finissons-en avec ces catégories humiliantes pour le règne que l'homme doit exercer sur le monde.

L'art est le propre de l'homme. La morale aussi. Or, en présence de ces deux propriétés éminentes de leur être, les hommes médiocres s'évertuent à éliminer l'une par l'autre. Soit l'une, soit l'autre. Cela produit, quand l'art est le triste bénéficiaire de cette opération, l'art qui se croit plus grand d'être amoral, mais qui se trompe. Exemple : l'erreur naturaliste. Et quand c'est la morale qui obtient ce fâcheux privilège, le résultat est la confiserie littéraire ou artistique dont les bonnes intentions rachètent mal la pénurie.

L'humanisme supérieur répudie à la fois ces deux erreurs, qui sont au vrai une diminution de l'homme par le sacrifice qu'il fait d'une de ses primautés à une autre. Quand l'humanisme supérieur s'exprime par le génie, son suprême bonheur est de faire la synthèse de l'art et de la morale. S'il obtient ainsi un chef-d'œuvre, l'art édifiant ne s'y reconnaît pas, bien entendu. Et si l'art amoral, lui, prétend annexer ce chef-d'œuvre au nom de l'art tout court, c'est par une imposture : l'art amoral, n'étant qu'un art insuffisant, n'est capable que d'une compréhension superficielle qui effleure le chef-d'œuvre sans pénétrer sa réalité. Telle a été l'aventure des *Fleurs du Mal*, longtemps prises entre l'hostilité de la morale étroite et l'admiration fallacieuse de l'esthétisme. Les chefs-d'œuvre ont deux épaisseurs de ténèbres à vaincre avant de rejoindre les hommes capables de recevoir le message de l'humanisme supérieur.

On pourrait ajouter que cette synthèse suprême de l'art et de la morale n'est guère possible que par le miracle de la poésie. Ce qui fait un troisième motif pour qu'elle demeure cachée à beaucoup d'hommes, mais ce qui lui donne en même temps la chance d'obtenir sur l'humanité des conquêtes imprévisibles.

*
* *

Dira-t-on que c'est aussi la raison qui permet à la critique de reconnaître ces coups de maître par lesquels l'art, dans un éclair, illumine tout l'homme aux yeux de l'homme? Oui, car l'art est lui-même exercice de la raison, au sens profond et essentiel du mot. Par la conscience qu'il prend des données de la nature, par l'ordre dans lequel il les recrée, il leur fait l'honneur de les introduire dans la vie supérieure de l'homme, qui sans la raison n'existerait pas. Et quand la critique communique avec l'art à cette profondeur, quand elle pénètre vraiment l'œuvre d'art, c'est qu'elle entre en contact immédiat avec cette conscience de l'artiste, créatrice de l'ordre humain, et qui se manifeste par le style.

Le style est de l'homme même. Le célèbre mot de Buffon est presque toujours cité de travers, et faussement interprété. Il signifie qu'il appartient à l'homme de mettre sa vie et sa pensée en forme, de passer de ce qui est et de ce qui se conçoit à ce qui s'exprime. La nature a mille beautés naturelles, elle n'a point de style.

Le miracle du style est qu'il tient à la nature de l'homme, comme le miracle de la raison, auquel il ressemble d'ailleurs. Le style n'est pas une beauté partielle et de surface. Ce n'est ni un moule ni une matrice dans lequel on coule de l'informe pour qu'un ordre formel lui soit donné de l'extérieur. Ce n'est pas une règle dictée par la volonté et appliquée par le cerveau sur la substance qu'un génie situé plus bas dans l'être humain aurait fournie. C'est un ordre interne qui saisit cette substance dans le temps même qu'elle naît, qui lui donne figure dans le temps même qu'elle s'élabore. Et tous les dons de l'homme y contribuent, son esprit bien sûr, mais son cœur aussi, ses sens, ses muscles mêmes, quand ils manient les instruments de l'art plastique. Oui, le style est de l'homme même.

Par le style, l'artiste s'élève en flèche à des cimes où l'ordre de l'homme donne ses plus beaux fruits. Et sans le style on voit en même temps les hommes qui ne sont pas artistes rivaliser d'activité dans d'autres travaux inférieurs. Ainsi l'artiste qui élève une colonnade ou une voûte est entouré de

bâtisseurs qui édifient des murs, des toits, des cheminées. De même, l'artiste qui avec des mots compose une œuvre littéraire est entouré d'hommes dont l'intelligence, la science ou l'habileté assemblent les mêmes mots pour des ouvrages qui ne sont pas de la littérature. La différence essentielle est que le style accompagne l'inspiration des uns, tandis qu'il est absent du travail des autres. Le principal devoir de la critique est de discerner ce qui a du style et ce qui n'en a pas. Les ouvrages doués de style sont les seuls qui comptent à ses yeux.

Par là encore la critique s'accomplit dans le sens de la noblesse humaine. Le style est avec la raison un des titres de cette noblesse. Comme la raison, il semble que ce soit une des choses qui doivent être le mieux partagées, tant il semble inhérent à la nature humaine de posséder les vertus qui lui sont propres. Mais, comme la raison, le style est le don que l'on voit le plus rarement donner à l'homme cette haute justification de lui-même. Il y a très peu d'hommes à mettre du style dans leurs œuvres, et même dans leur vie.

La critique approche du style, comme elle approche de la conscience, avec la joie de découvrir la marque de l'homme dans les ouvrages de l'homme. Elle s'enchante d'y reconnaître l'effet de la *vérité intérieure,* qui est peut-être le dernier mot de tout ce qu'on peut dire sur l'éminence de l'homme au sein de la nature. Elle trouve là le moyen de juger les arts sur leur essence, qui est la fidélité à cette vérité. Car les artistes, les écrivains, les poètes, ne sont rien d'autre que des hommes qui laissent affleurer leur vérité intérieure, alors que la plupart de leurs semblables la tiennent cachée, à eux-mêmes d'abord. Ainsi la critique loue avant tout les artistes d'être des hommes qui exercent au mieux leur fonction. Elle détermine la beauté par où certains travaux humains se distinguent des autres, grâce à la mise en œuvre d'une vertu qui chez les autres hommes reste latente. Elle situe des exemples et des modèles. Elle fait valoir l'ordre humain par les chefs-d'œuvre que l'humanité lui propose. Elle résout peut-être, pour finir, le problème d'aimer et de choisir, en choisissant parmi les hommes ceux qui nous donnent les meilleures raisons de les aimer.

ANDRÉ ROUSSEAUX

ÉLIE HALÉVY

Élie Halévy, brusquement enlevé à l'affection de ses amis, à la confiance admirative de ses élèves de l'École libre des Sciences politiques, qui perdent en lui un de leurs meilleurs maîtres, aussi aimé et respecté pour la sûreté de son enseignement que de son caractère, fut un grand historien français, de la lignée d'un Guizot, d'un Albert Sorel, d'un Taine. Mais il s'est produit à son détriment une anomalie que le temps aidera certainement à effacer dans notre pays. Alors que son nom est illustre en Angleterre, Élie Halévy n'a recueilli de son vivant en France que les suffrages d'un monde restreint et qui même n'a sans doute pas lu d'aussi près que nos voisins d'outre-Manche sa splendide *Histoire du peuple anglais au XIXe siècle*. Ce chef-d'œuvre de construction, de science et de clarté est devenu un livre classique de l'autre côté du détroit où, voici quelques mois à peine, on en a lancé la traduction intégrale, découpée en élégants petits volumes d'une collection à six pence. O miracle ! Le grave ouvrage s'est enlevé avec autant de furie que les autres livres de cette même collection, portant les attrayantes signatures d'auteurs anglais à la mode, Bernard Shaw, H. G. Wells, Julian Huxley... Ce succès spontané de librairie, qui fait honneur au goût éclairé du public britannique, fut le suprême plaisir réservé ici-bas au tranquille écrivain dont la grande âme ne s'est jamais souciée du succès. Mais sa « grosse vente » subite l'avait, me dit-on, *amusé*. Bien entendu, il n'en parlait pas

(n'en ayant retiré, au surplus, qu'une pure satisfaction morale, car il avait jadis cédé ses droits pour une somme infime), et ce remarquable signe de sa popularité insulaire ne me fut révélé qu'à la suite de la belle lettre récemment écrite au *Temps*, à ce propos, par M. Paul Vaucher, professeur à l'Université de Londres.

J'ai là, sur ma table, les cinq gros volumes de l'édition française [1]. Le monument reste malheureusement inachevé, mais, grâce au monceau de fragments déjà rédigés et de notes réunies par l'auteur, on peut espérer qu'il ne sera pas impossible de le parfaire ; utile et pieux devoir auquel, à coup sûr, le zèle de ses collègues et de ses disciples ne fera point défaut, dans les deux pays.

*
* *

Depuis un quart de siècle, Élie Halévy poursuivait lentement la publication de cette œuvre imposante, dont le premier tome, paru en 1912, offrit un saisissant tableau de *l'Angleterre en 1815*. Dans le bref avant-propos, je retrouve à la fois la modestie et la fermeté intellectuelle que j'ai connues de tout temps à l'original travailleur qui vient de s'éteindre. Élie Halévy s'excuse de son « audace » à entreprendre une œuvre de vaste synthèse historique, en notre siècle voué à la défiance timorée, presque méprisante, de toute tentative dépassant le cadre des monographies habituelles ; mais il n'y renonce pas et trouve un argument topique pour justifier son initiative. En effet, il remarque que « l'homme est généralisateur, même quand il se défend le plus de l'être », et qu'à leur insu, les auteurs les plus circonspects de monographies d'histoire politique, religieuse, économique, sont tentés de conférer « une importance singulière » (lisons : exclusive, débordante) à l'ordre de connaissances formant l'objet de leurs recherches spécialisées ; tandis qu'une méthode moins étroite écartera les « explications simplistes », en aidant à coordonner « les relations de toute espèce dont l'enchevêtrement constitue le fait historique ». Élie Halévy se donne ainsi pour rôle ambitieux, mais nullement présomptueux de sa part, de coor-

1. Librairie Hachette.

donner toutes les données enchevêtrées qui commandent la vie nationale du peuple anglais au XIXe siècle, et lorsqu'on inspecte l'immense édifice de ses investigations sagaces, devant l'étendue et la précision desquelles l'esprit du lecteur demeure confondu, je ne puis croire que la plus sévère critique historique parvienne à le prendre en faute d'ignorance ou de légèreté sur un point quelconque : sur ce terrain-là, il a gagné la partie.

Autre scrupule éprouvé et dominé de même par Élie Halévy, en 1912 : « Français, j'écris une histoire d'Angleterre. J'aborde l'étude d'un peuple auquel je suis étranger par la naissance et par l'éducation. J'ai eu beau multiplier les lectures, visiter la capitale et les provinces, fréquenter des milieux sociaux divers : une foule de choses qu'un Anglais, même non cultivé, sait en quelque sorte spontanément, il m'a fallu en acquérir la connaissance à grand'peine, d'une manière qui semble condamnée à être factice. J'ai conscience de tout cela... ». Pourtant il ne se dérobe pas devant l'obstacle, estimant avec justesse que son extranéité même lui procure aussi l'avantage d'une optique pouvant mieux le mettre en mesure d'échapper à certains pièges : « Parce que je suis Français, ma connaissance du milieu anglais est plus extérieure qu'elle ne serait si j'étais né Anglais ; mais en revanche, et pour la même raison, elle est peut-être plus objective ». Et comme il a le sens de l'*humour*, en dépit de sa naissance française, Élie Halévy laisse entendre qu'en somme il ne court pas le risque de tomber dans le travers de Buckle, auteur d'un livre jadis célèbre en Angleterre, où toutes les civilisations humaines étaient représentées « comme autant de déviations par rapport à la civilisation normale, qui est la civilisation britannique ». Là encore, le résultat lui donne gain de cause, aux yeux des Anglais eux-mêmes, et je n'en veux d'autre preuve que les témoignages de haute estime et d'affliction profonde qui ont afflué dans la presse anglaise à la nouvelle de sa disparition soudaine. Le *Times*, le *Manchester Guardian*, d'autres grands journaux encore, publièrent aussitôt des portraits biographiques, critiques, psychologiques, dont on n'a guère vu l'équivalent aussi complet dans la presse française, où seuls, à ma connaissance, au lendemain de sa mort, M. Parodi,

M. Paul Vaucher, M. Émile Pillias et moi-même, nous avons pu rapidement esquisser ce que nous sentions.

Mais le temps, je le répète, travaille pour sa mémoire et je ne doute pas que, peu à peu, même en France, l'œuvre et l'homme seront honorés enfin comme ils sont dignes de l'être.

*
* *

Dix ans allaient séparer le tome Ier des deux tomes suivants, qui parurent seulement en 1923, couvrant la période 1815-1841 de l'*Histoire du peuple anglais au XIXe siècle.* Entre ces publications, la guerre mondiale avait amené Élie Halévy à reviser, à nuancer certains jugements traditionnels (qu'il tenait même désormais, à certain degré, pour « conventionnels ») sur le contraste équilibré des deux anciens partis anglais parlementaires, *whigs* et *tories*, libéraux et conservateurs. Honnêtement, il s'interroge et consulte aussi son lecteur : « Le spectacle du temps présent a-t-il été de nature à altérer notre vision du temps passé ou, au contraire, comme nous croyons, à nous permettre d'en voir mieux la vraie nature ? ». De même, au sujet de deux grands hommes d'État anglais du précédent siècle, un Canning, un Robert Peel, Élie Halévy confesse que, dix ans plus tôt, il eût sans doute été tenté de pardonner à Canning « bien des démarches aventureuses », frôlant constamment le péril de guerre ; peut-être eût-il utilisé, à cet effet, « toute une phraséologie très plausible, pour expliquer comment, dans bien des cas, la guerre, c'est le progrès, le mouvement et la vie ». En 1923, il pense tout autrement : « Nous avons, dans l'intervalle, appris à connaître la guerre... Nous préférons à un Canning, plus libéral peut-être — tout au moins en discours — mais certainement plus guerrier, un Robert Peel, qui aime à se dire conservateur, mais qui est un ami beaucoup plus résolu de la paix ». Cette hantise de la guerre influe alors très nettement et visiblement sur l'orientation personnelle d'Élie Halévy, et même sur l'ordre de ses travaux.

Il hésite.

Doit-il s'imposer un bond considérable en arrière, reprendre son récit à cette date de 1841 où il l'a laissé, le pousser jusqu'en 1895, au moment où, Gladstone ayant disparu de la scène politique, « l'ère victorienne » proprement dite s'achève et le XIXe siècle anglais se trouve clos, « tel qu'il le comprend » ? En ce cas, il va lui falloir ajourner l'emploi de tant de documents amassés par lui pour ses cours de l'École des Sciences politiques et se rapportant à la période 1895-1914, épilogue du XIXe siècle et prologue du nôtre. Cet ajournement lui inspire des regrets et lui semble, en outre, imprudent : « La vie est trop courte pour qu'on puisse sans risque former d'aussi lointains desseins ». Élie Halévy prend son parti, qui est le bon ; il se décide pour l'*Épilogue* et dit : « Je reviendrai plus tard à l'ère victorienne ».

Plus tard, hélas ! devait signifier jamais...

*
* *

Je suis heureux qu'il ait fait ce choix. Pour plus d'un motif. Et d'abord, parce que le lecteur français s'intéresse forcément davantage aux vingt années d'histoire d'Angleterre précédant la guerre de 1914 qu'au demi-siècle de « splendide isolement » qui caractérisait autrefois l'ère victorienne. Or l'*Épilogue* d'Élie Halévy ne laisse rien dans l'ombre, au sujet des « péripéties qui conduisirent insensiblement l'Europe, par l'effet d'une fatalité dont tout le monde n'avait pas conscience, vers la grande guerre de 1914 ». Devenu membre très actif, très consulté et écouté, de la Commission de publication des documents diplomatiques français sur les origines de la guerre, commission instituée en 1928 auprès du Ministère des Affaires étrangères, il se trouvait ainsi à la source d'informations abondantes et neuves, et ses dons d'analyse critique, comme sa science de la politique extérieure britannique, tout le préparait naturellement à élucider le secret des événements européens qui menèrent le monde à la catastrophe ; il s'y attacha surtout dans le second volume de l'*Épilogue*, paru en 1932, et cette tranche ultime de son récit restera sans doute le chef-d'œuvre du grand historien.

Élie Halévy, dès 1926, annonçait ainsi son dessein :

Je la raconterai, cette histoire, en prenant l'Angleterre pour centre de perspective, mais en adoptant une méthode peut-être différente de celle qui a été jusqu'à présent appliquée. Je n'apporterai de plaidoyer ni contre, ni pour aucun gouvernement. Il est arrivé qu'en 1914 les fins que poursuivait respectivement chaque nation, et que chacune considérait comme légitimes, se sont trouvées incompatibles avec le maintien de la paix. Il est arrivé, d'ailleurs, que les fins du Gouvernement allemand se sont trouvées incompatibles avec celles que poursuivaient toutes les grandes nations ; l'Allemagne a donc « mérité », en ce sens, la coalition qui s'est formée contre elle. Mais nous éviterons de poser, sous sa forme usuelle, le problème des responsabilités « morales » de la guerre. J'espère venir au moment où le temps de la littérature de guerre est passé, comme aussi de cette littérature d'anti-guerre, qui a bien été, elle aussi, une forme de la littérature de guerre.

Il est à peine besoin de faire ressortir la hauteur d'accent de ce programme, qui répudie autant la passion chauvine que l'aveuglement pacifiste : c'est le ton de l'historien-né, du philosophe dédaigneux de toutes les fadaises et soucieux simplement de faire affleurer de nouveaux filons de vérité. Élie Halévy ne s'en est jamais départi ; je le retrouve encore dans son analyse de la constitution morale et religieuse de l'Angleterre, « où tout est tâtonnement instinctif, tolérance mutuelle et ajustement réciproque » et qui « reste la base de ces mœurs politiques admirables, objet d'exécration en même temps que de secrète envie pour tous ceux qui, sur le continent, soit dans les partis de droite, soit dans les partis de gauche, professent la philosophie de la violence ».

Les lecteurs de la *Revue* ont maintes fois apprécié les fortes études d'Élie Halévy, qui lui était attaché de longue date (son père, Ludovic Halévy, n'avait-il pas été un des résurrecteurs et conseillers de la *Revue de Paris*, en un temps où la direction en fut assurée par MM. Ernest Lavisse et Louis Ganderax ?). En 1931, on eut ici la primeur du dernier chapitre de l'*Épilogue*, fin abrupte et d'autant plus émouvante. Reportons-nous avec l'auteur au mardi matin 4 août 1914. Sir Edward Grey, premier ministre, « sans avoir pris la peine de consulter le cabinet », mais « fort de l'assentiment tacite de la nation tout entière », télégraphie à sir Edward Goschen, ambassadeur à Berlin, d'avoir à exiger du Gouvernement allemand, avant minuit, la promesse de

respecter la neutralité belge : « Déjà l'invasion de la Belgique avait commencé. La nuit vint, et l'Angleterre entra dans la guerre. » Telle est la sombre ligne finale sur laquelle l'œuvre se ferme à jamais.

Élie Halévy, écrivain abhorrant l'emphase, atteint au sommet de l'éloquence vraie en cette page dénudée qui arrête sèchement le récit chargé de substance, et prolonge toutefois la rêverie, ranime en nous des images. *La nuit vint...* Qui pourra m'expliquer pourquoi la résonance de ces simples mots me paraît si belle?

*
* *

Un autre avantage du choix d'Élie Halévy, décidant de courir au plus pressé, c'est-à-dire aux vingt années d'avant-guerre, fut de l'associer toujours de plus près, toujours avec une intensité accrue, à l'examen sévère des problèmes du temps présent. A l'École libre des Sciences politiques, où le rayonnement de sa parole vive, frémissante, un peu saccadée, dépouillée de vains artifices, répandait l'ardeur de son goût élégant, désintéressé, pour la recherche scientifique et l'équilibre hardi des idées, il exerçait sur l'esprit des jeunes gens une entraînante influence qui s'est traduite, depuis qu'il n'est plus, par les plus touchantes marques de regrets et d'affectueuse admiration pour ce maître probe et doux. Souhaitons que leurs cahiers d'étudiants permettent de reconstituer bientôt le cours impartial d'*Histoire du socialisme* qu'il professait à leur usage et que le public trouvera certainement grand profit à interroger à son tour. J'en mesure d'avance l'intérêt en feuilletant l'importante communication présentée par Élie Halévy, voici déjà une quinzaine d'années, à une érudite association française, au sujet de l'expérience peu encourageante des *Whitley Councils*, essai de contrôle ouvrier dans l'industrie. Il était alors allé enquêter sur place au pays de Galles, « dans cette région de charbonnages que les Anglais, disait-il, considèrent, non sans exagération, comme la patrie du bolchévisme britannique ». Au reste, il ne se passait point d'année où il ne fît avec madame Élie Halévy, née Florence Noufflard, sa char-

mante et inséparable femme, si accablée aujourd'hui, quelque long séjour en Angleterre, où il eut, en 1929, l'honneur d'être le premier Français invité par l'Université d'Oxford à venir faire les trois conférences ou *lectures* demandées aux savants désignés par la Fondation Rhodes.

Tout cet aspect très moderne de l'activité d'Élie Halévy, sans cesse plus tourné du côté du XXe siècle, mériterait une étude à attendre, je le souhaite, de ces jeunes hommes, ses disciples dans les deux pays, qui eurent le privilège de l'entendre parler à fond des problèmes appelant sa pensée sur l'avenir de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Europe. Il conviendrait d'y joindre des notes intimes, aptes à faire revivre la physionomie très originale, rigide seulement en apparence, en réalité très humaine, du travailleur qui a tant et si utilement produit, avec modestie et simplicité.

Pour moi, improvisateur de ces pages trop brèves, où je me vois même contraint de négliger ses études philosophiques et son rôle à la *Revue de métaphysique et de morale*, qu'il avait fondée avec d'excellents amis et où il succéda comme directeur au regretté Xavier Léon, les souvenirs affluent à ma mémoire, et surtout les souvenirs de jeunesse. Je revois Élie Halévy au lycée Condorcet, austère philosophe, lauréat du Concours général, candidat à l'École Normale, où il entra le second de sa promotion. Ce fut le temps où Marcel Proust, m'envoyant un jour une sorte de confession psychologique, me recommandait avec anxiété de la tenir secrète, de ne même point la montrer à notre camarade Daniel, ni surtout à son frère Élie, dont il eût redouté particulièrement la désapprobation sarcastique. Élie Halévy, notre aîné, intimidait beaucoup Marcel Proust, et je crois qu'à cette époque il m'intimidait encore bien un peu aussi. Depuis, j'ai éprouvé souvent tout ce qu'il y eut d'indulgent dans sa nature, même de tendre. Ces souvenirs sont lointains et tristes. On me pardonnera de ne point m'y attarder.

ROBERT DREYFUS

LES FOUILLES D'HERCULANUM

Il est peu de voyageurs qui, poussant jusqu'à Naples, négligent de consacrer une journée aux ruines de Pompéi : une visite à la ville morte fait partie du « tour d'Italie » classique. Combien, par contre, profitent de l'occasion pour s'arrêter en chemin et accorder un moment aux fouilles de la cité jumelle d'Herculanum ?

En dehors du cercle étroit des spécialistes, bien rares sont ceux qui connaissent l'existence et l'intérêt de celles-ci. Voici pourtant plus de dix ans (le chantier a été ouvert en mai 1927) que les travaux ont repris et n'ont cessé de se poursuivre avec ardeur sous l'active direction de M. Amedeo Maiuri, directeur du musée de Naples et surintendant aux antiquités de la Campanie. Sans pouvoir rivaliser encore en variété et en étendue avec celle de Pompéi, la mise à jour d'Herculanum est déjà assez avancée pour mériter de retenir l'attention du touriste curieux des choses de la vie antique.

Historique.

C'est une histoire bien romanesque que celle de ces fouilles. La cité antique d'Herculanum *(Herculaneum)* se trouve sur le bord de la mer, à six kilomètres seulement de Naples, à l'endroit où le puissant tronc de cône du Vésuve est tangent à la ligne du rivage. Elle était donc directement exposée aux

menaces du volcan, dont les pentes abruptes se dressent au-dessus de ses murailles.

Comme Pompéi, elle fut ensevelie par la célèbre éruption de 79 après J.-C. Comme Pompéi, et plus complètement peut-être, elle devait rester, pour de longs siècles, oubliée.

Son nom, sa destinée étaient sans doute restés présents à la mémoire des savants : on cite tel humaniste de la Renaissance qui en a fait mention. Mais ce sont là des souvenirs livresques qui reposent sur les textes classiques relatifs à Herculanum, nullement sur une tradition locale. On avait si bien perdu le souvenir de la ville enfouie que les érudits du XVIIe siècle cherchaient son site beaucoup plus au sud, sur l'emplacement de Torre del Greco. Nul ne se doutait de ce que renfermait le sous-sol de la bourgade qui depuis le moyen âge portait le nom de Resina.

C'est en 1709 seulement qu'un hasard, le creusement d'un puits, qui rencontra la scène du théâtre, vint révéler son existence. Des fouilles furent aussitôt entreprises sur l'initiative et au profit d'un particulier, un général au service des Habsbourg, le prince d'Elbeuf : elles se poursuivirent de 1709 à 1716. Devant leur succès, le Gouvernement du roi de Naples Charles III (un Bourbon-Farnèse) intervint et prit à sa charge l'exploitation du site. Les travaux, dirigés par des ingénieurs militaires, furent continués jusqu'en 1765.

La profondeur du niveau antique, la dureté des matériaux qui le recouvraient, l'existence enfin des constructions modernes de Resina empêchèrent alors la mise au jour de la ville romaine. On dut se contenter de l'explorer au moyen de galeries souterraines creusées non sans difficultés, sous la menace constante des éboulements, des infiltrations d'eau courante, des exhalaisons de gaz fréquentes dans ce pays volcanique.

Naturellement, dans ces conditions sévères, il n'était pas possible de se livrer à une étude systématique. D'ailleurs, ce n'était pas là le souci principal des archéologues du XVIIIe siècle : ils se préoccupaient assez peu, trop peu à notre gré, de lever des plans, de fixer des niveaux, d'analyser la technique de la construction. Ce qu'ils demandaient aux fouilles, c'était une moisson d'objets d'art destinés à enrichir leurs galeries d'antiques, leurs collections et leurs musées.

De ce point de vue, les recherches souterraines sur l'emplacement de Resina obtinrent des résultats inespérés. Pour en juger, il suffit de parcourir aujourd'hui les galeries du musée de Naples : au moins autant qu'aux collections de la famille Farnèse, c'est aux trouvailles d'Herculanum que celui-ci doit sa richesse et sa légitime renommée. Fresques, marbres, bronzes de tout caractère et de toute dimension : qu'il me suffise de mentionner la série des quatre grandes danseuses, l'*Hermès au repos*, les deux *Athlètes*, le *Faune endormi*, le *Satyre ivre*, les deux *Daims*, et ces grands bustes de bronze, la *Sappho*, le *Dionysos*, le *Doryphore*... A ces pièces, il faut ajouter celles qui sont sorties d'Italie et qui, comme les précédentes, méritent de compter au nombre des plus beaux monuments que nous ait laissés l'art antique : les statues de marbre du musée de Dresde, connues sous le nom de *Grande* et de *Petite Herculanaises*, les deux bas-reliefs néo-attiques de la collection des ducs de Loulé, en Portugal.

Une découverte inattendue était venue, en 1753, achever de donner au site d'Herculanum une renommée sans égale : en explorant une vaste villa suburbaine, on mit la main sur un ensemble de dix-huit cents volumes de papyrus, carbonisés, lisibles cependant au prix d'un travail délicat. Toute une bibliothèque ! C'était la première fois qu'une bibliothèque antique se trouvait transmise directement jusqu'à nous.

Les travaux furent interrompus sans que la totalité de l'habitat antique eût été reconnue. Il était tentant de les reprendre. Le succès parallèle des fouilles de Pompéi (entreprises en 1748 et poursuivies depuis sans interruption) donnait envie de mettre également au jour la « cité-sœur ». A deux reprises, de 1828 à 1855, sous les derniers Bourbons, de 1869 à 1875, sous le jeune royaume d'Italie, des « fouilles à découvert » furent exécutées. Poursuivies mollement, avec des moyens insuffisants, elles n'obtinrent que de maigres résultats. Un tout autre effort était nécessaire pour dégager Herculanum.

C'est ce qu'avait bien compris l'archéologue anglais Waldstein, qui, au début de ce siècle, proposa de mettre sur pied, à cet effet, une grande entreprise de collaboration internationale. Son projet échoua faute d'avoir su tenir compte de la susceptibilité nationale du peuple italien. De sa tentative,

Waldstein a rapporté du moins un bon livre, excellente monographie sur Herculanum, tel qu'on la connaissait avant les fouilles récentes. L'intérêt de ce livre n'est d'ailleurs pas seulement archéologique : en bon Anglais, Waldstein publie en appendice le dossier complet de ses négociations ; il y a là quelques dépêches officielles qui sont des modèles d'ironie cérémonieuse et de style diplomatique...

C'est seulement, comme je l'ai rappelé, en 1927 que, sur la volonté expresse du chef du Gouvernement fasciste, les travaux furent entrepris à nouveau et cette fois dotés des moyens financiers et techniques nécessaires pour les conduire au succès.

Évidemment, vu les difficultés économiques de l'heure présente, ces moyens restent cependant assez limités et le développement des fouilles ne peut se faire qu'avec une certaine lenteur. Nos collègues italiens acceptent cette servitude. Comme ils nous l'expliquent, cette lenteur même contribue à faire d'une entreprise comme celle d'Herculanum l'œuvre d'un peuple : plusieurs générations trouveront à s'y employer l'une après l'autre et verront dans cette continuité de leurs travaux une occasion de plus de resserrer le lien de leur unité spirituelle. Quelle que soit notre légitime impatience, on ne peut évidemment que s'incliner devant de telles raisons.

Conditions techniques.

Les choses se présentent de façon bien diverse à Herculanum et à Pompéi. Pompéi, on le sait, a été ensevelie sous une pluie de cendres mêlée de *lapilli* et de pierre ponce. Ce sont là des matériaux meubles, faciles à fouiller ; en couche mince au demeurant, cinq à six mètres tout au plus.

Herculanum, au contraire, a été recouverte par un torrent de boue. Et non, comme on le répète souvent, sous une coulée de lave : ce mot qui se prend en français en deux sens différents est peut-être cause de la méprise ; il s'agit ici d'une lave torrentielle, comme celles des cours d'eau dévastateurs de nos régions déboisées, non d'une lave volcanique ; c'est seulement au XVIIe siècle, en 1631 exactement, qu'une coulée de lave est descendue du Vésuve sur Resina, atteignant jusqu'à la

mer ; mais elle n'a recouvert que la banlieue ouest d'Herculanum, s'écartant du site de la ville proprement dite.

Ce torrent de boue, dû aux pluies violentes qui accompagnèrent l'éruption, entraînant les cendres accumulées sur les flancs du cratère, se précipita en trombe le long des pentes abruptes du Vésuve tout proche et recouvrit de son flot la ville entière. Pénétrant par les ouvertures, il remplit peu à peu tous les vides, moulant en quelque sorte tous les édifices dans sa masse.

La boue solidifiée a pris aujourd'hui une consistance homogène qui a la dureté du tuf volcanique et forme au-dessus du niveau antique un banc de douze à vingt mètres d'épaisseur sur lequel s'étale une couche de deux à trois mètres de terre végétale. Si on songe que là-dessus s'élèvent encore les hautes et sordides maisons de Resina, on mesure l'étendue du travail à accomplir.

Mais la difficulté une fois vaincue, on n'a plus qu'à se féliciter des heureuses conséquences que la présence d'un tel obstacle a entrainées, faisant échec aux forces destructrices de la nature et des hommes.

L'épaisseur et la dureté des matériaux accumulés ont en effet empêché les Romains de venir, au lendemain de la catastrophe, exploiter eux-mêmes le site et arracher à la ville enfouie ses objets les plus précieux, comme ils le firent à Pompéi, dont le Forum dévasté, privé de ses statues et de ses marbres, a été retrouvé aussi ruiné en somme que celui de Timgad.

D'autre part, le tuf formé par la boue solidifiée est quasi imperméable à l'air et à l'humidité. Ce moulage compact a préservé les matières organiques de la putréfaction : le bois, les étoffes, etc. se sont lentement carbonisés tout en conservant leur forme. Herculanum nous restitue ainsi toute une catégorie d'objets dont la matière périssable a partout ailleurs, sauf en Égypte ou dans le désert de Syrie, amené la disparition.

Deux ombres seulement au tableau : le fleuve de boue a attaqué la ville avec une telle violence qu'il a souvent sapé la base des murailles, les renversant quelquefois, brisant et emportant au loin les objets les plus fragiles. On vient de la sorte de retrouver un nouvel exemplaire des deux bas-reliefs au quadrige, comme ceux des ducs de Loulé, brisés en plusieurs

fragments et ceux-ci dispersés le long d'une rue sur une distance de plus de cent mètres.

D'autre part, il faut regretter aujourd'hui le travail souvent barbare des mineurs du XVIIIe siècle. Bien des édifices ont été dévastés par leur exploitation ; le vide laissé par leurs galeries et leurs déblaiements souterrains a causé des effondrements et des dommages graves. Ce fut une grande déception lorsqu'en 1932 on déblaya le prétendu « temple de Cybèle », dont les rapports anciens vantaient la beauté : il ne restait rien du pavement, ni du décor des parois, et la voûte en plein cintre, une fois vidée, avait crevé sous le poids...

Du moins cherche-t-on à ne rien laisser perdre de ce qui peut subsister aujourd'hui. Les fouilles sont exécutées avec la méthode si prudente et si féconde qui a été mise au point dans les « nouvelles fouilles » de la *via dell'Abbondanza*, à Pompéi.

Le but est de reconstituer, dans toute la mesure du possible, l'état où se trouvait la ville antique à la veille du sinistre. Pour cela, une fois le sol débarrassé des constructions modernes et le niveau abaissé par un travail rapide de l'excavatrice à air comprimé, on procède par de larges et prudents déblaiements horizontaux. C'est là que les terrassiers italiens peuvent mettre à l'épreuve leur habileté bien connue : il faut les avoir vus travailler à demi nus sous le soleil ardent, au fond de cette profonde carrière aux sombres parois...

Dans les cas les plus favorables, on arrive ainsi à mettre à jour toutes les tuiles d'une toiture, encore rangées en ordre, la charpente reposant, à peine disloquée, sur la masse de tuf qui remplit l'intérieur. Peu à peu, avec mille précautions, on s'enfonce, on dégage les différents niveaux de l'édifice, étayant les parties branlantes, rangeant avec soin les éléments épars.

Le déblaiement achevé, l'édifice est, autant que possible, reconstitué. On conserve et renforce les parties suffisamment bien conservées, on reconstruit celles qui menacent ruine, on refait le parement des murailles en reproduisant le type de la maçonnerie originale. Les pièces de charpente sont rétablies d'après les traces laissées par les poutres et poutrelles carbonisées ; chaque fois que celles-ci peuvent être conservées telles quelles on les laisse en place, sous une enveloppe de verre ou de mica.

L'enduit décoré, fresque ou mosaïque, qu'on avait d'abord détaché est soigneusement replacé sur les murs ainsi refaits. Enfin tous les meubles et menus objets recueillis au cours de la fouille sont conservés sous vitrine dans la pièce et souvent même à l'endroit précis où ils ont été découverts.

Méthode, on le voit, complexe, lente et naturellement très coûteuse. Mais le résultat compense les efforts : plus encore qu'à Pompéi, l'effet de vérité obtenu, de vérité intégrale, est saisissant...

Résultats.

Si difficile qu'il soit de le faire en quelques mots, je dois au lecteur de lui offrir un tableau sommaire des richesses que dix ans de travaux ont, de la sorte, remis au jour.

La vérité exige que je l'avertisse tout d'abord que les fouilles nouvelles n'ont permis de découvrir ni papyrus nouveau, ni moisson d'œuvres d'art d'un mérite exceptionnel. Déception? Ce serait trop dire : on devait s'y attendre. Si on analyse l'inventaire des richesses arrachées au sol par les fouilles anciennes, on s'aperçoit que leurs éléments essentiels proviennent moins de l'exploration de la ville elle-même que d'une grande villa située dans la banlieue ouest. C'est de sa bibliothèque que proviennent tous les *papyri* ; c'est sous le portique de son immense péristyle qu'ont été trouvés tous les chefs-d'œuvre qui font aujourd'hui l'orgueil de la salle des grands bronzes au musée de Naples. Or cette villa reste encore enfouie sous la double couverture de la fange solidifiée de 79 et de la coulée de lave de 1631. Les fouilles actuelles ont abordé le site par l'autre bout, par le coin sud-est de la ville, et ne s'avancent qu'avec lenteur dans sa direction.

Le monde savant attend avec impatience la mise au jour de cette fameuse villa. Il faut savoir en effet que les recherches furent interrompues en 1761, après onze ans d'efforts, sans avoir réussi à explorer la totalité du grandiose édifice. Qui sait si la partie encore intacte ne nous réserve pas l'heureuse surprise de quelque autre trésor?

On voudrait, d'autre part, pouvoir résoudre tous les problèmes que posent à notre imagination les documents jusqu'ici

exhumés. Le déchiffrement laborieux des *papyri* carbonisés a conduit à un résultat paradoxal : il n'y a parmi eux ni un Horace, ni un Virgile, ni un Tite-Live ; cette bibliothèque italienne est presque exclusivement composée de livres grecs, de caractère philosophique, à peu près tous épicuriens et où dominent les productions d'un obscur adepte de la secte, contemporain de Cicéron, Philodème de Gadara...

Aussi croit-on qu'il s'agit là de la bibliothèque même de Philodème ; la villa en question aurait appartenu à quelque grand seigneur romain, à quelque mécène qui aurait hébergé le philosophe dans cette demeure splendide, devenue de la sorte le siège de son école.

Nous voudrions mieux connaître ce milieu épicurien d'Herculanum, qui paraît avoir eu des rapports très étroits avec les grands écrivains latins de l'âge d'or. Un papyrus nomme Siron, qui fut le maître bien-aimé de Virgile ; deux autres attestent que, dans leur jeunesse, Virgile lui-même et Horace avec lui ont suivi l'enseignement de Philodème. On se demande enfin si Lucrèce, avant eux, ne s'était pas formé dans la même école.

Il faut attendre, pour se faire une opinion définitive, l'exploration complète de la mystérieuse villa ; tant que les fouilles ne l'auront pas atteinte, on peut dire que l'essentiel de leur mission reste encore à accomplir.

Pour l'instant, il faut se contenter de ce qu'elles nous offrent : un aperçu sur la vie quotidienne d'une petite ville de Campanie. Bien que la partie mise au jour ne représente que la moitié environ de l'aire reconnue au XVIIIe siècle, le quart seulement, peut-être, de l'étendue totale de la ville, elle est déjà assez vaste pour qu'on puisse tenter d'en dégager une impression d'ensemble sur le caractère général de celle-ci, la nature de son activité, le type de sa population.

Le contraste apparaît très net avec sa voisine Pompéi. Celle-ci était non seulement beaucoup plus importante, mais infiniment plus active. Gros bourg situé au centre d'une riche plaine agricole, Pompéi fait déjà figure de petite capitale : l'industrie, le commerce y prospèrent, la circulation y est animée, la population turbulente, pleine de vie.

Herculanum, au contraire, apparaît comme une petite cité

beaucoup plus calme, correcte, tranquille, un peu morte. Dans ses rues étroites, dont le dallage neuf ne révèle guère le passage des chars, les boutiques sont rares, les murs aveugles et nus. L'œil cherche en vain ces *graffitti*, ces inscriptions peintes, commerciales ou politiques, qui animent de façon si curieuse les parois de Pompéi. La seule inscription que le visiteur rencontre dans sa promenade à travers les rues solitaires est une plaque de marbre portant le nom du propriétaire et affirmant le caractère privé de la muraille sur laquelle elle était apposée : c'est en quelque sorte l'équivalent de notre maussade « Défense d'afficher » !

Que savons-nous de la population? Elle comprenait sans doute un élément populaire dont l'activité, à en juger par les instruments retrouvés, semble avoir été en particulier tournée vers la pêche. Mais, au moins dans les quartiers jusqu'ici explorés, ce n'était pas là l'élément dominant. Herculanum semble avoir été surtout une ville de résidence pour une bourgeoisie aisée et une aristocratie qui venaient y chercher une existence paisible dans un site privilégié jouissant d'un climat agréable, face à l'un des plus beaux paysages qui soient au monde.

A proximité, mais à l'écart, de la grande ville de Pouzzoles, de Cumes, de Naples, elle devait être ce que sont aujourd'hui Sorrente ou Capri, des lieux de séjour, de retraite et de villégiature, dont la riche clientèle rejette dans l'ombre le petit noyau autochtone de paysans et de pêcheurs.

Jusqu'ici, à Herculanum, deux monuments publics seulement ont été déblayés : l'un est un établissement de bains publics, d'un plan très clair et d'un état de conservation remarquable. L'autre est un vaste portique carré, de dimensions considérables, dont le vestibule monumental, exploré au XVIIIe siècle, avait été pris à tort pour un temple de Cybèle. Tous les autres édifices découverts sont des maisons d'habitation.

Leur variété a été pour les archéologues un sujet d'étonnement et d'intérêt. Longtemps on s'est fait de l'habitation romaine une image un peu trop simple, basée sur les seuls exemples que nous fournissait Pompéi, où les maisons sont d'un type très uniforme. Leur plan s'étale en surface suivant

le schéma bien connu : vestibule ouvert entre des boutiques ; atrium éclairé par le haut et sur lequel donnent des chambres obscures ; tablinum, sorte de grand salon, ouvert d'une part sur l'atrium et de l'autre sur un péristyle autour duquel se disposent une autre série de pièces d'habitation.

Les fouilles d'Ostie, l'analyse des restes antiques de Rome avaient déjà contribué à démontrer que ce style n'était pas le seul connu des Romains, et qu'au moins dans les grandes villes de l'époque impériale, existait un autre genre d'immeubles, beaucoup plus proche de celui de nos maisons de rapport, avec ses nombreux étages, ses rangs de fenêtres régulières et de balcons, éclairant des pièces mal différenciées.

Or voici qu'à Herculanum, à quelques kilomètres de Pompéi, à la même époque, nous trouvons, coexistant l'une à côté de l'autre, et la maison pompéienne et la maison d'Ostie, l'une et l'autre parfois avec des variantes inattendues.

Le type pompéien pur est tout à fait exceptionnel : les rues, rectilignes et perpendiculaires, découpent de minces îlots rectangulaires, trop étroits pour que l'atrium et le péristyle puissent s'y épanouir librement. Dès que l'édifice atteint des dimensions considérables, il n'est plus possible d'en disposer les éléments suivant l'ordre classique : le péristyle s'accole à l'atrium ou va s'établir, tout de guingois, en contre-bas à un niveau inférieur.

Les maisons les plus vastes et les plus belles se distinguent d'ailleurs par bien d'autres caractères de la maison pompéienne. Herculanum est construite sur un plateau incliné qui se terminait brusquement en terrasse au-dessus de la plage. C'est à l'extrémité inférieure de la ville, sur le bord de cette terrasse, que sont venues s'établir les demeures les plus luxueuses. Tout y est disposé pour jouir au maximum des avantages du site. La construction s'ordonne en fonction de la terrasse panoramique, que soutient une muraille en encorbellement et dont les avantages sont garantis par la servitude qui frappe les constructions basses qui peuvent se trouver en avant. De vastes jardins y conduisent ; sur la terrasse même, l'architecte a élevé de gracieux pavillons de repos ou de vastes salles d'apparat largement ouvertes sur l'horizon marin.

Mais ces demeures somptueuses ne sont pas seules représen-

tées à Herculanum. Plus nombreuses sont les maisons bourgeoises, petites, modestes, mais cependant confortables et décorées avec goût. Elles s'inspirent du même idéal d'air et de lumière et font preuve d'une ingéniosité que j'appellerai volontiers japonaise, pour tirer le meilleur parti de l'espace le plus restreint.

Ce sont certainement ces plans ingénieux qui frappent le plus le visiteur d'Herculanum. Il découvre, charmé, que l'art romain n'est pas fait seulement de pompeuse symétrie et de classiques ordonnances. Il relève avec ravissement ces perspectives imprévues, telle disposition asymétrique, la grâce naïve des nymphées lilliputiennes ornées de mosaïques ; il s'attarde dans tel triclinium ouvert au fond d'une courette, que dis-je d'un simple puits de lumière qui n'a pas plus de deux mètres de côté et que protège contre les voleurs une grille horizontale de fer ; mais la décoration en est si réussie, si fraîche, que cette petite maison parvient à réaliser la même atmosphère d'isolement, de tranquillité et de douceur champêtre que les vastes palais de la *via dell'Abbondanza*, à Pompéi.

Le mobilier participe à la même élégance : quelques meubles de bois aux lignes simples, volontiers ornés de clous et d'appliques de bronze. Certaines de ces pièces ont un intérêt exceptionnel : on remarque une armoire qui porte à sa partie supérieure un laraire en forme de temple (il contient toujours ses petits dieux de bronze), avec son portique aux colonnes corinthiennes, ses hautes portes aux vantaux découpés en panneaux. Toutes les finesses de la délicate mouluration, les petites cannelures des colonnes, sont intactes et les portes tournent encore autour de leurs gonds carbonisés.

Ailleurs, on admire un grand paravent, formé de six panneaux articulés, qui servait à isoler le tablinum de l'atrium. Depuis longtemps nos architectes, méditant sur le plan de la maison pompéienne, se demandaient comment cette séparation devait être réalisée ; dans leurs restitutions, ils recouraient le plus souvent à une draperie ; je ne crois pas qu'aucun ait songé à recourir, comme nous le voyons faire ici, à l'élégante solution du paravent.

Au visiteur moderne, ce mobilier paraîtra sans doute bien sommaire. La chambre n'est qu'une pièce où l'on va pour

dormir : un lit, un guéridon léger, où poser la lampe d'argile, suffisent à la meubler. Le reste à l'avenant. C'est à Herculanum qu'on réalise le mieux combien les habitudes antiques étaient différentes des nôtres.

Le confort, pour nous, se définit par un *living-room* au divan bien garni de coussins et aux fauteuils de club anglais. Les Romains n'en demandaient pas tant : ils préféraient vivre au dehors, parader au forum ou se prélasser aux bains. Qu'on se souvienne de la mise en scène de tant de *Dialogues* antiques, ceux de saint Augustin par exemple : pour philosopher à l'aise, on sort, et, puisqu'on est à la campagne, on ira s'allonger sur quelque pelouse ; le temps devient-il mauvais, il faut se résigner à se réfugier dans les thermes...

Mais Herculanum est riche en aspects variés : à côté de cette simplicité raffinée, il y a place pour des habitations d'un caractère beaucoup plus humble, misérable même. C'est le cas d'une petite maison étroite et basse : rez-de-chaussée et premier étage réunis n'atteignent qu'à sept mètres de hauteur. Le squelette de sa construction est formé de piliers de briques réunis par des cadres de poutrelles que remplit une maçonnerie légère. C'est ce que nous appelons en France la construction à pans de bois, technique qui fut très en faveur au moyen âge et qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours dans les maisons rustiques de Normandie.

Vitruve, qui la décrit déjà dans son traité *De l'Architecture*, ne dissimule pas sa fragilité et ses inconvénients ; son principal avantage, dit-il, est d'être économique. C'est bien la raison qui a dicté son emploi ici, car c'est là une maison de pauvres gens. Au rez-de-chaussée, des boutiques obscures ; au premier, deux petits appartements groupés autour d'une étroite courette. Un corridor coudé mène à de sommaires latrines ; en guise de cuisine, un foyer à hauteur d'appui dans un couloir obscur. Quelques chambres, où l'espace est chichement mesuré : un lit, deux lits, dont les cadres de bois sont disposés à angle droit ; une table, une petite armoire avec les lares et quelques vases de terre, il n'en faut pas plus pour les encombrer.

L'effet est saisissant ; Herculanum nous donne ici ce que les ruines trop dépouillées, trop correctes de Pompéi, d'Ostie

ou de Rome nous laissaient encore à imaginer : le contact intime, concret, avec la vie du petit peuple, le décor de la vie de tous les jours, de la vie des humbles à côté de celle des grands. C'est dans un tel cadre, dans une pauvre maison comme celle-ci, que l'humaniste aimera commenter tel passage de Sénèque ou de Martial, qu'il lui plaira d'évoquer les aventures picaresques où les héros du *Satiricon* se risquent parfois en si douteuse compagnie...

HENRI MARROU

L'HISTOIRE

Le dernier mot sur l'histoire romaine. — Henri IV après la messe. — La belle époque de la prépondérance anglaise. — L'essor industriel appelle l'expansion coloniale.

Le bon Rollin s'excusait modestement de mieux savoir l'histoire romaine que l'histoire de France, et regrettait que la surcharge des programmes — déjà ! — ne permît pas d'enseigner aux écoliers dans les classes l'histoire de leur pays. Il conseillait, au moins, de leur en donner le goût et de compter sur la lecture pour leur en donner plus tard une connaissance infiniment souhaitable et utile. La situation est aujourd'hui retournée. L'histoire ancienne est ramenée à la portion congrue ; on peut être bachelier et beaucoup plus sans en savoir plus long sur Alexandre ou César que n'en savait sur Philippe-Auguste ou Louis XI un fort en thème sous Louis XV. Du moins avons-nous de plus en plus d'ouvrages excellents pour compléter notre éducation classique, si peu que nous en éprouvions le besoin.

Les quatre volumes consacrés à Rome dans l'*Histoire générale*, dirigée jusqu'à sa mort par Gustave Glotz (les Presses Universitaires), sont vraiment de haute qualité. La première moitié du dernier sur le *Bas-Empire*, qui va « de l'avènement des Sévères au concile de Nicée », par M. Maurice Besnier, professeur à l'Université de Caen, ne dépare pas le reste. Il ne manque plus que la fin, sur « l'Empire chrétien », dont

M. André Piganiol, professeur à la Sorbonne, s'est chargé. Ainsi sera complet ce monument, pour employer un mot dont il ne faut pas abuser, mais qui est ici justifié.

A quoi bon tout ce travail? demanderont peut-être les gens positifs. Même en admettant que l'histoire serve à quelque chose, est-il bien utile de savoir que le *cursus honorum* de Septime-Sévère présente des obscurités? A-t-il été tribun militaire comme le dit Eutrope, ou ne l'a-t-il pas été comme le donne à croire une correction de texte ingénieuse? Sa première femme, qui d'ailleurs n'a joué aucun rôle, s'appelle-t-elle Marcia, comme le dit l'*Histoire Auguste*, ou Marciana, comme le porte une inscription de Constantine? Évidemment, cette minutie dans l'information peut paraître du luxe. Au moins c'est une forme de luxe dont il n'y a pas à craindre l'abus. C'est du luxe aussi que de calculer à sept cent huit chiffres la valeur de *pi*, rapport incommensurable de la circonférence au diamètre, alors qu'il est si simple de s'en tenir à la formule approximative 3,14. Si l'histoire est une science, et dans la mesure où elle peut prétendre à être une science exacte — ce qui est le cas quand il s'agit de faits matériels — elle doit pourchasser toutes les erreurs démontrables, grandes ou petites.

Ce n'est pas une raison pour ne rien chercher ni comprendre au delà. Il importe peu que la mère de Septime-Sévère s'appelle Fulvia Pia ; il importe de noter qu'elle ne savait pas le latin et que lui-même ne le parle pas sans accent — cet accent punique dont se moque une comédie de Plaute. C'est la preuve — et la constatation n'est pas sans intérêt — qu'on parlait encore le carthaginois en Tripolitaine, plus de trois siècles après la destruction de Carthage, dans une grande ville comme *Leptis Magna*, même dans une bonne famille équestre.

Malherbe, dit Boileau, « d'un mot mis en sa place enseigna le pouvoir ». Il circule en histoire bien des mots qui ne sont pas à leur place et qui ont engendré des idées fausses. Tout le monde connaît l'Édit de Milan de 313, par lequel la liberté de conscience et de culte est reconnue aux chrétiens comme aux autres. En réalité y a-t-il eu un Édit de Milan? Nous n'avons pas le texte d'un *edictum* émanant des deux empereurs alliés, Constantin et son beau-frère Licinius. Ce que nous

avons — de deux sources différentes, Lactance et Eusèbe — c'est la copie d'une lettre (*mandatum*, mandement), adressée par Licinius, empereur d'Orient, aux gouverneurs de Bithynie et de Palestine, pour leur faire connaître les décisions prises par les deux empereurs au sujet de la liberté religieuse. Nous n'avons pas un édit au sens officiel du mot et rien n'indique qu'il y en ait eu un ; nous n'avons même pas trace d'un *mandatum* envoyé par Constantin aux gouverneurs des provinces d'Occident, par la raison sans doute qu'il n'en était pas besoin puisque la paix religieuse y était déjà assurée. L'acte, ainsi ramené à ses proportions véritables, est moins solennel, moins sensationnel, tout en demeurant aussi efficace. Le terme d'édit, employé par les deux auteurs chrétiens — qui ont copié le document affiché — est excessif pour désigner un accord sur la nécessité d'étendre à l'Orient la politique de tolérance sympathique déjà pratiquée en Occident. De cet accord l'empereur d'Orient communique les clauses aux administrateurs qui ont besoin de les connaître pour les appliquer, et aux populations qui ont besoin de les connaître pour s'en prévaloir, sans qu'on puisse affirmer qu'elles sont la reproduction littérale d'un texte rédigé en commun ni même qu'il y ait eu autre chose qu'un accord verbal.

Cet exemple, pris entre beaucoup d'autres, montre qu'on ne perd pas toujours son temps à approfondir les détails et qu'une question de mot peut conduire à une leçon de choses. A lire l'histoire documentée, on s'aperçoit qu'elle ne l'est jamais trop.

*
* *

Madame Saint-René Taillandier a écrit naguère un *Henri IV avant la messe*, qui a eu un grand succès. Son *Henri IV après la messe* (Grasset) n'en aura pas un moindre. A vrai dire ce n'est que le sous-titre. Le titre principal, *le Cœur du Roi*, est moins frappant. Il est pourtant vrai que le cœur de Henri IV lui a joué bien des tours et a gâté beaucoup le succès final d'un homme dont la vie n'a pas été gaie en dépit de la légende. « La vie de Henri IV, écrit madame Saint-René Taillandier, si brillante pour l'histoire, toute chamarrée de

ses bons mots et sonore de son rire, est une des plus tragiquement tristes qui ait jamais été ; mais sa propre vitalité, son aptitude à concevoir, à comprendre les choses les plus diverses, à se jouer dans les contrastes, non par dilettantisme mais par nature, ont fait de lui l'homme le plus vivant de son siècle. » Ses mots historiques sont un peu arrangés, mais ils sont de lui. Il a constamment vécu — non pas dans la crainte, car il est brave et fataliste — mais dans l'inquiétude de n'avoir pas le temps de consolider son œuvre de pacification politique et religieuse. Il n'a pas connu la « tranquillité d'esprit » : c'est la vertu dont il fait le plus compliment à saint François de Sales, son illustre contemporain, non sans quelque envie nostalgique. Il est resté populaire parce que ses défauts n'ont fait de tort qu'à lui. Il est constamment empêtré dans les complications de sa vie multifamiliale. Il aime tous ses enfants et les mères de tous ses enfants, mais n'est guère aimé d'elles, car le Vert-Galant n'est qu'un piètre don Juan ; il n'est pas souvent aimé pour ses beaux yeux. Le dessin très expressif de la collection de M. Walter-Gay, reproduit sur la couverture, n'évoque pas un Adonis.

Le vrai mérite de Henri IV, c'est d'avoir compris vite la condition unique et irremplaçable de toute restauration de l'autorité royale. La France de la Ligue ne pouvait avoir pour roi qu'un catholique et, d'autre part, il ne pouvait y avoir de roi reconnu par tous que l'héritier légitime. Il était donc de toute nécessité que le successeur de Henri III fût Henri IV et que Henri IV fût catholique. Le problème était de faire comprendre cette double vérité aux gens de bonne volonté et de l'imposer aux gens de mauvaise volonté. La conversion elle-même serait restée sans valeur et sans efficacité si elle n'avait mis fin aux discussions et aux rancunes. Il fallait habituer à un échange de courtoisies des hommes qui avaient si longtemps échangé des coups. Le mot d'ordre du roi est toujours et partout le même : il faut vivre en bonne intelligence. Le passé est révolu, il s'agit du présent qui est ouvert à tous avec les mêmes chances et les mêmes droits.

Et le présent ne suffit pas. Le roi n'a pas d'enfant légitime. Il n'est à proprement parler ni marié ni veuf ; il ne peut faire œuvre durable que si son premier mariage avec Marguerite

de Valois est cassé et remplacé par un mariage incontesté. Il a signé une promesse de mariage en faveur de Henriette d'Entragues (1er octobre 1599), pour le cas où, dans l'année, elle lui donnerait un fils, mais il est sensiblement refroidi par les exigences de la famille qui exploite à fond sa faiblesse. Il est délié fort opportunément de sa parole par un coup de tonnerre providentiel, qui provoque l'accouchement avant terme d'un enfant mort-né. Le roi, se jugeant libéré de son fol engagement, épousera aussitôt Marie de Médicis, sans renoncer d'ailleurs à sa maîtresse : la reine lui donnera un fils (27 septembre 1601), la favorite lui en donnera un autre six semaines après. En présentant sa maîtresse à la reine comme vague dame d'honneur, il lui avait dit galamment : « Cette dame a été maîtresse et veut être aujourd'hui votre humble servante. » On n'est pas plus conciliant.

Laissons ces histoires d'alcôve. Elles étaient pour le roi un tracas quotidien et d'ailleurs mérité ; il courait d'autres dangers. Les attentats étaient chose courante à cette époque, encore plus que de nos jours. Ce sont « les revenants-bon du métier », disait le roi Humbert, qui en sera victime. Henri IV aussi, avant d'en devenir victime, y a été continuellement en butte. Il ne les prend pas trop au tragique, il n'ignore pas qu'ils sont sérieux. On dénonce chaque jour des complots : ceux qui ne sont pas vrais ne sont pas incroyables. Il se plaît, par politique et par nature, à considérer comme fous ceux qui les commettent. Même quand il ne peut leur épargner le dernier supplice, il n'en rend pas responsables ceux qu'on lui désigne comme complices. Il ne chassera les Jésuites qu'à regret, après l'attentat de Jean Chatel, et il les laissera rentrer malgré l'opposition du Parlement, de la Sorbonne et des huguenots. Ils sont de bons éducateurs, très modernes ; ils donneront dans leur beau collège de La Flèche, offert par lui, tout l'enseignement en français. Ce n'est pas par inconscience du danger que Henri IV use de clémence ; il a, au contraire, l'impression qu'il sera assassiné et y fait souvent allusion. Il raconte à Sully qu'on lui a prédit qu'il mourrait dans un carrosse et, après tout cela, il se refuse à trop de précautions ; il n'a pas voulu de gardes le jour où le guette Ravaillac.

Le bon abbé Moreri, dans son vénérable dictionnaire histo-

rique, a porté sur Henri IV un jugement curieux par ce qu'il dit, encore plus par ce qu'il omet : « On a, dit-il, reproché quelques défauts à ce prince et, entre autres, d'avoir été trop adonné au jeu et aux femmes : mais ils ont été en quelque façon couverts par l'éclat de ses grandes et glorieuses actions, par la tendresse qu'il eut pour son peuple et par sa clémence salutaire à tant de personnes. » Il ne manque qu'un trait à ce tableau, le trait essentiel. Dans tout l'article, il n'y a pas une allusion à l'Édit de Nantes. Moreri était mort en 1681, peu avant la révocation. A la fin du règne de Louis XIV, dans l'édition en quatre volumes, il était moins permis que jamais de parler de choses pareilles. Et, d'une manière générale, on ne parlait pas trop du grand-père du Grand Roi : il n'était pas dans la note de Versailles. Même plus tard, Henri IV reste un ancêtre qu'on regarde comme un parvenu ou un aventurier. Louis XVIII reprochait un jour au duc d'Orléans de mettre ses enfants au collège :

— Mais Henri IV et Condé ont été élevés ainsi, répondit le futur Louis-Philippe.

— Oui, coupa le roi, les factieux de la famille.

Madame Saint-René Taillandier est plus à son aise. Elle n'a pas cherché à écrire une fois de plus l'histoire de Henri IV. C'est chose faite. « On n'a pas cherché en cette étude, dit-elle, à écrire l'histoire du règne ; tout au plus à dessiner celle du caractère de Henri IV en ses mouvances, ses oscillations, ses alternances de défiance invétérée et d'abandon facile. Il en avait trop vu. » Il disait un jour à Sully, son homme de confiance par excellence : « J'ai été si trompé, si malmené que, je vous le confesse, jamais je ne pourrai être sûr de mes défiances. Je vous donnerai, je vous donne des pensions, des titres, des domaines, j'établirai vos fils, vos filles, mon ami (et ici, en son geste familier, il entrelaçait ses doigts à ceux du compagnon), jamais je ne vous donnerai de places fortes, ni même de gouvernements. Je ne pourrai, avec tout ce qu'on me clabaude de vous à l'oreille, m'empêcher tout à fait de croire que vous voudriez vous y fortifier contre moi. » Il n'est pas toujours gai d'être, et surtout de devenir, roi de France quand on a été longtemps roi de Navarre.

*
* *

Il faut recommander d'autant plus le XIe volume de *Peuples et Civilisations* (Alcan) qu'il risquerait d'effrayer par son aspect massif. C'est la *Prépondérance anglaise (1715-1765)*, de M. Pierre Muret, professeur honoraire au lycée Carnot, auquel a collaboré pour deux chapitres M. Philippe Sagnac, professeur à la Sorbonne, un des deux directeurs de la collection. Le tome précédent avait pour titre la *Prépondérance française* et pour chef de file Louis XIV. Dans celui-ci, c'est l'Angleterre, beaucoup plus que tel ou tel homme d'État, qui tient la première place. La paix d'Utrecht était son triomphe. Il s'agissait de la succession d'Espagne, l'Angleterre n'avait rien à y voir du point de vue dynastique. Elle y avait des intérêts, elle n'invoquait aucun droit. C'est elle pourtant qui a pesé le plus dans la balance, c'est elle qui a recueilli la plus belle part, la plus utile surtout, de l'héritage disputé entre les maisons de France et d'Autriche. Le petit-fils de Louis XIV a obtenu l'Espagne et ses possessions du Nouveau-Monde ; les Habsbourg ont obtenu Naples et la Sardaigne ; le duc de Savoie la Sicile, avec le titre de roi. Tout cela n'est rien à côté de ce qu'a gagné l'Angleterre, qui n'a fait que des annexions territoriales secondaires en comparaison.

L'Angleterre a conquis le fameux « trident de Neptune », c'est-à-dire la maîtrise de la mer, plus importante que la conquête d'une frontière puisqu'elle a pour caractère de n'en avoir pas. Cette souveraineté flottante se traduit par des avantages substantiels. D'abord la flotte anglaise n'a plus de rivale. Celle de la France, ruinée pour l'instant, ne reviendra jamais au premier rang. Celle de la Hollande, dont l'importance n'est pas en rapport avec celle de son pays, se résignera, suivant le mot célèbre, à n'être qu'une « chaloupe à la remorque du vaisseau de ligne » britannique. La primauté anglaise ne se contente pas du prestige, elle se monnaie en avantages économiques. L'Espagne est tenue de court en Europe par Gibraltar et Port-Mahon. En Amérique, les colonies espagnoles deviennent des colonies d'exploitation pour le commerce anglais, par le monopole de la traite et le

privilège du « vaisseau de permission », entrepôt permanent des produits anglais, alors qu'il n'aurait dû être qu'un visiteur privilégié, mais intermittent. D'autre part, la formule de Louis XIV n'est plus qu'un vain mot. Il y a encore des Pyrénées, il y a coupure entre la France et l'Espagne. Enfin, par la cession de Terre-Neuve et de l'Acadie, notre Canada est encerclé en temps de paix, assiégé en temps de guerre.

A ces succès matériels s'ajoute un succès moral, qui est l'absolution et la consécration de la révolution anglaise. La monarchie de droit divin est battue en brèche. L'Angleterre, en remplaçant Jacques II par Guillaume d'Orange et plus tard la dynastie des Stuart par celle de Hanovre, portait atteinte au principe de la légitimité. Elle créait chez elle un droit monarchique nouveau et, ce qui est plus grave, elle le faisait reconnaître et appliquer chez les autres. La renonciation qu'elle impose à Philippe V pour le reconnaître roi d'Espagne est, du point de vue français, une monstruosité juridique. Il ne pourra devenir roi de France, au cas de mort de Louis XV sans dauphin, en dépit du droit qu'il tient de sa naissance, droit inaliénable suivant les principes de l'hérédité monarchique. En vain nos légistes avaient déclaré une telle renonciation non valable aux yeux de la loi française ; les diplomates anglais, sans contester la thèse, en avaient pris le contre-pied, en exigeant de plus la ratification de leur façon de voir par le Parlement, à défaut des États généraux dont la convocation imposée eût paru injurieuse à Louis XIV, vainqueur ou vaincu. Il résultait de là que la succession des États en cas de litige ne dépend pas d'eux seuls, que l'intervention et le consentement des autres sont admis quand l'équilibre de l'Europe est en jeu. Et nous verrons, en effet, au XVIIIe siècle, toutes les querelles de succession traitées comme des questions européennes. L'empereur Charles VI passera son règne à préparer l'avènement de Marie-Thérèse, en collectionnant des signatures au bas de sa Pragmatique.

Il ne faut, du reste, pas trop prendre à la lettre les formules les plus justes. La prépondérance anglaise n'a pas été incontestable ni continue de la paix d'Utrecht à la paix de Paris. Il eût fallu pour cela une intervention permanente dans les affaires continentales, dont l'opinion insulaire ne comprenait

pas facilement la nécessité et à laquelle les gouvernants eux-mêmes ne se résignaient pas sans hésiter. La France du cardinal Fleury conçoit et réalise un équilibre européen qui n'est pas conforme à celui dont les bases avaient paru posées à Utrecht. De même, les victoires de Maurice de Saxe en Belgique, dans la guerre de succession d'Autriche, redonnent à la France la suprématie en Europe, mais Louis XV n'en use pas. La paix d'Aix-la-Chapelle est de notre part une paix blanche, sans vainqueurs ni vaincus. On se rend les conquêtes réciproques, même quand il n'y a pas réciprocité. « Nous l'échappons belle », écrivait Chesterfield. Maurice de Saxe, qui avait conquis les Pays-Bas, pensait que l'Angleterre ne continuerait pas la guerre pour nous en chasser. Notre diplomatie traditionnelle pensait autrement et Louis XV fit comme elle.

Malheureusement, cette modération ne résolvait pas les difficultés coloniales : la guerre de Sept Ans les résoudra à nos dépens. Elle ruinera l'Europe sans résultat et permettra à l'Angleterre de s'emparer de l'Inde et du Canada, plus importants pour elle que l'attribution de la Silésie à Frédéric ou à Marie-Thérèse. La France au XVIIIe siècle est expansive, mais seulement dans le domaine des idées. « L'idéal anglais, conclut M. Muret, trouve sa limite dans les frontières d'un empire maritime et colonial anglo-saxon. Celui des Français du XVIIIe siècle ignore les frontières pour embrasser l'humanité entière et c'est au milieu des conflits, où triomphent les Pitt et les Frédéric II, que ses écrivains affirment la supériorité de l'idée sur la force, des arts de la paix sur ceux de la guerre et recherchent les conditions de rénovation des sociétés selon les principes d'un droit universel. » La suprématie intellectuelle et artistique de la France n'a jamais été plus éclatante qu'alors, non plus que la prépondérance commerciale et politique de l'Angleterre. *Suum cuique.*

Tout cela n'est peut-être pas très nouveau, mais reste très juste. A ceux qui préfèrent les chemins moins battus, recommandons le chapitre sur les puissances asiatiques et l'Europe à la même époque. L'Iran — la Perse, comme on disait encore — défendait avec peine son indépendance. « Comment peut-on être Persan? » demandait Montesquieu. Il fut un

moment, en effet, où ce n'était pas facile entre les Turcs et les Afghans. C'est aussi le siècle où les Mandchous, maîtres de la Chine, fondent un immense empire, de la Grande Muraille à l'Himalaya et au Turkestan, dans les cadres de l'administration des Ming dont ils conservent l'esprit et les traditions en Chine du Nord, voire le personnel en Chine du Sud. En Indochine, les souverains annamites, vassaux et tributaires de la Chine, occupent la partie sud du Cambodge (Cochinchine) et imposent leur protectorat à la partie nord. C'est un prolongement de la civilisation chinoise. Le Japon reste fermé. Les nationaux ne peuvent sortir du pays et, seuls parmi les étrangers, les Chinois et les Hollandais peuvent commercer dans un îlot près de Nagasaki. La pénétration chrétienne en Chine est arrêtée tout court par l'interdiction des « cérémonies chinoises », admises par les Jésuites. Cette interdiction, absolue et définitive après la bulle du pape Benoît XIV en 1742, retardera d'un siècle la pénétration de la civilisation européenne dans l'Empire du Milieu. On ne peut dire que l'opinion y ait été indifférente, car Voltaire, dans son *Siècle de Louis XIV*, paru en 1752, consacra à cette affaire une place qui n'est pas due uniquement au plaisir de railler les querelles liturgiques.

*
* *

Dans la même collection vient de paraître aussi un volume d'une actualité plus passionnante, le tome XVIII, dont le titre indique bien le sujet : l'*Essor industriel et l'Impérialisme colonial (1878-1904)*, par M. Maurice Baumont. Il est instructif et salutaire de voir l'histoire qu'on a vécue entrer dans le passé.

Au premier abord, cette période est une période de paix. Elle n'a pas connu de grandes guerres, pas d'événements mondiaux. Les troubles balkaniques sont monnaie courante et restent encore localisés ; une révolution en Bulgarie empêche peut-être les diplomates de dormir, non l'homme de la rue. Une lutte entre le Chili et ses deux voisins, la Bolivie et le Pérou, pour un littoral qui paraît fabuleux à force d'être ignoré, se passe dans un autre continent, presque dans une

autre planète ; l'éloignement dans l'espace équivaut à l'éloignement dans le temps, car, suivant le mot de Racine dans sa préface de *Bajazet*, « le peuple ne met guère de différence entre ce qui est à mille ans de lui et ce qui en est à mille lieues. » La guerre sino-japonaise de 1894-1895 n'avait pas eu non plus, en cet heureux âge, d'écho dans le grand public, et rien ne prouve mieux à quel point le monde a changé. La razzia des colonies espagnoles par les États-Unis, en 1898, choque, mais ne préoccupe pas beaucoup l'opinion ; la belle défense des Boërs contre la mainmise anglo-saxonne est très admirée, mais comme une sorte de combat sportif. La galerie applaudit d'autant plus qu'elle n'a pas envie et ne se sent pas menacée d'y participer. Comme disait Crispi, qui n'était pourtant pas un sentimental : « On pourrait recommencer demain le partage de la Pologne, l'Europe le contemplerait en silence. » Tout cela était de l'histoire « étrangère » — un mot qu'on n'oserait plus employer.

Cette paix, à laquelle l'Europe tenait tant, n'était pas pourtant une paix joyeuse ni tranquille. « On ne parle que de ma mort là-dedans », dit un personnage de comédie. On ne parle que de guerre en Europe, en ce temps de paix armée. C'est que la paix dépend d'une puissance prépondérante, qui n'a pas l'hégémonie aimable, qui a dicté le traité de Francfort en 1871 et dominé le Congrès de Berlin en 1878. L'Allemagne règne. Elle peut à peu près ce qu'elle veut, on se demande avec anxiété où finit ce qu'elle veut. Il est visible qu'elle n'en est plus à Bismarck, estimant que les colonies, comme les Balkans, ne valent pas les os d'un grenadier poméranien. Lui-même n'est plus là. Il est mort politiquement à l'avènement du jeune Guillaume II ; il se survivra assez pour voir qu'il est l'homme d'un passé révolu. La poussée industrielle de l'Allemagne l'entraîne à chercher des débouchés, suivant l'axiome de Jules Ferry : « La politique coloniale est fille de la politique industrielle. » C'est ce que le Kaiser traduit par sa fameuse formule : « Notre avenir est sur l'eau », gravée au fronton du pavillon allemand à l'Exposition de 1900.

Pourquoi arrêter cette période à 1904 ? Pour M. Baumont, cette date est fatidique. Elle clôt le XIXe siècle. Elle marque le tournant où la suprématie allemande fléchit en Europe, et

aussi la suprématie européenne dans le monde. La suprématie allemande fléchit, car c'est le moment où l'entente cordiale, en gestation depuis l'avènement d'Édouard VII, aboutit. La suprématie européenne fléchit, car la guerre russo-japonaise commence, et elle montrera, pour la première fois, une grande puissance européenne battue sur terre et sur mer par une de ces puissances asiatiques qu'on se plaisait à croire jusqu'ici irrémédiablement inférieures et arriérées.

Tout cela est logique et défendable. On est tenté, cependant, de trouver un peu disproportionnée la part faite à ce quart de siècle (1878-1904), gratifié d'un volume dans une *Histoire générale* qui n'en compte que vingt. C'est la conséquence du plan adopté par MM. Halphen et Sagnac. Ils se sont proposé de « mettre en relief les traits communs aux diverses civilisations » ; ils ont délibérément rompu avec les cadres traditionnels qui réservaient une place privilégiée au coin du monde qui est le nôtre. « Nous avons, écrivaient-ils dans l'avant-propos de tout l'ouvrage, laissé tomber plus d'un détail, jugé secondaire, pour mettre l'accent, si l'on peut dire, sur certains faits « dominants », soit qu'ils éclairent par eux-mêmes toute une période, soit qu'ils fournissent la clé des événements ultérieurs. »

Une telle conception enlève à l'histoire une part de son objectivité. La science historique devient une « science appliquée » ; elle ne se permet pas, même quand il s'agit de faits éloignés géographiquement ou chronologiquement, de les considérer « comme étrangers à nos préoccupations actuelles. » Cette méthode a évidemment ses dangers. Elle exige un grand discernement. Elle joue la difficulté et le sait. Il faut la juger du point de vue qui lui est propre, et ne pas trop s'étonner quand elle trouble les habitudes acquises, puisque tel est précisément son objet.

A. ALBERT-PETIT,
membre de l'Institut.

AVANT
LES ÉLECTIONS CANTONALES

Il y a quelque chose de pénible à constater que la France, au moment où sa monnaie semble de nouveau menacée, au moment où la paix est en péril, est occupée, depuis quinze jours et pour trois semaines encore, par le renouvellement des conseils généraux et d'arrondissement.

Nous ne nous livrerons pas à de faciles railleries sur le rôle modeste des conseils d'arrondissement, dont l'activité se borne chaque année à deux séances de quarante-cinq minutes, suivies chacune d'un déjeuner de quatre heures. Quant aux conseils généraux, ils gèrent des intérêts administratifs et financiers importants, puisqu'ils votent et contrôlent le budget des départements. La seule question que l'on puisse se poser, c'est s'il est vraiment indispensable de maintenir les conseils d'arrondissement, qui n'ont plus aucune espèce d'attribution, et de renouveler tous les trois ans par moitié les conseils généraux, ce qui a pour effet, compte tenu des décès, de provoquer dans chaque canton une élection tous les deux ans en moyenne. En temps ordinaire, cela n'a pas une extrême importance — nos populations rurales n'ont pas tant de distractions. Mais quand on considère la situation de notre pays, au moment où il commence à reprendre haleine après l'accident Blum, et quand on voit combien de nuages obscurcissent l'horizon diplomatique, on ne peut que regretter la fâcheuse circonstance qui a fait, pour des élections dépourvues en elles-mêmes de toute importance, renaître l'agitation politique dans le pays.

Pouvait-on faire l'économie de ce risque? Sans aucun doute, M. Chautemps avait le droit, dans le cadre de ses pleins pouvoirs pour la défense du franc et le redressement économique, d'ajourner les élections cantonales. Mais pouvait-il, en fait, prendre une telle initiative? Ici les perspectives changent, car le gouvernement Chautemps est, sinon dans son esprit, du moins par sa majorité, un gouvernement de Front Populaire, et il ne pouvait décider, sans l'agrément des socialistes et des communistes, qui, paradoxalement associés à la réparation, par les radicaux, des ruines qu'ils ont causées, n'ont aucunement renoncé au programme dont l'application a produit de si beaux résultats et amputé le franc de 50 p. 100 de sa valeur en un an. Les dés sont jetés, partout la campagne électorale est ouverte. Essayons de définir les positions des différents partis et d'évaluer leurs chances.

L'extrême-gauche est partie la première en bataille. Dès le mois de juillet, les communistes faisaient connaître leur décision de présenter partout des candidats, et publiaient les premières listes d'investitures. C'est la première fois que les communistes tentent un semblable effort. Il ne s'agit point, en effet, de mettre en ligne 600 candidats, comme aux élections législatives, c'est environ 3 200 noms qu'il faut trouver, et qu'il faut imprimer sur les affiches, les tracts et les bulletins. Nous n'aurons pas la curiosité malsaine de demander où le parti communiste a trouvé les millions nécessaires à une telle dépense.

Les socialistes unifiés présenteront des candidats à peu près partout, mais, plus subtils, ils laissent sans concurrents certains radicaux-socialistes qu'ils ont domestiqués. Cette tactique leur permettra d'avoir, au sein du parti radical, quelques défenseurs toujours prêts à faire observer que les socialistes ne sont pas si méchants que cela, et qu'à condition de témoigner d'une suffisante servilité, on peut garder son siège sans être inquiété.

La position de départ de l'extrême-gauche est la suivante : sur les 1 509 conseillers généraux élus en 1931, il y avait 160 socialistes unifiés et 6 communistes. Les élections partielles n'ont modifié que fort peu ces chiffres, que nous pouvons consi-

dérer comme suffisamment exacts. A gauche et au centre, les radicaux-socialistes et sympathisants peuvent dénombrer un peu moins de 800 sortants. Les différents partis de droite se partagent le reste, soit 550 sièges environ. En matière d'élections cantonales, les statistiques sont beaucoup moins précises qu'en matière législative, les étiquettes sont parfois plus vagues aussi, et, bien souvent, au sein même du Conseil général, la nuance politique du président de l'assemblée départementale n'est pas celle qu'aurait pu faire prévoir sur le papier la statistique des opinions.

C'est que les élections au conseil général conservent un caractère très particulariste et que les situations personnelles y jouent un rôle prépondérant. Le cadre du canton est un des plus stables de notre vie politique : depuis que le suffrage universel existe, rien n'a été changé dans le mode d'élection des conseillers généraux. Sans doute, les élections n'ont-elles plus le caractère patriarcal de jadis. A la veille de la guerre, dans un bon tiers des cantons, le conseiller sortant était réélu sans concurrent, et, dans les deux tiers, sans faire campagne. Huit jours avant le scrutin, il faisait déposer des bulletins dans les mairies, mettait une affiche à son nom et attendait tranquillement chez lui les résultats, sans autre crainte que celle d'un nombre excessif d'abstentionnistes qui l'eût empêché d'atteindre au *quorum*. Même dans les élections disputées, il était bien rare qu'on donnât des réunions publiques et contradictoires : quelques visites aux maires et aux notables, quelques poignées de mains dans les salles basses des cabarets de village, où les lithographies du Triomphe de la République et de l'Exposition universelle de 1889 n'étaient pas encore jaunies, c'était là toute la campagne. L'élu était toujours un notable : à droite, un propriétaire terrien, hobereau ou grand bourgeois ; au centre et à gauche, un notaire, un avoué, un négociant en grains ou en fourrages, et, plus souvent encore, un de ces médecins de campagne, demeurés pareils, en 1900, à leurs aînés du temps de madame Bovary et connus comme le loup blanc, à force de parcourir les routes, dans leur cabriolet carrossé de faux rotin, dont les ressorts fléchissaient à droite et grinçaient à chaque tournant. En ces temps, qui nous paraissent déjà si lointains, les professions

de foi ne laissaient pas beaucoup de place à la politique; le rechargement des chemins d'intérêt commun, l'élargissement des ponts, la réparation des casernes de gendarmerie étaient au premier plan des préoccupations du candidat et des électeurs. Horizon restreint, on le voit, mais où chacun du moins savait de quoi il s'agissait.

Aujourd'hui, rien de pareil. Les partis de droite et du centre, comme le parti radical, présentent encore des notables, tandis que l'extrême-gauche présente des militants, presque tous fonctionnaires chez les socialistes, généralement employés ou ouvriers chez les communistes. Quant à la campagne électorale, c'est une campagne législative ramenée aux dimensions restreintes du canton; il n'est pas de commune, de hameau qu'on ne gratifie d'une réunion publique; la seule différence, c'est que cette période de propagande, au lieu de s'étendre sur cinq ou six semaines, ne dure qu'une quinzaine de jours, mais on y parle tout autant de politique générale, et, à entendre les candidats, on pourrait croire que de leur succès dépendent l'ordre républicain et la paix internationale.

Cette fois-ci, les partis d'extrême-gauche ont ouvertement essayé de transformer les élections cantonales en un plébiscite de politique générale et de faire appel devant l'opinion de la chute du cabinet Léon Blum. Le mot d'ordre prévu était *sus au Sénat*; le programme électoral, celui du Front Populaire; le but avoué, de ramener au pouvoir le socialisme, flanqué si possible des communistes, en exploitant vigoureusement les gains espérés. Cette agitation est pour beaucoup dans l'atmosphère d'inquiétude qui a succédé en septembre à l'impression confiante du mois d'août, et le franc, si sensible aux courants d'opinion après ses deux amputations, a réagi aussitôt en perdant 10 p. 100 de sa valeur. On dirait, au moment où nous écrivons, que les partis révolutionnaires sont moins mordants qu'ils ne l'avaient annoncé; sans doute ont-ils vu que le slogan *sus au Sénat* était d'un rendement douteux, sans doute aussi ont-il senti qu'en dehors du cercle passionné des militants, l'expérience Léon Blum était loin d'éveiller l'enthousiasme. Bref, la campagne est assez terne, on escompte toujours le succès, pour l'exploiter dans le sens que nous avons indiqué, mais on le prépare par des moyens plus discrets.

Dans son discours de Saint-Étienne, le 5 septembre, M. P.-E. Flandin faisait très justement observer que les social-communistes gagneraient évidemment des sièges, par rapport à 1931, mais que, pour tirer des élections cantonales une conclusion politique, ce n'est pas avec octobre 1931 qu'il faut faire la comparaison, mais bien avec 1936. Il ajoutait que, sur la base de ces derniers résultats, les socialistes devraient obtenir 300 sièges et les communistes 200, et que, par conséquent, ils ne pourraient crier victoire que pour les résultats qui dépasseraient ces deux chiffres. Le raisonnement de l'ancien président du Conseil appelle une légère rectification : les suffrages totalisés dans la Seine par les communistes ont représenté le *quart* des voix obtenues par eux dans l'ensemble du pays ; or le Conseil général de la Seine a été renouvelé en 1935, et la Seine ne votera pas en octobre, il faudrait donc ramener les chiffres énoncés par M. Flandin à 280 pour les socialistes unifiés et à 150 pour les communistes, soit un gain de 120 pour les premiers et de 146 pour les seconds. De tels progrès sont-ils possibles? On nous permettra de l'examiner en regardant de plus près les départements.

Les partis traditionnels de droite ont gardé la majorité dans une trentaine de conseils généraux, dont la répartition géographique fait ressortir deux larges bastions, à l'Ouest et à l'Est, et deux îlots moins étendus dans le Centre et dans le Midi pyrénéen. A l'Ouest, nous trouvons la région normande et vendéenne : Vienne, Vendée, Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Manche, Orne, Calvados, Seine-Inférieure. On remarquera que cette énumération ne comprend aucun département breton, mais il est probable que l'oscillation vers la droite, qui a fait perdre aux gauches, aux élections législatives dernières, huit sièges dans le Morbihan, le Finistère et l'Ile-et-Villaine, leur fera perdre la majorité de ces assemblées départementales. Un mouvement dans le même sens, mais de moindre amplitude, est prévu dans les Côtes-du-Nord. Par contre, dans les départements où la majorité appartient actuellement au centre et à la droite, il n'y a pas à prévoir de changements profonds, çà et là un siège ou deux passeront à la gauche (en Seine-Inférieure, notamment) ;

dans plusieurs cantons, des démocrates populaires remplaceront des conservateurs, mais la majorité départementale ne se modifiera point.

Dans l'Est, nous trouvons toute une région catholique, et les éléments modérés ont la majorité dans le Doubs, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Moselle, les Vosges, la Meurthe-et-Moselle et la Meuse. Dans le territoire de Belfort, la majorité de l'Assemblée, perdue depuis six ans par les radicaux-socialistes, peut leur revenir. Elle dépend du résultat d'une élection, qui sera âprement disputée, dans le canton de Fontaine.

Situation analogue dans la Meurthe-et-Moselle, où l'on donne comme probable l'élection de M. Philippe Serre, catholique d'extrême-gauche, à Briey, contre M. François de Wendel, et comme possible, à Longuyon, celle de M. Izard, lieutenant de M. Bergery. Là, M. Louis Marin risque de perdre la présidence du Conseil général. Dans les Vosges, les gains des gauches ne suffiront sans doute pas à leur donner la majorité. Inversement, dans le Jura, les droites, en progrès marqué, ne paraissent pas devoir gagner assez de sièges pour emporter la présidence.

Il y a, dans le Centre, quatre départements conservateurs : l'Aveyron, l'Ardèche, la Lozère et la Loire. Dans l'Aveyron et la Lozère, les positions ne paraissent pas profondément modifiables, et d'ailleurs, en Lozère, c'est un radical qui préside une assemblée dont la majorité est nettement axée à droite. Dans l'Ardèche, on prévoit un gain à droite, dans la Loire un ou deux gains à gauche. Dans le Cantal, les gauches détiennent 12 sièges contre 11, et, sur les 11 sortants, 8 sont de gauche. M. Bastid, ancien ministre du Commerce, n'est donc pas absolument sûr de garder sa présidence.

Vers le Sud-Ouest, enfin, la majorité modérée se maintiendra vraisemblablement dans les Hautes et les Basses-Pyrénées. Somme toute, les probabilités laissent prévoir que la droite ne se laissera pas entamer dans les régions où ses positions traditionnelles sont fortes.

Il n'en est pas de même dans les départements où les éléments modérés et centristes n'ont dû leurs succès qu'à la division des gauches et à l'attitude des communistes, maintenant,

en 1931 comme en 1928, leurs candidats au second tour. Le Nord et la Seine-et-Oise offrent deux exemples caractéristiques de cette situation ; là, sans transition, plusieurs sièges passeront des républicains de gauche ou de l'U.R.D. aux communistes, comme aux élections législatives dernières.

Mais là n'est point le problème essentiel des élections cantonales prochaines; ce qu'il s'agit de savoir, c'est surtout l'ampleur et la répartition des gains qu'enregistreront les socialistes unifiés.

Actuellement, ils ont la majorité dans les Bouches-du-Rhône, les Pyrénées-Orientales, la Haute-Vienne et l'Allier. Ils devraient conserver ces quatre présidences, mais ils cèderont des sièges aux communistes, notamment dans les Bouches-du-Rhône. Par contre, ils peuvent et ils comptent bien étendre leurs positions au détriment des radicaux dans les pays du Rhône et de la Garonne. Dans le département du Rhône, par exemple, où le président Herriot, qui voulait depuis longtemps se retirer, se représente devant le danger, les radicaux cèderont deux ou trois sièges. Mêmes prévisions dans le Var et dans le Gard. Dans la Haute-Garonne, dans le Tarn, dans l'Ariège, un ou deux. Dans l'Aude, où le parti radical est maître de tous les cantons, sauf quatre, on s'attend à voir deux sièges, sinon trois, passer aux mains des unifiés. Dans le Gers, le socialisme progressera comme il l'a fait aux élections législatives ; dans la Corrèze, les pertes des radicaux seront sensibles, mais elles profiteront autant aux communistes qu'aux S.F.I.O. Si nous allons vers le Centre, nous recueillons des indications analogues pour la Creuse. Enfin, un peu partout sur la carte, on trouvera d'assez nombreux départements où les socialistes peuvent gagner un siège, comme dans l'Ain, dans le Cher, dans l'Isère, et de rares points (Haute-Savoie) où ils peuvent en perdre un.

Arrêtons là cette énumération, qui devient fastidieuse et reste incertaine ; nous en avons assez dit pour dégager une prévision moyenne. A notre avis, les socialistes peuvent gagner de 80 à 100 sièges et les communistes 40 environ. Les droites et le centre perdraient donc une cinquantaine de sièges et les radicaux de 80 à 90. C'est beaucoup assurément, et c'est vexant pour l'intelligence quand on considère le bilan

de l'expérience Blum, mais je crois qu'il faut le prévoir et pourvoir aux conséquences possibles.

Première conséquence : les socialistes et les communistes crieront : « *Blum au pouvoir !* » Divers indices permettent de croire que le principal intéressé, non par modestie, certes, mais par l'effet d'une réflexion tardive, préfère aux responsabilités d'un président du Conseil, les loisirs d'un ministre d'État, mais cette agitation, même si M. Blum ne s'y prête pas, donnera au cabinet Chautemps quelques soucis dont il se passerait volontiers, ayant suffisamment d'occupations avec le déficit de la balance commerciale, l'effondrement de notre production, le glissement du franc, sans compter le maintien d'une paix sociale et d'un ordre intérieur que d'innombrables agents suspects troublent chaque jour.

Seconde conséquence : les radicaux, qui ont eu la bonté de ménager aux socialistes, après leur faillite, l'alibi du cabinet Chautemps, qui s'efforce de réparer en silence leurs fautes, quand il aurait été de bonne politique de les dénoncer au pays, se montreront-ils aussi magnanimes après une bataille électorale où ils auront encaissé des coups et perdu des sièges ? Accepteront-ils de laisser remettre en question le redressement économique et financier dont M. Georges Bonnet montrait hier encore à la radio à la fois la nécessité et la difficulté ?

Voilà les deux problèmes qui se posent. Sur le premier, *le Populaire* et *l'Humanité* nous fourniront la réponse, dès le lundi 18 octobre ; sur le second, le Congrès Radical de Lille répondra huit jours plus tard.

★ ★ ★

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Le mois de septembre a été fertile, cette année, en événements de nature à influencer sérieusement la Bourse.

Aux tout premiers rangs, il faut mettre, assurément, la tension des changes, qui s'est manifestée brusquement vers le milieu du mois, et la lourde baisse, d'apparence assez intempestive, du marché de New-York. D'autres événements, tels que les controverses internationales autour de la question de la police maritime en Méditerranée ou de nouvelles manifestations de nos querelles intestines, ont pu avoir plus de retentissement près de la masse de l'opinion publique, mais leur influence sur les tractations boursières a été minime, sinon nulle.

La tension des changes qui, en quelques jours, a porté le cours de la livre sterling de 133 à 147 francs, n'a point causé une très grande surprise dans les milieux professionnels ; mais on pensait généralement qu'elle se manifesterait un peu plus tard, sous une influence de caractère plutôt politique, telle que les prochaines élections cantonales. Cependant, comme elle était dans l'ordre des réalités matérielles, la constatation du déficit considérable de notre balance commerciale, qui s'établit à près de 12 milliards de francs pour les huit premiers mois de l'année, a précipité le décalage menaçant.

Cette hausse de la livre de 133 à 147, qui traduit une nouvelle chute du franc acceptée par le Fonds de stabilisation et, par conséquent, par le Gouvernement, est, pour l'instant, pratiquement assimilable à une dévaluation d'environ 10 p. 100. Elle aurait dû se traduire à la Bourse par un recul de certaines catégories de valeurs et par la hausse d'autres catégories telles que, notamment, les valeurs de matières premières et les valeurs d'origine étrangère. Cependant, ce mouvement ne s'est pas encore produit parce que l'ensemble du marché est resté dominé, jusqu'ici, par une sorte de lassitude ou de découragement.

Cependant, il y a, dès maintenant, un élément important dont on peut exciper en faveur de la possibilité d'un réveil d'activité de notre marché boursier. C'est la « position de place » exposée par la liquidation du 15 septembre. A cette date, le

montant global acheteur s'établissait à 2 406 millions contre 2 628 au 31 août et le montant vendeur à 260 millions contre 246. Les totaux ne sont pas très différents d'une échéance à l'autre.

On pourrait observer, également, que bon nombre d'actions de nos vieilles entreprises nationales se traitent actuellement en Bourse à des cours de misère. Ceux-ci sont souvent très inférieurs à ceux que l'on cotait jadis en or. Cependant, s'il fallait reconstituer, en francs actuels, les immobilisations figurant aux bilans de ces entreprises, il faudrait y engager des sommes considérablement supérieures à celles figurant aux bilans sociaux. Mais ce sont là des rectifications dont l'heure apparaît encore lointaine et qui ne pourront se faire que dans une atmosphère sociale apaisée.

En attendant, la tâche la plus urgente pour la sauvegarde des capitaux est de parer aux mécomptes du moment. Et c'est ainsi que l'on est, une fois de plus, ramené à la tactique que j'ai si souvent préconisée, et qui consiste à s'orienter de préférence, au moins momentanément, vers la catégorie d'investissements que l'on englobe, d'une facon générale, sous la dénomination de « valeurs réelles ».

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

N. B. — J'ai eu l'occasion de conseiller mes lecteurs dernièrement à propos de TREPCA MINES, avant la régression sensible des cours de cette valeur.

Je serais heureux maintenant de leur donner mon avis sur ROAN ANTELOPE.

L'annonce simultanée du dividende final et de l'augmentation du capital social vont placer l'actionnaire devant une nouvelle situation qu'il conviendra d'examiner avec la plus grande attention.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue Vivienne, Paris (8e).